E

Communication, culture et loisirs

Chapitre E.01

Communication

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés.
6. Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).
7. Financement de la production de films d'initiative française.
8. Nombre de films d'initiative française selon le coût.
9. Volume de la production aidée par genre.
10. Dépenses publicitaires des entreprises.
11. Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
12. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
13. Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication.

1. PRÉSENTATION

Depuis la fin des années quatre-vingt, le chiffre d'affaires de la presse éditeur augmente faiblement : + 7,9 % entre 1990 et 1997, moins que le PIB (+ 25 %). Pendant la même période, les recettes de publicité baissent de 7 %.

La presse quotidienne, nationale et spécialisée, est dans une situation difficile. Toutefois, la presse locale a un chiffre d'affaires qui augmente de 7 % entre 1996 et 1995.

L'audiovisuel connaît une croissance forte : la production nette du secteur s'accroît de près de 9 % par an, de 1989 à 1996. Les télévisions tiennent un rôle essentiel dans le financement du cinéma : la moitié des recettes de la production cinématographique proviennent des achats et des préachats des chaînes. Alors que le poids de la redevance dans le financement des chaînes diminue légèrement, les souscriptions d'abonnements par les ménages aux nouvelles chaînes du câble et du satellite prennent le relais du financement par la publicité.

En ce qui concerne l'activité cinématographique, l'année 1997 est la meilleure de la décennie avec 125 films d'iniatitive française pour une production annuelle moyenne de 103 de 1990 à 1996. En particulier, le nombre de films à gros budget (plus de 50 millions de Francs) est exceptionnel : 22 pour une moyenne de 11 de 1990 à 1996.

1997 est une année charnière dans le domaine des coproductions internationales; près d'un film sur deux est une coproduction internationale.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant la durée d'écoute par individu sont établies par Médiamétrie sur la base d'un échantillon de population âgée de 15 ans et plus et selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews assistées par ordinateur menées dans le cadre de quatre enquêtes annuelles.

— pour la télévision, elles sont fournies chaque mois à l'aide d'un système audiométrique donnant une mesure quantitative de l'audience des individus constituant un panel de 4 820 personnes.

3. DÉFINITIONS

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : *la commission d'agrément du CNC* (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les fims qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son *devis* détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'oeuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Culture et de la Communication.

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

— Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication (SJTI) : mission d'observation, d'étude et de documentation sur les médias.

— Centre national de la cinématographie (CNC).

— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

— Institut national de l'audiovisuel (INA).

— Télédiffusion de France.

— Radio-France.

— Radio-France internationale.

— TF1.

— France 2.

— France 3.

— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).

— La Sept/Arte.

— La Cinquième.

— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).

— Service de la Redevance radio-télévision.

— Médiamétrie.

Publications :

« Chiffres-Clés de la Presse », Résultats provisoires pour la presse, édition SJTI (annuel);

Tableaux statistiques de la Presse. Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France. Documentation française/SJTI (Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication) (annuel);

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994;

« La dépense des ménages en programmes audiovisuels », *INSEE-Première*, n° 355, janvier 1995;

« Les comptes du petit écran », *INSEE-Première,* n° 358, janvier 1995;

« Audiovisuel croissance ralentie », *INSEE-Première,* n° 422, janvier 1996;

« Les entreprises de presse », *INSEE-Première*, n° 547, septembre 1997;

Indicateurs statistiques de l'audiovisuel-cinéma, télévision, vidéo. Édition 1998. Service juridique et technique de l'information et de la communication, CNC, Conseil supérieur de l'audiovisuel, ministère de la Culture et de la Communication. La Documentation française;

Indicateurs statistiques de la radio (radiodiffusion, phonogrammes). Données 1996, édition 1997. Service juridique et technique de l'information et de la communication, Conseil supérieur de l'audiovisuel, ministère de la Culture et de la Communication. La Documentation française.

CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie.

« Technologies et société de l'information », édition 1999, SESSI, INSEE, SJTI.

*
* *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Chiffre d'affaires (1) :									
Ventes	24,11	29,98	31,65	32,93	33,65	33,93	35,15	36,27	36,43
Publicité	16,75	27,18	25,16	23,96	21,98	22,79	23,92	24,69	25,25
Total	**40,86**	**57,16**	**56,81**	**56,89**	**55,63**	**56,72**	**59,07**	**60,96**	**61,68**
Tirage total annuel (2) :									
Total	**7,80**	**8,08**	**8,12**	**8,28**	**8,17**	**8,21**	**8,21**	**8,25**	**8,12**
Hors gratuits d'annonces	6,33	6,42	6,45	6,57	6,40	6,45	6,41	6,35	6,25
Diffusion totale annuelle (2) :									
Total	**6,61**	**6,93**	**6,91**	**7,05**	**7,01**	**6,98**	**7,02**	**7,07**	...
Hors gratuits d'annonces	5,21	5,27	5,25	5,33	5,23	5,22	5,22	5,17	...
Consommation de papier (3)	1 162	1 396	1 377	1 321	1 298	1 297	1 308	1 377	...
Charges de fabrication (1) (4)	14,18	17,52	16,65	15,91	15,09	15,01	15,93	14,88	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par type de presse

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication — Évolution en %

	1990	%	1994	%	1995	%	*r* 1996	%	*p* 1997	%
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	5,30	3,5	5,98	–	6,23	4,1	5,92	– 5,0	6,16	4,1
Publicité	5,71	7,1	4,00	9,7	4,06	1,6	4,27	5,1	4,58	7,2
Total	**11,01**	**5,4**	**9,98**	**3,6**	**10,29**	**3,1**	**10,19**	**– 1,0**	**10,74**	**5,4**
Tirage total annuel (2)	1,09	– 0,6	1,08	4,7	1,07	– 1,4	0,96	– 10,6	0,93	– 2,8
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	– 1,3	0,80	2,3	0,81	1,9	0,73	– 9,9	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	227,40	– 4,4	216,50	– 4,8	207,80	– 4,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	3,12	– 1,8	2,56	3,2	2,87	12,1	2,70	– 5,9	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	8,27	2,1	9,12	1,8	9,43	3,4	10,20	8,1	10,07	– 1,3
Publicité	6,91	4,7	6,08	3,5	6,48	6,5	6,76	4,4	6,69	– 1,1
Total	**15,18**	**3,2**	**15,20**	**2,4**	**15,91**	**4,7**	**16,96**	**6,6**	**16,76**	**– 1,2**
Tirage total annuel (2)	2,58	– 0,9	2,50	– 1,0	2,49	– 0,6	2,58	3,6	2,49	– 3,2
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	– 0,6	2,23	– 1,1	2,21	– 0,9	2,29	3,6	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	371,60	– 0,2	366,80	– 1,3	423,40	15,4	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	5,07	2,1	4,09	– 1,4	4,34	6,1	3,93	– 9,4	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	13,77	2,2	15,95	0,3	16,50	3,5	17,03	3,2	17,08	0,3
Publicité	6,25	7,5	5,60	3,1	6,05	7,9	6,21	2,6	6,61	6,4
Total	**20,02**	**3,7**	**21,55**	**1,0**	**22,55**	**4,6**	**23,24**	**3,1**	**23,69**	**1,9**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,55	1,0	2,54	– 0,1	2,51	– 1,4	2,52	0,6
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,89	– 0,2	1,82	– 3,8	1,88	3,3	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	501,00	1,4	519,00	3,6	524,00	1,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	6,16	0,5	5,77	– 0,8	6,08	5,4	5,69	– 6,4	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2,64	8,9	2,88	2,9	2,98	3,3	3,11	4,4	3,11	–
Publicité	4,46	8,3	3,31	0,6	3,42	3,2	3,47	1,5	3,30	– 4,9
Total	**7,10**	**8,5**	**6,19**	**1,7**	**6,40**	**3,2**	**6,58**	**2,8**	**6,41**	**– 2,6**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,32	– 0,6	0,32	– 0,4	0,30	– 6,2	0,30	0,3
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,29	– 0,8	0,29	– 0,8	0,28	– 3,4	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	60,20	0,3	61,00	1,3	59,00	– 3,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,77	5,6	1,39	– 3,5	1,41	1,4	1,16	– 17,7	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**3,85**	**11,1**	**3,80**	**2,0**	**3,91**	**2,9**	**3,99**	**2,0**	**4,08**	**2,3**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,76	– 0,4	1,80	1,8	1,90	5,9	1,86	– 2,1
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	137,30	2,5	144,20	5,0	162,80	12,9	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,40	12,9	1,20	0,8	1,23	2,5	1,39	13,0	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1996

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdomadaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	**(1) Chiffre d'affaires Total**
Presse nationale d'information générale et politique	**73**	**11**	**30**	**17**	**726 548**	**10 188 826**
Information générale et politique	21	11	4	3	509 124	**6 216 339**
Presse d'opinion	39	–	17	10	44 127	**491 841**
Magazine	13	–	9	4	173 297	**3 480 646**
Presse locale d'information générale et politique	**427**	**65**	**299**	**20**	**2 288 406**	**16 965 827**
Information générale et politique	324	65	228	8	2 255 763	**16 494 521**
Magazine	34	–	2	12	4 348	**74 949**
Annonces judiciaires et légales	69	–	69	–	28 295	**396 357**
Presse spécialisée grand public	**1 040**	**10**	**76**	**550**	**1 881 509**	**23 241 149**
Journaux d'annonces	37	–	7	21	15 245	**590 964**
Presse culturelle	51	–	–	32	25 718	**552 799**
Maison et décoration	41	–	1	11	35 640	**925 428**
Économie	16	–	6	7	32 199	**710 526**
Presse féminine	87	–	8	44	291 455	**4 332 253**
Presse des jeunes	94	1	6	58	98 657	**1 425 188**
Loisirs	470	–	6	240	152 223	**3 838 518**
Sport	120	6	14	73	291 283	**3 186 199**
Science et technique	12	–	–	10	13 666	**341 740**
Télévision-Spectacle	25	–	19	6	647 749	**4 180 073**
Sensation-Évasion	38	3	6	20	210 302	**1 917 819**
Famille-Société	49	–	3	28	67 372	**1 239 642**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 332**	**7**	**153**	**652**	**275 441**	**6 579 731**
Presse agricole	154	–	70	66	57 604	**704 963**
Bâtiment-travaux publics	56	–	4	30	10 170	**386 319**
Commerce	79	–	3	56	9 534	**378 395**
Presse médicale	330	2	21	149	74 963	**1 122 080**
Biens d'équipements	41	–	4	18	3 747	**179 409**
Finances-activité boursière	15	1	1	6	2 156	**94 529**
Agro-alimentaire	40	1	5	20	6 350	**122 262**
Biens intermédiaires	39	–	1	27	1 242	**103 568**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	15	–	–	11	1 592	**31 361**
Services marchands	332	2	30	180	90 687	**2 746 639**
Services non marchands	136	–	2	39	6 835	**241 406**
Production-Distribution d'énergie	10	–	–	7	253	**26 219**
Assurance	11	–	2	7	1 425	**56 264**
Transport et Télécommunication	25	1	5	13	4 794	**182 382**
Biens de consommation	49	–	5	23	4 089	**203 935**
Journaux gratuits d'annonces	**386**	**–**	**362**	**23**	**1 902 735**	**3 986 289**
Total	**3 258**	**93**	**920**	**1 262**	**7 074 639**	**60 961 822**

(1) Diffusion et chiffre d'affaires, en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1996

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

Unités : recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique.	**482 025**	50,9	19,8	3,3	**74,0**	26,0	3 058 184	2 847 052	**5 905 236**
Presse locale d'information générale et politique...	**2 137 501**	59,3	26,6	3,0	**89,0**	11,0	9 542 318	5 763 038	**15 305 356**
dont : 7 ème jour	**168 651**	75,0	11,5	1,9	**88,3**	11,7	1 023 045	492 533	**1 515 578**
Presse spécialisée grand public	**232 629**	59,0	3,3	0,4	**62,7**	37,3	1 127 094	129 554	**1 256 648**
Presse spécialisée, technique et professionnelle...	**39 132**	0,3	62,4	35,0	**97,8**	2,2	113 697	219 302	**332 999**
Total	**2 891 287**	**57,1**	**23,2**	**3,1**	**83,4**	**16,6**	**13 841 293**	**8 958 946**	**22 800 239**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés

Source : Service de la Redevance

	1982	1990	1994	1995	1996	1997
Nombre de comptes [en milliers] (1) :						
Télévision noir et blanc	7 682	2 377	1 074	860	687	578
Télévision couleur	8 815	16 695	18 830	19 233	19 602	19 945
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (2) :						
Télévision noir et blanc	280	355	405	430	449	449
Télévision couleur	424	552	631	670	700	700

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

Unité : Million de francs

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Redevance (2)	8 718,5	9 431,9	10 239,5	10 743,6	10 922,0	11 681,5	12 250,7
Concours du budget de l'État (3)	2 045,3	1 697,8	2 099,6	1 799,4	1 119,8	741,1	572,0
Services rendus aux administrations	42,8	36,1	27,6	26,7	26,6	20,4	21,5
Publicité (4)	2 675,7	2 785,4	3 145,0	3 171,8	4 225,9	4 419,8	4 526,9
Parrainage	195,0	172,8	202,4	274,1	248,0	270,5	268,5
Autres ressources propres (5)	624,0	763,5	828,2	793,2	887,4	870,9	838,4
Total	**14 301,3**	**14 887,5**	**16 542,3**	**16 808,8**	**17 429,7**	**18 004,2**	**18 478,0**

(1) Recettes des organismes suivants : en 1993 et 1994, INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI. Depuis 1995, INA, F2, F3, Sept / ARTE, RFO, Radio France, RFI et la Cinquième.
(2) Exploitation et équipement.
(3) Il s'agit de la compensation par le budget de l'État des exonérations de redevance. Cette compensation s'est élevée à 371 MF en 1993, 1 217 MF en 1995, 1 404 MF en 1996, 684 MF en 1997, 289 MF en 1998 et 120 MF en 1999.
(4) COSIP compris.
(5) Filière production exécutive de France 3 comprise.

TABLEAU E.01-7

Financement de la production de films d'initiative française

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Production de films	2 271,0	2 574,0	2 926,0	2 275,0	2 323,0	2 722,0	2 525,6	3 916,4
Apport des diffuseurs, en % (1)	20	24	30	31	34	37	42	36
Production pour la télévision	4 354,8	5 131,2	4 900,7	4 898,5	4 543,1	5 231,8	5 760,8	5 407,9
Apport des diffuseurs, en % (1)	36,1	33,7	36,8	38,2	39,9	50,7	48,8	48,5

(1) Diffuseurs : chaînes de télévisions des secteurs public et privé.

TABLEAU E.01-8

Nombre de films d'initiative française selon le coût

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Plus de 20 millions de F	35	44	51	43	40	50	46	59
dont : plus de 50 millions de F	9	8	16	7	10	15	12	22
De 10 à 20 millions de F	45	49	45	36	28	26	28	36
Moins de 10 millions de F	27	16	17	22	21	21	30	30
Total	**107**	**109**	**113**	**101**	**89**	**97**	**104**	**125**

TABLEAU E.01-9

Volume de la production aidée (1) par genre

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Heures d'émission

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Fiction	912	1 057	836	788	576	899	1 028	631
Animation	151	259	211	182	234	114	295	262
Documentaire	280	391	436	378	406	939	1 195	1 153
Magazine	74	44	27	41	41	170	101	70
Spectacle	13	11	12	22	13	30	27	27
Total	**1 430**	**1 762**	**1 522**	**1 411**	**1 270**	**2 152**	**2 646**	**2 143**

(1) Il s'agit de la production financée en partie avec l'aide des subventions attribuées par le CNC.

TABLEAU E.01-10

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP) — *Unité* : Million de francs

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Télévision	2 127	4 625	12 600	13 364	14 309	14 450	15 505	16 704 *r*	17 455 *r*	19 384
Cinéma	220	475	409	311	320	272	280	302	332	369
Presse	5 762	15 830	28 490	26 340	24 890	22 430	23 370	23 977	24 626	25 439
Radio	2 452	2 480	3 346	3 180	3 350	3 558	3 700	3 747	3 635	3 566
Affichage	1 252	3 535	5 840	5 900	5 836	5 550	5 745	5 870	6 067	6 340
Total médias	**11 813**	**26 945**	**50 685**	**49 095**	**48 705**	**46 260**	**48 600**	**50 600**	**52 115**	**55 098**
Indice	100,0	228,1	429,1	415,6	412,3	391,6	411,4	428,3	441,2	466,4
***dont* : audiovisuel**	**2 347**	**5 100**	**13 009**	**13 675**	**14 629**	**14 722**	**15 785**	**17 006**	**17 787**	**19 753**
Indice	100,0	217,3	554,3	582,7	623,3	627,3	672,6	724,6	757,9	841,6

TABLEAU E.01-11

Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Volume horaire (en heures)	**42 120**	**32 392**	**34 599**	**34 981**	**40 478**	**40 908**	**40 749**
Répartition (en %) :							
Information	12,4	12,0	11,6	12,4	12,0	12,0	11,3
Documentaire	16,2	17,1	20,3	18,0	23,0	22,3	23,5
Fiction	44,0	35,5	35,4	35,2	34,0	35,2	35,5
Musique et divertissement	15,6	20,0	18,3	18,9	17,2	15,8	15,2
Sport	3,6	5,6	3,8	4,3	3,0	3,7	2,8
Autres émissions (2)	5,5	6,9	7,0	7,7	7,6	7,7	8,5
Autres éléments (3)	2,6	2,7	3,5	3,5	3,3	3,3	3,2

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990. En 1992, La Cinq disparaît. Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-12

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %				Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes			
	1994	1995	1996	1997	1994	1995	1996	1997
RADIODIFFUSION (1)					**151**	**151**	**152**	**153**
Stations de Radio-France	21,7	22,7	23,9	22,9	33	36	36	31
dont : France-Inter	9,8	10,6	10,3	9,8	15	16	16	15
France-Info	4,6	5,3	5,1	5,1	7	8	8	8
Stations généralistes privées	///	///	28,8	29,5	///	///	///	45
dont : Europe 1	8,5	7,7	6,4	6,3	13	11	10	9
RTL	19,6	19,2	18,8	19,3	30	29	29	30
RMC	3,1	3,1	3,0	3,3	5	5	5	5
Radios musicales nationales privées	28,8	28,9	29,0	30,0	43	44	44	46
dont : Europe 2	3,7	4,0	4,3	4,0	6	6	6	6
Fun Radio	6,7	5,1	4,2	3,7	10	8	6	6
Nostalgie	4,0	4,5	4,1	3,8	6	6	6	6
NRJ	6,9	7,0	7,5	7,5	11	10	11	11
Sky Rock	2,6	2,9	3,1	3,3	4	4	5	5
TÉLÉVISION (1)					**190**	**191**	**192**	**192**
TF1	38,4	37,0	34,9	34,4	73	71	67	66
France 2	26,1	24,6	25,1	24,7	50	47	48	48
France 3	15,9	17,8	17,8	17,3	30	34	34	33
Canal +	4,7	4,3	4,5	4,6	9	8	9	9
Arte	1,0	1,3	1,4	1,6	2	3	3	3
La Cinquième	///	1,1	1,6	1,8	///	2	3	4
M 6	11,2	11,1	11,4	12,1	21	21	22	23
Autres stations	2,7	2,8	3,3	3,6	5	5	6	7

(1) Du lundi au dimanche pour la télévision et du lundi au vendredi pour la radio, cible : 15 ans et plus.

TABLEAU E.01-13

Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne

D'après devis fournis au CNC

Source : Centre National de la Cinématographie — *Unité :* Million de Francs

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Données par genre :								
Fiction	1 248,7	1 363,6	1 397,5	1 547,8	1 413,8	1 498,3	1 929,6	1 875,0
Documentaire	154,3	188,0	227,4	190,7	216,6	359,7	538,0	502,7
Animation	106,1	169,7	164,5	115,6	179,1	77,6	255,6	210,0
Magazine	30,7	22,7	17,7	17,4	15,9	27,7	47,7	16,6
Spectacle	7,8	7,0	7,0	8,1	30,9	17,0	20,5	20,7
TOTAL	**1 547,6**	**1 751,0**	**1 814,1**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 625,0**
Accroissement annuel en %	**14,7**	**13,1**	**3,6**	**3,6**	**– 1,2**	**6,7**	**41,0**	**– 6,0**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques :	**861,4**	**892,2**	**1 058,9**	**1 132,7**	**1 037,7**	**955,5**	**1 361,9**	**1 390,3**
France 2 (1)	424,3	411,4	520,1	572,9	550,9	371,8	616,1	605,9
France 3	293,5	367,4	375,8	404,1	327,3	364,2	458,8	482,6
La Sept / Arte (2)	143,6	113,4	163,0	155,7	158,2	146,5	160,2	203,3
La Cinquième	•	•	•	•	1,3	73,0	126,8	98,5
Chaînes privées :	**686,2**	**858,8**	**755,2**	**746,9**	**818,6**	**1 024,8**	**1 429,5**	**1 234,7**
TF1	437,6	514,9	540,9	528,6	527,1	717,3	993,7	810,6
La 5 (3)	112,2	181,1	3,6	•	•	•	•	•
M6	20,2	55,5	82,9	91,8	115,6	141,9	164,3	124,7
Canal Plus	108,9	97,6	107,0	105,7	143,5	128,5	156,6	180,0
Câble et locales	7,3	9,7	20,8	20,8	32,4	37,1	114,9	119,4
TOTAL	**1 547,6**	**1 751,0**	**1 814,1**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 625,0**
Total (hors Canal + et câble)	**1 431,4**	**1 643,7**	**1 686,3**	**1 753,1**	**1 680,4**	**1 814,7**	**2 519,9**	**2 325,6**

(1) Nouveau logo France 2 et France 3 depuis le 18 mars 1993.
(2) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.
(3) Émissions interrompues depuis le 7 avril 1992.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2 Répartition du patrimoine immobilier protégé.
3. Entrées dans les monuments nationaux.
4. Entrées à la tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres autorisées.
12 Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Bibliothèques municipales.
17. Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Fréquentation des lieux culturels.
25. Pratiques artistiques amateur.
26. Lecture.
27. Les pratiques audiovisuelles.
28. Répartition de la population active ayant un emploi en mars 1997, par profession et statut.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 32 conservatoires nationaux de région (CNR), des 107 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 250). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

52 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 45 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer en totalité. Une centaine de musées appartenant à l'État (dont 33 musées nationaux du ministère de la Culture) et un millier de musées « classés et contrôlés » sous la tutelle de la Direction des musées de France sont décomptés.

Phonogrammes - vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

L'enquête « Pratiques culturelles des Français », réalisée en 1997 par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication, fait suite à celles qu'il a déjà faites en 1973, 1981 et 1989. L'échantillon de 1997, représentatif des Français âgés de 15 ans et plus, porte sur 3 000 personnes (5 000 personnes en 1989).

Les données sur les pratiques culturelles des Français (tableaux E.02-24 à E.02-27) sont extraites de ces enquêtes. Des modifications ayant été apportées au questionnaire de 1997, certains résultats ne peuvent être comparés sans précaution avec ceux des enquêtes précédentes.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle (1).

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1997, il existe 33 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ) et 62 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;

— le sauvetage;

— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui a ouvert au public le 2 février 1997. La Bibliothèque publique d'information (BPI) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) sont deux organismes associés au Centre.

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.

— Ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

— Syndicat national de l'édition.

— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication : Département des études et de la prospective.

« Les amateurs. Enquête sur les activités artistiques des Français », Olivier Donnat, La Documentation française, 1996.

Chiffres clés, 1997, Statistiques de la culture, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 1998.

« Les pratiques culturelles des français, enquête 1997 », Olivier Donnat, La Documentation Française, 1998.

« Les publics de la Comédie-Française. Fréquentation et image de la salle Richelieu », La Documentation française, 1997. »

« La profession de Comédien, formation, activités et carrière dans la démultiplication de soi », La Documentation française, 1997.

« Atlas des activités culturelles », La Documentation française, 1998.

(1) Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

INSEE :

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

« La dépense des ménages en programmes audiovisuels », *INSEE-Première,* n° 355, janvier 1995.

« L'année 1994 du cinéma », *INSEE-Première,* n° 379, juin 1995.

« Équipements et attraction des communes , Inventaire Communal 1998 » :

— 1 cédérom pour chaque région,

— 1 cédérom France entière,

— 5 cédéroms thématiques France entière :

Services et commerces,

Enseignement, santé et action sociale,

Sports, loisirs et culture,

Tourisme,

Réseaux et dessertes,

Accès internet :

-http://www.insee.fr

-http://www.agriculture.gouv.fr

-http://www.datar.gouv.fr

Autres publications:

CNC Info, Centre national de la cinématographie.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

D'autres références sont notées dans les publications du chapitre E.01.

*
* *

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1993	1994	1995	1996	1997
Monuments protégés :					
Classés	13 365	13 486	13 660	...	...
Inscrits	24 444	24 749	25 192	...	...
Total	**37 809**	**38 235**	**38 852**	...	...
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :					
Classements	166	180 *r*	209 *r*	164	93
Inscriptions	595 *r*	593 *r*	623 *r*	563	559
Total	**761** *r*	**773** *r*	**832** *r*	**727**	**652**

TABLEAU E.02-2

Répartition du patrimoine immobilier protégé (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	%
	1994
Types d'édifice :	
Édifices religieux et funéraires	41
Habitations	26
Châteaux, manoirs	15
Architecture publique	6
Architecture militaire	4
Architecture liée à l'activité économique	3
Génie civil	2
Urbanisme	1
Non ventilé	2
Propriétaires :	
Communes	44
État	4
Autres propriétaires publics	2
Propriétaires privés	47
Autres non ventilés	3

(1) Concerne les édifices classés et inscrits.

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments nationaux (1)

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité* : Millier

	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Total	**7 490**	**8 418**	**8 076**	**7 957**	**7 994**	**8 438**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	736	775	880	870	953	1 077
Abbaye du Mont Saint-Michel	653	826	850	828	834	920
Sainte-Chapelle	638	696	641	582	605	775
Château de Chambord	589	730	770	747	754	763
Château du Haut-Koenigsbourg	528	591	596	590	577	570
Château d'Azay-le-Rideau	359	425	354	347	331	344
Panthéon	155	220	208	296	292	333
Conciergerie	232	251	236	185	235	267
Cité de Carcassonne	234	272	270	262	247	230
Tours de Notre-Dame	631	452	234	184	150	187
Entrées payantes	6 833	7 545	6 979	6 415	6 401	7 192
Entrées gratuites	657	873	1 097	1 542	1 593	1 246

(1) Concernent les 93 monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel — *Unité* : Millier

	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Total	**4 369**	**5 699**	**5 419**	**5 213**	**5 530**	**5 720**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux — *Unité :* Millier

	1990	1994	1995	1996	1997
Total	**16 025**	**14 942**	**12 667**	**12 639**	**13 165**
dont : Musée du Louvre	5 338	6 165	4 696	4 632	5 207
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	3 282	2 983	2 922	2 702
Musée d'Orsay	3 000	2 248	2 083	2 135	2 342
Musée Picasso	509	415	427	457	503
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	474	430	440	473
Musée national du château de Fontainebleau	419	424	416	438	355
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie	297	284	243	269	291
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	273	244	255 *r*	251
Musée national du château de Compiègne	215	219	176	174	148
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	147	143	135	145
Musée national du château de Pau	135	123	121	116	111
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	89	80	85	80
Entrées payantes	10 096	10 242	8 748	8 569	9 507
Entrées gratuites	5 929	4 700	3 919	4 070	3 658

(1) Concernent les 31 musées nationaux.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1 147 977	11 480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505 929	9 199
Renoir	1985	793 544	8 625
Manet	1983	735 197	8 079
Monet	1980	504 422	7 760
Toutankhamon	1967	1 240 975	7 343
Gauguin	1989	623 739	7 253
Toulouse-Lautrec	1992	654 714	7 116
Turner	1983	548 496	6 943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430 760	6 627
Cézanne	1995	583 186	6 480
Picasso (œuvres reçues en dation)	1979	457 326	6 098
Picasso	1966	403 819	5 609
Vermeer	1966	317 702	5 574
Degas	1988	439 886	5 431
Van Gogh	1972	493 237	5 304
Watteau	1984	432 803	5 278
Aménophis III	1993	387 698	5 239
Goya	1970	311 636	5 109
Les Portraits de Picasso	1996	370 196 *r*	5 011 *r*
Pissaro	1981	369 462	4 993
Impressionnisme, les origines	1994	447 321	4 862
Cézanne	1978	385 740	4 822
Le Titien	1993	359 612	4 495
Chardin	1979	341 479	4 493
Georges de la Tour	1997	470 244	4 451
Corot	1996	325 522	4 399
Or des Scythes	1975	359 596	4 385
Van Gogh	1988	364 287	4 286
Fragonard	1987	344 999	4 012
Le Douanier Rousseau	1984	396 016	4 000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4 000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1997.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris

Collections permanentes et expositions temporaires (1)

Source : Ville de Paris

Unité : Millier d'entrées

	1985	1990	1994	1995	1996	1997	dont expositions
Total	**1 367,7**	**1 168,0**	**1 048,6**	**1 582,8**	**1 462,2**	**1 164,3**	**797,3**
dont : Art moderne	485,1	272,9	331,4	663,6	456,9	314,7	265,6
Carnavalet	254,3	258,5	201,6	220,8	258,9	187,5	92,3
Mode et costume	92,7	92,1	53,3	73,9	69,2	60,7	60,7
Petit-Palais	203,4	289,5	227,2	358,9	373,3	287,2	226,5
Victor-Hugo	155,7	109,9	57,7	75,7	87,1	86,4	17,4

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité* : Millier

	1985	1990	1994	1995	1996	(2) 1997
Fréquentation générale	7 367	8 263	6 927	6 312	5 886	4 419
Bibliothèque publique d'information	4 252	3 938	3 802	3 679	3 688	2 657
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1 096	948	788	825	666
Expositions temporaires	2 285	1 012	757	998	869	437

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.
(2) Fréquentation de janvier à septembre, le Centre est fermé pour travaux depuis octobre 1997.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840 662	8 083
Balthus	1983	288 093	4 175
Bonnard	1984	488 093	6 341
Kandinsky	1984-1985	349 656	4 351
Vienne	1986	450 000	6 429
Andy Warhol	1990	306 958	4 323
Matisse	1993	734 896	7 349

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 4 000 entrées par jour en moyenne depuis 1980.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie — *Unité* : Millier

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Fréquentation générale	3 150	3 710	3 731	3 543	3 903	3 455
Dont : expositions	1 562	1 649	1 559	1 594	1 702	1 614
Géode	1 071	950	872	777	846	771
Médiathèque (gratuit)	901	1 229	1 089	1 059	1 143	1 272
Total des entrées payantes (1)	**2 742**	**3 011**	**2 826**	**2 777**	**3 013**	**2 789**

(1) Aux expositions, Géode, Cinaxe (depuis le 18 mai 1991) et centre de congrès.

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1993	1994	1995	1996	1997
Archéologie programmée					
Fouilles programmées	262	285	277	263	252
Prospections thématiques	105	88	97	89	96
Relevés d'art rupestre	20	14	15	20	20
Archéologie préventive					
Sondages	1 127	1 155	1 543	1 721	1 863
Fouilles préventives (sauvetages)	1 090	1 293	811	837	683
Prospections inventaire	615	599	549	574	536

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1990	1994	1995	1996	1997
Total	**41 982**	**47 486**	**42 304 (1)**	**50 003**	**49 008**

(1) Sur 10 mois, auparavant les titres étaient comptabilisés sur une période allant de mars à fin février.

TABLEAU E.02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
250 millions et plus	13	16	16	15	12	12	11
De 100 à moins de 250 millions	12	17	17	19	10	13	15
De 50 à moins de 100 millions	28	29	26	21	17	19	18
De 20 à moins de 50 millions	44	34	38	36	39	38	39
De 10 à moins de 20 millions	47	42	42	30	31	32	28
De 1 à moins de 10 millions	183	174	172	177	161	134	128
Moins de 1 million	85	76	64	57	59	61	72
Total	**412**	**388**	**375**	**355**	**329**	**309**	**311**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200 000 F (hors taxes).

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1994	1995	1996	1997	*dont* nouveautés et nouvelles éditions
Titres produits :					
Livres scolaires	6 358	5 872	6 707	6 498	2 279
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 267	3 361	3 334	3 178	2 363
Sciences humaines et sociales	4 062	4 441	4 886	4 659	2 846
Droit et sciences économiques	1 426	1 628	1 979	2 008	1 797
Religion	1 290	1 198	1 139	1 321	698
Ésotérisme, occultisme	292	314	357	395	256
Littérature	10 165	10 590	10 360	10 837	5 035
Actualité	718	838	908	951	637
Encyclopédies et dictionnaires	573	623	637	462	174
Livres d'art	1 098	1 139	1 602	1 493	1 000
Livres pour la jeunesse	5 299	6 029	6 656	6 793	2 984
Bandes dessinées	1 147	1 170	1 531	1 332	554
Ouvrages de documentation	58	60	67	1 009	921
Livres pratiques (1)	5 807	5 734	6 143	6 204	2 936
Non ventilé	–	–	–	74	42
Total	**41 560**	**42 997**	**46 306**	**47 214**	**24 522**
Exemplaires produits (en milliers) :					
Livres scolaires	72 687	64 525	77 915	78 042	39 139
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7 362	7 744	7 919	7 267	5 515
Sciences humaines et sociales	17 855	24 230	25 601	20 479	12 631
Droit et sciences économiques	4 356	4 601	5 830	5 796	4 928
Religion	6 027	7 029	7 604	6 039	3 367
Ésotérisme, occultisme	1 559	1 981	1 785	1 731	1 201
Littérature	128 017	130 603	123 882	127 276	76 315
Actualité	8 162	6 063	7 334	7 834	6 171
Encyclopédies et dictionnaires	10 650	11 999	7 874	7 113	3 420
Livres d'art	6 787	6 162	10 371	8 482	6 743
Livres pour la jeunesse	43 474	54 569	61 967	67 015	31 642
Bandes dessinées	12 179	12 608	14 435	14 259	6 709
Ouvrages de documentation	976	2 218	2 028	2 222	2 126
Livres pratiques (1)	56 813	51 829	58 906	57 534	37 432
Non ventilé	–	–	–	4 257	4 073
Total	**376 904**	**386 161**	**413 451**	**415 346**	**241 412**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997
Livres scolaires	2 095,1	2 075,1	2 134,6	2 155,9
Livres scientifiques, professionnels et techniques	772,2	699,2	700,3	717,8
Livres de sciences humaine et sociales	827,6	800,2	829,7	837,8
Droit et sciences économiques	658,0	688,6	796,8	812,3
Religion	254,4	227,8	227,0	276,7
Ésotérisme, occultisme	49,7	52,7	61,6	52,9
Littérature	2 282,4	2 338,2	2 406,5	2 406,1
Actualité	359,6	273,3	318,5	338,3
Encyclopédies et dictionnaires	2 807,8	2 575,7	2 042,0	1 745,3
Livres d'art	736,1	697,3	747,1	592,3
Livres pour la jeunesse	997,7	963,1	1 014,1	1 114,0
Bandes dessinées	291,5	310,7	349,4	389,3
Ouvrages de documentation	72,4	127,7	109,8	123,7
Livres pratiques (1)	1 812,0	1 765,5	1 795,2	1 855,0
Divers non ventilés	50,5	40,2	41,0	23,8
Total des ventes de livres	**14 067,0**	**13 635,3**	**13 573,6**	**13 441,2**
Cessions de droits	499,3	494,0	519,7	578,4
Total	**14 566,3**	**14 129,3**	**14 093,3**	**14 019,6**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1993	1994	1995	1996
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 064**	**2 133**	**2 315**	**2 486**
Ayant une discothèque de prêt	576	842	916	1 039	1 148
Ayant une vidéothèque de prêt	104	338	407	512	592
Collections pour 100 habitants :					
Livres	228	240	250	270	270
Phonogrammes	16,0	20,2	20,7	21,8 *r*	21,9
Cassettes vidéo	...	1,6	1,9	2,2	2,6
Prêts :					
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	5 866	6 023	6 251	6 449
soit en % de la population desservie	16	18	18	18	18
Prêts de livres pour 100 habitants	325	370	390	400	420
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	75	78	80	83
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	21	22	27	30

TABLEAU E.02-17

Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale de France

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Phonogrammes	**17 213**	**18 560**	**14 466**	**15 573**	**15 964**	**13 318**
Disques 45 tours	1 490	233	37	8	48	...
Disques 33 tours	3 196	1 011	774	1 249	1 040	...
Disques compacts	8 040	12 651	10 259	11 464	12 158	...
Cassettes	4 487	4 618	3 352	2 841	2 715	...
Minidiscs	///	47	44	11	3	...
Vidéogrammes	**4 079**	**6 950**	**7 042**	**9 506**	**8 187**	**7 612**
Multimédias	**1 916**	**1 753**	**1 521**	**1 827**	**2 968**	**3 851**

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Quantité (1)	**131 511**	**127 672**	**129 826**	**142 477**	**145 418**	**156 208**
Disques 45 tours	26 622	448	327	279	228	307
Disques 33 tours	6 708	138	62	84	74	170
Disques compacts	56 220	92 916	102 869	114 513	127 582	140 453
Cassettes	41 961	33 757	26 206	27 112	17 265	14 908
Tous supports et livres	///	413	362	489	269	370
Facturation (2)	**5 343**	**6 073**	**6 494**	**6 783**	**6 785**	**7 167**
Disques 45 tours	349	11	7	7	6	7
Disques 33 tours	204	2	2	3	2	4
Disques compacts	3 177	4 862	5 451	5 847	6 061	6 515
Cassettes	1 613	1 186	1 022	905	705	626
Tous supports et livres	///	12	12	21	11	15

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1990	1994	1995	1996	1997
Production cinématographique					
Films de long métrage produits (1)	**146**	**115**	**141**	**134**	**163**
Films d'initiative française	106	89	97	104	125
Intégralement français	81	61	63	74	86
De coproduction	25	28	34	30	39
Films de coproduction à majorité étrangère	37	22	32	27	33
Films bénéficiaires de l'aide du Fonds ECO (2)	3	4	12	3	5
Montant des investissements (million de F)	**3 289**	**2 879**	**3 596**	**3 287**	**4 626**
Français	2 296	2 233	2 665	2 534	3 724
Étrangers	993	646	931	753	902
Coût médian des films d'initiative française produits (million de F)	16	18	21	17	19
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	391	422	413	408	428
dont : ayant enregistré des résultats	162	155	164	163	156
Chiffre d'affaires (million de F)	1 547	1 640	1 810	1 912	2 106
Films distribués	4 086	4 514	4 185	3 877	4 181
Films sortis pour la première fois	370	407	371 *r*	391	394
dont : films français	129	145	136 *r*	160	151
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 291 *r*	4 378 *r*	4 529 *r*	4 655
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	908 *r*	922 *r*	954 *r*	972
Complexes cinématographiques	860	839	828	833	832
Salles de complexes	3 078	3 018	3 082	3 213	3 331
Fauteuils des complexes (millier)	584	585	561	...	...
Spectateurs (million)	121,9	124,4	130,2	136,7 *r*	148,1 *p*
Recette (million de F) (4)	3 826,1	4 286,8	4 526,9	4 762,1 *r*	5 144,6 *p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet	37,4	28,3	35,2	37,3	34,5

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1992, salles actives à partir de 1993.
(4) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1996

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union Européenne	Espagne	**France**	Italie	Allemagne	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	650 (1)	91	**134**	99	64	121	570	278
Exploitation - Distribution								
Écrans	20 810	2 354	**4 519**	4 004	4 035	2 166	27 086 (2)	1 828
Nombre de films distribués	3 670 (3)	330	**386**	390	287	322	471	598
Spectateurs (en millions)	697,0	104,2	**136,7**	95,5	132,9	123,8	1 265,0	119,6
Fréquentation moyenne par habitant	1,9	2,6	**2,3**	1,7	1,6	2,1	4,8	1,0
Nombre d'entrées par salle	33 500	44 260	**30 250**	23 850	32 900	57 150	46 000 (4)	65 420
Recettes guichet (en millions d'unités locales) (5)	3 320 (6)	55 286	**4 758,0**	875,0	1 314,0	440,0	5 760,0	149,0
Recettes (en millions de FF)	21 906	2 156	**4 758,0**	2 976	4 403	4 418	35 136	7 147
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	19,0	9,3	**37,3**	24,9	15,3	12,8	98,0	36,3
Recettes réalisées par les films américains (en %)	70,0	78,3	**54,7**	59,7	75,1	81,7	98,0	60,5
Vidéo								
Taux de pénétration des foyers (en %)	66,0	51,0	**72,0**	56,0	68,0	70,0	90,0	79,0
Câble								
Taux de pénétration des foyers (en %)	25,2	1,3	**8,6**	...	47,6	5,6	65,5	29,0
Satellite								
Taux de pénétration des foyers (en %)	10,7	6,5	**4,7**	2,2	17,8	17,0	7,9	23,3

(1) Estimations hors coproductions franco-européennes minoritaires.
(2) Chiffres 1995.
(3) Cumul des films sortis dans l'Union européenne.
(4) Estimations.
(5) En milliards pour l'Italie et le Japon.
(6) En ÉCU.

TABLEAU E.02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Spectateurs : millier

	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	*p*1996-1997
Opéra de Paris (1) (4)					
Représentations	322	361	249	289	415
Spectateurs	534	698	453	592	735
Théâtres nationaux (1) (5)					
Comédie française :					
Représentations	382	525	472	568	730
Spectateurs	295	279	244	303	322
Théâtre national de l'Odéon :					
Représentations	323	277	300	313	277
Spectateurs	103	117	89	113	109
Théâtre national de Chaillot :					
Représentations	428	379	337	257	320
Spectateurs	210	221	161	130	169
Théâtre de la Colline :					
Représentations	332	421	345	343	393
Spectateurs	119	128	103	105	100
Théâtre national de Strasbourg :					
Représentations	152	106	161	137	119
Spectateurs	51	38	54	32	36
Centres dramatiques nationaux (2)					
Représentations	7 167	6 552	7 310	6 924	7 140
Spectateurs	2 086	1 814	1 864	1 619	1 716
Scènes nationales (2)					
Représentations	23 047	24 625	24 249	28 740 *r*	24 789
Spectateurs	2 114	2 188	2 398	2 558 *r*	2 357
Théâtres privés parisiens (3)					
Représentations	11 501	10 068	11 773	11 202	11 033
Spectateurs	3 093	2 536	2 434	2 337	2 222

(1) Non compris les tournées.
(2) Tous spectacles, spectateurs payants.
(3) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
(4) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille; en 1994-1995 l'Opéra Garnier a été fermé pour travaux.
(5) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 135	1 358	1 191	1 210
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	440	442	502	480
Centre national de danse contemporaine	27	25	24	33	31
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	46 980	47 262	47 443	46 212
École nationales de musique (ENM)	88 521	90 332	91 458	91 656	94 496
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	91	91	90	93
École du théâtre national de Strasbourg	41	43	37	39	38
École supérieure des arts du cirque	38	25	32	32	35
École nationale supérieure des arts de la marionnette	12	15	14	14	19
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 632	1 688	1 719 *r*	1 766
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	119	117	116	137
Arts plastiques					
École nationale supérieure des beaux-arts	858	513	544	534	580
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	635	631	616	586
École nationale supérieure de création industrielle (2)	167	196	177	187	178
Écoles nationales d'art	1 108	1 061	1 102	1 164 *r*	1 146
Écoles régionales et municipales d'art	7 104	7 021	7 160	7 436	7 747
Patrimoine					
École du Louvre (3)	2 958	2 972	2 171	1 885	1 900
École nationale du patrimoine	...	73 *r*	75 *r*	79 *r*	95
Institut français de restauration des œuvres d'art	39	54	60	47	49
École des Chartes	119	163	169	176	170
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	218	207	156	145
Architecture					
Écoles d'architectures	...	18 242	18 524	18 801	18 768

(1) Établissements dépendant du ou contrôlés par le ministère de la Culture.
(2) Non compris les stagiaires.
(3) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes — *Unité* : Million de francs

	r 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Exportations					
Total	**12 425**	**9 142**	**9 617**	**9 822**	**11 058**
Livres	2 979	3 036	3 129	3 040	3 522
Presse	2 111	2 142	2 740	2 468	2 567
Phono-vidéogrammes	899	1 045	1 109	1 280	1 410
Partitions musicales	20	39	39	47	63
Instruments de musique	445	512	525	545	587
Objets d'art (1)	5 971	2 368	2 075	2 442	2 909
Importations					
Total	**12 371**	**8 956**	**9 757**	**9 223**	**9 493**
Livres	3 262	3 216	3 557	3 475	3 345
Presse	2 311	1 893	2 225	2 015	2 320
Phono-vidéogrammes	1 433	1 742	2 095	1 806	2 072
Partitions musicales	32	58	60	59	52
Instruments de musique	1 140	1 052	967	999	906
Objets d'art (1)	4 193	995	853	869	798

(1) Y compris collections et spécimens.

TABLEAU E.02-24

Fréquentation des lieux culturels

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	Au cours de leur vie		Au cours des 12 derniers mois			
	1989	1997	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui sont allés au moins une fois						
Cinéma	88	95	52	50	49	49
Bibliothèque/médiathèque	•	•	•	•	23	31
Théâtre	45	57	12	10	14	16
Spectacle de danse	24	32	6	5	6	8
Concert de musique classique (1)	29	28	7	7	9	9
Concert rock (1)	25	26	•	•	10	9
Concert jazz (1)	18	19	•	•	6	7
Concert de musique d'un autre genre (1)	•	30	•	•	•	11
Musée	74	77	27	35	30	33
Monument historique	72	71	32	32	28	30

(1) L'introduction d'un nouvel item « concert de musique d'un autre genre » dans le questionnaire de 1997 rend difficile la comparaison avec les résultats de 1989, notamment dans le cas des concerts de rock.

TABLEAU E.02-25

Pratiques artistiques amateur

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	Au cours des 12 derniers mois	
	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué les activités artistiques suivantes :		
Instrument de musique (1)	18	13
Chant ou musique avec une organisation ou des amis	8	10
Activité amateur autre que musicale	**27**	**32**
dont : journal intime, noter des réflexions	7	9
poèmes, nouvelles ou roman....	6	6
peinture, sculpture ou gravure	6	10
artisanat d'art	3	4
théâtre	2	2
dessin	14	16
danse	6	7
Appareil photo	66	66
Caméra ou un caméscope	5	14

(1) Les modifications apportées au questionnaire interdisent toute comparaison sur cette question.

TABLEAU E.02-26

Lecture

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont lu :				
Un quotidien	77	71	79	73
dont : tous les jours ou presque	55	46	43	36
Un magazine régulièrement	•	•	86	84
dont : un magazine télé exclusivement	•	•	15	16
Au moins un livre dans les 12 derniers mois	**70**	**74**	**75**	**74**
1 à 9	24	27	32	34
10 à 24	23	26	25	23
25 et plus	22	19	17	14
Ne se prononcent pas	1	2	1	3

TABLEAU E.02-27

Les pratiques audiovisuelles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	Au cours des 12 derniers mois			
	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus dont les pratiques audiovisuelles ont été les suivantes :				
Télévision	88	91	90	91
Tous les jours ou presque	65	69	73	77
Cassettes vidéo	•	•	24	66
Au moins une fois par semaine	•	•	13	28
Radio	81	90	85	87
Tous les jours ou presque	72	72	66	69
Disques ou des cassettes	66	76	73	76
Tous les jours ou presque	9	19	21	27
Micro ordinateur (1)	•	•	•	14
Tous les jours ou presque	•	•	•	4

(1) Dans le cadre de leurs loisirs.

TABLEAU E.02-28

Répartition de la population active ayant un emploi en mars 1997, par profession et statut

Source : INSEE (enquête sur l'emploi 1997) — *Unité* : Personne

	TOTAL	Non salariés	Salariés
Professions de l'audiovisuel et du spectacle vivant			
Artistes des spectacles	38 700	6 200	32 500
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles	49 100	1 700	47 400
Professions des arts plastiques et des métiers d'art			
Artistes plasticiens	24 300	20 900	3 400
Stylistes/décorateurs	41 800	14 200	27 600
Photographes	16 900	8 100	8 800
Métiers d'art	38 000	13 900	24 100
Professions littéraires			
Journalistes et cadres de l'édition	44 800	4 300	40 500
Auteurs littéraires	7 700	6 400	1 300
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	50 300	–	50 300
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	30 800	3 600	27 200
Architectes	32 400	21 700	10 700
Ensemble des professions culturelles	374 800	101 000	273 800

Chapitre E.03

Tourisme

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.

4A. Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace.

4B. Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

5A. Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement.

5B. Voyages personnels : nuitées selon le mode d'hébergement.

6. Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.
7. Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.
8. Voyages personnels : répartition des nuitées en France.
9. Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.
12. Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Secrétariat d'État au Tourisme, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

1. PRÉSENTATION

À la fin 1997, le parc en hôtellerie homologuée régresse légèrement; celui des autres formes d'hébergement est stable à l'exception de l'accueil en gîtes et chambre d'hôtes qui marque une sensible progression (+ 13,6 %) par rapport à l'année précédente.

Les déplacements touristiques personnels des Français sont orientés à la baisse au cours des quatre dernières années aussi bien en nombre de séjours (176,8 millions en 1994, 160,4 millions en 1997) qu'en nombre de nuitées, en France (874,2 millions en 1994, 812,5 millions en 1997) et, dans une moindre mesure à l'étranger (124,3 millions en 1994, 119,9 millions en 1997).

Les modes de transports utilisés évoluent progressivement : hausse de l'avion (8,5 millions de séjours en 1994 contre 9,9 millions en 1997) et de la voiture de location (de 0,7 million de séjour en 1994 et 1,3 million en 1997) au détriment des moyens de transports plus anciens, voiture particulière, train, autocar.

En 1997, près de 67 millions de touristes non résidents sont venus en France. Ainsi, notre pays reste le plus visité du monde par les étrangers (10,9 % des arrivées mondiales) devant les États-Unis d'Amérique (7,9 %) mais ils n'y dépensent que 6,4 % des recettes mondiales (3^{e} rang) contre 16,9 % (1er rang) aux États-Unis. Cependant, le bilan du tourisme avec l'étranger reste largement excédentaire : 66,7 milliards de francs en 1997, soit + 22,9 % par rapport à l'année précédente (chiffres provisoires).

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAF63.3).

En 1996, l'enquête a été rénovée; les données issues de son exploitation ne sont donc pas strictement comparables avec celles de 1995 présentées dans l'édition 1998 de l'annuaire.

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

2.2. La demande

Les voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofrès auprès d'un échantillon de 10 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

2.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités, faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

Fréquentation par mode d'hébergement

La direction du Tourisme a réalisé en 1996 une « enquête aux frontières ». Elle a été menée auprès des visiteurs non résidents à leur sortie du territoire français, quel que soit le mode de transport utilisé. Elle a porté sur un échantillon de 24 606 touristes et 23 914 excursionnistes (cf. définition « Touriste »).

3. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la

(1) Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit. Ils offrent des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles; ils doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :

— d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme;

— familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême);

— autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

— INSEE.

Publications :

Observatoire National du Tourisme :

« Données économiques du Tourisme 1998 », « L'Atlas du tourisme », « Le tourisme international en France », « Les résultats de l' Enquête aux frontières 1996 ».

Mémento du tourisme 1998/1999, Secrétariat d'État au Tourisme, Direction du Tourisme.

INSEE :

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1989 », Christine (M.), Filipowski (V.), Monteiro (S.), *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 32-33, janvier 1992.

« Les vacances des Français. Résultats détaillés de 1990 à 1992 », Monteiro (S.), Rowenezyk (C.), *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 52-53, juillet 1993.

« Les vacances des Français », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 80-81, mars 1996.

« Partir en vacances », Marceline Bodier et Emmanuelle Crenner, *Données sociales,* 1996, INSEE.

*
* *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3)

Année 1996

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans les services)

Unité : Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel (2)	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**3 035**	**33 606**	**33 332**	**53 465**	**8 632**	**534**
hors tranche (1)	136	1 299	1 094	3 829	– 301	34
0 à 5 salariés	2 060	4 821	5 766	6 841	1 990	44
6 à 19 salariés	639	5 875	5 719	10 225	1 967	86
20 à 49 salariés	133	4 366	4 165	6 360	1 080	35
50 à 99 salariés	38	2 545	2 496	6 047	626	30
100 salariés et plus	29	14 700	14 092	20 163	3 270	307

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.
(2) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Sans étoile (1) :						
Hôtels	495	...	2 483	2 603	2 660	2 554
Chambres	3 554	...	47 355	55 859	58 579	57 217
1 étoile :						
Hôtels	7 472	4 751	3 341	3 126	2 766	2 615
Chambres	121 566	80 124	60 972	57 846	52 035	49 491
2 étoiles :						
Hôtels	9 176	10 602	10 490	10 586	10 549	10 450
Chambres	264 907	302 854	299 995	302 530	300 651	296 032
3 étoiles :						
Hôtels	2 825	3 267	3 293	3 342	3 361	3 386
Chambres	132 499	148 334	151 448	157 057	154 675	156 198
4 étoiles et 4 étoiles-luxe						
Hôtels	415	527	540	555	576	558
Chambres	28 320	36 090	36 900	38 245	42 413	41 945
Total :						
Hôtels	**20 383**	**19 147 (2)**	**20 147**	**20 212**	**19 912**	**19 563**
Chambres	**550 846**	**567 402 (2)**	**596 670**	**611 537**	**608 353**	**600 883**

(1) Norme 1986.
(2) Non compris les sans étoiles.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1994	1995	1996	1997
Nombre d'établissements :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles	8 527	8 693	8 195	8 137	8 141
Villages de vacances agréés	•	515	...	825	861
Auberges de jeunesse	303	188	191	230	224
Maisons familiales de vacances	128	...	...	...	...
Gîtes ruraux et communaux (1)	37 827	41 229	41 286	42 052	41 868
Chambres d'hôtes (1)	11 168	17 920	17 659	18 898	21 466
Places disponibles (ou lits) en milliers :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles (2)	889,9	942,7	913,0	910,5 *r*	910,6
Villages de vacances agréés	•	173,6	...	246,6	253,0
Auberges de jeunesse	17,6	12,3	12,9	15,0	15,0
Maisons familiales de vacances	13,7	...	...	...	...

(1) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(2) Nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4A

Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

	1994	1995	1996	1997
En % des séjours				
Mer	24,6	25,3	25,5	26,3
Montagne	14,5	15,0	15,3	14,6
Campagne	37,1	37,4	36,9	37,4
Lac	4,2	4,1	4,2	4,1
Ville	32,3	32,1	32,6	32,5
Autre	2,0	2,0	2,1	2,3
En % des nuitées				
Mer	36,9	37,4	37,7	38,4
Montagne	19,6	19,8	19,1	18,1
Campagne	32,0	32,4	33,6	33,8
Lac	5,7	5,7	5,7	5,8
Ville	26,2	26,2	25,9	26,1
Autre	1,9	1,8	2,1	2,1
Durée moyenne des séjours (en nuitées)				
Mer	8,5	8,5	8,7	8,5
Montagne	7,6	7,6	7,3	7,2
Campagne	4,9	5,0	5,3	5,3
Lac	7,7	8,0	8,0	8,2
Ville	4,5	4,7	4,7	4,7
Autre	5,4	5,2	5,9	5,4

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.03-4B

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Tourisme/SOFRES

%

	Séjours				Nuitées			
	1994	1995	1996	1997	1994	1995	1996	1997
ÉTÉ (période du 01/4 au 30/9)								
Hôtel et pension de famille	15,2	15,6	15,9	15,7	10,9	10,9	11,1	10,8
Camping	8,8	8,6	8,4	8,9	12,8	12,0	11,7	12,0
Location	5,4	4,8	5,1	5,3	10,2	9,2	9,5	9,3
Gîte, chambre d'hôte	2,9	3,0	2,9	3,5	3,2	3,4	3,0	3,6
Résidence de tourisme (1)	•	0,7	1,0	1,2	•	1,1	1,3	1,8
Autre	5,9	5,6	6,2	5,9	7,0	7,2	7,0	6,9
Total hébergement marchand	**38,2**	**38,3**	**39,5**	**40,5**	**44,1**	**43,8**	**43,6**	**44,4**
Résidence secondaire	12,4	11,8	11,6	12,4	17,7	17,6	18,4	18,7
Famille/amis	49,4	49,9	48,9	47,1	38,2	38,6	38,0	36,9
Total hébergement non marchand	**61,8**	**61,7**	**60,5**	**59,5**	**55,9**	**56,2**	**56,4**	**55,6**
HIVER (période du 01/10 au 30/03)								
Hôtel et pension de famille	12,1	13,3	14,4	13,0	12,0	12,7	12,5	12,4
Camping	1,1	1,0	1,2	1,2	1,2	1,2	1,5	1,3
Location	4,1	4,1	3,7	4,0	7,0	7,4	6,3	7,0
Gîte, chambre d'hôte	1,7	1,6	2,0	2,1	1,8	1,6	1,9	2,1
Résidence de tourisme (1)	•	0,8	1,1	1,1	•	1,4	1,7	1,7
Autre	4,9	4,2	4,7	4,6	7,0	5,5	5,6	6,4
Total hébergement marchand	**23,9**	**25,0**	**27,1**	**26,0**	**29,0**	**29,8**	**29,5**	**30,9**
Résidence secondaire	12,4	11,9	11,0	11,5	17,1	16,6	16,9	16,9
Famille/amis	63,7	63,1	61,9	62,5	53,9	53,6	53,6	52,2
Total hébergement non marchand	**76,1**	**75,0**	**72,9**	**74,0**	**71,0**	**70,2**	**70,5**	**69,1**

(1) La variable « résidence de tourisme » a été introduite dans l'enquête à partir de l'été 1995.

TABLEAU E.03-5A

Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

Unité : Million

	1994	1995	1996	1997
Hôtel et pension de famille	24,8	25,3	25,2	23,7
Camping	10,6	10,2	9,6	9,8
Location	8,6	7,9	8,0	7,5
Gîte, chambre d'hôte	4,3	4,4	4,0	4,6
Résidence de tourisme (1)	•	1,0	1,6	1,9
Autre	9,9	9,2	9,1	8,9
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,1**	**57,5**	**56,4**
Résidence secondaire	22,0	20,5	19,6	19,7
Famille/amis	96,6	94,8	90,3	84,3
Total hébergement non marchand	**118,6**	**115,3**	**109,9**	**104,0**
Total hébergement	**176,8**	**173,4**	**167,4**	**160,4**

(1) La variable « résidence de tourisme » a été introduite dans l'enquête à partir de l'année 1995.

TABLEAU E.03-5B

Voyages personnels : nuitées suivant le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

Unité : Million

	1994	1995	1996	1997
Hôtel et pension de famille	112,0	113,0	113,4	105,2
Camping	95,9	90,9	86,9	84,9
Location	93,8	86,4	87,3	78,8
Gîte, chambre d'hôte	28,0	29,2	25,9	28,5
Résidence de tourisme (1)	•	9,2	13,4	16,8
Autre	70,7	69,1	65,3	63,5
Total hébergement marchand	400,4	397,9	392,1	377,6
Résidence secondaire	176,2	171,1	176,4	168,4
Famille/amis	422,0	425,0	414,5	386,3
Total hébergement non marchand	598,1	596,1	590,9	554,8
Total hébergement	**998,5**	**994,0**	**983,0**	**932,4**

(1) La variable « résidence de tourisme » a été introduite dans l'enquête à partir de l'année 1995.

TABLEAU E.03-6

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

	1994	1995	1996	1997
Nombre de séjours (en millions)				
Total Europe	**12,0**	**11,9**	**11,3**	**10,6**
dont : Allemagne	1,2	1,0	0,9	0,9
Belgique, Luxembourg	1,1	0,9	1,0	0,8
Espagne	2,6	2,7	2,5	2,4
Grande Bretagne + Irlande	1,3	1,6	1,3	1,3
Italie	1,7	1,9	1,7	1,7
Afrique	1,5	1,4	1,7	1,8
Amérique	1,0	1,4	1,5	1,5
Asie, océanie	0,8	0,9	0,8	0,7
Total	**15,4**	**15,7**	**15,3**	**14,5**
Nombre de nuitées (en millions)				
Total Europe	**86,3**	**86,0**	**79,2**	**77,1**
dont : Allemagne	7,0	5,4	5,1	4,6
Belgique, Luxembourg	3,6	3,2	3,2	2,4
Espagne	24,2	25,5	23,4	23,2
Grande Bretagne + Irlande	8,6	8,4	6,6	7,0
Italie	12,3	13,5	11,9	11,6
Afrique	14,9	13,1	15,9	16,6
Amérique	12,3	16,4	16,4	16,9
Asie, océanie	10,8	11,2	10,4	9,4
Total	**124,3**	**126,7**	**121,8**	**120,1**

TABLEAU E.03-7

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

	1994	1995	1996	1997
Répartition (en millions)				
Voiture particulière	136,8	134,7	128,9	123,0
Voiture de location	0,7	0,9	1,0	1,3
Minibus, camping-car	2,3	1,7	1,8	1,8
Avion	8,5	9,4	9,9	9,9
Train	19,8	19,1	18,8	17,9
Autocar	6,2	5,2	4,9	3,9
Autre	2,5	2,4	2,2	2,6
Total	**176,8**	**173,4**	**167,4**	**160,4**
Répartition (en %)				
Voiture particulière	77,4	77,7	77,0	76,7
Voiture de location	0,4	0,5	0,6	0,8
Minibus, camping-car	1,3	1,0	1,1	1,1
Avion	4,8	5,4	5,9	6,2
Train	11,2	11,0	11,2	11,1
Autocar	3,5	3,0	2,9	2,4
Autre	1,4	1,4	1,3	1,6

TABLEAU E.03-8

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

	Nombre de nuitées en millions				Durée moyenne des séjours en nuitées			
	1994	1995	1996	1997	1994	1995	1996	1997
Nombre de nuitées (en millions)								
Alsace	11,1	11,8	10,3	9,8	5,0	5,3	4,8	4,6
Aquitaine	66,7	63,6	65,9	62,7	6,8	6,6	6,9	6,9
Auvergne	26,5	23,2	25,9	23,6	6,0	5,7	6,0	6,0
Basse-Normandie	27,9	28,5	28,7	25,6	4,9	4,8	5,4	4,9
Bourgogne	22,8	26,6	26,9	26,3	3,8	3,8	4,4	4,2
Bretagne	64,0	67,6	66,4	65,8	6,4	6,5	6,4	6,5
Centre	29,7	29,7	29,5	31,2	3,8	4,1	4,2	4,3
Champagne Ardenne	12,9	9,6	10,1	9,4	3,9	3,4	3,5	3,9
Corse	12,2	12,6	13,5	9,0	12,4	11,8	12,4	12,3
Franche-Comté	15,2	14,6	14,3	12,5	4,6	4,8	4,9	4,8
Haute-Normandie	15,3	16,0	14,2	12,8	3,3	3,7	3,8	3,5
Île-de-France	49,0	44,3	44,3	41,4	3,4	3,5	3,5	3,7
Languedoc-Roussillon	80,2	78,5	73,9	73,1	8,0	7,9	7,9	7,7
Limousin	10,7	9,8	12,5	10,6	5,3	5,1	6,1	5,9
Lorraine	18,8	19,7	17,4	15,0	4,0	4,2	3,7	3,5
Midi-Pyrénées	46,2	47,9	43,8	46,7	5,7	5,7	5,8	6,1
Nord-Pas-de-Calais	22,8	21,8	21,5	19,3	3,6	4,1	4,4	4,3
Pays-de-la-Loire	63,5	60,2	62,7	60,1	5,5	5,3	5,7	5,3
Picardie	16,8	16,6	15,4	14,9	3,7	3,8	3,9	4,0
Poitou-Charentes	38,3	39,9	40,7	37,7	5,2	5,4	5,7	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	109,1	106,3	107,4	104,3	7,5	7,6	7,5	7,5
Rhône-Alpes	103,1	105,1	101,8	88,6	5,7	5,6	5,7	5,4
France sans indication	2,4	2,6	2,9	1,0	5,7	6,8	8,3	9,9
DOM-TOM	9,1	11,4	11,5	10,9	13,1	14,0	13,7	11,8
Total	**874,2**	**867,8**	**861,4**	**812,5**	**5,4**	**5,5**	**5,8**	**5,6**

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

%

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 1997)					
Sports nautiques	48,5	13,9	9,7	9,0	28,9
dont : natation, baignade	44,7	12,3	8,6	8,2	25,5
Randonnée pédestre	6,0	28,7	6,0	3,0	14,1
Promenade	43,0	42,9	31,0	24,4	40,9
Visite de momunents, sites et musées	28,6	30,1	21,0	33,8	33,2
Pas d'activité particulière	12,2	12,3	30,8	26,7	13,4
HIVER (d'octobre 1997 à mars 1998)					
Sports d'hiver	–	50,5	0,5	1,1	6,2
Promenade	41,8	30,7	23,6	19,2	33,8
Visite de momunents, sites et musées	29,6	11,9	9,9	23,2	21,4
Pas d'activité particulière	21,9	11,6	43,0	36,0	29,5

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Recettes	109 924	133 417	137 010	137 389	145 076	163 488
Dépenses	66 756	72 675	76 468	81 495	90 789	96 756
Solde	**43 168**	**60 742**	**60 542**	**55 894**	**54 287**	**66 732**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone

Source : Balance des paiements

Unité : Million de francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
OCDE	100 573	123 020	127 095	124 381	130 188	147 245
dont : UE	47 610	58 847	58 642	61 645	65 637	77 302
dont : Allemagne (1)	12 393	16 690	16 544	17 089	17 232	17 380
Royaume-Uni	11 300	13 472	13 173	12 553	14 121	9 639
UEBL	5 447	8 627	9 526	10 539	11 508	13 139
Italie	6 627	7 711	7 886	7 323	7 681	9 868
Pays-Bas	4 125	5 117	4 742	5 027	5 155	5 903
Espagne	6 703	5 689	4 818	4 692	4 879	5 426
Portugal	238	477	491	519	753	933
Grèce	146	183	271	181	257	245
Danemark	497	643	833	771	966	1 164
Irlande	135	149	250	203	306	391
États-Unis-Canada	17 736	19 511	19 445	18 923	20 622	24 655
Hors OCDE	9 351	10 397	9 915	13 008	14 888	16 243
Total	**109 924**	**133 417**	**137 010**	**137 389**	**145 076**	**163 488**

(1) À partir de 1990 y compris ex-RDA.

TABLEAU E.03-12

Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme

	Arrivées de touristes (milliers)		Recettes du Tourisme International (millions de dollars US)	
	1990	1997	1990	1997
France	**52 497**	**66 864**	**20 185**	**28 316**
États-Unis	39 363	48 409	43 007	75 056
Espagne	34 085	43 378	18 593	26 595
Italie	26 679	34 087	20 016	30 000
Royaume-Uni	18 013	25 960	14 940	20 569
Chine	10 484	23 770	2 218	12 074
Pologne	3 400	19 514	358	8 700
Mexique	17 176	19 351	5 467	7 593
Canada	15 209	17 610	6 339	8 928
République Tchéque	7 278	17 400	...	...
Hongrie	20 510	17 248	...	...
Autriche	19 011	16 646	13 410	12 393
Allemagne	17 045	15 837	11 471	16 418
Russie	–	15 350	–	6 669
Suisse	13 200	11 077	7 411	7 960
Hong-Kong	6 581	10 406	5 032	9 242
Grèce	8 873	10 246	...	...
Portugal	8 020	10 100	...	...
Turquie	4 799	9 040	3 225	7 000
Thaïlande	5 299	7 263	4 326	8 700
Australie	...	...	4 088	9 324
Singapour	...	...	4 596	7 993
Pays-Bas	...	...	3 636	6 597
Indonésie	...	...	2 105	6 589
Total monde	**457 647**	**611 964**	**268 258**	**443 265**

(1) Transport exclu.

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premiers sports français en 1998 et 1997.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances »; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés.
9. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés.
10. Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés.
11. Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés.
12. Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés.
13. Licences sportives toutes pratiques confondues.
14. Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs.
15. Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs ».
16. Sportifs de haut niveau.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Jeunesse et vie associative (CVL et CLSH)

Les centres de vacances et de loisirs (CVL) se distinguent en deux types :

— les centres de vacances (CV), qui fonctionnent essentiellement pendant les vacances scolaires et principalement durant l'été, puisque les trois quarts des jeunes sont accueillis dans des séjours d'été (en particulier en juillet). Les effectifs accueillis dépassent le million en 1997 (1 076 400) dont 51 % représentent la tranche d'âges des 6 - 12 ans (552 700).

— les centres de loisirs sans hébergement (CLSH) fonctionnent au fil de l'an (en particulier le mercredi). Bien que l'on ait constaté en 1994 et 1996 deux légères baisses d'affluence, l'activité d'accueil de ces centres a un fonctionnement régulier; on dénombre en 1996 près de 4 millions d'accueils. On compte le plus gros effectif pendant l'été : 843 706 en juillet, 513 541 en août, et 155 478 en septembre-début octobre; ce qui montre l'importance de ce dispositif en France.

Sport

Le premier million de licenciés fut atteint en France en 1945. Depuis cette date, la création d'institutions non olympiques, élargies aux activités non compétitives, le développement du mouvement associatif sportif et du bénévolat couplés avec le décompte des scolaires ont permis d'accroître dans de fortes proportions le nombre de licenciés. En 1958, les licenciés atteignent les 2,5 millions, et en 1997 (presque quarante ans après), ils dépassent 14 millions. Les fédérations olympiques représentent 45,5 % en 1997 et les scolaires 18,2 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs, les différentes formations d'animateurs, etc. sont issues des services déconcentrés (du ministère de la Jeunesse et des Sports) et des services gestionnaires associatifs. Ils font l'objet d'une enquête annuelle.

Les données portant sur les clubs et licences sportifs proviennent de fédérations. Pour l'année 1998, ont été recensés 114 fédérations ou groupements : 29 olympiques, 80 agréés par le ministre chargé des sports mais non olympiques (dont 44 délégataires, 16 non délégataires et 20 groupements multisports et affinitaires), 5 scolaires et universitaires.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique (en centre) puis une session de perfectionnement (6 jours).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP) :

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée et sont en général situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports :

Bureau de la coordination et de la modernisation administrative : DAG/8 (section des statistiques).

Sources :

— Statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports;

— Statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

Publications :

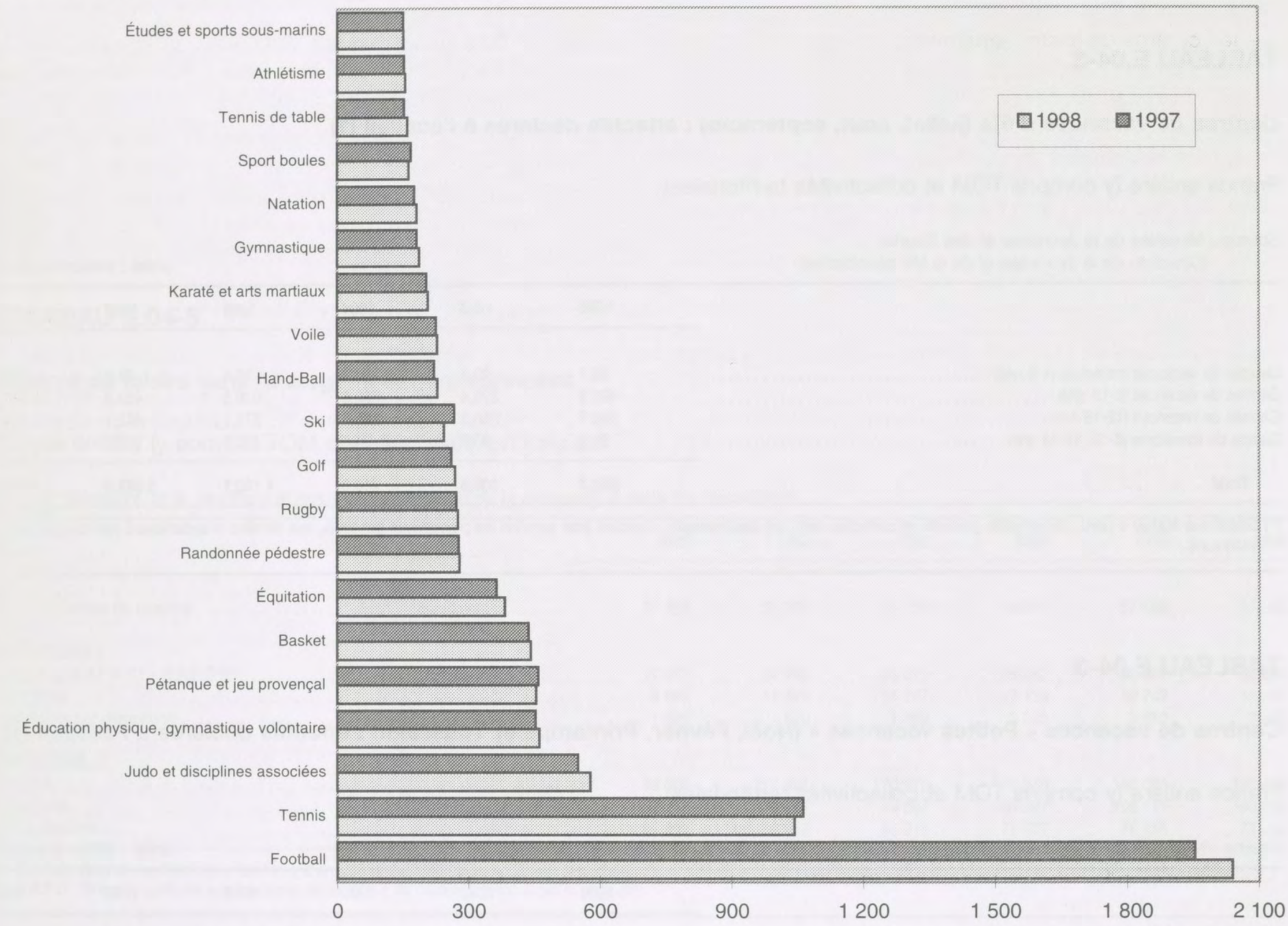
« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998.

*
* *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premiers sports français en 1998 et 1997

En milliers de licences



Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

Nature du diplôme	Année scolaire					
	1990	1992	1993	1994	1995	1996
D.E.F.A (1)						
Diplômes délivrés	197	228	241	278	348	394
B.E.A.T.E.P (2)						
Diplômes délivrés	44	522	672	689	768	1 092

(1) D.E.F.A : diplôme relatif aux fonctions d'animateur.
(2) B.E.A.T.E.P : brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports
(Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,1	22,4	24,2	38,4	34,8	29,2
Centres de vacances (6-12 ans)	492,9	525,4	532,6	636,5	463,3	552,7
Centres de vacances (12-18 ans)	266,7	266,6	265,4	375,1	442,1	376,9
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	84,0	93,2	94,6	112,1	107,3	117,6
Total	**863,7**	**907,6**	**916,8**	**1 162,1**	**1 047,5**	**1 076,4**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	4,8	6,2	7,8	9,2	10,7	10,2
Centres de vacances (6-12 ans)	167,1	188,0	201,5	212,3	207,9	193,4
Centres de vacances (12-18 ans)	87,6	99,8	109,4	158,9	192,4	137,3
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	9,0	9,2	11,2	12,8	11,5	10,7
Total	**268,5**	**303,2**	**329,9**	**393,2**	**422,5**	**351,6**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Nature du diplôme	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D)	2 117	2 235	4 636	5 607	6 602	6 752
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A)	38 567	43 637	44 483	47 982	48 512	49 708

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'unités de direction	27 889	33 213	35 706	56 016	57 506	57 589
DIRECTEURS :						
Diplômes B.A.F.A (1) + B.A.F.D (2)	17 977	22 460	25 371	35 662	38 587	36 308
Stagiaires	9 992	11 873	14 237	17 129	19 742	15 920
Exerçants par dérogation	1 629	1 810	1 999	3 225	2 810	3 302
ANIMATEURS :						
B.A.F.A.	89 083	112 354	128 675	179 945	180 045	181 818
Stagiaires	60 218	76 777	94 082	106 097	106 111	106 098
Sans diplôme	51 212	58 052	66 219	77 327	78 485	77 302

(1) B.A.F.A : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(2) B.A.F.D : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
ORGANISMES DE TUTELLE :						
Municipalités	2 657	3 316	3 232	3 176	3 336	3 113
Associations privées	6 857	8 732	8 368	7 790	8 808	7 936
Comités d'entreprises	307	327	289	337	342	350
Total	**9 821**	**12 375**	**11 889**	**11 303**	**12 486**	**11 399**
IMPLANTATIONS :						
Locaux spécifiques	3 690	4 843	5 143	5 663	5 721	6 176
Locaux scolaires	6 490	7 588	7 888	6 740	6 896	5 680
Autres implantations	5 531	6 777	6 877	5 551	6 602	5 025
Total	**15 711**	**19 208**	**19 908**	**17 954**	**19 219**	**16 881**

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Période	Effectifs d'enfants					
	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Mercredi	454 870	474 916	890 151	594 280	598 820	631 032
Semaine sauf mercredi	198 893	242 316	499 127	202 884	182 035	211 272
Février	309 758	389 440	440 894	413 044	444 121	441 225
Printemps	332 808	379 489	464 413	435 046	432 123	466 905
Vacances d'été	1 430 640	1 630 176	1 972 993	1 827 888	1 965 426	1 512 725
Toussaint	283 519	319 782	369 608	371 714	372 813	376 706
Noël	208 307	229 604	293 047	254 770	278 653	274 780
Total (1)	**3 218 795**	**3 665 723**	**4 930 233**	**4 099 626**	**4 273 991**	**3 914 645**

(1) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (les entrées-inscriptions). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*p* 1998	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
Fédération française d'athlétisme	1 743	2 068	1 716	1 704	1 733	142 853	147 931	149 054	152 769	155 720
Fédération française de badminton	712	738	927	1 043	1 102	34 101	36 839	43 224	51 671	58 308
Fédération française de base-ball, softball et cricket	252	364	239	237	236	13 300	12 734	12 679	12 520	12 361
Fédération française de basket	4 625	4 697	4 737	4 744	4 799	454 729	464 022	448 004	437 974	443 066
Fédération française de boxe	534	542	529	548	563	15 242	15 435	15 896	15 801	16 577
Fédération française de canoë-kayak	871	757	784	738	731	89 188	94 850	89 895	86 682	85 606
Fédération française de cyclisme	2 634	2 741	2 748	2 732	2 759	98 814	98 945	97 119	99 361	109 848
Fédération française d'équitation	5 201	4 561	5 576	6 030	6 280	299 003	320 029	345 882	364 686	384 304
Fédération française d'escrime	708	710	760	717	769	105 092	106 584	104 753	102 693	105 945
Fédération française de football	22 682	20 529	21 351	20 230	20 303	1 927 242	2 055 610	2 007 066	1 953 651	2 039 663
Fédération française de gymnastique	1 347	1 431	1 467	1 489	1 534	167 200	162 186	173 751	182 365	187 814
Fédération française d'haltérophilie et musculation	500	503	515	...	...	22 938	20 766	20 651	...	...
Fédération française de handball	2 318	2 316	2 380	2 385	2 471	205 241	233 732	213 524	221 881	229 911
Fédération française de hockey sur gazon	114	114	113	108	101	8 164	8 090	8 018	7 156	6 864
Fédération française de judo et disciplines associées	5 024	5 285	5 339	5 636	5 797	450 067	485 804	516 331	550 019	577 519
Fédération française de lutte gréco-romaine et libre	226	219	271	248	260	9 780	10 520	11 414	11 486	10 372
Fédération française de natation	1 251	1 255	1 265	1 410	1 512	159 767	167 929	169 820	176 578	182 212
Fédération française de pentathlon moderne	11	11	10	13	12	235	296	468	594	799
Fédération française de ski	2 063	2 095	2 090	1 999	1 876	531 399	471 536	303 213	268 403	245 477
Fédération française des sociétés d'aviron	303	311	320	318	341	44 135	45 277	48 587	52 972	56 472
Fédération française des sports de glace	256	270	273	285	303	34 776	39 106	41 283	40 537	43 104
Fédération française de taekwondo	406	424	448	492	523	19 776	20 539	24 330	25 827	29 310
Fédération française de tennis	10 000	9 900	9 704	9 594	9 417	1 148 683	1 093 398	1 082 809	1 062 786	1 043 133
Fédération française de tennis de table	4 487	4 503	4 428	4 199	4 402	144 559	145 429	148 526	152 757	160 805
Fédération française de tir	1 965	2 057	2 108	2 138	2 141	137 059	141 532	143 191	142 482	143 991
Fédération française de tir à l'arc	1 546	1 541	1 628	1 561	1 579	48 375	50 073	50 644	51 678	52 712
Fédération française de triathlon	452	480	470	549	522	14 776	14 123	15 254	16 178	17 049
Fédération française de voile	1 236	1 201	1 258	1 194	1 229	203 296	214 254	217 224	226 127	229 398
Fédération française de volley-ball	1 743	1 811	1 860	1 835	1 765	90 431	101 634	100 545	98 431	95 677
Total	**75 210**	**73 434**	**75 314**	**74 176**	**75 060**	**6 620 221**	**6 779 203**	**6 603 155**	**6 566 065**	**6 724 017**

TABLEAU E.04-9

Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*p* 1998	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
Fédération française d'aéromodélisme	557	587	596	602	604	18 458	19 087	19 270	19 367	19 509
Fédération nationale aéronautique	586	602	614	589	592	48 759	47 397	44 919	45 060	45 299
Fédération française d'aérostation	73	73	75	98	135	576	571	584	568	592
Fédération française de ballon au poing	40	40	41	43	45	1 370	1 484	1 529	1 708	1 753
Fédération française de ball-trap et de tir à balle	539	562	523	529	543	14 596	14 369	14 756	14 854	14 952
Fédération française de billard	652	677	684	541	501	17 601	18 156	28 418	22 508	20 816
Fédération française de boxe française et savate	615	632	631	644	661	24 615	24 500	25 485	25 332	25 583
Fédération française de char à voile	79	83	82	87	95	4 572	7 941	8 937	7 612	8 265
Fédération française de course d'orientation	232	237	236	245	260	29 722	30 975	39 556	36 616	39 619
Fédération française de danse	627	906	820	822	837	36 587	41 242	42 826	41 846	42 606
Fédération française des études et sports sous-marins	1 929	1 931	1 966	2 044	2 055	161 940	154 084	151 066	151 455	152 212
Fédération française de football américain	326	74	70	207	250	4 781	4 685	3 633	4 984	5 269
Fédération française de giraviation	26	32	32	29	34	327	328	264	323	377
Fédération française de golf	1 113	1 177	1 213	1 300	1 373	228 066	236 864	253 381	261 508	269 594
Fédération française du jeu de balle au tambourin	51	71	40	40	37	3 874	4 114	3 221	2 838	2 815
Fédération française du jeu de paume	33	35	39	41	45	2 292	2 346	2 636	2 672	2 709
Fédération française de karaté et arts martiaux	3 406	3 280	3 118	3 303	3 376	177 956	196 912	201 744	204 321	208 012
Fédération française de longue paume	42	48	48	43	46	1 481	1 882	1 818	1 821	1 877
Fédération française de la montagne et de l'escalade	897	936	1 008	1 036	1 065	44 230	52 850	50 017	49 730	51 581
Fédération française de motocyclisme	1 039	1 052	1 008	1 018	1 023	25 720	26 399	26 908	26 378	26 904
Fédération française motonautique	276	109	97	93	101	3 194	3 203	4 291	3 706	3 807
Fédération française de parachutisme	404	393	390	408	423	24 956	24 543	25 768	26 742	27 744
Fédération française de pêche au coup	786	785	807	819	840	7 824	8 026	8 406	8 481	8 668
Fédération française des pêcheurs en mer	211	222	225	226	239	12 206	11 727	12 188	12 560	13 124
Fédération française des pêcheurs sportifs	71	83	83	90	98	2 217	2 319	2 291	2 348	2 451
Fédération française de pelote basque	304	305	318	309	320	16 844	18 025	18 455	18 507	18 841
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 765	7 546	7 493	7 501	7 466	581 460	572 665	572 759	460 379	455 249
Fédération française de planeur U.L.M.	316	387	380	395	392	5 816	5 227	5 002	4 149	4 071
Fédération française de «France-Racquetball»	15	12	11	11	10	455	422	370	351	296
Fédération française de roller-skating	323	342	406	498	544	16 217	17 719	20 188	23 549	27 470
Fédération française de rugby à XIII	308	308	308	310	312	26 700	27 550	27 590	26 393	26 500
Fédération française de rugby	1 746	1 754	1 755	1 720	1 738	248 079	264 097	274 372	273 047	276 897
Fédération française de sambo	310	322	343	15	9	15 339	15 850	16 661	412	118
Fédération française de sauvetage et secourisme	162	189	198	215	230	20 450	20 516	23 431	23 206	23 606
Fédération française de ski nautique	226	223	228	227	253	11 790	10 939	11 074	11 849	12 515
Fédération française du sport automobile	215	212	211	209	212	25 020	25 261	25 453	25 523	25 833
Fédération française du sport boules	3 142	3 534	3 502	3 483	3 474	112 015	182 242	173 125	168 543	164 330
Fédération française de bowling et des sports de quilles	735	754	765	746	772	23 036	23 059	23 002	23 000	23 108
Fédération française de squash	480	418	542	523	571	16 191	16 145	12 776	11 991	12 276
Fédération française de surf	134	127	117	115	130	7 326	6 196	6 140	7 620	8 582
Fédération française de trampoline et sports acrobatiques	120	126	155	146	148	9 886	9 962	9 974	10 031	10 172
Fédération française de twirling-bâton	373	371	377	381	403	8 458	8 884	9 103	9 244	9 273
Fédération française de vol libre	747	842	619	606	608	29 467	31 751	27 243	26 333	24 867
Fédération française de vol à voile	169	169	168	168	170	31 791	32 409	29 523	31 271	33 072
Total général	**32 200**	**32 568**	**32 342**	**32 475**	**33 040**	**2 104 260**	**2 224 923**	**2 260 153**	**2 130 736**	**2 153 214**

TABLEAU E.04-10

Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*p* 1998	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
Fédération française d'Aikibudo et disciplines affinitaires	349	630	708	763	820	21 511	23 145	26 419	27 617	29 823
Fédération française d'Aikido et de budo	682	738	757	742	801	23 691	25 512	27 757	28 245	30 490
Club alpin français	140	159	169	171	190	89 561	91 728	92 678	93 667	95 732
Comité national de skateboard	42	54	54	38	48	816	936	1 520	284	310
Fédération française de course camarguaise	200	200	227	237	241	1 421	1 385	1 348	1 562	1 631
Fédération française de course landaise	55	59	36	57	60	1 577	1 762	1 997	1 736	2 205
Fédération française de cyclotourisme	2 881	3 077	3 098	3 090	3 121	117 216	117 877	116 144	116 522	120 017
Fédération française de javelot, tir sur cible	119	122	111	110	113	2 457	2 274	2 078	2 281	2 299
Fédération de joutes et sauvetage nautique	75	80	77	78	84	3 471	3 519	3 492	3 645	3 725
Fédération française de randonnée pédestre	1 304	1 514	1 603	1 678	1 690	265 462	271 006	276 374	278 466	280 448
Fédération française de la retraite sportive	572	639	633	647	689	19 249	21 961	23 158	25 038	27 408
Fédération française de shorinjl-kempo	18	20	19	9	8	3 452	3 817	4 112	2 726	1 061
Fédération française de spéléologie	508	874	637	566	572	7 718	7 728	16 144	15 390	15 759
Fédération française des sports de traîneau et ski-pulka	57	85	108	100	136	762	838	1 650	2 030	2 128
Fédération française de Tchouk-ball	57	74	79	66	32	2 299	2 446	2 440	2 385	1 260
Fédération française des arts martiaux Viet-Vo-Dao	104	103	107	45	28	3 443	4 014	4 054	1 854	1 137
Total	**7 163**	**8 428**	**8 423**	**8 397**	**8 633**	**564 106**	**579 948**	**601 365**	**603 448**	**615 433**

TABLEAU E.04-11

Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés

France entière (TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*p* 1998	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
Association nationale des centres de ski de fond	27	39	36	36	48	18 700	24 059	18 450	44 949	48 790
Fédération française du sport adapté	434	505	599	553	531	21 763	25 954	22 330	21 455	20 876
Ligue nationale de crosse-golf du Nord	22	15	16	19	21	442	370	431	472	510
Fédération française de darts	199	204	214	218	236	2 128	2 405	2 700	2 832	2 996
Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	6 060	6 305	6 598	6 890	7 006	317 597	354 133	402 389	453 257	462 081
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2 592	2 513	2 543	2 526	2 563	151 369	152 215	147 746	150 025	152 246
Fédération de handisport	375	375	377	439	472	11 828	12 135	12 341	12 835	13 235
Fédération françaide de padel	35	38	42	60	59	2 000	2 405	2 960	3 219	3 464
Fédération sportive des sourds de France	55	70	73	68	65	2 756	2 690	2 600	2 184	2 078
Fédération française du sport travailliste	250	339	277	262	248	31 419	28 520	27 951	26 439	25 014
Fédération nationale du sport en milieu rural	1 365	1 378	1 396	1 352	1 365	98 050	98 230	100 879	100 454	100 782
Fédération sportive et culturelle de France	1 942	2 148	2 020	1 832	1 890	193 595	198 803	190 531	217 024	221 153
Fédération sportive et culturelle Maccabi	67	84	109	83	76	3 388	3 454	4 281	3 142	2 989
Fédération française sportive et gymnique du travail	3 723	3 962	3 942	3 964	3 926	273 724	276 098	278 604	278 996	278 605
Fédération sportive de la Police française	361	360	368	369	375	31 358	27 115	27 647	25 286	25 357
Union des associations d'Archers du Nord	78	78	80	82	83	3 417	3 456	3 532	3 750	3 882
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	10 167	10 729	10 869	10 794	9 819	356 891	449 138	440 641	439 920	344 407
Unon fédérale du sport en entreprises	4 523	4 725	5 117	5 117	1 000	293 129	329 159	383 768	383 768	100 000
Union sportive française de la Fédération de l'Éducation nationale et de la Fonction publique	581	626	522	579	589	23 616	22 543	21 112	23 237	23 853
Fédération française des Clubs omnisports	2 752	2 770	2 575	2 669	2 770	321 447	322 053	296 860	297 463	308 304
Total	**35 608**	**37 263**	**37 773**	**37 912**	**33 142**	**2 158 617**	**2 334 935**	**2 387 753**	**2 490 707**	**2 140 622**

TABLEAU E.04-12

Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*p* 1998	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
Fédération nationale du sport universitaire	563	581	643	658	678	94 584	96 256	94 465	92 104	93 681
Union générale sportive de l'enseignement libre	3 038	3 036	3 009	3 074	3 043	723 164	707 133	700 988	693 940	692 108
Union nationale des clubs universitaires	42	42	45	45	45	71 177	73 358	75 665	77 621	79 457
Union nationale du sport scolaire	9 451	9 378	9 393	9 386	9 433	853 401	873 146	826 322	874 343	891 900
Union du sport de l'enseignement du premier degré	13 621	13 855	13 701	13 235	13 148	910 090	922 791	913 025	889 848	883 575
Total	**26 715**	**26 892**	**26 791**	**26 398**	**26 347**	**2 652 416**	**2 672 684**	**2 610 465**	**2 627 856**	**2 640 721**

TABLEAU E.04-13

Licences sportives toutes pratiques confondues

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	1990	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
Fédérations olympiques	6 220 078	6 620 221	6 779 203	6 603 155	6 566 065	6 724 017
Fédérations non olympiques (délégataires ou non)	2 746 804	2 668 366	2 804 871	2 861 518	2 734 184	2 768 647
Groupements multisports et affinitaires	1 360 333	2 158 617	2 334 935	2 387 753	2 490 707	2 140 622
Fédérations du sport scolaire et universitaire	2 500 208	2 652 416	2 672 684	2 610 465	2 627 856	2 640 721
Total	**12 827 423**	**14 099 620**	**14 591 693**	**14 462 891**	**14 418 812**	**14 274 007**

TABLEAU E.04-14

Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
1 er degré	4 869	6 515	5 940	6 404	6 712	8 002
2 ème degré	263	341	359	824	932	967
3 ème degré	3	3	4	3	5	4
Total	**5 135**	**6 859**	**6 303**	**7 231**	**7 649**	**8 973**

TABLEAU E.04-15

Sections sportives scolaires , « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1994	1995	■ 1996	1997	*p* 1998
Sections sportives (1)	1 708	1 748	•	•	•
Sections sportives scolaires (depuis 1995) (1)	•	•	•	1 694	...
Centres permanents d'entraînement et de formation (2)	181	197	•	•	•
- « Pôles France », nombre de sections	•	•	137	144	140
- « Pôles Espoirs », nombre de sections	•	•	193	234	271
Nombre de spécialités sportives	42	42	46	48	49
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	•	•	3 409	4 402	...
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires) (3)	29 991	33 728	39 321	40 461	...

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont dorénavant gérées par le ministère de l'Éducation nationale. Leur nombre précis, ainsi que les effectifs d'élèves, ne sont pas disponibles.
(2) Les centres permanents d'entraînement et de formation se sont multipliés et sont devenus, à compter de 1996, les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs ». La mention n'est plus faite sur cette ligne, mais en dessous.
(3) Pour l'année 1998, les effectifs ne sont pas disponibles; les effectifs des sections sportives scolaires n'ayant pas été recensés par le ministère de l'Éducation nationale.

TABLEAU E.04-16

Sportifs de haut niveau (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sportifs classés	1990	1994	1995	1996	1997	■ *p* 1998
Élite « A » et Espoirs internationaux	**3 912**	**5 618**	**5 321**	**5 687**	**5 729**	•
Sportifs de haut niveau en activité	...	...	...	...	...	6 068
Espoirs	...	...	...	...	...	11 498
Partenaires d'entraînement	...	...	...	...	...	418
Total	**3 912**	**5 618**	**5 321**	**5 687**	**5 729**	**17 984**

(1) La classification des sportifs de haut niveau n'est détaillée qu'à partir de 1998, avec précision.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Autres prélèvements.
3. Recettes des hippodromes et montant des paris engagés.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Flotte de plaisance.
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes.
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer.
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.
10. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 97-456 du 5 mai 1997 et, les différentes formes de pari, par l'arrêté du 13 septembre 1985, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989, 31 août 1990, 7 mai 1993, 24 janvier 1994 et du 27 avril 1995.

Loterie

La loi de finances du 31 mai 1933 autorise l'organisation d'une loterie nationale dont les bénéfices seront affectés au soutien de grandes causes (anciens combattants...).

Le Loto national a été créé en 1976. Puis, en janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

L'effectif de la flotte est mis à jour chaque année à l'aide des immatriculations de navires constatées, des mutations de propriétés, destructions, etc.

La production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.07 « Construction navale, aéronautique et ferroviaire ».

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Types de jeux :

● Jeux instantanés

Depuis 1990, La Française des Jeux a procédé au lancement des jeux instantanés suivants :

— Jackpot du 8 janvier 1990 au 30 avril 1991 (10 F);

— Banco le 28 mai 1990 (5 F);

— Coup double du 4 mars 1991 au 30 novembre 1991 (10 F);

— Millionnaire le 30 septembre 1991 (10 F);

— Poker et Black Jack le 15 juin 1992 (10 F);

— Nouveau Tac O Tac le 19 février 1993 (20 F);

— Bingo le 7 juin 1993 (10 F);

— Morpion le 2 mai 1994 (5 F);

— Poker Plus remplace Poker le 6 juin 1994 (10 F);

— Nouvelle formule de Bingo le 19 septembre 1994 (10 F);

— Morpion (10 F) du 13 février 1995 au 11 août 1996;

— La Carte Jeux du 17 octobre 1994 au 18 novembre 1995 (50 F);

— Tac O Tac 4 Jeux le 26 juin 1995 (20 F);

— Goal le 16 octobre 1995 (5 F);

— Solitaire le 6 novembre 1995 (10 F);

— Nouveau Millionnaire le 25 mars 1996 (10 F);

— Vatoo le 23 septembre 1996 (10 F);

— Monopoly le 25 novembre 1996 (20 F);

— Astro le 12 mai 1997 (10 F);

— Nouveau Goal le 30 juin 1997 (5 F);

— Nouveau Millionnaire le 8 septembre 1997 (10 F);

— France 98 le 1er décembre 1997 (20 F).

● Astro

Lancé le 12 mai 1997, Astro est un jeu instantané relié à l'univers de l'astrologie. Sa particularité réside dans sa

déclinaison en douze tickets de jeux différents, reprenant chacun un des douze signes du zodiaque.

La zone de jeu est identique sur chacun des 12 tickets Astro; elle se compose de cinq étoiles à gratter et d'une case gain. Pour gagner, le joueur doit retrouver deux symboles identiques parmi les cinq découverts sous les cinq étoiles. Il remporte alors la somme indiquée dans la case gain (de 10 F à 70 000 F).

Son prix est de 10 F.

● Banco

BANCO a été lancé le 28 mai 1990. Le joueur doit gratter une case sous laquelle apparaît une somme pouvant aller de 5 F à 5 000 F.

Banco est le premier jeu instantané dont les tickets changent régulièrement de couleurs et de motifs. Le prix de vente est de 5 F.

● Bingo

BINGO a été lancé le 7 juin 1993. Le 19 septembre 1994, il a fait l'objet d'un second lancement sous une nouvelle formule de jeu. Le joueur doit gratter ses deux séries de 4 jetons, qui sont chacune associée à une grille dans laquelle figurent 7 numéros. Pour gagner, le joueur doit retrouver un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.

Bingo est le premier jeu instantané à proposer un premier gain de 25 F pour un prix de vente de 10 F. Les gains vont de 25 F à 25 000 F.

● Black Jack

Black Jack a été lancé le 15 juin 1992. C'est le premier jeu instantané associant le principe d'un score à battre et d'une case gain.

Le joueur doit gratter la surface « VOS JEUX » et la « BANQUE ». Si l'un de ses jeux dans la surface « VOS JEUX » est supérieur à celui de la « BANQUE », il gagne la somme inscrite sous la case « GAIN ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 100 000 F.

● France 98

Lancé le 1er décembre 1997, le jeu FRANCE 98 a présenté une caractéristique majeure et tout-à-fait novatrice dans la stratégie de la Française des Jeux; il était à caractère événementiel. En effet, sa durée de vie a été limitée aux 8 mois précédant la finale de la Coupe du Monde de football.

Les trois premiers jeux intitulés « MATCH 1, MATCH 2 et MATCH 3 » sont basés sur le principe du score à battre. Si le score de l'équipe du joueur est supérieur à celui adverse, il gagne la somme indiquée dans la case « GAIN » correspondant au match, symbolisée par un ballon.

Dans le quatrième jeu, le joueur doit gratter 5 cases correspondant à la série de tirs au but de son équipe et cinq cases correspondant à la série de tirs au but de l'équipe adverse. Si au total, son équipe a marqué davantage de tirs au but que l'équipe adverse, il gagne la somme inscrite dans la case « GAIN ».

Enfin, le dernier jeu consiste pour le joueur, à découvrir sous une zone grattable représentant un gardien de but dans sa cage, le dessin au trait d'un gardien de but et d'un ballon. Si le but est marqué, c'est-à-dire si le ballon n'est pas entre les mains du gardien de but, le joueur double ses gains acquis aux jeux précédents.

Son prix est de 20 F.

● Goal

Lancé le 16 octobre 1995, GOAL est le premier jeu instantané rattaché à un univers sportif. En effet, GOAL se décline en 22 tickets de jeux différents, reprenant chacun le logo et les couleurs du maillot d'une grande équipe de football française. Pour gagner, le joueur doit gratter six ballons sous lesquels il doit découvrir trois sommes identiques.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Le 24 mars 1997, GOAL est relancé sous une deuxième version simplifiée, laissant au joueur le choix entre 4 tickets symbolisant les maillots de quatre équipes différentes. Le 1er juin 1997, la présentation graphique et la mécanique de jeu restent identiques à la seconde version du jeu. En revanche, un nouveau tableau de lots introduit des gains de 5 F jusqu'à 10 000 F dans cette troisième et ultime version.

● Keno

KENO a été lancé le 10 septembre 1993. Il s'agit d'un jeu « actif » où le joueur peut choisir ses gains et ses chances de gagner. Toutes ces informations sont disponibles sur le bulletin de jeu. Les tirages KENO sont quotidiens depuis le 19 janvier 1996.

Le 3 mars 1997, le tableau de lot a été modifié afin d'offrir encore plus de choix : pour une mise de 10 F ou de 20 F, le jeu consiste à jouer de 2 à 10 numéros sur une grille qui en comporte 70. Le bulletin de jeu comporte cinq grilles, on joue au choix de 1 à 5 grilles. À chaque tirage, 20 numéros sont tirés au sort. En fonction du montant initial de la mise, du nombre de numéros joués et du nombre de numéros trouvés, le joueur connaît instantanément le montant de ses gains. Il peut ainsi gagner de 20 F à 4 000 000 F.

Le Numéro Jackpot :

Avec le relancement de KENO le 3 mars 1997, le Numéro Jackpot a remplacé le Top KENO.

Chaque grille jouée à 10 F donne droit à un Numéro Jackpot;

Chaque grille jouée à 20 F donne droit à 2 Numéros Jackpot.

Un numéro Jackpot est composé de quatre nombres.

⇨ Si un joueur a les quatre nombres dans l'ordre, il gagne le Jackpot : 100 000 F mis en jeu chaque jour;

⇨ Les trois derniers nombres dans l'ordre permettent de gagner 20 000 F. Dans le désordre, ils rapportent 5 000 F.

● La Carte Jeux

La Carte Jeux a été lancée le 17 octobre 1994. C'est un jeu instantané sur lequel plusieurs jeux de la gamme Loterie sont imprimés. Les règles de jeu et les rangs de lots de chacun de ces jeux sont respectés. Toutes les Cartes Jeux sont gagnantes, et il est possible de gagner simultanément sur différents jeux.

L'extérieur de la Carte Jeux est habillé par des illustrations qui changent régulièrement.

Le prix de la Carte Jeux est de 50 F et les gains vont de 10 F à 200 000 F au grattage et de 100 000 F à 1 million à la télévision lorsque le jeu Millionnaire est gagnant « 3 TV » sur la Carte Jeux.

La Carte Jeux a été supprimée le 18 novembre 1995.

● Loto 6/49

Lancé en mai 1976 avec un tirage hebdomadaire le mercredi, le Loto a bénéficié dès mars 1984 d'un deuxième tirage hebdomadaire le samedi.

Depuis septembre 1990, il propose à ses joueurs quatre rendez-vous par semaine, avec 2 tirages le mercredi et 2 le samedi. Chaque tirage est effectué par extraction de 6 boules plus une 7e, au hasard d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer aux tirages du Loto, il existe 2 types de bulletins de Loto : simple et multiple. Le joueur coche pour le bulletin simple 6 numéros par grille sur 2, 4, 6 ou 8 grilles et pour le bulletin multiple 7, 8, 9 ou 10 numéros. Depuis le 12 octobre 1997, le joueur peut choisir de participer aux deux tirages d'un évènement d'une semaine et/ou aux 2 tirages de l'événement suivant sur un même bulletin. La mise minimum est de 8 F pour 2 grilles simples de 6 numéros participants à 2 tirages. Le joueur peut également s'abonner pour 2, 3, 4 ou 5 semaines consécutives ainsi qu'au Système Flash.

Le joueur fait enregistrer son bulletin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. Un reçu lui est alors remis contre versement de la mise. Depuis septembre 1992, le joueur a également la possibilité de jouer au Loto sans cocher de bulletin grâce à Système Flash.

Il existe 7 rangs de gain : 3 bons numéros, 3 bons numéros plus le numéro complémentaire, 4 bons numéros, 4 bons numéros + le numéro complémentaire, 5 bons numéros, 5 bons numéros + le numéro complémentaire, 6 bons numéros.

● Pronostics sportifs

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, a eu lieu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée pour chaque événement au *Journal Officiel*. Le joueur coche sur un bulletin, pour chaque rencontre, une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit (1 : équipe locale gagnante, N : match nul, 2 : équipe visiteur gagnante).

La mise minimum est de 5 F pour un jeu simple. Les bulletins comportant 13, 12 ou 11 bons résultats sont gagnants. Les gains sont doublés si le bulletin comporte le numéro « pactole » compris entre 0 et 9, numéro attribué aléatoirement par le terminal de prise de jeux lors de la validation des bulletins.

Les Matchs du jour viennent compléter les Pronostics Sportifs le 21 juillet 1989 avec une première formule comprenant un 1 match du jour, puis 3 matchs du jour à partir du 4 février 1990.

Les joueurs ont la possibilité d'établir un pronostic sur le résultat d'un match ou de plusieurs matchs. Ce pronostic consiste à indiquer le nombre exact de buts marqués par chacune des équipes du match du jour. La mise de base de ce jeu est de 5 F. Les bulletins comportant le numéro « pactole » voient leurs gains doubler.

● Loto Foot

Le 2 août 1997, le Loto Sportif est remplacé par le Loto Foot, avec 2 jeux distincts : Loto Foot « Matches » et Loto Foot « Scores » et 3 bulletins différents.

* Loto Foot Matches

Avec des bulletins simples et multiples, les joueurs pronostiquent les résultats des rencontres sur le principe du 1N2 (case 1 : victoire de la 1ère équipe, case N : match nul, case 2 : victoire de la seconde équipe).

Deux possibilités de jeu sont offertes aux joueurs : 1 jeu simple à 5 francs avec une seule case par rencontre; et un jeu multiple de 10 à 1 920 F combinant des doubles/et ou des triples.

* Loto Foot Scores

Sur le bulletin Scores, le joueur pronostique les scores de 5 rencontres et détermine le nombre de buts marqués par chaque équipe (de 0 à 2 buts et plus).

Le joueur a la possibilité de miser 5 ou 10 F.

La mise de 10 F permet de doubler les gains.

Lors de la validation Loto Foot, un numéro compris entre 0 et 9 est attribué de manière aléatoire par le terminal de prise de jeu.

Les gagnants dont le reçu comporte le numéro « pactole » doublent leur gain.

Pour la coupe du monde 98, il a été créé deux événements particuliers :

* **Loto Foot « spéciale finale Coupe du monde » :** 412 037 bulletins validés.

* **Loto Foot « Les Quatre Premiers » :** 359 530 bulletins validés.

● Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire a fait l'objet de deux relancements : le premier le 25 mars 1996, puis le deuxième le 8 septembre 1997. Désormais de forme rectangulaire et arrondie sur le bord supérieur, le ticket présente en son centre un écran de télévision à gratter et une roue multicolore en contreplan. C'est aussi le premier jeu instantané français qui associe le principe d'un jeu instantané à une émission de télévision.

En grattant l'écran, le joueur découvre six sommes ou symboles. S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 50 000 F). S'il découvre trois symboles TV, il gagne le droit de participer à une émission télévisée au cours de laquelle il détermine son gain (de 100 000 F à 1 000 000 F) en actionnant une roue, qui se compose d'un grand et d'un petit plateau, dans chacun desquels circulent respectivement une boule blanche et une boule jaune. Si la boule blanche détermine le gain (100 000 F, 300 000 F, 500 000 F, 700 000 F et 1 000 000 F), la boule jaune permet pour les sommes de 100 000 F à 700 000 F, de gagner un bonus de 100 000 F supplémentaires, quand elle se stabilise sur l'une des 12 branches de l'étoile.

Son prix est de 10 F.

● Monopoly

Lancé le 25 novembre 1996, Monopoly est le premier jeu instantané adapté d'un jeu de société en France.

Il convient pour le joueur de découvrir les lancers de dés et de parcourir en parallèle le plateau de jeu.

Après s'être placé sur la case « Départ », le joueur gratte les dés du « Lancer n°1 ». En suivant le sens de la flèche, il avance du nombre de case(s) indiqué par ce lancer de dés. Il gratte alors la case atteinte et découvre un symbole.

Il renouvelle cette succession de grattages jusqu'au « Lancer n°9 » inclus, au terme duquel 9 symboles sont découverts.

Si le joueur tombe sur l'une des cases « Chance » ou « Caisse de Communauté », il gratte la carte correspondante située au milieu du ticket et suit les instructions. Il continue à jouer à partir de la dernière case grattée sur le parcours.

Quand le joueur découvre une ou plusieurs combinaisons de symboles indiquées dans le tableau de lots, il gagne le ou les gains correspondants.

Son prix est de 20 F.

● Morpion 5 F

Morpion à 5 F a été lancé le 2 mai 1994. Comme son nom l'indique, ce jeu est basé sur la mécanique du jeu de morpion. Le ticket comporte une grille de 9 cases (3 × 3) qui constitue la surface de jeu. Pour gagner, le joueur doit découvrir 3 « X » ou 3 « O » sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale. Dans ce cas, il gagne la somme indiquée par la flèche correspondant au début de la ligne ou de la diagonale.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Morpion est le premier jeu instantané utilisant une mascotte dans sa campagne de communication, mascotte que l'on retrouve également sur les tickets de jeu depuis le 29 janvier 1996.

● Morpion 10 F

Morpion à 10 F a été lancé le 13 février 1995. C'est une déclinaison du jeu Morpion à 5 F sous une formule de jeu à 10 F. Ainsi, l'idée est d'offrir au joueur deux grilles de Morpion pour un prix et un nombre de lots multipliés par deux.

Les tickets de Morpion à 10 F sont imprimés en série limitée, les mascottes figurant sur les tickets changeant régulièrement d'attitude.

Sur les tickets de Morpion à 10 F, il est possible de gagner simultanément.

Morpion 10 F a été supprimé le 2 octobre 1996.

● Poker Plus

Poker a été lancé le 15 juin 1992 et est devenu Poker Plus le 6 juin 1994. Pour jouer à Poker Plus le joueur a 6 cartes à gratter. S'il découvre 3 cartes identiques n'importe où sous la surface à gratter, il gagne la somme correspondante inscrite dans le tableau de lots situé sur le ticket. S'il découvre 4 cartes identiques, il double son gain.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 200 000 F.

Poker Plus a été retiré du marché le 12 mai 1997.

● Solitaire

Lancé le 6 novembre 1995 sous une forme octogonale, SOLITAIRE est le premier instantané découpé en France.

Le ticket comporte deux « numéros gagnants » et une zone de jeu qui se compose de 12 billes à gratter. Sous chaque bille apparaissent un numéro et une somme. Les numéros peuvent aller de 1 à 37 inclus. Si le joueur retrouve au moins l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 numéros découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro.

Il est possible de gagner jusqu'à 4 fois sur un même ticket, en retrouvant plusieurs fois les « numéros gagnants ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 50 000 F.

● Tac O Tac

Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus fin 1990. Depuis le 25 janvier 1984, existe un deuxième type de loterie : le Tac O Tac. Le billet de Tac O Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30 000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400 000 F).

Le 19 février 1993, le tirage est supprimé et Tac O Tac devient un jeu instantané pur.

La quatrième génération de Tac O Tac a vu le jour le 26 juin 1995. Le ticket se présente plié, annonçant sur la couverture ce qu'il propose à l'intérieur : 4 jeux, donc 4 chances de gagner.

— 1er jeu : le joueur doit découvrir 5 numéros et les comparer avec les 5 numéros qui figurent au-dessus. Il gagne lorsqu'il découvre les 2 derniers, les 3 derniers, les 4 derniers ou les 5 mêmes numéros, dans l'ordre ou dans le désordre.

— 2e jeu : si le joueur retrouve 2 sommes identiques parmi les 4 découvertes, il gagne cette somme.

— 3e jeu : identique au 2e jeu.

— 4e jeu : le joueur doit additionner les trois chiffres apparus, et essayer d'atteindre 7, 13 ou 21, ou découvrir trois « 7 ».

Un ticket peut présenter plusieurs jeux gagnants.

Le prix de vente est de 20 F, les gains vont de 20 F à 2 000 000 F.

● Vatoo

Vatoo a été lancé le 23 septembre 1996. Il a rejoint Millionnaire sur le segment des jeux instantanés associés à une émission de télévision.

Pour jouer, il suffit de gratter six billes sous lesquelles le joueur découvre des sommes ou des symboles.

S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 5 000 F). S'il découvre trois symboles « étoiles », il gagne le droit de participer à une émission télévisée appelée « 55 pour Vatoo » et diffusée sur M6, au cours de laquelle il peut remporter de 10 000 F à 565 000 F et un voyage surprise.

L'émission télévisée associée au jeu n'est plus diffusée depuis le 12 avril 1997.

Son prix est de 10 F.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 20,60 %).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret n° 94-1232 du 30 décembre 1995;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 20,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

— d'un nouveau prélèvement instauré à compter du 1er janvier 1997 : la Contribution Sociale Généralisée dont le mode de calcul est particulier : en effet, il s'applique uniquement aux paris évènementiels selon les taux suivants : Grand 7 = 3,40 % des mises correspondantes, Tiercé = 1,70 %, Quarté = 2,04 % et Quinté = 1,53 %. Pour la première année d'application, le montant généré s'est élevé à 342 617 401 F.

Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

  — Centre administratif des Affaires maritimes;

  — Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des transports maritimes, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE :

« Les Français font leurs jeux », *INSEE-Première,* n° 270, juillet 1993.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, avril 1994.

« Le milieu associatif de 1983 à 1996 - Plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel », *INSEE-Première*, n° 542, septembre 1997.

« D'où sont mes amis venus », *INSEE-Première*, n°613, octobre 1998.

« La vie associative : participer mais pas militer », G. Hatchuel, J.P Loisel, *Données Sociales* ,1999, INSEE.

*
* *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 1er janvier 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU		
	Départements métropolitains			DOM		Départements métropolitains	
	Paris et Région parisienne (1)		Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique	Paris et Région parisienne (1)	Autres hippodromes	
						Plus du quart du réseau PMU	Moins du du quart du réseau PMH
	Paris simples et reports	Autres paris	Tous les paris	Tous les paris	Paris ordinaires	Autres paris	Tous paris
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (2)							
Sociétés de courses (HT)	9,550	13,600	15,400	15,400	9,550	13,600	15,400
Budget général (3)	—	—	—	—	—	—	—
Comptes spéciaux du Trésor :							
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,830	2,480	0,680	0,680	2,830	2,480	0,680
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260
Fonds national pour le développement du sport	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090
Fonds national pour le développement de la vie associative	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070
Total	**13,800**	**17,500**	**17,500**	**17,500**	**13,800**	**17,500**	**17,500**
2. Prélèvements fiscaux							
Timbre	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800
TVA sur prélèvements sociétés (4)	1,967	2,802	3,172	1,463	1,967	2,802	3,172
Total	**5,767**	**6,602**	**6,972**	**5,263**	**5,767**	**6,602**	**6,972**
Total des prélèvements proportionnels	19,567	24,102	24,472	22,763	19,567	24,102	24,472
CRDS (5)	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350
Total	**19,917**	**24,452**	**24,822**	**23,113**	**19,917**	**24,452**	**24,822**

(1) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(2) Décret n° 94-1232 du 30 décembre 1995.
(3) Depuis 1995, les prélèvements non fiscaux du Budget général sont intégrés dans les Comptes spéciaux du Trésor (Fonds national des haras et des activités hippiques).
(4) Décret n° 95-858 du 28 juillet 1995.
(5) Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art.16-II (le taux de la CRDS est de 0,28 % des enjeux).

TABLEAU E.05-2

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : Million de francs

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1)	2 685,4	2 418,9	2 321,3	2 241,3	1 958,4	1 873,5
CSG (2)	///	///	///	///	///	342,6

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique aux paris évènementiels selon les taux suivants : Grand 7 : 3,40 %, Quarté : 2,04 %,Tiercé : 1,70 %, Quinté : 1,53 %, des mises correspondantes.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Montant des entrées	///	66	61	58	55	54
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	3 197	2 514	2 280	2 151	1 957	1 816
Sommes engagées au pari mutuel urbain sur les courses françaises	34 900	34 199	33 866	33 377	34 746	34 177
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, Grand 7 (1)	19 689	18 856	20 512 *r*	19 955 *r*	20 869 *r*	20 264

(1) En 1992, tiercé, quarté + et quinté +. Depuis 1993, tiercé, quarté +, quinté + et 2 sur 4. Depuis 1995, Grand 7.

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1992	1993	1994	1995	1996	1997
TAC O TAC (1)							
Nombre de tranches	Tranche	53	7	///	///	///	///
Nombre de billets placés	Millier	21 334	12 731	///	///	///	///
Placements nets	Million de F	1 331	117	///	///	///	///
Lots à payer	»	798	76	///	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	388	38	///	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	38	3	///	///	///	///
LOTO NATIONAL + LOTO 7 + SUPERLOTO (2) :							
Nombre de bulletins	Millier	564 460	486 932	496 100	557 000	504 900	318 700
Montant des mises	Million de F	13 848	12 848	12 308	12 418	12 010	11 802
Lots à payer	»	7 108	6 602	6 309	6 427	6 268	6 050
Prélèvements non fiscaux	»	5 442	5 027	4 822	4 840	4 817	4 731
dont : Mouvement sportif	»	344	445	281	295	273	290
Prélèvements fiscaux	»	1 051	980	938	910	925	1 020
dont : TVA	»	488	382	366	331	334	324
Prélèvements progressifs	Million de F	173	158	155	161	88	76
Produit des arrondis	»	93	82	84	80	61	52
LOTO SPORTIF- LOTO FOOT MATCHES ET SCORES (3) :							
Nombre de bulletins	Millier	36 654	37 456	30 200	33 800	21 300	20 200
Montant des mises	Million de F	588	581	464	515	450	492
Lots à payer	»	282	305	242	274	246	319
Prélèvements non fiscaux	»	253	220	176	194	169	131
dont : Mouvement sportif	»	176	145	11	12	10	12
Prélèvements fiscaux	»	41	41	33	38	35	43
dont : TVA	»	17	14	11	14	12	13
Prélèvements progressifs	Million de F	12	14	13	8	10	15
Produit des arrondis	»	0,3	0,6	0,3	1	–	0,8
MATCHES DU JOUR/BOOKMATCHES :							
Nombre de bulletins	Millier	8 301	7 091	5 300	5 100	4 300	///
Montant des mises	Million de F	57	47	35	37	30	///
Lots à payer	»	34	28	21	22	18	///
Prélèvements non fiscaux	»	19	16	11	12	10	///
dont : Mouvement sportif	»	11	9	1	1	1	///
Prélèvements fiscaux	»	4	3	2	3	2	///
dont : TVA	»	2	1	1	1	1	///
Prélèvements progressifs	Million de F	–	–	–	–	–	///
Produit des arrondis	»	0,4	0,4	0,4	0,3	–	///
TAPIS VERT (4) :							
Nombre de bulletins	Millier	96 545	55 699	///	///	///	///
Montant des mises	Million de F	694	393	///	///	///	///
Lots à payer	»	407	264	///	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	257	112	///	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	30	18	///	///	///	///
dont : TVA	»	24	11	///	///	///	///
JEUX INSTANTANÉS (5) :							
Nombre de tickets placés	Millier	1 562 197	1 820 270	2 108 859	2 226 410	2 311 000	2 255 000
Placements nets	Million de F	13 655	16 585	17 038	18 609	19 282	19 693
Lots à payer	»	8 291	10 142	10 536	11 497	11 839	11 962
Prélèvements non fiscaux	»	4 697	5 629	5 666	6 243	6 484	6 612
Dont : mouvement sportif	»	–	–	392	446	450	499
Prélèvements fiscaux	»	666	814	836	870	959	1 118
Dont : TVA	»	543	555	564	572	618	628
KÉNO (6) :							
Nombre de bulletins	Millier	•	12 955	28 800	38 300	66 600	74 600
Montant des mises	Million de F	•	564	1 346	1 473	1 929	2 151
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	•	353	805	852	1 152	1 264
Prélèvements non fiscaux	»	•	198	509	582	719	801
Dont : mouvement sportif	»	–	–	31	35	43	52
Prélèvements fiscaux	»	•	13	32	39	58	85
Dont T.V.A	»	•	13	32	39	52	58

(1) Dernier tirage ancien TAC O TAC le 18/02/1993.
(2) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/94, dernier tirage le 15/06/96, tirage du SUPERLOTO le 15/05/96.
(3) Depuis le 2 août 1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT avec 2 jeux distincts : LOTO FOOT "Matches" et LOTO FOOT "Scores" et 3 bulletins différents.
(4) Jeu TAPIS VERT dernier tirage 15/09/1993.
(5) Nouveau TAC O TAC intégré aux jeux instantanés à partir du 05/03/1993. Ancien TAC O TAC arrêté le 18/02/93.
(6) Jeu KENO premier tirage le 16/09/1993.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité publique

Unité : Millier de francs

	1990/91	1993/94	1994/95	1995/96	1996/1997
Produit brut total	2 400 764,2	5 023 602,7	6 068 028,4	7 153 593,5	8 080 551,6
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1 666 255,3	4 651 556,0	5 753 849,0	6 812 832,9	7 746 633,0
dont : Produit des machines à sous seulement	1 087 606,3	3 922 051,9	5 036 098,2	6 136 066,0	7 076 994,6
dont : Prélèvements des communes	74 333,8	594 116,0	727 014,6	862 161,6	989 662,3

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 31 août

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Métropole :						
Voiliers	**237 445**	**239 976**	**242 379**	**245 031**	**247 531**	**249 608**
2 tonneaux et moins	130 847	131 800	132 764	133 907	135 003	135 819
Plus de 2 tonneaux	106 598	108 176	109 615	111 124	112 528	113 789
Navires à moteurs	**556 568**	**571 513**	**585 666**	**604 804**	**618 661**	**630 527**
2 tonneaux et moins	443 157	452 882	462 142	476 148	485 182	492 851
Plus de 2 tonneaux	113 411	118 631	123 524	128 656	133 479	137 676
Total des navires	**794 013**	**811 489**	**828 045**	**849 835**	**866 192** *r*	**880 135**
2 tonneaux et moins	**574 004**	**584 682**	**594 906**	**610 055**	**620 185**	**628 670**
Plus de 2 tonneaux	**220 009**	**226 807**	**233 139**	**239 780**	**246 007**	**251 465**
Départements d'outre-mer (1) :						
Voiliers	**2 365**	**2 466**	**2 512**	**2 459**	**2 588**	**2 691**
2 tonneaux et moins	357	367	381	403	418	426
Plus de 2 tonneaux	2 008	2 099	2 131	2 056	2 170	2 265
Navires à moteurs	**10 219**	**10 869**	**11 218**	**12 562**	**13 305**	**13 768**
2 tonneaux et moins	7 529	7 974	8 170	9 289	9 820	10 149
Plus de 2 tonneaux	2 690	2 895	3 048	3 273	3 485	3 619
Total des navires	**12 584**	**13 335**	**13 730**	**15 021**	**15 893**	**16 459**
Territoires d'outre-mer (2) :						
Voiliers	**944**	**1 021**	**1 086**	**1 148**	**1 204**	**1 264**
2 tonneaux et moins	102	102	102	104	104	106
Plus de 2 tonneaux	842	919	984	1 044	1 100	1 158
Navires à moteurs	**10 864**	**12 010**	**12 905**	**13 746**	**14 857**	**16 667**
2 tonneaux et moins	7 764	8 461	9 076	9 702	10 407	12 176
Plus de 2 tonneaux	3 100	3 549	3 829	4 044	4 350	4 491
Total des navires	**11 808**	**13 031**	**13 991**	**14 894**	**16 061**	**17 931**

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes

Période du 1er septembre au 31 août

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**
1992-1993												
Moins de 2 tonneaux	70	508	94	89	192	**953**	1 540	2 001	899	1 104	4 181	**9 725**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	67	199	78	76	115	**535**	527	616	339	639	1 858	**3 979**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	33	86	72	75	154	**420**	69	90	66	99	476	**800**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	50	104	52	74	277	**557**	30	39	22	26	249	**366**
25 tonneaux et plus	7	9	8	13	29	**66**	4	5	2	10	54	**75**
Total	**227**	**906**	**304**	**327**	**767**	**2 531**	**2 170**	**2 751**	**1 328**	**1 878**	**6 818**	**14 945**
1993-1994												
Moins de 2 tonneaux	110	392	147	78	237	**964**	1 349	1 818	806	1 147	4 140	**9 260**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	82	183	76	106	118	**565**	506	620	328	652	1 652	**3 758**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	80	51	42	103	**319**	67	79	61	106	402	**715**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	48	85	60	72	225	**490**	21	41	20	35	203	**320**
25 tonneaux et plus	9	3	12	16	25	**65**	3	3	6	18	70	**100**
Total	**292**	**743**	**346**	**314**	**708**	**2 403**	**1 946**	**2 561**	**1 221**	**1 958**	**6 467**	**14 153**
1994-1995												
Moins de 2 tonneaux	175	315	222	106	325	**1 143**	1 200	1 550	791	936	3 649	**8 126**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	44	171	63	112	104	**494**	533	712	354	653	1 546	**3 798**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	89	83	64	147	**426**	68	97	47	95	431	**738**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	49	73	62	70	253	**507**	29	26	16	24	209	**304**
25 tonneaux et plus	10	7	6	15	44	**82**	3	4	3	21	58	**89**
Total	**321**	**655**	**436**	**367**	**873**	**2 652**	**1 833**	**2 389**	**1 211**	**1 729**	**5 893**	**13 055**
1995-1996												
Moins de 2 tonneaux	154	373	124	121	324	**1 096**	1 092	1 551	624	860	3 014	**7 141**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	40	145	63	112	99	**459**	505	647	300	609	1 579	**3 640**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	39	103	50	53	136	**381**	63	97	71	112	409	**752**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	38	74	57	76	251	**496**	24	20	16	24	214	**298**
25 tonneaux et plus	5	9	8	21	25	**68**	4	2	3	19	83	**111**
Total	**276**	**704**	**302**	**383**	**835**	**2 500**	**1 688**	**2 317**	**1 014**	**1 624**	**5 299**	**11 942**
1996-1997												
Moins de 2 tonneaux	129	313	87	147	140	**816**	1 021	1 355	471	752	2 515	**6 114**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	35	135	31	96	90	**387**	419	665	338	514	1 327	**3 263**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	30	68	43	67	125	**333**	52	66	62	98	327	**605**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	38	57	45	95	245	**480**	9	28	18	16	147	**218**
25 tonneaux et plus	—	6	3	19	33	**61**	5	1	2	22	53	**83**
Total	**232**	**599**	**209**	**424**	**633**	**2 077**	**1 506**	**2 115**	**891**	**1 402**	**4 369**	**10 283**

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance (1)

Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1996 au 31 août 1997

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	Moins de deux tonneaux			Plus de deux tonneaux			Total
	Voiliers	Moteurs	**Total**	Voiliers	Moteurs	**Total**	**général**
DOM							
Martinique	2	121	**123**	22	50	**72**	**195**
Guadeloupe	5	121	**126**	70	66	**136**	**262**
Guyane	–	52	**52**	–	8	**8**	**60**
Réunion	1	33	**34**	3	10	**13**	**47**
Saint-Pierre-et-Miquelon (2)	–	2	**2**	–	–	–	**2**
Total	**8**	**329**	**337**	**95**	**134**	**229**	**566**
TOM							
Nouvelle-Calédonie	2	769	**771**	31	131	**162**	**933**
Polynésie française	–	–	–	27	110	**137**	**137**
Total	**2**	**769**	**771**	**58**	**241**	**299**	**1 070**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Collectivité territoriale.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	1990		1994		1995		1996		1997	
Nature des événements	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	29	4	25	1	25	4	19	–	26	–
Échouements	–	–	395	3	401	1	380	–	419	3
Heurts	335	–	19	–	26	–	25	–	36	3
Chavirements	163	18	160	12	190	24	175	21	180	16
Incendies, explosions	46	–	67	–	47	–	42	–	62	5
Voies d'eau (envahies par l'eau)	139	–	158	–	113	–	142	5	160	–
Disparitions inexpliquées	14	29	23	17	27	12	19	23	24	46
Pannes et avaries	995	3	1 941	4	1 866	5	1 835	–	2 037	5
Hommes à la mer	53	27	59	30	79	34	69	31	54	31

TABLEAU E.05-10

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1990	1993	1994	1995	1996	1997
CHASSE (1)							
Permis délivrés [en milliers] (2) (3)	2 016,5	1 689,2	1 602,8	1 576,4	1 534,2	1 524,5	1 500,4
PÊCHE FLUVIALE							
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :							
Amateurs	15 045	11 609	8 263	7 975	8 056	7 859	7 604
Professionnels	///	962	727	730	728	717	731
Pêcheurs à la ligne :							
Associations agréées	4 110	4 000	4 050	4 058	4 073	4 084	4 159
Permis délivrés [en milliers] (4)	2 359,4	1 875,0	1 765,0	1 772,4	1 804,1	1 755,5	1 704,1

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires ; période de juillet de l'année n - 1 à juin de l'année n pour les années 1980/1990 à 1994.
(3) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires ; année civile pour les années 1995/1996/1997.
(4) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

F

Enseignement, formation, recherche

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Schéma, graphique et tableaux.

Schéma, graphique et liste des tableaux :

Schéma du système éducatif.

Graphique. Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement.

1. Effectifs d'élèves d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1997.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1997.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1997.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1997.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1997.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso)

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.

11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1992-1997.

12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1997.

13. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1989-1997.

14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1997.

15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.

16. Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité : nombre d'écoles, effectifs et diplômes.

17A. Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan des formations.

17B. Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage.

18. Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

19. Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1997.

21 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.

22. Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe.

23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).

24. Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

25. Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.

27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

28. Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

29. Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés.

30. La dépense globale d'éducation.

31. La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1997.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves, des apprentis et des étudiants, en 1997-1998 en France métropolitaine, représente 24,8 % de la population totale et près de 91,4 % des jeunes de 2 à 22 ans.

De 1987 à 1997, la population scolaire et universitaire s'accroît de 440 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminue de plus de 900 000 individus. C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, augmente de près de 10 points.

La combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire, au-delà de l'âge de 16 ans, aboutit à des variations de population scolaire par degré ou type d'enseignement assez contrastées :

— diminution dans les écoles, dans les collèges et les lycées professionnels;

— augmentation dans les lycées d'enseignement général et technologique et surtout dans l'enseignement supérieur.

Ces mouvements ont lieu dans le contexte de :

— la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire;

— la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire;

— le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Ces phénomènes, caractérisant les dix dernières années, laissent place actuellement plutôt à la stabilité.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1990 à 1997, le nombre d'enseignants de l'enseignement public augmente de 7 %.

Au 1er janvier 1997, près de 1 077 000 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie. Cet effectif progresse de 0,3 % en un an. Les établissements du second degré emploient 55 % des agents.

Un peu moins des trois quarts de ces personnels sont des enseignants. Leur effectif augmente de 0,5 % en un an. 49 % de ces derniers exercent dans le second degré et 38 % dans le premier degré. Les non-enseignants – hors ceux dans le premier degré qui sont rémunérés par les communes – se répartissent principalement dans les établissements du second degré (71 %), puis de façon équivalente entre les établissements du supérieur (16 %) et l'administration centrale ou les services extérieurs (12 %).

Le budget et le compte de l'éducation

En 1997, le budget de l'Éducation nationale représente 20,7 % du budget de l'État et 4 % du produit intérieur brut (PIB). La dépense intérieure d'éducation - 591,9 milliards de F - qui totalise la contribution des divers agents économiques – État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages – représente 7,3 % du PIB.

Le compte économique de la formation professionnelle continue

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages atteint 138,2 milliards de F en 1996, soit 1,8 % du PIB. Cette dépense peut se ventiler comme suit : 65,6 milliards de F pour les frais de formation au sens strict, 62 milliards de F pour la rémunération des stagiaires et les éxonérations de charges sociales prises en charge par l'État (dans le cadre de l'alternance), 8,7 milliards de F pour les frais annexes accompagnant les formations (administration, conseil, déplacements) et un peu moins de 2 milliards de F destinés à l'investissement. La part des financements finals en provenance de l'état se réduit sous l'effet de la décentralisation de la formation des jeunes vers les régions, pour atteindre un niveau équivalent à celui des entreprises (40 %). Toutefois, en financement initial, en prenant notamment en compte les dotations de décentralisation versées par l'État, ce dernier reste le principal contributeur à l'effort total pour la formation professionnelle avec 46 % des financements initiaux.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1997, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 77,6 % et près de 61,5 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 62,8 % en 1997-1998 (67,9 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, le nombre de jeunes sortant sans diplôme a été divisé par 2,2 depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 1996 trois fois et demie plus nombreux (160 000), qu'en 1980 (45 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en 1998, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 34 % à occuper un emploi, 38 % à être chômeurs et 28 % à être inactifs ou au service militaire; pour les jeunes sortis avec un diplôme d'une école supérieure, ces pourcentages sont respectivement de 79 %, 8 % et 13 %. Après une période qui va de 5 à 10 ans, pour les sans diplôme la répartition est 52 %, 25 % et 23 % et pour les diplômés d'une école supérieure, 91 %, 5 % et 4 %.

Pour les jeunes ayant un emploi, leur situation professionnelle est aussi fortement dépendante du niveau de

leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif.

On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent, cependant, marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

En 1996, sur 210 000 stagiaires en actions de formation alternée, 178 000 environ sont pris en charge par les conseils régionaux, soit 85 % de l'effectif total (contre 61 % en 1995). Cette augmentation traduit la prise en charge progressive par les régions de la globalité des actions de formation destinées aux jeunes. Les actions préqualifiantes représentent 61 % des effectifs, en hausse de 5 % par rapport à 1995, tandis que le nombre de stagiaires en actions qualifiantes baissent de 14 %.

L'ensemble de ces actions représente, en 1996, un coût global d'environ 4,5 milliards de F, pour l'État et les régions, incluant les dotations de décentralisation de 3,5 milliards de F versées aux conseils régionaux. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 2,3 milliards de F, la rémunération à 1,6 milliard de F et l'accompagnement à 0,5 milliard de F.

2. MÉTHODOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1997. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat); enseignants du supérieur (hors IUFM); enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère de la Jeunesse et des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

Le compte économique de la formation professionnelle

Le compte économique est élaboré annuellement (depuis 1987) suivant une méthodologie qui tend vers celle des comptes satellites de la comptabilité nationale. Il présente de façon détaillée l'ensemble des flux financiers relatifs à la formation professionnelle. L'approche retenue est celle du financeur final qui permet de restituer une image des circuits financiers où le décideur ultime de l'affectation des ressources apparaît.

Les données financières « Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage » (tableau F01-17B) sont issues du compte économique de la formation professionnelle.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition 1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 150 000 jeunes reprennent une formation chaque année depuis 1991; ceux-ci ont, par le passé, quitté une pre-

mière fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans doubles comptes, et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

— fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS);

— le fonds national de l'emploi (FNE);

— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);

— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);

— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis la loi du 16 juillet 1971, toutes les entreprises de 10 salariés et plus doivent consacrer au moins 1,1 % de leur masse salariale à la formation continue. Cette obligation a été étendue à l'ensemble des entreprises par la loi du 31 décembre 1991. Au total les pourcentages sont les suivants : 1,5 % pour les entreprises de 10 salariés et plus (2 % pour les entreprises de travail temporaire); 0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés; 0,10 % pour le financement des contrats en alternance des entreprises de moins de 10 salariés, 1 % pour le financement du congé individuel de formation des salariés sous contrat à durée indéterminée; 0,15 % pour les travailleurs indépendants, membres des professions non salariées ou professions libérales.

Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert est réalisé depuis le 1er juin 1983. Il se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire sans qualification.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :

— la formation scolaire;

— l'apprentissage;

— la formation professionnelle continue;

— l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

● La voie professionnelle

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle;

— l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

● Les voies générale et technologique

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);

— soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation), sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation), sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-19) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3. DÉFINITIONS

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine, en général.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres

(École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires; ces classes dites « de perfectionnement » sont maintenant appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.
Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi , et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1997 (cf. 2. MÉTHODOLOGIE).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1990. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995);

ES : économiques et sociales (B avant 1995);

S : scientifique (C, D ou E avant 1995);

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995);

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995);

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995);

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995);

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; hôtellerie;

BT : brevet de technicien;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en oeuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.

Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1979 au moment de la rentrée 1997, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, insti-

tuts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information (SESI), direction de l'Animation de la Recherche et des Études et des Statistiques (DARES).

— INSEE.

Publications :

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1998;

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1998;

« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1998;

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1998.

« Le compte économique de la formation professionnelle », DARES.

INSEE-*Résultats* :

« RP 90 Formation : résultats du sondage au quart », nos 30-31, janvier 1994.

« Enquête sur l'emploi de 1998 », no 617-618, octobre 1998.

INSEE-*Première* :

« Les diplômes des Français », mars 1994.

« La formation professionnelle continue », no 314, mai 1994.

« Les 16-25 ans : plus nombreux à l'école que sur le marché du travail », no 323, juin 1994.

« De l'école à l'emploi », no 365, mars 1995.

« Les inégalités devant l'école », no 400, septembre 1995.

« Des études supérieures inégalement rentables selon les milieux sociaux », no 469, juillet 1996.

« La hausse du niveau de formation - la durée des études a doublé en 50 ans », no 488, septembre 1996.

« Apprendre sa vie durant - la formation continue dans les entreprises », no 512, mars 1997.

« Adéquation entre formation et emploi : ce qu'en pensent les salariés », no 525, juin 1997.

« En 1996, plus d'un jeune homme adulte sur dix a des problèmes en lecture », no 541, septembre 1997.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE (INSEE) :

« L'école, les élèves et les parents », no 293, mars 1996.

« La formation continue dans les entreprises et son retour sur investissement », no 303, 1997.

« Les entreprises, les salariés et la formation continue », no 306, 1997.

Données sociales 1999, INSEE :

« Un siècle d'éducation nationale », Jean-Claude Emin, Paul Esquieu;

« Les dépenses d'éducation de 1974 à 1996 », Paul Esquieu, Michèle Jacquot, Xavier Niel;

« Recrutement et départs des enseignants dans les vingt prochaines années », Pascale Derouillon-Roisné;

« Connaissance des élèves en sciences et en mathématiques au collège - comparaisons internationales », Anne Fervent, Fabrice Murat;

« Évolution des connaissances des élèves en fin de collège », Fabrice Murat, Xavier Niel;

« Collèges publics : les disparités s'accentuent-elles ? », Marie-Christine Ernoult, Danièle Trancart, Alexia Stefanou, Xavier Niel;

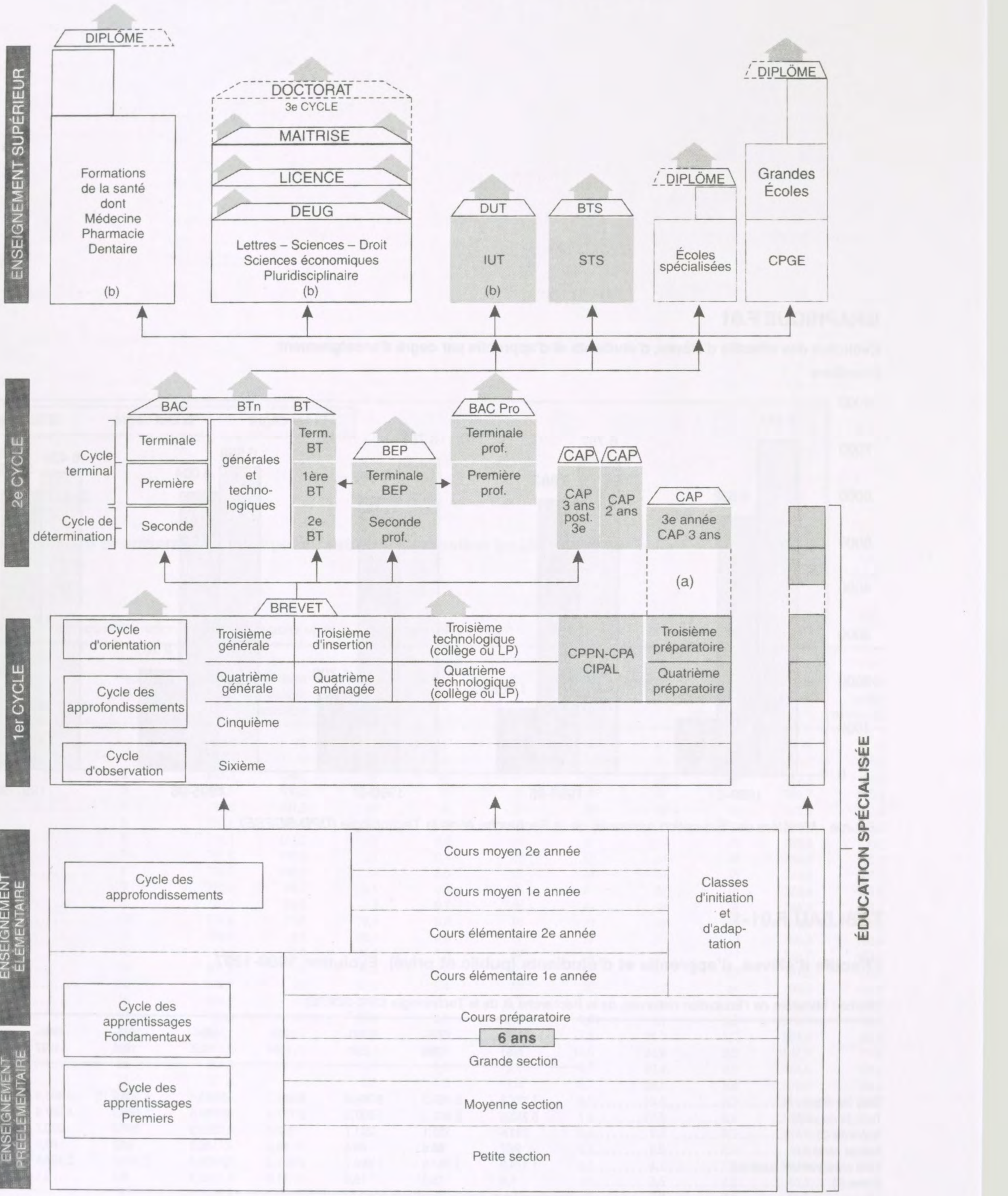
« L'entrée dans le supérieur », Sylvie Lemaire;

« Sorties du système éducatif et chômage des jeunes », Pascale Poulet.

France, Portrait-social, 1998-1999, INSEE,
« Niveaux d'éducation en Europe : le rattrapage français ».

*
* *

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF



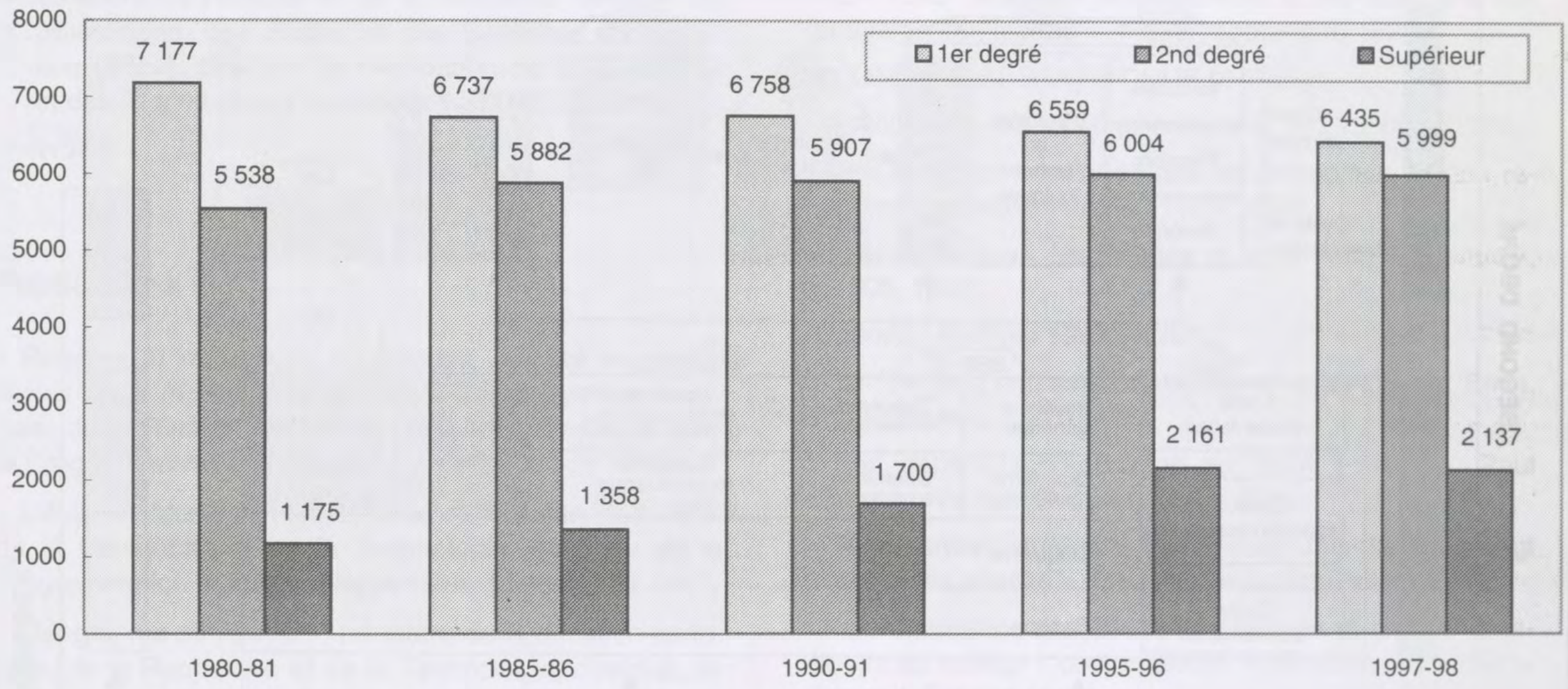
(a) CAP 3 ans Post. 5e, en voie d'extinction.

(b) Formations universitaires

GRAPHIQUE F.01

Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement

En milliers



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE) — *Unité* : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Total 1er degré	7 124,3	6 686,3	6 704,8	6 561,7	6 543,4	6 506,9 (1)	6 455,9 (1)	6 382,5
Total 2e degré (2)	5 252,5	5 607,2	5 637,0	5 737,4	5 719,6	5 688,3	5 667,8	5 656,1
Apprentis (3)	241,6	222,1	221,7	232,6	268,9	297,4	320,7	340,5
Spécial santé	94,7	88,6	86,8	86,9	85,0	84,9	83,9	83,6
Total enseignement supérieur	1 174,9	1 357,9	1 698,7	2 067,6	2 108,4	2 141,0	2 126,5	2 102,5
Autres (4)	1,8	15,2	15,8	11,9	13,1	5,5	5,1	5,4
Total général	**13 889,8**	**13 977,3**	**14 364,8**	**14 698,1**	**14 738,4**	**14 724,0**	**14 659,9**	**14 570,6**
Population 2-22 ans (5)	17 407,0	17 131,5	16 711,6	16 566,6	16 458,9	16 164,5	16 019,5	15 947,5
Total/population 2-22 ans en %	79,8	81,6	86,0	88,7	89,5	91,1	91,5	91,4

(1) Les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996 et 1996-1997, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 1992-1993.
(4) Préparations diverses et formations complémentaires.
(5) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé)

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	2e degré y compris spécialisé	Autres formations	Apprentis	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée	Taux de scolarisation (2)
1996	< 1	723,5	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1995	1	712,4	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1994	2	699,5	34,7	///	///	///	///	///	///	242,7	34,7
1993	3	700,5	100,0	///	///	///	///	///	///	700,7	100,0
1992	4	734,8	101,2	///	///	///	///	///	///	743,3	100,0
1991	5	752,8	101,5	///	0,2	///	///	///	///	765,8	100,0
1990	6	758,1	101,2	///	0,2	///	///	///	///	768,8	100,0
1989	7	761,4	100,6	///	0,4	///	///	///	///	768,5	100,0
1988	8	769,7	100,0	///	0,5	///	///	///	///	773,6	100,0
1987	9	770,4	99,7	0,1	0,6	///	///	///	///	773,4	100,0
1986	10	780,2	96,5	3,3	0,7	///	///	///	///	784,2	100,0
1985	11	770,8	21,3	76,4	0,8	///	///	///	///	759,4	100,0
1984	12	760,3	2,0	96,5	0,9	///	///	///	///	756,2	100,0
1983	13	749,4	0,3	98,0	1,3	///	///	///	///	745,7	100,0
1982	14	801,8	///	96,3	2,4	///	///	///	///	791,3	100,0
1981	15	810,7	///	92,8	5,4	///	///	///	///	796,2	100,0
1980	16	816,2	///	82,8	5,1	7,7	—	ϵ	ϵ	781,1	95,7
1979	17	772,8	///	76,0	5,0	9,2	0,7	1,1	0,2	712,3	92,2
1978	18	754,7	///	46,9	3,8	7,1	7,3	16,5	1,7	629,6	83,4
1977	19	758,6	///	25,4	2,4	4,9	10,5	24,9	3,3	542,3	71,5
1976	20	734,9	///	10,1	1,1	3,1	9,7	26,4	6,0	414,5	56,4
1975	21	757,6	///	3,2	0,5	1,9	6,7	23,2	8,0	329,0	43,4
1974	22	804,2	///	0,9	0,3	1,1	3,5	18,8	8,3	264,8	32,9
1973	23	853,0	///	0,2	0,1	0,7	1,4	13,9	6,4	193,4	22,7
1972	24	873,8	///	0,1	///	0,4	0,4	9,3	3,9	123,9	14,2
1971	25	877,4	///	—	///	0,4	0,1	6,6	2,7	86,9	9,9
1970	26	861,7	///	0,1	///	///	0,1	4,7	1,8	58,4	6,8
1969	27	855,2	///	///	///	///	///	3,5	1,2	40,1	4,7
1968	28	846,0	///	///	///	///	///	2,8	0,9	31,3	3,7
1967	29	846,0	///	///	///	///	///	2,3	0,7	25,4	3,0
1966 et avant (3)	30 et +	35 025,3	///	///	///	///	///	0,4	0,1	185,4	0,5
Total (milliers)		**58 493,7**	**6 456,3**	**5 525,8**	**250,0**	**283,4**	**308,7**	**1 360,7**	**403,2**	**14 588,2**	///
% de la population totale		///	11,0	9,4	0,4	0,5	0,5	2,3	0,7	24,9	24,9

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en différent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Enseignement préélementaire public	2 070,5	2 234,0	2 241,0	2 231,0	2 217,3	2 192,9 (1)	2 145,6 (1)	2 102,8
Enseignement préélémentaire privé	313,4	329,5	314,7	317,5	313,5	307,9	302,1	300,2
Total	**2 383,9**	**2 563,5**	**2 555,7**	**2 548,5**	**2 530,8**	**2 500,8**	**2 447,7**	**2 403,0**
CP-CM2 public	3 946,2	3 413,1	3 455,7	3 358,6	3 365,7	3 366,7 (1)	3 369,4 (1)	3 344,0
CP-CM2 privé	668,9	614,2	606,5	584,6	581,8	578,5	577,5	574,8
Total	**4 615,1**	**4 027,3**	**4 062,2**	**3 943,2**	**3 947,5**	**3 945,2**	**3 946,9**	**3 918,8**
Initiation, adaptation public	27,7	19,7	19,7	15,8	14,6	...	...	11,4
Initiation, adaptation privé	2,1	2,0	1,6	1,9	2,0	2,1	2,0	2,2
Total	**29,8**	**21,7**	**21,3**	**17,7**	**16,6**	**2,1**	**2,0**	**13,6**
Élémentaire public	3 973,9	3 432,8	3 475,4	3 374,4	3 380,3	...	...	3 355,4
Élémentaire privé	671,0	616,2	608,1	586,5	583,8	580,7	579,5	577,0
Total	**4 644,9**	**4 049,0**	**4 083,5**	**3 960,9**	**3 964,1**	**...**	**...**	**3 932,4**
Enseignement spécial public	90,1	69,3	61,7	49,4	45,8	...	...	44,5
Enseignement spécial privé	5,4	4,5	3,9	2,9	2,7	2,4	2,6	2,5
Total (1)	**95,5**	**73,8**	**65,6**	**52,3**	**48,5**	**...**	**...**	**47,0**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	6 044,4	5 666,8	5 716,4	5 605,4	5 597,6	...	...	5 458,2
Enseignement privé	984,4	945,7	922,8	904,0	897,3	888,6	881,6	877,2
Total	**7 028,8**	**6 612,5**	**6 639,2**	**6 509,4**	**6 494,9**	**888,6**	**881,6**	**6 335,4**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	6 134,5	5 736,1	5 778,1	5 654,8	5 643,4	5 615,9 (1)	5 571,7 (1)	5 502,7
Enseignement privé	989,8	950,2	926,7	906,9	900,0	891,0	884,2	879,7
Total	**7 124,3**	**6 686,3**	**6 704,8**	**6 561,7**	**6 543,4**	**6 506,9** (1)	**6 455,9** (1)	**6 382,4**

(1) L'effectif d'élèves des écoles publiques n'étant pas connu en 1995-1996 et 1996-1997, ce sont les prévisions réalisées en 1995 qui sont utilisées.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
ÉCOLES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	15 721	17 394	18 436	18 660	18 646	18 524	18 461	18 460
Écoles primaires	44 848	41 655	38 227	35 974	35 618	35 426	35 019	34 680
dont : à classe unique	11 433	9 608	7 657	6 522	6 375	...	...	6 013
Écoles d'enseignement spécial	133	1 048	...	...	...	...	...	...
Total	**60 702**	**60 097**	**56 663**	**54 634**	**54 264**	**53 950**	**53 480**	**53 140**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	359	382	414	368	343	320	307	300
Écoles primaires	6 600	6 150	5 904	5 682	5 626	5 574	5 523	5 485
dont : à classe unique	343	274	215	197	196	182	183	193
Écoles d'enseignement spécial	19	14	...	...	...	...	...	...
Total...	**6 978**	**6 546**	**6 318**	**6 050**	**5 969**	**5 894**	**5 830**	**5 785**
Total enseignement public + privé	**67 680**	**66 643**	**62 981**	**60 684**	**60 233**	**59 844**	**59 310**	**58 925**
CLASSES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	58 402	66 091	68 301	69 220	69 354	...	...	68 498
Écoles primaires	185 977	175 467	171 868	167 208	166 874	...	...	166 401
dont : classes uniques	11 433	9 608	7 657	6 522	6 375	...	...	6 013
Écoles d'enseignement spécial	749	558	...	...	...	...	...	...
Total	**245 128**	**242 116**	**240 169**	**236 428**	**236 228**	**...**	**...**	**234 899**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	1 067	1 237	1 363	1 258	1 187	1 115	1 074	1 038
Écoles primaires	36 513	36 214	36 337	35 953	35 885	35 813	35 646	35 532
dont : classes uniques	343	274	215	197	196	182	183	193
Écoles d'enseignement spécial	59	46	...	...	...	...	...	...
Total	**37 639**	**37 497**	**37 700**	**37 211**	**37 072**	**36 928**	**36 720**	**36 570**
Total enseignement public + privé	**282 767**	**279 613**	**277 869**	**273 639**	**273 300**	**...**	**...**	**271 469**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	30,0	28,6	27,9	27,4	27,1	...	...	25,7
Écoles primaires	23,5	21,9	22,5	22,5	22,6	...	...	22,5
Écoles d'enseignement spécial	14,6	12,9	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	29,9	28,8	27,2	27,0	26,7	26,3	25,8	25,7
Écoles primaires	26,2	25,2	24,5	24,3	24,2	24,1	24,0	24,0
Écoles d'enseignement spécial	12,4	9,2	...	...	...	...	...	...

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Enseignement préélémentaire :									
En école maternelle	899 889	858 956	**1 758 845**	13 644	13 052	**26 696**	913 533	872 008	**1 785 541**
En école primaire	176 685	167 239	**343 924**	139 642	133 877	**273 519**	316 327	301 116	**617 443**
Total	**1 076 574**	**1 026 195**	**2 102 769**	**153 286**	**146 929**	**300 215**	**1 229 860**	**1 173 124**	**2 402 984**
Enseignement élémentaire :									
CP	355 148	333 669	**688 817**	56 591	52 731	**109 322**	411 739	386 400	**798 139**
dont : en école maternelle	...	...	**...**	...	...	**...**	...	...	**...**
CE1	355 877	335 049	**690 926**	58 142	54 330	**112 472**	414 019	389 379	**803 398**
CE2	337 273	323 675	**660 948**	58 362	54 894	**113 256**	395 635	378 569	**774 204**
CM1	332 222	319 781	**652 003**	60 990	56 553	**117 543**	393 212	376 334	**769 546**
CM2	331 450	319 886	**651 336**	63 295	58 966	**122 261**	394 745	378 852	**773 597**
Total	**1 711 970**	**1 632 060**	**3 344 030**	**297 380**	**277 474**	**574 854**	**2 009 350**	**1 909 534**	**3 918 884**
Classe d'initiation	912	844	**1 756**	75	77	**152**	987	921	**1 908**
Classe d'adaptation	5 933	3 694	**9 627**	1 196	836	**2 032**	7 129	4 530	**11 659**
Total enseignement élémentaire	**1 718 815**	**1 636 598**	**3 355 413**	**298 651**	**278 387**	**577 038**	**2 017 466**	**1 914 985**	**3 932 451**
Enseignement spécial 1er degré	27 034	17 462	**44 496**	1 537	969	**2 506**	28 571	18 431	**47 002**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2 822 423**	**2 680 255**	**5 502 678**	**453 474**	**426 285**	**879 759**	**3 275 897**	**3 106 540**	**6 382 437**
Sans l'enseignement spécial	**2 795 389**	**2 662 793**	**5 458 182**	**451 937**	**425 316**	**877 253**	**3 247 326**	**3 088 109**	**6 335 435**

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE) — *Unité* : Millier

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	*r* 1996-1997	1997-1998
Premier cycle du second degré :								
Enseignement public	1 860,5	2 532,5	2 665,9	2 485,2	2 612,7	2 593,3	2 561,0	2 527,3
Enseignement privé	492,6	605,4	681,0	649,4	672,7	668,3	662,0	659,0
Total	**2 353,1**	**3 137,9**	**3 346,9**	**3 134,6**	**3 285,4**	**3 261,6**	**3 223,5**	**3 186,3**
6e à 3e	1 453,2	2 950,4	3 204,8	3 078,4	3 277,5	3 253,8	3 216,1	3 179,2
dont : 4e et 3e technologiques	///	///	///	159,7	153,3	153,4	151,8	133,5
CPPN, CPA, autres niveaux	899,8	187,4	142,1	56,2	7,9	7,8	7,4	7,1
Second cycle professionnel :								
Enseignement public	256,2	601,2	619,5	534,2	534,2	540,1	547,4	553,6
Enseignement privé	127,0	172,0	186,3	162,6	149,8	148,5	152,8	154,8
Total	**383,2**	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**684,0**	**688,6**	**700,2**	**708,4**
dont : 1e et 2e années bac professionnel	///	///	1,3	93,7	149,9	156,4	160,2	163,9
Second cycle général et technologique :								
Enseignement public	326,3	850,0	925,9	1 243,5	1 180,3	1 165,9	1 167,1	1 175,6
Enseignement privé	95,6	252,6	281,7	327,4	319,5	316,2	317,0	314,4
Total	**421,9**	**1 102,6**	**1 207,6**	**1 570,9**	**1 499,8**	**1 482,1**	**1 484,1**	**1 490,0**
Enseignement spécial du second degré :								
Enseignement public	...	122,1	127,1	118,6	118,1	116,0	114,3	115,3
Enseignement privé	...	0,9	1,7	2,5	3,2	3,2	3,3	3,4
Total	**...**	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**121,3**	**119,2**	**117,6**	**118,7**
Enseignement public	2 443,0	3 983,7	4 211,3	4 262,9	4 327,2	4 299,3	4 276,0	4 256,5
Enseignement privé	715,2	1 030,0	1 149,0	1 139,4	1 142,0	1 133,0	1 131,8	1 128,2
Total (sans enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 013,7**	**5 360,3**	**5 402,3**	**5 469,2**	**5 432,3**	**5 407,8**	**5 384,7**
Enseignement public	2 443,0	4 105,8	4 338,4	4 381,5	4 445,3	4 415,3	4 390,3	4 371,8
Enseignement privé	715,2	1 030,9	1 150,7	1 141,9	1 145,2	1 136,2	1 135,1	1 131,6
Total (avec enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 136,7**	**5 489,1**	**5 523,4**	**5 590,5**	**5 551,5**	**5 525,4**	**5 503,4**

TABLEAU F.01-7

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
ÉTABLISSEMENTS								
Enseignement public :								
Collèges	4 017	4 751	4 795	4 868	4 916	4 924	4 932	4 942
Lycées professionnels	1 136	1 311	1 351	1 318	1 166	1 141	1 126	1 111
Lycées d'enseignement général et technologique	1 159	1 119	1 139	1 269	1 419	1 429	1 429	1 439
Total	**6 312**	**7 181**	**7 285**	**7 455**	**7 501**	**7 494**	**7 487**	**7 492**
Enseignement privé :								
Collèges	1 274	1 743	1 854	1 803	1 784	1 782	1 783	1 789
Lycées professionnels	1 626	958	865	798	707	673	662	655
Lycées d'enseignement général et technologique	1 663	1 181	1 191	1 269	1 220	1 205	1 171	1 146
Total	**4 563**	**3 882**	**3 910**	**3 870**	**3 711**	**3 660**	**3 616**	**3 590**
Total public + privé	**10 875**	**11 063**	**11 195**	**11 325**	**11 212**	**11 154**	**11 103**	**11 082**
CLASSES ET DIVISIONS								
Enseignement public :								
1er cycle (1)	85 534	108 080	109 121	102 100	106 402	105 692	104 851	103 888
2e cycle professionnel	20 003	29 792	25 767	23 157	24 586	24 822	25 182	25 370
2e cycle général et technologique	22 839	24 702	30 962	40 139	39 923	39 558	39 792	40 084
Total	**128 376**	**162 574**	**165 850**	**165 396**	**170 911**	**170 072**	**169 825**	**169 342**
Enseignement privé :								
1er cycle (1)	20 399	25 250	26 782	26 691	27 084	27 045	26 892	26 763
2e cycle professionnel	8 199	10 892	8 192	7 574	7 081	7 010	7 120	7 258
2e cycle général et technologique	7 801	8 202	11 424	12 764	12 402	12 382	12 364	12 301
Total	**36 399**	**44 344**	**46 398**	**47 029**	**46 567**	**46 437**	**46 376**	**46 322**
Total public + privé	**164 775**	**206 918**	**212 248**	**212 425**	**217 478**	**216 509**	**216 201**	**215 664**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
1er cycle (1)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,6	24,5	24,4	24,3
2e cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	21,7	21,8	21,7	21,8
2e cycle général et technologique	28,1	28,5	29,9	31,0	29,6	29,5	29,3	29,3
Enseignement privé :								
1er cycle (1)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,8	24,7	24,6	24,6
2e cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	21,2	21,2	21,3	21,3
2e cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,8	25,5	25,6	25,6

(1) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) (jusqu'à 1996-1997), classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration pour 1997-1998 et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Sixième à troisième :									
Sixième	346 626	325 339	**671 965**	90 175	78 458	**168 633**	436 801	403 797	**840 598**
Cinquième	322 612	309 993	**632 605**	84 725	75 886	**160 611**	407 337	385 879	**793 216**
Quatrième :									
Aménagée	10 126	8 183	**18 309**	2 448	1 456	**3 904**	12 574	9 639	**22 213**
Générale	262 904	282 468	**545 372**	72 579	70 723	**143 302**	335 483	353 191	**688 674**
Technologique	29 374	13 175	**42 549**	10 790	5 587	**16 377**	40 164	18 762	**58 926**
Troisième :									
D'insertion	7 972	5 589	**13 561**	1 332	742	**2 074**	9 304	6 331	**15 635**
Générale	252 817	287 651	**540 468**	72 136	72 604	**144 740**	324 953	360 255	**685 208**
Technologique	37 584	18 173	**55 757**	11 814	7 011	**18 825**	49 398	25 184	**74 582**
Total	**1 270 015**	**1 250 571**	**2 520 586**	**345 999**	**312 467**	**658 466**	**1 616 014**	**1 563 038**	**3 179 052**
Autres niveaux 1er cycle :									
Unités pédagogiques d'intégration (UPI)	69	53	**122**	42	6	**48**	111	59	**170**
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	4 394	1 799	**6 193**	227	87	**314**	4 621	1 886	**6 507**
Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CLIPAL)	287	133	**420**	179	29	**208**	466	162	**628**
Total	**4 750**	**1 985**	**6 735**	**448**	**122**	**570**	**5 198**	**2 107**	**7 305**
Enseignement spécial :									
SEGPA Enseignement général (1)	42 380	27 044	**69 424**	1 538	972	**2 510**	43 918	28 016	**71 934**
SEGPA Formation professionnelle (2)	19 791	14 091	**33 882**	522	394	**916**	20 313	14 485	**34 798**
Total	**62 171**	**41 135**	**103 306**	**2 060**	**1 366**	**3 426**	**64 231**	**42 501**	**106 732**
École régionale d'enseignement adapté (EREA)	8 665	3 282	**11 947**	///	///	///	8 665	3 282	**11 947**
Total enseignement spécial	**70 836**	**44 417**	**115 253**	**2 060**	**1 366**	**3 426**	**72 896**	**45 783**	**118 679**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1 345 601**	**1 296 973**	**2 642 574**	**348 507**	**313 955**	**662 462**	**1 694 108**	**1 610 928**	**3 305 036**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1 274 765**	**1 252 556**	**2 527 321**	**346 447**	**312 589**	**659 036**	**1 621 212**	**1 565 145**	**3 186 357**

(1) SEGPA : L'enseignement général est dispensé au cours de trois premières années, (6ème, 5ème et 4ème).
(2) SEGPA : L'enseignement de formation professionnelle est dispensé au cours de trois années supplémentaires (3ème, 1ère année de CAP, et 2ème année de CAP).

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :									
4e préparatoire	3 750	1 635	**5 385**	952	624	**1 576**	4 702	2 259	**6 961**
3e préparatoire	3 308	1 556	**4 864**	928	703	**1 631**	4 236	2 259	**6 495**
Troisième année	2 981	1 513	**4 494**	681	635	**1 316**	3 662	2 148	**5 810**
Total	**10 039**	**4 704**	**14 743**	**2 561**	**1 962**	**4 523**	**12 600**	**6 666**	**19 266**
CAP en deux ans :									
Première année	9 610	8 549	**18 159**	2 013	4 678	**6 691**	11 623	13 227	**24 850**
Deuxième année	8 203	7 490	**15 693**	1 821	3 899	**5 720**	10 024	11 389	**21 413**
Total	**17 813**	**16 039**	**33 852**	**3 834**	**8 577**	**12 411**	**21 647**	**24 616**	**46 263**
CAP en un an	1 218	525	**1 743**	358	2 035	**2 393**	1 576	2 560	**4 136**
Brevet d'enseignement professionnel :									
Première année (1)	106 740	82 842	**189 582**	24 654	25 346	**50 000**	131 394	108 188	**239 582**
Deuxième année (1)	102 321	78 890	**181 211**	23 050	23 861	**46 911**	125 371	102 751	**228 122**
Total	**209 061**	**161 732**	**370 793**	**47 704**	**49 207**	**96 911**	**256 765**	**210 939**	**467 704**
Brevet d'enseignement professionnel en un an	458	386	**844**	104	130	**234**	562	516	**1 078**
Mentions complémentaires (2)	3 528	1 469	**4 997**	447	651	**1 098**	3 975	2 120	**6 095**
Baccalauréat professionnel :									
Première année (3)	37 776	29 213	**66 989**	10 048	9 819	**19 867**	47 824	39 032	**86 856**
Deuxième année (3)	34 043	25 640	**59 683**	8 775	8 567	**17 342**	42 818	34 207	**77 025**
Total	**71 819**	**54 853**	**126 672**	**18 823**	**18 386**	**37 209**	**90 642**	**73 239**	**163 881**
Total second cycle professionnel	**313 936**	**239 708**	**553 644**	**73 831**	**80 948**	**154 779**	**387 767**	**320 656**	**708 423**
Formations complémentaires post CAP - BEP	279	333	**612**	270	438	**708**	549	771	**1 320**
Formations complémentaires post BT et BAC	57	85	**142**	268	739	**1 007**	325	824	**1 149**

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxième année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Sciences de la vie et de la terre (SVT)	139 168	213 168	**352 336**	41 287	49 749	**91 036**	180 455	262 917	**443 372**
Technologie des systèmes automatisés (TSA)	39 522	3 042	**42 564**	4 684	386	**5 070**	44 206	3 428	**47 634**
Autres	2 755	10 641	**13 396**	1 080	5 583	**6 663**	3 835	16 224	**20 059**
Autres secondes (Spéciale, B.T, Technologique.)	1 402	1 264	**2 666**	330	289	**619**	1 732	1 553	**3 285**
Total	**182 847**	**228 115**	**410 962**	**47 381**	**56 007**	**103 388**	**230 228**	**284 122**	**514 350**
Première :									
L (Littéraire)	9 357	43 463	**52 820**	2 832	10 494	**13 326**	12 189	53 957	**66 146**
ES (Économique et sociale)	22 370	38 609	**60 979**	8 881	11 954	**20 835**	31 251	50 563	**81 814**
S (Scientifique)	68 792	53 124	**121 916**	20 372	14 302	**34 674**	89 164	67 426	**156 590**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 793	3 128	**5 921**	817	913	**1 730**	3 610	4 041	**7 651**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	21 413	40 397	**61 810**	6 100	7 769	**13 869**	27 513	48 166	**75 679**
STI (Sciences et technologies industrielles)	29 280	2 356	**31 636**	4 849	474	**5 323**	34 129	2 830	**36 959**
SMS (Sciences médico-sociales)	396	8 398	**8 794**	388	5 719	**6 107**	784	14 117	**14 901**
Brevet de technicien	1 238	695	**1 933**	131	264	**395**	1 369	959	**2 328**
D'adaptation	12 536	13 160	**25 696**	2 798	4 771	**7 569**	15 334	17 931	**33 265**
Autres séries technologiques (1)	1 042	819	**1 861**	316	212	**528**	1 358	1 031	**2 389**
dont Hôtellerie	890	629	**1 519**	310	191	**501**	1 200	820	**2 020**
Total	**169 217**	**204 149**	**373 366**	**47 484**	**56 872**	**104 356**	**216 701**	**261 021**	**477 722**
Terminale :									
L (Littéraire)	11 097	51 640	**62 737**	3 482	12 613	**16 095**	14 579	64 253	**78 832**
ES (Économique et sociale)	26 277	42 934	**69 211**	9 403	12 619	**22 022**	35 680	55 553	**91 233**
S (Scientifique)	70 794	52 105	**122 899**	20 887	13 986	**34 873**	91 681	66 091	**157 772**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	3 013	2 986	**5 999**	726	791	**1 517**	3 739	3 777	**7 516**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	24 805	46 988	**71 793**	7 150	9 386	**16 536**	31 955	56 374	**88 329**
STI (Sciences et technologies industrielles)	37 325	2 192	**39 517**	5 567	230	**5 797**	42 892	2 422	**45 314**
SMS (Sciences médico-sociales)	577	12 191	**12 768**	497	7 607	**8 104**	1 074	19 798	**20 872**
Brevet de technicien	1 798	796	**2 594**	196	472	**668**	1 994	1 268	**3 262**
Autres séries technologiques (1)	1 846	1 864	**3 710**	509	534	**1 043**	2 355	2 398	**4 753**
dont Hôtellerie	1 338	961	**2 299**	346	240	**586**	1 684	1 201	**2 885**
Total	**177 532**	**213 696**	**391 228**	**48 417**	**58 238**	**106 655**	**225 949**	**271 934**	**497 883**
Total cycle général et technologique	**529 596**	**645 960**	**1 175 556**	**143 282**	**171 117**	**314 399**	**672 878**	**817 077**	**1 489 955**

(1) Séries TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués), Hôtellerie et STAE (Sciences et Technologie de l'Agriculture et de l'Environnement).

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1992-1997 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Année de naissance	Année scolaire 1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	Total entrants
1972 (889 000) :							
Entrants	45 000	20 500	–	–	–	–	484 100 (2)
%	10,7	2,3					54,6
1973 (867 000) :							
Entrants	96 900	46 300	21 200	–	–	–	500 400 (2)
%	11,2	5,3	2,5				57,9
1974 (814 000) :							
Entrants	138 500	90 900	46 000	19 400	–	–	486 900 (2)
%	17,0	11,2	5,7	2,4			59,9
1975 (765 000) :							
Entrants	177 400	130 600	89 800	38 400	17 000	–	467 800 (2)
%	23,2	17,1	11,7	5,0	2,2		61,2 *r*
1976 (739 000) :							
Entrants	14 400	182 700	135 000	76 600	35 400 *r*	15 500	459 600
%	2,0	24,7 *r*	18,3	10,4	4,8	2,1	62,2
1977 (760 000) :							
Entrants	–	14 600	204 000	130 300	78 800	36 500	479 300 (3)
%		1,9	26,8	17,1	10,4	4,8	63,1
1978 (755 000) :							
Entrants	–	–	15 800	201 900	132 200	78 300	479 800 (3)
%			2,1	26,8	17,5	10,4	63,6
1979 (772 000) :							
Entrants	–	–	–	15 200	206 400	138 000	///
%				2,0	26,8	17,8	///
1980 (818 000) :							
Entrants	–	–	–	–	15 500	210 500	///
%					1,9	25,7	///
1981 (814 000) :							
Entrants	–	–	–	–	–	15 100	///
%						1,9	///
Total entrants	**490 200 (4)**	485 600	**511 800**	**481 800**	**485 400**	**493 900**	///
Taux d'accès	**60,5**	**62,6**	**67,1**	**63,7**	**63,6**	**62,8**	///

(1) Note de lecture : sur les 739 000 enfants de la génération 1976, 14 400 (soit 2,0 %) sont entrés en 1992-1993 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1992 à 1997, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 459 600 jeunes de cette génération, soit 62,2 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 1997-1998 (493 900), ils concernent les générations 1976 à 1981, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,8 % (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des "entrants" avant 1992-1993.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du baccalauréat lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1972.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Unité : Diplôme

Diplômes	1980	1985	1990	1994	1995 (1)	1996	1997	*dont* série (1)
Diplômes du 2e cycle court (2) :								
Certificats d'aptitude professionnelle	235 046	268 064	274 243	240 800	252 418	197 137	202 353	
Brevets d'études professionnelles	78 905	109 162	156 543	178 119	182 641	192 043	198 468	
Diplômes du 2e cycle long :								
Brevets de technicien	4 521	6 998	8 348	3 882	2 863	2 486	2 355	
Baccalauréat général	158 938	170 564	247 213	273 096	281 004	258 943	262 301	
Série A	40 391	46 704	63 727	69 578	69 490	65 178	67 948	L
Série B	31 521	40 381	60 092	63 021	74 961	68 109	72 205	ES
Série C	32 658	33 516	56 812	63 345				
Série D et D1M	48 545	44 536	58 672	66 761	136 553	125 656	122 148	S
Série E	5 823	5 427	7 910	10 391				
Baccalauréat expérimental (3)	831	///	///	///	///	///	///	
Baccalauréat de technicien	62 217	82 486	112 621	126 744	134 498	132 300	132 415	
					34 429	36 933	33 256	STI
					4 802	5 441	5 578	STL
Secteur industriel (F) et autres (4)	26 612	33 179	41 948	51 271	12 969	15 304	15 532	SMS
					1 395	1 432	1 459	F11, F11', F12
					32	33	133	F10B
Secteur économique (G)	35 605	48 025	70 249	73 451	76 373	67 971	69 938	STT
Secteur informatique (H)	443	1 282	424	119				
Série hôtellière	///	///	///	1 903	2 269	2 040	2 551	Hôtellerie
	///	///	///	///	2 229	3 146	3 968	STAE, STPA
Baccalauréat professionnel	///	///	24 116	59 514	65 152	72 156	74 405	

(1) La classification des bacccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification pour l'année 1995. L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro- alimentaire. Les correspondances sont les suivantes : L = A ; ES = B ; S = C, D, D' et E ; STI = F1 à F4, F9, F10A ; STL = F5 à F7 ; STT = G et H ; SMS = F8.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

(3) Baccalauréat supprimé en 1985.

(4) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Evolution 1989-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Séries (1) (2) (3)	P : présentés A : admis	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Baccalauréat général :									
	P	84 991	93 831	99 366	92 356	96 982	96 957	90 057	87 956
L (ou A avant 1995)	A	63 727	70 174	71 533	72 272	69 578	69 490	65 178	67 948
	%	75,0	74,8	72,0	73,5	71,7	71,7	72,4	77,3
	P	87 132	85 114	100 552	98 254	93 529	102 189	95 180	93 976
ES (ou B avant 1995)	A	60 092	65 408	66 716	67 108	63 021	74 961	68 109	72 205
	%	69,0	76,8	66,3	68,3	67,4	73,4	71,6	76,8
	P	155 361	167 387	173 733	177 360	175 439	173 473	160 889	159 126
S (ou C+D+E avant 1995)	A	123 394	131 529	134 117	138 083	104 497	136 553	125 656	122 148
	%	79,7	78,6	77,2	77,9	80,1	78,7	78,1	76,8
	P	327 484	356 332	373 651	373 970	365 950	372 619	346 126	341 058
Total	**A**	**247 213**	**267 111**	**272 366**	**277 463**	**273 096**	**281 004**	**258 943**	**262 301**
	%	75,5	75,0	72,9	74,2	74,6	75,4	74,8	76,9
Baccalauréat technologique :									
	P	38 633	40 638	44 816	47 631	48 638	51 128	50 562	46 063
STI (ou F1 à F4+F9+F10A avant 1995)	A	26 892	28 468	29 210	32 099	33 755	34 429	36 933	33 256
	%	69,6	70,1	65,2	67,4	69,4	67,3	73,0	72,2
	P	5 284	5 138	3 831	3 926	5 481	6 406	6 921	7 245
STL (ou F5+F6+F7 avant 1995)	A	3 885	3 613	2 743	2 658	4 124	4 802	5 441	5 578
	%	73,5	70,3	71,6	67,7	75,2	75,0	78,6	77,0
	P	84	122	87	79	85	43	53	186
F10B	A	66	105	61	69	59	32	33	133
	%	78,6	86,1	70,1	87,3	69,4	74,4	62,3	71,5
	P	104 398	107 475	109 651	106 467	102 328	94 447	84 638	86 089
STT (ou G+H avant 1995)	A	70 673	70 705	75 005	71 081	73 570	76 373	67 971	69 938
	%	67,7	65,8	68,4	66,8	71,9	80,9	80,3	81,2
	P	14 041	14 732	15 110	15 677	16 739	17 499	19 117	19 924
SMS (ou F8 avant 1995)	A	10 140	10 872	10 691	10 165	12 142	12 969	15 304	15 532
	%	72,2	73,8	70,8	64,8	72,5	74,1	80,1	78,0
	P	1 125	1 179	1 356	1 475	1 597	1 742	1 737	1 709
F11, F'11, F12	A	965	987	1 150	1 175	1 191	1 395	1 432	1 459
	%	85,8	83,7	84,8	79,7	74,6	80,1	82,4	85,4
	P	///	///	///	///	///	3 226	4 557	5 436
STAE, ST	A	///	///	///	///	///	2 229	3 146	3 968
	%	///	///	///	///	///	69,1	69,0	73,0
	P	///	///	///	///	2 349	2 777	2 450	3 044
Hôtellerie	A	///	///	///	///	1 903	2 269	2 040	2 551
	%	///	///	///	///	81,0	81,7	83,3	83,8
	P	163 565	169 284	174 851	175 255	177 217	177 268	170 035	169 696
Total	**A**	**112 621**	**114 750**	**118 860**	**117 247**	**126 744**	**134 498**	**132 300**	**132 415**
	%	68,9	67,8	68,6	66,9	71,5	75,9	77,8	78,0
Baccalauréat professionnel :									
	P	32 296	46 397	58 835	70 988	80 024	89 120	92 270	93 561
	A	24 116	34 385	44 933	51 196	59 514	65 152	72 156	74 405
	%	74,7	74,1	76,4	72,1	74,4	73,1	78,2	79,5

(1) La classification des baccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification.
(2) L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire.
(3) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D1M : sciences agronomiques et techniques; E : sciences artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1997 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Préparation	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	*dont* Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (2)	///	194 331	157 593	168 923	176 072	177 153	181 159	47 161
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	6 712	19 392	26 822	32 269	38 109	42 455	10 813
Mention complémentaire	///	///	5 067	6 042	6 311	7 131	7 321	3 207
Total niveau V	**208 739**	**201 043**	**182 052**	**201 787**	**214 652**	**222 393**	**230 935**	**61 181**
Brevet professionnel (BP) (2)	///	8 802	14 735	18 316	22 066	25 275	29 376	12 331
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	4 223	8 653	12 241	15 242	17 875	21 406	5 890
Total niveau IV	**///**	**13 025**	**23 388**	**30 557**	**37 308**	**43 150**	**50 782**	**18 121**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	4 575	7 274	10 566	14 312	17 339	7 907
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	///	///	969	1 544	2 067	1 917	2 889	1 211
Autres de niveau III (2)	///	///	307	360	621	1 140	1 966	765
Total niveau III	**///**	**1 299**	**5 851**	**9 178**	**13 254**	**17 369**	**22 194**	**9 883**
Diplômes d'ingénieurs	///	///	795	1 196	1 734	1 998	2 707	294
Autres de niveaux I et II	///	///	1 137	2 090	3 043	4 313	6 210	2 952
Total niveaux I et II	**///**	**///**	**1 932**	**3 286**	**4 777**	**6 311**	**8 917**	**3 246**
Total apprentis	**208 739**	**215 367**	**213 223**	**244 808**	**269 991**	**289 223**	**312 828**	**92 431**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation professionnelle en alternance	13 390	6 367	7 669	9 312	10 156	10 111	9 231	1 608
Total	**222 129**	**221 734**	**220 892**	**254 120**	**280 147**	**299 334**	**322 059**	**94 039**

(1) Centre de formations d'apprentis agricoles non compris.
(2) Y compris titres homologués.

TABLEAU F.01-15

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	*dont :* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	117	118	118	125	125	43 604	45 935	47 667	51 773	53 069	16 459
Lycées professionnels agricoles (LPA)	107	103	103	90	89	18 207	18 474	18 523	16 680	17 269	6 976
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	7	4	2	2	1	451	334	128	147	48	7
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	2	1	1	1	1	76	58	59	51	58	34
Total	**233**	**226**	**224**	**218**	**216**	**62 338**	**64 801**	**66 377**	**68 651**	**70 444**	**23 476**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :											
Technique	665	///	644	638	638	80 706	///	93 577	100 132	103 918	53 087
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	///	241	239	234	234	///	48 736	51 052	54 109	55 873	29 358
Rythme approprié (3)	///	411	405	404	404	///	39 254	42 525	46 023	48 045	23 729
Total	**///**	**652**	**644**	**638**	**638**	**///**	**87 990**	**93 577**	**100 132**	**103 918**	**53 087**
Total public et privé	**898**	**878**	**868**	**856**	**854**	**143 044**	**152 791**	**159 954**	**168 783**	**174 362**	**76 563**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-16

Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

France entière

Source : Service des statistiques des études et des systèmes d'information (SESI)

Formation	Année scolaire 1995-1996			Année scolaire 1996-1997			Année scolaire 1997-1998		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1995	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1996	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1997
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	484	13 805	13 705	473	13 353	13 712	455	12 962	13 668
Auxiliaires de puériculture	84	2 587	2 417	82	2 405	2 403	79	2 350	2 287
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Techniciens en analyses biomédicales	10	464	235	9	347	200	5	276	184
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	864	231	8	879	272	8	893	263
Infirmiers diplômés d'Etat	348	53 362	13 457	346	52 429	15 173	343	50 190	15 742
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1 475	507	18	1 457	476	18	1 424	458
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5 077	1 537	35	5 089	1 496	35	5 048	1 559
Pédicures-podologues	10	1 256	310	10	1 402	276	10	1 401	361
Psychomotriciens	6	951	272	6	933	259	6	929	283
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 565	585	32	2 573	579	32	2 629	544
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	26	957	476	26	950	477	26	935	466
Infirmiers de bloc opératoire	22	498	502	22	468	483	21	474	433
Puéricultrices	29	722	770	32	821	635	32	799	726
Cadres sages-femmes	1	21	19	1	20	20	1	20	20
Cadres de santé (1)	22	716	–	37	1 349	1 127	37	1 236	1 169
Cadres infirmiers diplômés d'État	18	420	828	–	–	75	–	–	–
Autres cadres paramédicaux	19	170	313	–	–	7	–	–	–
Total écoles de la santé	**1 172**	**85 910**	**36 164**	**1 137**	**84 475**	**37 670**	**1 108**	**81 566**	**38 163**
Écoles sociales :									
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	80	3 077	2 366	88	2 722	2 181	81	2 894	2 539
Aides médico-psychologiques	59	4 816	2 448	57	4 919	2 253	54	5 156	2 338
NIVEAU IV									
Travailleuses familiales	7	230	220	8	213	168	7	275	163
Moniteurs-éducateurs	48	3 400	1 566	46	3 523	1 579	47	3 647	1 516
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	25	2 945	927	25	3 055	970	27	3 197	947
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	52	5 741	1 679	51	5 761	1 623	51	6 044	1 734
Éducateurs spécialisés	51	7 361	2 180	51	7 782	2 384	51	7 604	2 321
Éducateurs techniques spécialisés	29	829	255	29	847	260	31	924	319
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	42	864	592	45	919	608	44	937	642
Total écoles sociales	**393**	**29 263**	**12 233**	**400**	**29 741**	**12 026**	**393**	**30 678**	**12 519**

(1) Cette nouvelle formation vient en remplacement des diverses formations antérieures de cadres des professions paramédicales.

TABLEAU F.01-17A

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan des formations (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Sources de financement	Unités	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Formation continue : Stagiaires en formation (2)							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 585	3 590	3 490	3 496	3 591
dont							
Prise en charge directe	»	2 560	2 622	2 658	2 590	2 890	2 971
État	»	3 591	3 960	4 115	4 215	4 200	4 016
dont agents de la fonction publique	»	2 160	2 437	2 520	2 740	2 800	2 800
Régions (4)	»	426	439	422	485	526	546
Total (5)	»	**7 115**	**7 759**	**8 000**	**8 008**	**8 007**	**7 976**
Apprentissage							
Effectifs d'apprentis.(6)	»	242	220	220	259	290	315
Formation continue : heures stagiaires							
Entreprises	Million	252	300	255	214	214	204
dont							
Prise en charge directe	»	116	129	125 *r*	124	113	112
État	»	456	520	570	532	407	399
dont agents de la fonction publique	»	108	111	112	114	117	117
Régions (4)	»	124	126	123	138	193	220
Total (5)	»	**710** *r*	**919**	**920**	**878**	**805**	**815**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(6) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.

TABLEAU F.01-17B

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : Million de francs

Sources de financement	1987	1992	1993	1994	1995	*p* 1996
Dépense par financeur final (hors investissement)						
Administrations publiques.(1)	40 434	66 824	71 732	70 031	69 089	71 494
dont État	34 421	57 088	61 021	58 294	54 913	55 579
Régions	4 197	6 470	7 051	8 076	10 367	12 112
UNEDIC	259	5 446	9 257	8 864	7 264	8 147
Entreprises	28 695	48 468	51 731	50 929	50 062	54 376
Ménages	1 089	1 907	2 064	2 210	2 219	2 344
Total (hors investissement)	**70 477**	**122 645**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**136 361**
Dépense par public bénéficiaire						
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	14 012	22 910	24 307	22 136	22 618	25 498
Formation des actifs occupés (1)	41 364	69 251	73 089	73 099	71 733	75 309
Formation des demandeurs d'emploi	10 422	22 399	28 526	27 865	26 132	26 819
Activités annexes.(2)	4 679	8 085	8 862	8 934	8 151	8 735
Total (hors investissement)	**70 477**	**122 645**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**136 361**
Investissements	886	2 056 *r*	1 974 *r*	1 793 *r*	1 678 *r*	1 844
Total général	**71 363**	**124 701** *r*	**136 758** *r*	**133 827** *r*	**130 312** *r*	**138 205**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34 *r*	1,78	1,93	1,81	1,70	1,76

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.
(2) Activités accompagnant la formation telles que l'administration générale, le conseil, l'information ainsi que les indemnités de déplacement versées aux stagiaires.

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unités* : Millier de stagiaires / %

Catégorie professionnelle	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Ingénieurs et cadres (1)	566	612	655	709	724	754
%	19,5	20,0	21,0	21,0	20,7	21,0
Techniciens (1)	799	826	843	911	898	934
%	27,5	27,0	27,0	27,0	25,7	26,0
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 621	1 623	1 754	1 874	1 903
%	53,0	53,0	52,0	52,0	53,6	53,0
Total	**2 905**	**3 058**	**3 121**	**3 374**	**3 496**	**3 591**
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Homme	1 975	2 018	2 029	2 193	2 272	2 334
%	68,0	66,0	65,0	65,0	65,0	65,0
Femme	930	1 040	1 092	1 181	1 224	1 257
%	32,0	34,0	35,0	35,0	35,0	35,0

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Année scolaire 1997-1998

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1998)

	Écoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Équivalents divers (2)	Baccalauréat	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1994 à 1997)										
Ensemble (nombre moyen de sortants) . .	**38 000**	**98 000**	**86 000**	**18 000**	**14 000**	**29 000**	**148 000**	**125 000**	**38 000**	**85 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	2%	19%	1%	1%	11%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	55%	21%	4%	2%	5%	3%	1%	0%	0%	0%
Autres prof. intermédiaires	13%	19%	29%	84%	22%	23%	11%	3%	5%	2%
Agriculteurs, artisans.	0%	1%	2%	0%	1%	2%	1%	2%	1%	1%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	70%	59%	35%	87%	39%	29%	14%	5%	6%	3%
Employés, ouvriers qualifiés	7%	11%	30%	2%	18%	27%	29%	30%	20%	10%
Employés, ouvriers non qualifiés	2%	3%	8%	1%	9%	15%	18%	25%	23%	21%
Ensemble des emplois	79%	73%	73%	90%	66%	71%	61%	60%	49%	34%
Chômeurs	8%	14%	16%	7%	14%	17%	21%	25%	28%	38%
Contingent.	8%	4%	8%	1%	8%	4%	8%	6%	7%	4%
Inactifs.	5%	9%	4%	2%	12%	8%	11%	9%	15%	24%
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1988 à 1993)										
Ensemble (nombre moyen de sortants) . .	**38 000**	**92 000**	**83 000**	**21 000**	**20 000**	**37 000**	**126 000**	**203 000**	**46 000**	**125 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants.	4%	23%	2%	1%	23%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	71%	38%	8%	2%	4%	6%	2%	0%	1%	1%
Autres prof. intermédiaires	11%	17%	43%	84%	30%	19%	19%	6%	7%	2%
Agriculteurs, artisans.	2%	1%	4%	0%	1%	7%	4%	4%	3%	2%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	88%	79%	57%	87%	58%	33%	25%	10%	11%	5%
Employés, ouvriers qualifiés	3%	7%	29%	3%	19%	40%	42%	43%	34%	21%
Employés, ouvriers non qualifiés	0%	1%	2%	1%	4%	9%	12%	21%	20%	26%
Ensemble des emplois	91%	87%	88%	91%	81%	82%	79%	74%	65%	52%
Chômeurs	5%	6%	6%	5%	7%	10%	11%	15%	18%	25%
Contingent.	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
Inactifs.	4%	7%	6%	4%	11%	8%	10%	11%	17%	23%

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.
(2) Diplômes équivalents aux BTS, baccalauréat et CAP.

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1980-1981	1985-*r* 1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-*r* 1997	1997-1998
Universités	**852 837**	**960 084**	**1 171 852**	**1 395 103**	**1 434 426**	**1 465 467**	**1 449 129**	**1 423 801**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	898 179	1 097 559	1 302 302	1 336 103	1 362 514	1 340 731	1 311 160
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	61 905	74 293	92 801	98 323	102 953	108 398	112 641
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	**73 076**	**81 374**	**84 245**	**83 935**	**81 305**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**117 766**	**199 084**	**232 844**	**228 168**	**225 233**	**230 346**	**233 139**
Enseignement public	43 104	67 011	116 720	151 742	155 690	157 793	161 597	162 444
Enseignement privé	24 211	50 755	82 364	81 102	72 478	67 440	68 749	70 695
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**47 334**	**67 465**	**72 573**	**71 271**	**76 030**	**78 343**	**78 764**
Enseignement public	35 429	39 904	56 344	59 532	58 839	63 161	64 644	64 912
Enseignement privé	4 694	7 430	11 121	13 041	12 432	12 869	13 699	13 852
Préparations intégrées	**2 788**	**2 790**	**3 965**	**2 297**	**2 151**	**2 209**	**2 445**	**2 380**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**45 365**	**57 653**	**71 273**	**73 803**	**75 640**	**76 841**	**79 098**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	12 424	17 325	22 264	23 257	24 186	24 839	25 979
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	22 616	26 326	31 349	32 085	32 765	33 009	33 753
Enseignement privé	8 490	10 325	14 002	17 660	18 461	18 689	18 993	19 384
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	26 628	46 006	57 208	54 293	50 416	47 062	46 759
Établissements universitaires privés	16 256	18 435	19 971	20 989	21 867	22 129	22 327	21 893
Écoles normales d'instituteurs (post-bac),	12 597	17 493	16 098	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 705	2 675	2 794	2 970	3 051	3 065	3 215
Écoles d'architecture	17 000	14 900	15 702	18 304	18 582	18 970	18 762	18 533
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	18 370	23 323	30 209	30 767	31 187	28 175	30 188
Écoles paramédicales hors université	74 006	61 359	55 866	66 658	67 584	68 943	68 140	65 663
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	16 801	14 519	15 499	15 633	16 629	17 205	17 449
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	20 291	21 862	31 026	28 753	24 992	25 265	26 315
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	6 805	7 328	7 982	7 186	6 509	6 918	6 663
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 230	2 923	2 501	2 653	2 444	2 494	2 489
Écoles vétérinaires	1 932	2 372	2 073	1 974	1 868	1 985	2 080	2 094
Total enseignement supérieur (1)	**1 145 563**	**1 302 177**	**1 698 716**	**2 067 589**	**2 108 385**	**2 140 955**	**2 126 201**	**2 102 523**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit, sciences politiques	35 925	58 319	**94 244**	22 614	38 450	**61 064**	11 620	15 936	**27 556**	**182 864**
Sciences économiques, gestion (hors AES)	18 865	16 753	**35 618**	21 616	20 834	**42 450**	11 812	9 274	**21 086**	**99 154**
Administration économique et sociale (AES)	12 458	17 999	**30 457**	7 887	12 553	**20 440**	110	237	**347**	**51 244**
Lettres, sciences du langage, arts	17 048	49 181	**66 229**	10 819	36 964	**47 783**	3 933	7 214	**11 147**	**125 159**
Langues	19 071	63 062	**82 133**	10 586	47 012	**57 598**	1 929	4 144	**6 073**	**145 804**
Sciences humaines et sociales	32 156	70 855	**106 011**	32 705	64 691	**97 396**	13 196	16 685	**29 881**	**233 288**
Sciences et structure de la matière	48 700	24 164	**72 864**	23 305	14 994	**38 299**	9 133	4 696	**13 829**	**124 992**
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	9 331	2 624	**11 955**	40 119	10 867	**50 986**	12 510	3 712	**16 222**	**79 163**
Sciences de la nature et de la vie	20 301	26 184	**46 485**	13 481	18 774	**32 255**	7 563	7 749	**15 312**	**94 052**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	15 631	7 106	**22 737**	6 005	3 516	**9 521**	331	217	**548**	**32 806**
Médecine	13 980	22 990	**36 970**	10 164	11 385	**21 549**	26 030	23 953	**49 983**	**108 502**
Odontologie	453	461	**914**	1 976	1 870	**3 846**	1 519	977	**2 496**	**7 256**
Pharmacie	3 801	7 879	**11 680**	1 651	3 560	**5 211**	3 249	6 736	**9 985**	**26 876**
Instituts universitaires de technologie	69 709	42 932	**112 641**	///	///	///	///	///	///	**112 641**
Total	**320 429**	**410 509**	**730 938**	**202 928**	**285 470**	**488 398**	**102 935**	**101 530**	**204 465**	**1 423 801**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, par niveau et par sexe

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Classe préparatoire aux grandes écoles :	**37 414**	**24 134**	**61 548**	**7 768**	**3 360**	**11 128**	**45 182**	**27 494**	**72 676**
Éducation nationale	**36 004**	**23 816**	**59 820**	**7 767**	**3 353**	**11 120**	**43 771**	**27 169**	**70 940**
Préparations scientifiques	29 050	10 550	**39 600**	5 460	1 338	**6 798**	34 510	11 888	**46 398**
Première année	13 452	5 663	**19 115**	2 668	755	**3 423**	16 120	6 418	**22 538**
Deuxième année	15 598	4 887	**20 485**	2 792	583	**3 375**	18 390	5 470	**23 860**
Préparations économiques	4 657	5 854	**10 511**	2 070	1 510	**3 580**	6 727	7 364	**14 091**
Première année	2 527	3 244	**5 771**	1 130	823	**1 953**	3 657	4 067	**7 724**
Deuxième année	2 130	2 610	**4 740**	940	687	**1 627**	3 070	3 297	**6 367**
Préparations littéraires	2 297	7 412	**9 709**	237	505	**742**	2 534	7 917	**10 451**
Première année	1 256	4 611	**5 867**	150	375	**525**	1 406	4 986	**6 392**
Deuxième année	1 041	2 801	**3 842**	87	130	**217**	1 128	2 931	**4 059**
Autres ministères	**1 410**	**318**	**1 728**	**1**	**7**	**8**	**1 411**	**325**	**1 736**
Préparations scientifiques	1 060	298	**1 358**	–	–	**–**	1 060	298	**1 358**
Première année	431	105	**536**	–	–	**–**	431	105	**536**
Deuxième année	629	193	**822**	–	–	**–**	629	193	**822**
Préparations économiques	188	9	**197**	1	7	**8**	189	16	**205**
Première année	103	4	**107**	–	–	**–**	103	4	**107**
Deuxième année	85	5	**90**	1	7	**8**	86	12	**98**
Préparations littéraires	162	11	**173**	–	–	**–**	162	11	**173**
Première année	82	5	**87**	–	–	**–**	82	5	**87**
Deuxième année	80	6	**86**	–	–	**–**	80	6	**86**
Préparations sup. BTS (1)	–	–	**–**	–	–	**–**	–	–	**–**
Diplôme d'études comptables et financières.	**1 362**	**2 002**	**3 364**	**1 375**	**1 349**	**2 724**	**2 737**	**3 351**	**6 088**
Éducation nationale	1 362	2 002	**3 364**	1 323	1 287	**2 610**	2 685	3 289	**5 974**
Autres ministères	–	–	**–**	52	62	**114**	52	62	**114**
Section de techniciens supérieurs	**85 075**	**77 369**	**162 444**	**30 683**	**40 012**	**70 695**	**115 758**	**117 381**	**233 139**
Éducation nationale	**75 842**	**72 740**	**148 582**	**25 173**	**36 605**	**61 778**	**101 015**	**109 345**	**210 360**
Classes de mise à niveau	509	1 053	**1 562**	457	559	**1 016**	966	1 612	**2 578**
DPECF (2)	389	493	**882**	455	300	**755**	844	793	**1 637**
STS en 1 an (loi quinquennale)	97	145	**242**	4	2	**6**	101	147	**248**
STS en 2 ans	73 668	69 088	**142 756**	23 687	34 667	**58 354**	97 355	103 755	**201 110**
STS en 3 ans	308	1 236	**1 544**	74	561	**635**	382	1 797	**2 179**
DMA (3)	180	282	**462**	33	21	**54**	213	303	**516**
DSAA (4)	155	199	**354**	–	–	**–**	155	199	**354**
DNTS (5)	307	99	**406**	26	13	**39**	333	112	**445**
Formations complémentaires (post-BTS)	229	145	**374**	437	482	**919**	666	627	**1 293**
Agriculture	**9 233**	**4 629**	**13 862**	**4 680**	**2 379**	**7 059**	**13 913**	**7 008**	**20 921**
STS en 1 an	92	51	**143**	76	39	**115**	168	90	**258**
STS en 2 ans	9 141	4 578	**13 719**	4 604	2 340	**6 944**	13 745	6 918	**20 663**
Autres ministères	**–**	**–**	**–**	**830**	**1 028**	**1 858**	**830**	**1 028**	**1 858**
Classe de mise à niveau	–	–	**–**	34	42	**76**	34	42	**76**
DPECF (2)	–	–	**–**	16	18	**34**	16	18	**34**
STS en 1 an	–	–	**–**	–	13	**13**	–	13	**13**
STS en 2 ans	–	–	**–**	767	893	**1 660**	767	893	**1 660**
STS en 3 ans	–	–	**–**	2	58	**60**	2	58	**60**
Formations complémentaires (post-BTS)	–	–	**–**	11	4	**15**	11	4	**15**
Total général	**123 851**	**103 505**	**227 356**	**39 826**	**44 721**	**84 547**	**163 677**	**148 226**	**311 903**

(1) Préparation à l'entrée aux grandes écoles après un BTS, organisée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières.
(3) DMA : Diplôme des métiers d'art.
(4) DSAA : Diplôme supérieur d'arts appliqués.
(5) DNTS : Diplôme national de technologie spécialisée.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Garçons	Filles	**Total**
Écoles d'ingénieurs	61 511	17 587	**79 098**
dont : Écoles dépendantes des universités (1)	19 432	6 547	**25 979**
Préparations intégrées	1 796	584	**2 380**
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	25 826	20 933	**46 759**
Établissements privés d'enseignement universitaire	7 515	14 378	**21 893**
Écoles normales supérieures	2 123	1 092	**3 215**
Instituts universitaires de formation des maîtres	25 406	55 899	**81 305**
Écoles d'architecture	10 583	7 950	**18 533**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	12 971	17 217	**30 188**
Écoles paramédicales hors universités	12 697	52 966	**65 663**
Écoles préparant aux fonctions sociales	3 364	14 085	**17 449**
Écoles juridiques et administratives	3 242	3 280	**6 522**
Écoles de journalisme, et littéraires	796	1 693	**2 489**
Écoles vétérinaires	873	1 221	**2 094**
Autres écoles de spécialités diverses	8 572	6 638	**15 210**
Total	**177 275**	**215 523**	**392 798**

(1) Y compris dans les effectifs universitaires en « sciences ».

TABLEAU F.01-24

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres STAPS (1)	Sciences	Santé	IUT	Ensemble université	CPGE (2)	STS (2)
Agriculteurs exploitants	3 195	3 466	10 202	8 257	2 419	4 043	31 582	1 388	4 519
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	15 591	12 313	33 215	21 709	7 979	9 491	100 298	4 411	12 837
Professions libérales et cadres supérieurs	62 228	41 336	127 327	110 329	55 051	27 700	423 971	31 576	20 194
Professions intermédiaires	24 568	21 078	83 239	58 394	15 750	21 949	224 978	9 781	24 750
Employés	21 254	17 549	61 098	35 314	7 468	15 763	158 446	5 589	24 296
Ouvriers	15 708	17 153	56 852	33 148	6 462	18 397	147 720	4 018	35 377
Retraités, inactifs	15 510	13 423	46 303	21 311	6 213	6 994	109 754	4 366	19 629
Indéterminé	13 853	10 418	48 554	25 564	24 800	4 619	127 808	1 259	5 502
Ensemble	**171 907**	**136 736**	**466 790**	**314 026**	**126 142**	**108 956**	**1 324 557**	**62 388**	**147 104**

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles. STS : Sections de techniciens supérieurs, sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

TABLEAU F.01-25

Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		**Tous cycles**	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	**Homme**	**Femme**
Agriculteurs exploitants	5 953	11 315	3 808	7 563	1 109	1 834	**10 870**	**20 712**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	24 057	31 050	13 986	21 064	4 662	5 479	**42 705**	**57 593**
Professions libérales et cadres supérieurs	101 233	113 446	65 356	86 016	27 377	30 543	**193 966**	**230 005**
Professions intermédiaires	55 965	71 178	32 015	46 302	9 037	10 481	**97 017**	**127 961**
Employés	41 071	56 335	20 020	30 447	5 072	5 501	**66 163**	**92 283**
Ouvriers	37 612	55 796	17 952	28 620	3 635	4 105	**59 199**	**88 521**
Retraités, inactifs	22 686	31 879	16 536	24 190	7 300	7 163	**46 522**	**63 232**
Indéterminé	19 507	24 851	17 124	24 497	20 527	21 302	**57 158**	**70 650**
Ensemble	**308 084**	**395 850**	**186 797**	**268 699**	**78 719**	**86 408**	**573 600**	**750 957**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Capacité en droit	1 174	1 100	1 113	1 618	1 145	1 124
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 815	31 204	32 821	35 819	37 362 *r*	39 466
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 667	62 171	72 456	76 504	76 715	76 065
Diplôme d'ingénieur	16 080	17 847	18 521	20 562	21 851	22 689
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 617	6 559	8 200	8 411	8 166	8 147
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (1) :						
Droit	12 184	15 068	16 461	16 329	17 896	17 224
Sciences économiques	7 561	9 241	10 120	10 365	9 920	9 678
Administration économique et sociale	6 080	6 468	7 145	7 856	7 820	7 600
Lettres	38 732	42 428	47 851	52 422	58 141	58 554
Sciences (2) *r*	20 658	28 459	34 540	35 138	33 635	34 579
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	2 050	2 159	2 372	3 324	3 196
LICENCE (3) :						
Droit	11 284	14 080	15 177	16 224	16 087	16 808
Sciences économiques	5 248	6 540	7 840	8 900	9 071	9 708
Administration économique et sociale	4 502	5 992	6 093	6 842	7 475	7 297
Lettres	31 445	41 058	47 098	52 635	57 942	60 034
Sciences (2) *r*	16 694	21 544	25 638	29 715	32 420	32 660
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	1 813	2 068	1 930	2 584	2 699
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (3) :						
Droit	9 642	11 433	12 964	13 896	14 237	15 014
Sciences économiques	6 991	7 932	9 229	10 478	10 866	12 463
Administration économique et sociale	3 397	4 039	4 639	4 570	4 737	5 567
Lettres	16 279	19 796	22 265	23 013	25 866	27 119
Sciences (2) *r*	14 320	17 871	19 473	21 955	23 911	25 198
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	516	636	645	778	636
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (4) :						
Droit	2 794	3 587	3 876	4 412	4 407	4 239
Sciences économiques	4 765	6 288	7 114	7 227	7 133	8 272
Lettres	2 562	3 623	4 092	4 427	4 881	5 604
Sciences	2 495	3 524	4 123	4 159	4 541	4 902
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	–	29	46	77	91	84
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (4) :						
Droit	3 040	3 636	3 943	4 257	4 341	4 933
Sciences économiques	1 557	1 898	2 062	2 201	2 020	2 168
Lettres	5 843	7 326	7 489	7 718	7 652	4 608
Sciences	9 466	10 745	11 066	11 456	11 195	11 195
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	96	117	143	117	58
DOCTORAT ET DIPLÔME DE DOCTEUR INGÉNIEUR :						
Droit	521	434	516	573	474	618
Sciences économiques	411	313	396	464	352	451
Lettres	1 513	1 816	1 864	2 277	2 186	2 113
Sciences	4 705	5 224	5 482	5 884	5 934	6 198
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	17	25	17	48
DIPLÔMES DE SANTÉ :						
Diplôme d'état de docteur en médecine	5 339	5 403	4 879	4 844	4 654	4 700
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 337	2 319	2 272	2 162	2 176
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	993	1 050	984	901	845

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Les mathématiques appliquées et sciences sociales précédemment isolées sont désormais agrégées dans la rubrique Sciences.
(3) Diplômes de second cycle.
(4) Diplômes de troisième cycle.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1994		1995		1996	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau premier degré : sortie d'institutions spécialisées, etc.	5 000	0,7	3 000	0,4	2 000	0,3
Niveau VI et V bis : sortie de second degré avant le niveau V.	53 000	7,9	53 000	7,5	58 000	8,0
Niveau V: niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	162 000	24,3	172 000	24,4	166 000	22,9
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	205 000	30,8	203 000	28,9	213 000	29,3
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	114 000	17,1	135 000	19,2	127 000	17,5
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	128 000	19,2	138 000	19,6	160 000	22,0
Total niveaux	**667 000**	**100,0**	**704 000**	**100,0**	**726 000**	**100,0**

TABLEAU F.01-28

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD - SDESE)

	1990		1994		1995		1996		1997	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	298 128	74,0	301 699	75,6	302 209	76,1	302 348	76,6	302 330	77,0
Enseignants dans le 2e degré public (2)	351 461	55,1	377 166	56,1	381 435	56,3	384 219	56,5	387 924	56,6
Enseignants dans le supérieur	46 338	26,8	56 339	29,1	59 743	29,8	61 501	30,1	63 557	30,8
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	34 684	60,6	32 944	63,6	35 438	62,1	36 188	62,3	34 594	61,5
Non enseignants	275 299	63,3	290 346	64,8	290 533	64,8	289 256	64,9	288 393	64,8
Total	**1 005 910**	**61,9**	**1 058 494**	**62,9**	**1 069 358**	**62,9**	**1 073 512**	**63,1**	**1 076 798**	**63,2**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplacants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD - SDESE)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRÉ				
Professeurs des écoles	90 411	41,3	75,1	3,0
Instituteurs spécialisés	11 389	42,0	64,6	2,6
Instituteurs	199 990	41,0	78,6	7,1
Stagiaires	...	...	...	...
Autres titulaires	116	48,0	47,4	5,2
Total titulaires	**301 906**	**41,1**	**77,0**	**5,7**
Total non-titulaires	**424**	**33,6**	**79,7**	**4,0**
Total premier degré(1)	**302 330**	**41,1**	**77,0**	**5,7**
SECOND DEGRÉ				
Agrégés et chaires supérieures	39 368	42,8	49,7	6,9
Certifiés et assimilés	208 677	42,2	60,7	10,7
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	11 239	44,6	58,8	12,6
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	40 519	49,8	59,3	17,7
Professeurs de LP	56 753	44,9	45,7	8,7
Professeurs des écoles	4 441	42,9	49,7	1,4
Instituteurs spécialisés	3 499	42,7	45,1	3,0
Instituteurs	1 066	36,8	50,4	4,7
Autres enseignants titulaires	320	47,2	37,5	5,6
Total titulaires	**365 882**	**43,6**	**56,6**	**10,6**
Maîtres auxiliaires	21 179	34,6	57,7	27,8
Autres non-titulaires	863	41,6	40,9	29,5
Total non-titulaires	**22 042**	**34,9**	**57,0**	**27,9**
Total second degré (2)	**387 924**	**43,1**	**56,6**	**11,6**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-30

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1975	*r* 1980	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	564,1	585,7	602,6	618,6
dont : Dépense intérieure :							
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	539,5	560,2	576,3	591,9
En milliards de francs, aux prix de 1997	329,1	378,2	484,8	560,0	572,6	582,2	591,9
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	7,3	7,3	7,3	7,3
Dépense intérieure par habitant :							
En francs courants	1 800	3 400	7 500	9 400	9 700	9 900	10 100
En francs, aux prix de 1997	6 200	7 000	8 600	9 700	9 900	10 000	10 100
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :							
En francs courants	6 200	11 600	26 400	32 600	33 800	34 800	35 700
En francs, aux prix de 1997	21 400	24 200	30 100	33 900	34 500	35 200	35 700
Structure du financement initial (%) :							
État	70,0	69,1	64,2	64,8	64,9	64,9	64,6
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,0	20,0	20,0	20,4
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	2,4	2,3	1,8	2,3
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,9	5,8	5,8	5,8
Ménages	10,7	10,7	10,0	6,9	7,0	7,5	6,9

(1) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-31

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1997

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE) — *Unité* : Million de francs

	Financeur final (2)							
			État					**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	75 497	–	**75 497**	50 273	–	27	1 519	**127 316**
2e degré	149 452	10 076	**159 528**	33 065	289	1 859	4 327	**199 068**
Enseignement supérieur	55 129	7 802	**62 931**	5 036	2 668	3 357	6 539	**80 531**
Enseignement artistique	–	1 016	**1 016**	5 385	–	15	42	**6 458**
Apprentissage	3	8	**11**	4 610	230	2 716	167	**7 734**
Non ventilé	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	3 245	17 315	**20 560**	5 853	790	26 191	10 169	**63 563**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**283 326**	**36 217**	**319 543**	**104 222**	**3 977**	**34 165**	**22 763**	**484 670**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	8 208	701	**8 909**	230	50	–	–	**9 189**
Cantine, internat	12 356	1 097	**13 453**	11 349	36	87	20 367	**45 292**
Autres	4 847	14	**4 861**	1 481	121	163	156	**6 782**
ACHATS DE BIENS ET SERVICE								
Transport scolaire	532	–	**532**	10 158	–	–	340	**11 030**
Fournitures et livres scolaires	371	–	**371**	1 473	–	–	15 035	**16 879**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	5 352	**5 352**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	12 695	–	**12 695**	–	–	–	–	**12 695**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**322 335**	**38 029**	**360 364**	**128 913**	**4 184**	**34 415**	**64 013**	**591 889**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cyle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Chapitre F.02

Recherche et développement expérimental

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Liste des tableaux :

Graphique : Dépense intérieure de recherche et de développement en 1996.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.
7. Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.
8. Chercheurs et effectifs de la R-D des entreprises et administrations en équivalent temps plein.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (direction de la Programmation et du Développement, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).

1. PRÉSENTATION

Après une croissance soutenue dans les années 1980, + 5,5 % par an en volume entre 1980 et 1985 puis + 4,6 % entre 1985 et 1990, la dépense intérieure de R-D (DIRD) plafonne en volume depuis 1990. Entre 1990 et 1996, son taux de croissance est en moyenne d'un demi-point par an et sa part dans le PIB a légèrement diminué, passant de 2,41 % à 2,32 %. Les bouleversements intervenus dans les équilibres mondiaux, l'arrivée à terme de certains grands programmes militaires ou aéronautiques ainsi que les restructurations entre le secteur public et celui des entreprises ont modifié la répartition des efforts de R et D et leur mesure statistique.

En 1997, d'après les résultats provisoires, les administrations ont financé moins de 50 % des travaux et les entreprises ont exécuté plus de 61 % des 184 milliards de Francs de travaux de R et D.

En 1996, la dépense intérieure de recherche et de développement expérimental de la France s'élève à plus de 182 milliards de Francs, dont plus de 112 milliards de travaux de recherche exécutés dans les entreprises ; la dépense nationale de recherche et de développement expérimental (DNRD) atteint 184 milliards de Francs, un peu plus de la moitié étant financée par les entreprises.

Sur la base d'un équivalent temps plein recherche, 321 000 personnes participent aux travaux de R et D dont 155 000 chercheurs ou ingénieurs de recherche, répartis à raison de 86 300 dans les laboratoires des établissements publics ou des administrations et 68 500 dans ceux des entreprises.

Les implantations de la recherche sont relativement concentrées : trois régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (47,1 %), Rhône-Alpes (11 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (5,4 %) rassemblent en 1996, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

Les universités et les établissements publics scientifiques et technologiques – EPST – comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), assurent près des quatre cinquièmes de la recherche fondamentale française. Cependant, des établissements publics industriels et commerciaux, tels que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) réalisent aussi des travaux de recherche appliquée ou de développement expérimental de type industriel; des unités de recherche des EPST et des laboratoires universitaires prennent des contrats de recherche industriels ou agronomiques (CNRS, INRA,...).

Le financement de la recherche publique est assuré, pour l'essentiel, par le budget civil de recherche et de développement technologique (BCRD), par le budget de l'enseignement supérieur et par celui du ministère de la défense. Ce dernier est en baisse continue depuis 1990.

Le secteur des entreprises

Depuis une quinzaine d'années, le nombre d'entreprises qui exécutent des travaux de R-D de façon permanente et organisée – au sens de conventions internationales, c'est-à-dire qui emploient au moins un chercheur à temps plein – a plus que triplé. Ce mouvement s'est accéléré à partir de 1983 avec la mise en place de mesures fiscales en faveur de la recherche des entreprises comme le crédit d'impôt recherche (CIR). En 1996, les 4 700 unités qui répondent aux conditions ci-dessus, tiennent une place importante dans le tissu industriel : elles occupent près de 40 % des effectifs et assurent plus de 50 % de la production nationale. La R-D dans les entreprises se caractérise par une forte concentration, repérable en termes de taille comme d'activité économique :

— plus de 180 unités (4 %), la plupart de grande taille ou filiales de groupes industriels, emploient 50 chercheurs ou plus. Elles effectuent près des trois quarts de l'effort de R-D des entreprises et reçoivent plus de 90 % des financements publics pour la recherche des entreprises. À l'opposé, plus de 3 800 unités (82 %) emploient chacune moins de 10 chercheurs, interviennent pour moins de 11 % dans l'effort total et bénéficient de moins de 3,5 % des financements publics;

— en termes d'activité économique, l'électronique, l'aéronautique, la pharmacie, la construction automobile, la chimie et la mécanique réalisent près de 70 % des dépenses intérieures de R-D des entreprises.

Dans les activités traditionnelles où prédominent souvent les PME, une part appréciable de la recherche est exécutée par les centres techniques professionnels.

Évalué à environ 3 milliards de francs en 1996, le coût des mesures fiscales du crédit d'impôt recherche n'est pas compris dans le recensement des financements publics vers les entreprises. Ces financements publics représentent globalement un septième des dépenses intérieures de R-D des entreprises. Ce sont des subventions ou des avances remboursables et surtout des contrats de recherche des administrations et organismes publics de recherche; près des deux tiers de ces contrats proviennent du ministère de la Défense et les financements publics se trouvent ainsi concentrés à 78 % sur la construction aéronautique et sur l'électronique.

Les entreprises françaises financent elles-mêmes près des trois quarts de leurs budgets de recherche, soit sur ressources internes, soit par des contrats de recherche d'entreprise à entreprise.

La dernière partie du financement des travaux de recherche et développement exécutés par les entreprises vient essentiellement de l'étranger. En 1996, ce financement représente environ 12,8 milliards de Francs. Près des deux tiers de ce financement provient d'entreprises étrangères et notamment des partenaires étrangers d'un même groupe industriel. Le dernier tiers est financé par des opérateurs internationaux tels que l'Agence spatiale européenne, le reste, émane de contrats obtenus par les entreprises françaises sur fonds en provenance de l'Union européenne.

La place dans le monde

L'effort français de recherche (DIRD) avec 2,32 % du PIB se situe en 1996 au troisième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon (2,83 %) et les États-Unis (2,62 %). L'Allemagne arrive en quatrième position (2,28 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD) et la dépense intérieure de R-D (DIRD).

AVERTISSEMENT

● Modifications de la méthodologie

D'importantes modifications sont intervenues dans l'élaboration des statistiques de la recherche et du développement expérimental et, plus particulièrement, dans celles des entreprises à partir de 1992. Elle rendent délicates les comparaisons avec les années antérieures :

— d'importants services administratifs ont changé de nature et ont été reclassés et interrogés avec les entreprises;

— l'enquête auprès des entreprises comporte maintenant une interrogation par sondage des petites entreprises;

— la nouvelle nomenclature NAF a été introduite dès le 1er janvier 1992;

— la couverture de l'enquête auprès des institutions sans but lucratif (ISBL) a été améliorée.

— la construction de la nouvelle base 1990 des comptes nationaux amène d'importantes modifications dans la prise en considération des activités de recherche et dans la définition de la branche recherche pour les comptes et pour le compte satellite de la recherche.

En attendant l'application de la nouvelle base au compte de la recherche, les dépenses et les effectifs de R-D, présentés respectivement dans les tableaux F02-7 et F02-8, sont ici classés par « branche de recherche », c'est-à-dire selon l'industrie directement bénéficiaire des travaux (comme dans les publications statistiques de la recherche), et non plus par « branche d'activité » de l'unité qui a exécuté les travaux.

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL);

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D, dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de la Programmation et du Développement du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Le compte satellite de la recherche

La Comptabilité nationale appréhende les activités de R-D de deux manières dans le système élargi des comptes :

— dans les flux de services du tableau « entrées-sorties », où sa description est soumise aux contraintes générales du cadre central, classements des agents économiques et classements des opérations effectuées;

— dans le compte satellite, qui présente l'ensemble des aspects spécifiques du domaine, y compris la recherche pour compte propre; il décrit l'exécution de la recherche et ses circuits de financement dans une approche compatible avec le cadre central de comptabilité nationale, et selon les principes de mesure proposés par l'OCDE dans le manuel de Frascati.

Articulé sur l'analyse des secteurs institutionnels de production et de financement, il propose quatre descriptions croisant le financement et l'exécution de la R-D ainsi que les dépenses intérieures et les effectifs de R-D avec, respectivement, les secteurs institutionnels et les branches d'activité.

Il utilise les mêmes classements, par secteur institutionnel, que la Comptabilité nationale.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100).

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financements nationaux des recherches exécutées à l'étranger – financements étrangers des recherches exécutées en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications » (1).

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

---

(1) Cf. « La mesure des activités scientifiques et techniques », *Manuel de Frascati*, 1993, OCDE.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, sous-direction des études statistiques, bureau des études statistiques sur la recherche ;

— INSEE, OCDE.

Publications :

— « Le compte de la recherche », série *INSEE-Méthodes,* n° 1, 1989, ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE;

— « La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati* 1993 », OCDE 1994;

— « Recherche et développement, l'effort croissant des entreprises », *INSEE-Première*, n° 373, avril 1995;

— « Recherche et développement, dans les entreprises, résultats 1995 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, décembre 1997;

— « Recherche et développement dans les entreprises en 1996 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 98.28, août 1998;

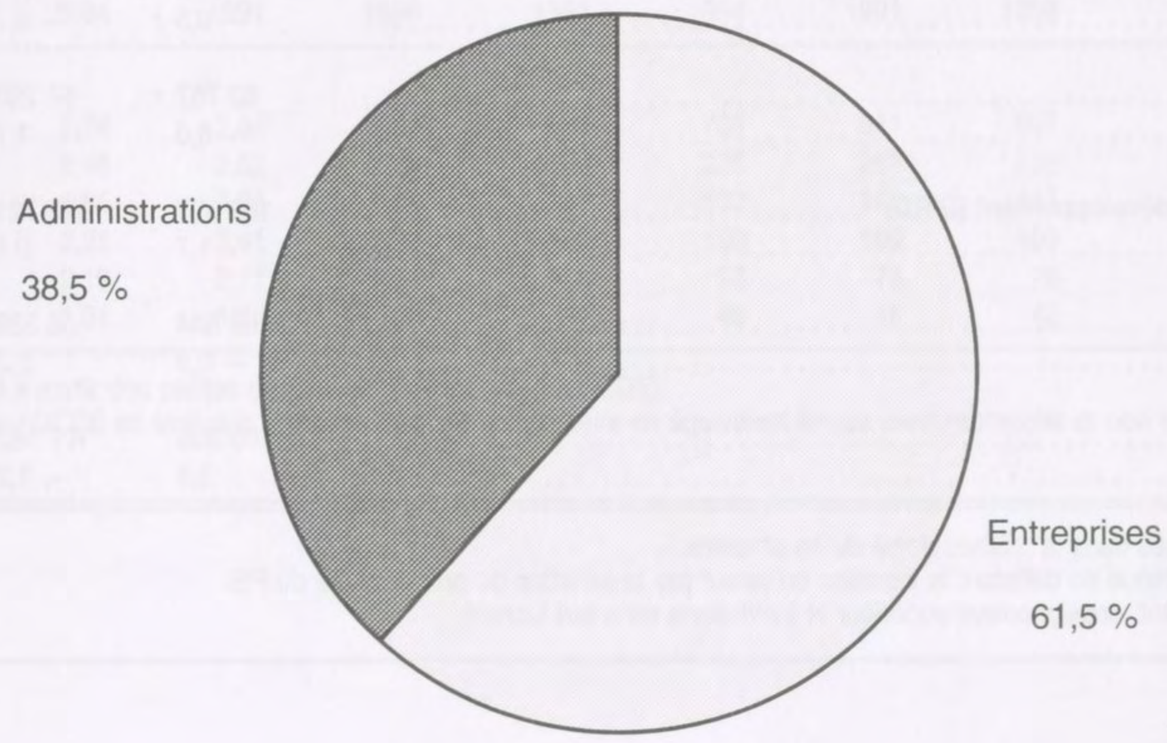
— « Recherche et développement dans les organismes publics, résultats 1995 et estimations 1996 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, décembre 1997;

— « Recherche et développement dans les organismes publics en 1996 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 98.27, août 1998.

*
* *

GRAPHIQUE F.02

Dépense intérieure de recherche et de développement en 1996



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et de développement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — %

	(1) 1992	1993	1994	1995	*p* 1996
Effort global (DIRD/PIB en %) (2)	2,42	2,45	2,38	2,34	2,32
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	51,3	50,7	50,1	49,5	48,8
Part de la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRD)	37,5	38,3	38,2	39,0	38,5
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	48,7	49,3	49,9	50,5	51,2
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	62,5	61,7	61,8	61,0	61,5

(1) Nouvelle série à partir de 1992, expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Unités : Million de francs
Variation : %

	(1) 1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**172 049**	**177 125**	**177 074**	**180 802**	**184 266**
Variation annuelle en volume (2)	3,5	0,5	– 1,6	0,5	0,8
Financement par les administrations (3)	88 292 *r*	89 835	88 730	89 520	89 987
Variation annuelle en volume (2)	– 0,5 *r*	– 0,7	– 2,7	– 0,7	– 0,6
Financement par les entreprises	83 757 *r*	87 290	88 344	91 282	94 279
Variation annuelle en volume (2)	8,0	1,7	– 0,3	1,7	2,1
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**169 377**	**173 721**	**175 562**	**179 092**	**182 589**
Variation annuelle en volume (2)	1,7	0,1	– 0,5	0,4	0,8
Exécution par les administrations (3)	63 544	66 539	66 994	69 880	70 215
Variation annuelle en volume (2)	– 0,9	2,2	– 0,9	2,7	– 0,7
Exécution par les entreprises	105 833	107 182	108 568	109 213	112 373
Variation annuelle en volume (2)	3,4	– 1,2	– 0,3	– 1,0	1,7

(1) Nouvelle série à partir de 1992, expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Unité : Millier (1)

	1992	1993	1994	1995	1996
Effectif total de Recherche et Développement (y compris les boursiers de l'enseignement supérieur)	**311,2**	**314,2**	**315,2**	**318,4**	**320,8**
Entreprises	164,4	164,4	162,0	162,0	162,6
en %	52,8	52,3	51,4	50,9	50,7
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	74,2	74,9	75,1 *r*	75,7	76,7
Enseignement (2)	72,6	74,9	78,1 *r*	80,7	81,5
Effectif des seuls chercheurs et ingénieurs de Recherche et Développement	**141,7**	**145,9**	**149,2**	**151,2**	**154,8**
Entreprises	64,7	66,5	66,7	66,6	68,5
en %	45,7	45,5 *r*	44,7	44,0	44,2
État et institutions sans but lucratif (ISBL)	28,9 *r*	29,6 *r*	30,4	30,9	31,7
Enseignement (2)	48,2	49,9	52,1	53,7	54,6

(1) En équivalent temps plein.
(2) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE et Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

	DIRD/PIB en %				(1) DIRD (France base 100)				(1) DIRD / habitant (France base 100)			
	1981	1984	1991	1996	1981	1984	1991	1996	1981	1984	1991	1996
États-Unis	2,43	2,74	2,84	2,62	663	701	641	697	156	163	145	153
Japon (2)	2,13	2,43	2,82	2,83	204	225	267	298	96	103	123	138
Allemagne (3)	2,43	2,51	2,61	2,28	144	132	142	143	124	119	101	102
France	**1,97**	**2,21**	**2,41**	**2,32**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni	2,37	2,19	2,11	1,94	104	93	76	76	100	90	75	76
Italie	0,88	1,01	1,24	1,03	41	43	48	42	40	42	48	43

(1) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(2) Pour le Japon, la série a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche et non en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 5	compris entre 6 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	3 320	624	301	231	83	103	**4 662**
%	71,2	13,4	6,4	5,0	1,8	2,2	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein	6 423	4 089	4 152	7 010	5 675	41 137	**68 487**
%	9,4	5,9	6,1	10,2	8,3	60,1	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein	15 961	9 851	10 523	16 930	13 708	95 615	**162 590**
%	9,8	6,1	6,5	10,4	8,4	58,8	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million de francs)	7 742	4 996	6 014	10 261	9 743	73 616	**112 373**
%	6,9	4,4	5,4	9,1	8,7	65,5	**100,0**
Financement public (million de francs)	361	220	349	326	1 180	12 825	**15 258**
%	2,4	1,4	2,3	2,1	7,7	84,1	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — *Unité* : Million de francs

	(1) 1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
DIRD des entreprises : montant total	**105 833**	**107 182**	**108 568**	**109 213**	**112 373**
en % du PIB	1,51	1,51	1,47	1,43	1,43
Variation annuelle en volume (en %) (2)	3,4	− 1,2	− 0,3	− 1,0	1,7
Financement de la DIRD des entreprises :					
Sur fonds des entreprises	73 614 *r*	77 212	79 588	82 145	84 434
en % du total	70	72	73	75	75
variation annuelle en volume (en %) (2)	7,1	2,4	1,5	1,6	1,6
Sur fonds publics	19 443 *r*	17 854 *r*	16 761	14 907	15 148
en % du total	18	17	15	14	13
variation annuelle en volume (en %) (2)	− 11,2	− 10,4	− 7,6	− 12,4	0,5
Sur autres fonds (3)	12 776	12 116 *r*	12 219	12 162	12 791
en % du total	12	11	11	11	11

(1) Nouvelle série à partir de 1992, expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Principalement fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — *Unité :* Milliard de francs

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	1995		1996	
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises
Construction aéronautique et spatiale	14,4	6,1	15,4	6,2
Industrie automobile	14,1	0,1	13,3	0,1
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (1)	11,3	4,0	10,6	4,0
Industrie pharmaceutique (2)	13,1	0,3	13,8	0,2
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (3)	12,0	1,5	12,9	1,8
Industrie chimique (4)	6,8	0,4	7,1	0,3
Fabrication de machines et équipements (5)	5,3	1,1	5,2	1,0
Énergie et extraction produits énergétiques	4,2	0,2	5,5	0,2
Fabrication machines et appareils électriques	3,9	0,1	3,8	0,1
Fabrication machines de bureau et matériel informatique	2,9	0,6	2,9	0,1
Autres activités marchandes	21,2	1,0	21,9	1,3
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	69,9	///	70,2	///
Ensemble	**179,1**	**15,4**	**182,6**	**15,3**

(1) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris composants.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-8

Chercheurs et effectifs de la R & D des entreprises et administrations en équivalent temps plein

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — *Unité* : en milliers

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	1995		1996	
	Effectifs de R & D	Dont chercheurs	Effectifs de R & D	Dont chercheurs
Construction aéronautique et spatiale	17,1	6,5	16,2	6,6
Industrie automobile	20,2	4,9	20,0	5,3
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (1)	16,5	9,7	15,5	9,4
Industrie pharmaceutique (2)	17,7	6,1	18,0	6,2
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (3)	14,9	7,6	16,6	8,4
Industrie chimique (4)	11,2	3,8	11,4	3,9
Fabrication de machines et équipements (5)	10,2	3,3	9,9	3,3
Énergie et extraction produits énergétiques	4,9	2,3	6,1	3,1
Fabrication machines et appareils électriques	6,6	2,5	6,4	2,6
Fabrication machines de bureau et matériel informatique	4,5	3,3	4,3	3,1
Autres activités marchandes	38,3	16,8	38,2	16,6
Administrations (y.c.enseignement supérieur)	156,3	84,6	158,2	86,3
	318,4	**151,4**	**320,8**	**154,8**

(1) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris composants.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.

Graphique. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1997.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant.
3. Répartition par domaine technologique des demandes de brevets déposées par la voie nationale.
4. Dépôts de marques pour une protection en France.
5. Dépôts de dessins et modèles pour une protection en France.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

Les dépôts de brevets pour une protection en France poursuivent une progression continue (+ 14,3 % entre 1996 et 1997; + 80 % entre 1987 et 1997), sous l'effet notamment des dépôts d'origine américaine (près de 30 % des dépôts). La part des dépôts d'origine française a baissé sensiblement en vingt ans ; en 1977, elle était de 30 % contre 16,7 % en 1997.

On note que la voie de dépôt la plus utilisée est, depuis 1996, la voie internationale qui concerne 47 % des dépôts.

Les dépôts de marques ont connu une baisse entre 1996 et 1997 (- 10,4 %), consécutive à une très forte hausse entre 1995 et 1996 (+ 54 %) liée à la possibilité depuis le 1er janvier 1996 de déposer des marques communautaires ayant effet sur l'ensemble de l'Union européenne. Contrairement aux marques internationales qui ne peuvent être déposées que par des ressortissants de pays parties à l'Arrangement de Madrid ou au protocole à l'Arrangement de Madrid - ce qui exclut notamment les ressortissants des États-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon - les marques communautaires peuvent être déposées par les ressortissants de tous les pays. Les résidents français représentent 58 % des dépôts, viennent ensuite les résidents des États-Unis (10 % des dépôts) et les résidents allemands (9 % des dépôts).

La forte augmentation depuis 1994 du nombre de dessins et modèles déposés (+ 36 % entre 1996 et 1997; + 78 % entre 1994 et 1997) s'explique en partie par la mise en place en 1994 d'une procédure dite de dépôt. Cette procédure favorise en effet un nombre élevé de dessins ou modèles dans chaque dépôt, le nombre des dépôts n'ayant augmenté que de 7 % entre 1994 et 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale, la matière est régie par la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 qui a été plusieurs fois modifiée.

Tel a été l'objet de :

- la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 dictée essentiellement par des considérations d'harmonisation avec le droit européen en matière de conditions de brevetabilité, et à l'occasion de laquelle a été instauré un statut des inventions de salariés;
- la loi n° 84-500 du 27 juin 1984 concernant notamment certains compléments à l'action en contrefaçon, et prévoyant une assistance gratuite en faveur des inventeurs démunis de ressource;
- la loi n° 90-510 du 25 juin 1990 « tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets »; cette loi est remplacée par le règlement communautaire (CEE) n° 1768/92 du 18 juin 1992.
- la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 qui apporte, en particulier, des correctifs à la procédure de délivrance ainsi qu'à la sanction des contrefaçons.
- la loi n° 94-102 du 5 février 1994, durcissant la sanction des contrefaçons.

Tous ces textes sont désormais codifiés dans le livre VI du code de la propriété intellectuelle.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au siège de Paris ou dans un de ses 10 centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications, qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-huit États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

Par ailleurs, le « brevet communautaire » issu de la procédure de délivrance des brevets européens sera soumis, y compris en ce qui concerne ses effets, à un même corps de règles définies dans la « Convention relative au brevet européen pour le marché commun » (signée à Luxembourg le 15 décembre 1975). Cette convention n'est toutefois pas encore entrée en vigueur.

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans près de cent pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la proprieté intellectuelle. La durée de la protection est de 10 ans, indéfiniment renouvelable.

— la voie internationale.

L'arrangement de Madrid, regroupant une trentaine d'États, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de la protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de vingt ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Notre droit est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité;
- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode) à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 19 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les 6 mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des dépôts de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces dépôts sont comptabilisés par l'INPI et par les offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.

Les domaines technologiques pris en compte dans le tableau F.03-3 sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles telles que la NAF, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe; la dernière mise à jour date du 1er janvier 1995. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : le sabot de Denver), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets (la voie européenne et la voie internationale dite PCT) et les marques (la voie communautaire, depuis 1996, et la voie internationale).

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale, la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut national de la propriété industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques dans les pays de l'Union européenne auprès de l'Office pour l'harmonisation sur le marché intérieur.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la propriété industrielle.
— INSEE.

Publications :

Législation :

— *Droit pénal propriété industrielle,* Chavanne A., Burst J.-J. Paris, Dalloz, 1993.

— *Traité des dessins et modèles,* Greffe P., Greffe F. Paris, Librairies techniques, 1988.

— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* Burst J., Kovar R. Paris, Librairies techniques, 1986.

— *Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels,* Pierre J.L., Paris, édition formation entreprise, 1993.

— *Le droit français des signes distinctifs,* Mathely P., Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.

— *Traité des brevets 1844-1968-1978. Washington, Munich, Luxembourg : l'obtention des brevets,* Musseron J.-M. Paris, Librairies techniques, 1984.

— *Le droit des brevets,* Foyer J., Vivant M., Paris, PUF, 1990.

— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Saint-Gal Y., Paris, Delmas, 1991.

— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* Mathely P., Paris, Librairie du journal des notaires et des avocats,1992.

— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* Phélip B. Paris, Delmas J., 1989 (encyclopédie Delmas pour la vie des affaires).

Statistiques :

— *Bulletin officiel de la propriété industrielle,* Institut national de la propriété industrielle (annuel).

— *Statistiques annuelles de la propriété industrielle*, partie I : *brevets*; partie II : *marques*.

— « Ten years of the European Patent Office ». *World Patent information*, vol. 10, n° 2, 1988.

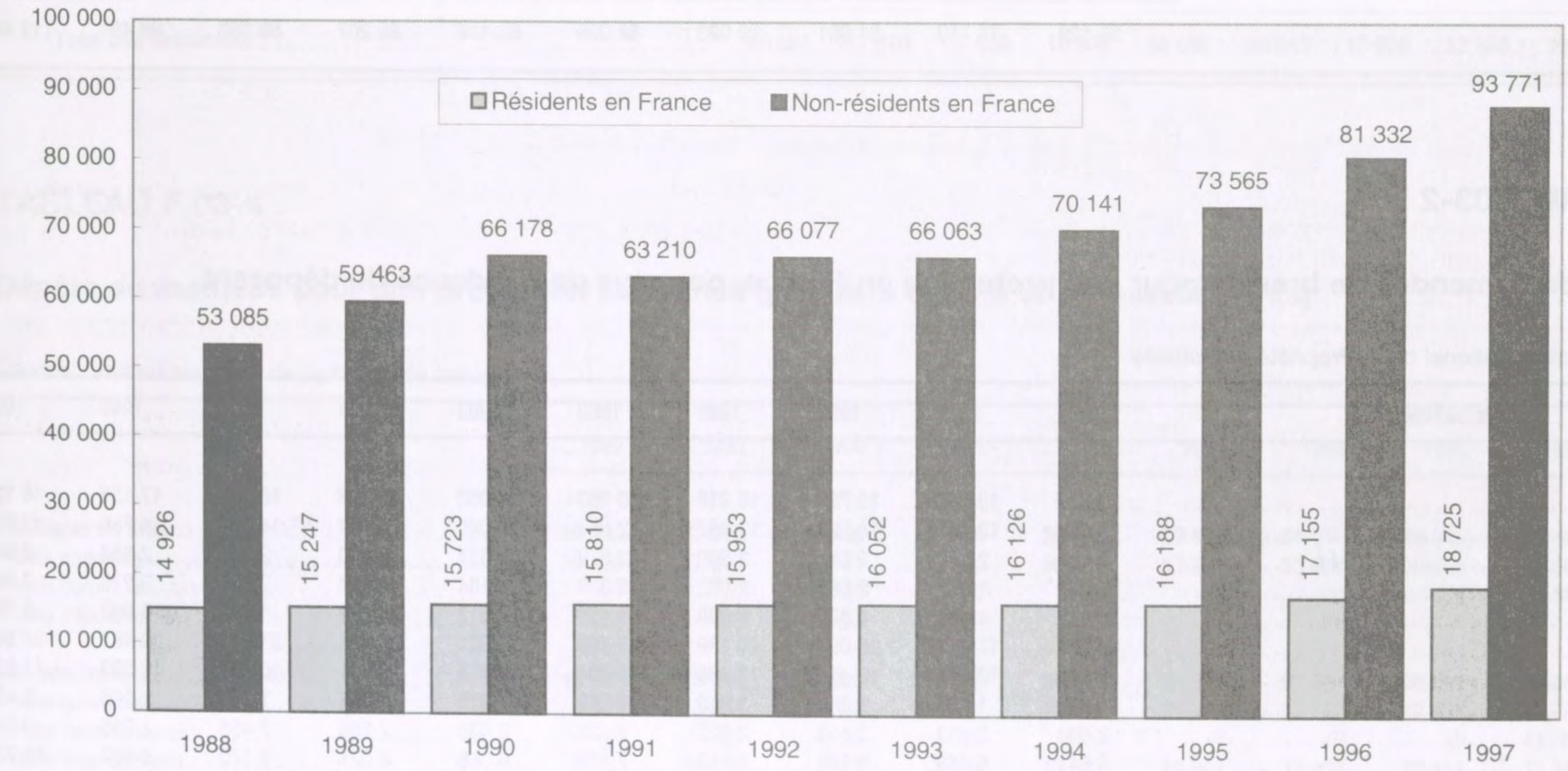
— *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.

— *Économie et statistique,* dossier : « Les brevets », n° 275-276, 1994.

*
* *

GRAPHIQUE F.03-1

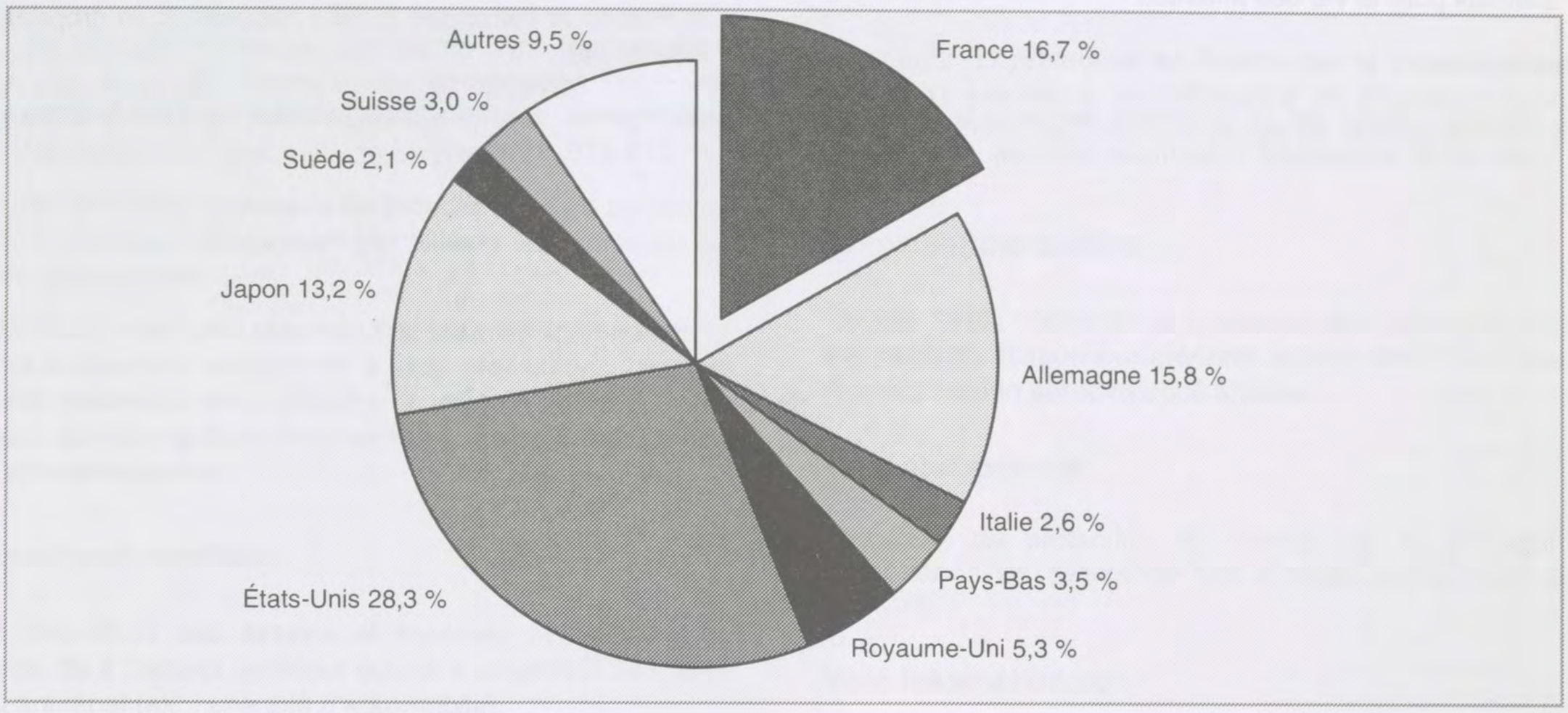
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : Institut national de la propriété industrielle

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1997



Source : Institut national de la propriété industrielle

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Résidents en France	**13 520**	**15 247**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**
Voie nationale	12 050	12 592	12 378	12 597	12 539	12 638	12 514	12 419	12 916	13 252
Voie européenne	1 271	2 154	2 551	2 249	2 298	1 987	2 075	2 039	2 074	3 093
Voie internationale	199	501	794	964	1 116	1 427	1 537	1 730	2 165	2 380
Non-résidents	**42 602**	**59 463**	**66 178**	**63 210**	**66 077**	**66 063**	**70 141**	**73 565**	**81 332**	**93 771**
Voie nationale	7 543	4 986	4 260	3 908	3 547	3 402	3 525	3 477	3 484	3 637
Voie européenne	29 398	41 731	44 812	39 086	39 009	36 568	35 339	34 282	34 553	40 089
Voie internationale	5 661	12 746	17 106	20 216	23 521	26 093	31 277	35 806	43 295	50 045
Total	**56 122**	**74 710**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Pays de résidence	1985	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
France	**13 520**	**15 247**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**
Allemagne	10 015	13 461	14 223	12 057	12 858	13 040	13 602	14 449	14 786	17 770
Italie	1 706	2 336	2 554	2 350	2 579	2 311	2 390	2 440	2 656	2 912
Pays-Bas	1 272	1 871	2 085	2 092	2 339	2 164	2 574	2 835	3 276	3 895
Royaume-Uni	3 122	4 461	4 876	4 488	4 458	4 512	4 779	4 893	4 863	5 951
États-Unis	12 327	17 477	20 094	20 199	22 468	22 821	24 491	25 971	29 481	31 882
Japon	7 094	10 770	12 471	12 335	11 264	10 413	10 531	10 557	12 392	14 850
Suède	1 041	1 196	1 214	1 255	1 249	1 376	1 494	1 792	2 085	2 454
Suisse	2 084	2 433	2 553	2 322	2 423	2 438	2 259	2 458	2 766	3 330
Autres	3 941	5 458	6 108	6 112	6 439	6 988	8 021	8 170	9 027	10 727
Total	**56 122**	**74 710**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1986	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Électronique-Électricité	**2 454**	**2 557**	**2 600**	**2 441**	**2 419**	**2 522**	**2 628**	**2 649**	**2 869**	**3 237**
Composants électriques, électrotechnique	1 154	1 076	1 029	1 058	1 080	1 072	1 158	1 194	1 237	1 237
Audiovisuel	481	493	488	394	353	382	369	383	403	429
Télécommunications	393	431	513	454	441	579	574	587	680	890
Informatique	290	400	407	376	402	377	379	365	405	469
Semiconducteurs	136	157	163	159	143	112	148	120	144	212
Instrumentation	**2 175**	**2 053**	**1 991**	**1 950**	**1 853**	**1 904**	**2 086**	**1 906**	**1 985**	**2 078**
Optique	343	366	380	376	339	317	375	383	409	423
Analyse, mesure et contrôle	1 265	1 114	1 041	1 022	897	938	951	904	953	1 005
Ingénierie médicale	567	573	570	552	617	649	760	619	623	650
Chimie, Pharmacie	**1 804**	**1 815**	**1 688**	**1 616**	**1 498**	**1 545**	**1 633**	**1 661**	**1 632**	**1 686**
Chimie organique fine	544	497	506	496	474	470	476	484	429	467
Chimie macromoléculaire	235	265	216	164	193	172	205	233	243	248
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	273	369	283	269	245	339	396	438	439	444
Biotechnologies	149	121	113	148	140	113	145	131	118	145
Matériaux, métallurgie	412	391	433	409	319	320	298	281	297	265
Produits pour l'agriculture et l'alimentation	191	172	137	130	127	131	113	94	106	117
Procédés industriels	**2 206**	**1 949**	**1 830**	**1 744**	**1 633**	**1 753**	**1 678**	**1 643**	**1 615**	**1 647**
Procédés technologiques généraux	500	481	468	458	408	486	476	440	424	428
Traitement de surface - Revêtement	231	195	166	169	178	173	164	150	143	156
Travail des matériaux	692	581	576	517	399	410	398	431	399	387
Procédés thermiques et appareillages	418	358	311	313	298	352	305	267	326	316
Industrie chimique et pétrolière	273	206	210	161	180	177	177	219	193	196
Environnement - Pollution	92	128	99	126	170	155	158	136	130	164
Machines, Mécanique	**5 703**	**5 273**	**4 927**	**4 806**	**4 821**	**5 025**	**4 857**	**4 886**	**4 995**	**5 233**
Machines-outils	530	471	448	478	435	466	363	322	394	356
Moteurs, pompes, turbines	568	490	464	436	368	408	419	444	468	534
Composants mécaniques	1 283	1 179	1 128	1 082	1 100	1 140	1 022	1 121	1 033	1 051
Manutention, imprimerie	1 234	1 128	1 069	1 049	1 120	1 116	1 079	1 079	1 086	1 047
Machines et appareils pour l'agriculture et l'alimentation	567	480	443	372	395	417	418	362	428	460
Transport	1 246	1 210	1 091	1 114	1 164	1 244	1 280	1 322	1 393	1 573
Technologie nucléaire	131	163	117	115	101	93	105	104	60	66
Spatial - Armement	144	152	167	160	138	141	171	132	133	146
Consommation des ménages - BTP	**2 687**	**2 636**	**2 474**	**2 485**	**2 253**	**2 441**	**2 559**	**2 631**	**2 798**	**2 587**
Équipements et produits de consommation	1 530	1 496	1 387	1 330	1 264	1 442	1 472	1 516	1 714	1 601
Bâtiment - Travaux publics	1 157	1 140	1 087	1 155	989	999	1 087	1 115	1 084	986
Demandes non classées	**1 495**	**1 295**	**1 128**	**1 463**	**1 609**	**850**	**598**	**520**	**506**	**421**
Total des demandes	**18 524**	**17 578**	**16 638**	**16 505**	**16 086**	**16 040**	**16 039**	**15 896**	**16 400**	**16 889**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1987	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Résidents en France	**56 462**	**67 092**	**67 805**	**59 955**	**50 407**	**52 025**	**54 012**	**56 845**	**63 423**	**66 635**
Voie nationale	56 423	67 057	67 771	59 920	50 359	51 991	53 984	56 845	61 808	64 734
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	///	///	1 610	1 898
Voie internationale	39	35	34	35	48	34	28	–	5	3
Non résidents	**18 291**	**23 218**	**27 320**	**24 528**	**24 112**	**24 277**	**24 684**	**26 049**	**65 553**	**48 934**
Voie nationale	9 629	10 534	13 368	11 414	10 525	11 373	11 777	12 636	10 790	10 601
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	///	///	41 383	25 340
Voie internationale	8 662	12 684	13 952	13 114	13 587	12 904	12 907	13 413	13 380	12 993
Total	**74 753**	**90 310**	**95 125**	**84 483**	**74 519**	**76 302**	**78 696**	**82 894**	**128 976**	**115 569**

TABLEAU F.03-5

Dépôts de dessins et modèles pour une protection en France (en nombre de modèles)

Source : Institut national de la propriété industrielle

	1987	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Résidents en France	**20 249**	**24 106**	**24 540**	**27 967**	**25 220**	**22 970**	**23 540**	**35 850**	**46 046**	**51 332**
Voie nationale (1)	19 262	22 930	23 050	26 711	23 400	21 000	21 600	33 969	44 061	48 709
Voie internationale	987	1 176	1 490	1 256	1 820	1 970	1 940	1 881	1 985	2 623
Non-résidents	**8 013**	**11 964**	**12 155**	**13 619**	**13 851**	**14 656**	**14 609**	**13 771**	**14 617**	**16 385**
Voie nationale (1)	2 599	2 366	2 245	2 087	2 200	2 000	2 200	2 667	3 093	3 666
Voie internationale	5 414	9 598	9 910	11 532	11 651	12 656	12 409	11 104	11 524	12 719
Total	**28 262**	**36 070**	**36 695**	**41 586**	**39 071**	**37 626**	**38 149**	**49 621**	**60 663**	**67 717**

(1) Les chiffres de la voie nationale pour les années 1992 à 1994 sont des estimations.

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements) *Unité* : Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Recettes	5 365	6 802	6 615	7 501	8 670	9 401	9 420	10 209	11 528	9 639	11 927
Dépenses	9 549	13 286	11 457	11 265	12 538	13 861	13 338	13 651	15 061	13 569	14 444
Soldes	**– 4 184**	**– 6 484**	**– 4 842**	**– 3 764**	**– 3 868**	**– 4 460**	**– 3 918**	**– 3 442**	**– 3 533**	**– 3 930**	**– 2 517**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France *Unité* : Million de francs

Pays	1995			1996			1997		
	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**
UE	5 422	5 980	**– 558**	5 620	6 189	**– 569**	5 490	5 578	**– 88**
dont : Royaume-Uni	1 133	1 401	**– 268**	1 076	1 535	**– 460**	996	1 081	**– 85**
Pays-Bas	676	1 375	**– 699**	604	1 208	**– 604**	623	1 196	**– 573**
U.E.B.L	589	491	**98**	684	386	**298**	725	408	**317**
Allemagne	1 237	1 212	**25**	1 335	1 066	**289**	1 086	980	**106**
Italie	586	325	**261**	617	493	**124**	734	295	**439**
Espagne	841	150	**691**	820	109	**711**	750	104	**646**
États-Unis	2 851	6 899	**– 4 048**	3 227	7 427	**– 4 200**	2 465	6 456	**– 3 991**
Canada	150	108	**42**	177	158	**19**	161	78	**83**
Japon	1 412	347	**1 065**	1 375	357	**1 018**	1 299	358	**941**
Suisse	796	1 312	**– 516**	644	1 294	**– 650**	719	1 375	**– 656**

G

Données économiques générales

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants.
2. Ressources et emplois de biens et services : indices de volume.
3. Valeur ajoutée : répartition du PIB par branche.
4. Valeur ajoutée : taux d'évolution en volume par branche.
5. Revenu disponible brut : répartition par secteur institutionnel.
6. Revenu disponible brut : évolution par secteur institutionnel.
7. Principaux agrégats par secteur institutionnel.
8. Principaux agrégats par habitant.
9. Quelques ratios sur les comptes nationaux.
10. Ressources et emplois de biens et services aux prix courants. Départements d'outre-mer.
11. Principaux agrégats par habitant aux prix courants. Départements d'outre-mer.
12. Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA).
13. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi.
14. Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB.
15. Critères de convergence de l'Union monétaire au sens de Maastricht.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la Division « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1997, le Produit intérieur brut (PIB) augmente de 2,2 % en volume par rapport à 1996, soit une accélération par rapport à l'année précédente (1,2 %). Ce mouvement de reprise a démarré au second semestre de 1996 et se généralise en 1997, alors que l'inflation est historiquement faible. La demande extérieure, portée par une forte croissance aux États-Unis et au Royaume-Uni, joue un rôle prépondérant dans cette reprise. Tandis que les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau bas, l'appréciation du dollar et de la livre au premier semestre stimulent également les exportations françaises. La croissance de l'activité en 1997 s'appuie d'abord sur l'industrie manufacturière pour se diffuser ensuite aux autres secteurs.

De son côté, la demande intérieure n'augmente que faiblement. Après les forts achats d'automobiles liés aux primes accordées les années précédentes, la croissance de la consommation des ménages (+ 0,7 %) ralentit (+ 1,9 % en 1996). La nette amélioration du pouvoir d'achat des ménages se traduit par une augmentation du taux d'épargne. Cependant, les achats des ménages reprennent en cours d'année. Les investissements des entreprises restent atones en moyenne annuelle mais s'accélèrent au cours du second trimestre.

Le déficit des administrations publiques se réduit : le déficit public au sens de Maastricht passe de 4,1 % du PIB en 1996 à 3,0 % en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Généralités

La comptabilité nationale est une présentation de données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Les comptes nationaux français sont établis selon le système élargi de comptabilité nationale (SECN), mis au point au début des années soixante-dix (1). En 1987, l'INSEE publie une nouvelle série de comptes pour la métropole — la « base 1980 » – qui utilise un cadre légèrement rénové (1). L'un comme l'autre s'articulent aux systèmes internationaux de l'ONU et de l'Union européenne (1). Les résultats détaillés sont présentés chaque année dans le « Rapport sur les comptes de la Nation », pour les comptes de la France métropolitaine, et dans des documents spécifiques pour les comptes de chacun des quatre départements d'outre-mer.

Principales notions

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques relatifs aux unités localisées sur leur territoire qualifié de « territoire économique ». Jusqu'à présent, les territoires économiques considérés ont été les suivants :

— pour la France métropolitaine : le territoire géographique correspondant, y compris les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France. Par ailleurs, pour des raisons statistiques, le territoire de la principauté de Monaco a été inclus dans le territoire économique.

— pour chacun des quatre départements français d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion, le territoire géographique de chacun de ces départements.

— pour chacune de ces économies, les concepts principaux qui sous-tendent toute la description que font les comptes nationaux sont ceux de production, de revenu et d'épargne. En effet, la production mesure la création de biens et services sur le territoire économique et donc l'essentiel de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande, sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. Dans le même temps, la production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, celles qui ont leur centre d'intérêt économique sur le territoire économique.

Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, trois types de regroupements sont utilisés :

— les secteurs institutionnels regroupent des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages,...) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision;

— les branches, constituées des unités de production homogène impliquées dans les activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité;

— les produits, définis en référence à une nomenclature de produits.

À l'heure actuelle, les comptes nationaux français utilisent des nomenclatures dérivées de la Nomenclature d'activités et de produits (NAP).

Dans une analyse plus globale, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur net (PIN) ou le produit intérieur brut (PIB), selon que l'on déduit ou non la consommation de capital fixe (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif puisque sans double compte. Ceci impose de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut : on ne peut y rapporter la production totale, voire le chiffre d'affaires, de l'unité concernée; il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).

---

(1) Cf. sources de documentation.

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et de revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Pour les ménages, par contre, une part importante du revenu est consacrée à la consommation finale, c'est-à-dire à des utilisations finales non productives. De même, par convention, les administrations publiques et privées sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif. Le détail est décrit dans le compte financier.

La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.

Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont en principe révisées trois fois pour prendre en compte des informations nouvelles et sont ensuite figées. Pour la métropole, jusqu'aux comptes de 1995, trois révisions ont été opérées et conduisent à disposer des comptes semi-définitifs 1 et 2 puis du compte définitif. Pour les comptes de 1996 et 1997, en raison des travaux nécessités par le passage à la base 1990, il interviendra une seule révision. Les prochaines données définitives seront publiées en nouvelle base dans le rapport de 1998.

Pour les départements d'outre-mer, la situation est plus variable. On distingue également des versions définitives et des versions non définitives, pour les comptes des années les plus récentes.

Afin de mieux apprécier les évolutions, la variation des opérations sur biens et services est analysée en deux composantes :

— l'évolution des prix, censée retracer les variations de cette nature touchant des produits de qualité comparable dans l'espace et le temps;

— les variations de volume, qui ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité.

3. DÉFINITIONS

Administrations privées

Le secteur « administrations privées » regroupe les unités institutionnelles résidentes constituées par les organismes privés qui produisent principalement des services non marchands destinés à des groupes particuliers de ménages et/ou à produire sans but lucratif des services marchands réservés aux ménages.

Leurs ressources principales sont constituées des :

— contributions volontaires des ménages;

— revenus de la propriété;

— produits de la vente des services marchands.

Le secteur comprend des unités telles que : cultes, syndicats de travailleurs, comités d'entreprise, partis politiques, fondations à caractère humanitaire.

Les organismes professionnels et le CNPF, bien qu'à but non lucratif, sont au service des entreprises : ils sont classés dans le secteur des sociétés et quasi-sociétés.

Administrations publiques

Le secteur « Administrations publiques » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de produire des services non marchands destinés à toutes les unités ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu ou du patrimoine national.

Leurs ressources principales proviennent de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales obligatoires).

La production des administrations publiques est principalement non marchande. Mais les administrations publiques peuvent comporter aussi des unités de production homogène marchande qui n'ont pas de véritable autonomie de décision. Ces unités de production homogène sont en général de petite taille, ou sinon leur production est principalement destinée à d'autres unités du secteur « Administrations publiques ».

Le secteur « Administrations publiques » comprend l'État et tous les organismes à compétence générale qui en dépendent, les collectivités locales et les divers organismes qui en émanent, les organismes avec comptabilité complète et personnalité juridique, produisant des services non marchands et financés par l'État ou les collectivités locales, les régimes d'assurances sociales et les organismes en dépendant (Hôpitaux publics, œuvres sociales).

Capacité de financement

C'est le solde du compte de capital. Pour chaque secteur ou sous-secteur, elle représente l'excédent des ressources non financières sur les emplois correspondants. S'il apparaît une insuffisance de ressources, la capacité de financement est négative; on utilise alors parfois le terme de besoin de financement.

Comptes à prix constants

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on

corrige les mesures faites aux prix courants (prix de l'année considérée) par un indice de prix approprié.

Actuellement, les comptes à prix constants sont établis aux prix de l'année précédente et aux prix de 1980.

Consommation de capital fixe

L'usage productif des biens d'équipement s'étend sur plusieurs périodes, mais chaque année, ils perdent de leur valeur du fait de leur usure et de leur obsolescence. Une partie de la valeur des biens et services produits dans l'année doit être affectée au financement de cette consommation de capital fixe pour maintenir à l'identique l'appareil productif. C'est ce qu'indique l'emploi du terme « brut » dans les expressions « Produit intérieur brut », « Valeur ajoutée brute », « Formation brute de capital fixe », etc. Quand on soustrait la consommation de capital fixe de ces grandeurs, leur valeur est alors dite « nette ».

Compte tenu de la grande difficulté de mesurer la consommation de capital fixe, celle-ci apparaît au pied des comptes qui sont présentés en termes bruts.

On utilise couramment l'expression amortissement à la place de consommation de capital fixe. Dans ce cas, c'est d'amortissement économique qu'il s'agit et non de l'amortissement comptable ou des dotations aux amortissements enregistrés dans les comptes des entreprises et que celles-ci calculent en fonction de règles fiscales. Ces différentes grandeurs ont des significations différentes et l'une ne peut servir à mesurer l'autre.

Consommation finale

La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs.

● Consommation finale des ménages

La consommation finale (nationale) retrace l'ensemble de la consommation finale des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut par contre la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique.

Elle est calculée au prix d'acquisition au comptant (TVA comprise) pour les produits achetés sur le marché et au prix départ-usine pour les produits autoconsommés agricoles et alimentaires.

● Consommation des administrations

Elle est égale à la production distribuée des services non marchands, déduction faite des paiements partiels des ménages.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire représente la valeur des biens, autre que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés au cours de la période, dans le processus courant de production.

Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible.

Cotisations sociales effectives

Elles comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations.

Les cotisations sociales effectives reçues par les organismes d'assurance sociale sont partagées en :

— Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs.

— Cotisations sociales à la charge des salariés.

— Cotisations sociales des non-salariés.

Critères de convergence de l'Union monétaire au sens de Maastricht

Le traité de Maastricht impose aux États membres de satisfaire simultanément aux cinq critères de convergence suivants pour participer à la monnaie unique (Euro) :

— *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.

— *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

— *le critère de stabilité des changes* : impose le respect des marges normales de fluctuation prévues par le *SME* (*Système monétaire européen*), sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre depuis au moins deux ans.

— le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'interêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.

Entreprises d'assurance

Le secteur « entreprises d'assurance » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale consiste à assurer, c'est-à-dire transformer des risques individuels en risques collectifs en garantissant le paiement d'une somme (indemnité ou prestation) en cas de réalisation d'un risque. Leurs ressources principales proviennent de primes contractuelles ou de cotisations sociales volontaires.

Elles se différencient des organismes de sécurité sociale par le fait que les contrats d'assurance sont librement souscrits, ou que, si l'assurance est obligatoire, le choix de l'assureur est libre.

Les deux catégories d'unités de ce secteur sont les organismes d'assurance et de capitalisation et les mutuelles.

Épargne brute

C'est le solde du compte d'utilisation du revenu. Pour chaque secteur ou sous-secteur, elle représente la part des ressources courantes qui reste disponible pour accumuler des actifs physiques ou financiers.

L'épargne nationale représente la valeur accumulée par l'économie. Elle équivaut à la formation de capital et aux acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels.

Excédent brut d'exploitation

C'est le solde du compte d'exploitation. Pour chaque secteur ou sous-secteur et branche, il montre ce qui reste de la valeur nouvelle créée par la production (valeur ajoutée) après rémunération du travail salarié et prélèvement fiscal au stade de la production (impôts liés à la production nets de subventions). Il est indépendant de l'origine et de la rémunération des capitaux mis en œuvre.

Exportations (prix FAB)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes. Elles incluent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les non-résidents sur le territoire économique.

Elles sont mesurées FAB (franco à bord) c'est-à-dire qu'elles comprennent les frais d'acheminement du lieu de production jusqu'à la frontière française, mais sans les frais relatifs au transport à l'étranger.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisées pendant au moins un an dans leur processus de production.

La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logements. Tous les autres achats de biens durables par les ménages (en dehors des achats de biens d'équipement par les entreprises individuelles) sont traités en consommation finale.

Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les biens achetés et au prix départ-usine pour les biens produits pour leur propre compte.

Importations (prix CAF)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes. Elles comprennent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les résidents dans le reste du monde.

Elles sont mesurées CAF (coût, assurance, fret) c'est-à-dire au coût d'entrée des marchandises à leur point d'entrée en France, assurance et fret compris.

Impôts

On distingue trois grandes catégories d'impôts :

● Les impôts liés à la production et à l'importation sont des prélèvements obligatoires frappant les biens et services échangés ou les unités productrices, perçus par les administrations publiques ou les institutions communautaires européennes. Prélevés sur les biens et services, sur leur production et leur importation, ou sur l'emploi de facteurs de production, ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation ou de la perception consécutive de revenus. Ils sont subdivisés en :

— TVA et prélèvements au profit de la Communauté économique européenne.

— Autres impôts liés à la production.

— Droits de douane et assimilés.

● Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine sont tous les versements obligatoires perçus annuellement et prélevés par les administrations publiques sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles. On distingue :

— Impôts sur le bénéfice des sociétés.

Seuls sont pris en compte les bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France ainsi que ceux dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions.

L'impôt sur le bénéfice des sociétés est comptabilisé pour une valeur nette de l'avoir fiscal utilisé par les ménages pour payer l'impôt sur le revenu.

— Impôts sur le revenu.

Il frappe le revenu net global des personnes physiques. Son montant, dans les comptes, est supérieur à celui enregistré dans les statistiques fiscales; la différence est constituée par l'avoir fiscal utilisé pour s'acquitter de l'impôt sur le revenu.

— Autres impôts sur le revenu et le patrimoine.

Il s'agit par exemple d'impôts tels que :

— retenue à la source et prélèvements sur les revenus des capitaux mobiliers;

— vignette automobile payée par les ménages (quand elle est payée par les entreprises, elle est traitée en impôts liés à la production);

— contribution foncière des propriétés bâties et non bâties;

— taxe d'habitation.

● Les impôts en capital sont tous les versements obligatoires perçus par les administrations publiques de manière non périodique sur le capital ou le patrimoine des unités institutionnelles.

Institutions financières

Ce sont des unités institutionnelles résidentes dont la fonction principale est de financer, c'est-à-dire de collecter, transformer et répartir des moyens de financement et/ou de gérer des actifs financiers.

Leurs ressources principales proviennent des engagements financiers contractés : dépôts à vue, bons de caisse, obligations...

Outre les établissements de crédit (dont les sociétés de crédit-bail), le secteur comprend des gestionnaires de portefeuilles (maisons de titre), les agents de change, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV, Fonds communs de placement, sociétés d'investissement), des institutions financières spécialisées (Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier, etc.).

Ménages (y compris entreprises individuelles)

Le secteur « Ménages » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction économique principale consiste à consommer et éventuellement à produire dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Les entreprises individuelles sont des entreprises non financières qui n'ont pas la forme juridique de sociétés. Elles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent. Leurs opérations sont donc retracées dans les comptes du secteur « Ménages ».

Les unités institutionnelles du secteur « Ménages » sont des ensembles de personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs.

Il s'agit de chaque ménage ordinaire (occupants d'une même habitation privée), chaque ensemble d'occupants d'une même habitation mobile et chaque personne physique non comprise dans les catégories précédentes (personnes âgées vivant dans les maisons de retraite, travailleurs logés en foyers, militaires du contingent...).

Leurs ressources principales proviennent de :

— la rémunération des facteurs de production;

— les transferts versés par d'autres secteurs;

— la vente de biens et services marchands non financiers produits par les entrepreneurs individuels ainsi que la production résultant de certaines activités exercées sans constitution d'entreprises individuelles : production de services du logement ou de location d'immeubles à usages industriels et commerciaux, production de bâtiment pour compte propre liée au logement, production des jardins familiaux, production de services domestiques.

Population

Les tableaux des comptes nationaux utilisent plusieurs notions liées à la population :

— la population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité; est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier...); par rapport à la population légale métropolitaine des recensements, la population totale résidente comprend, en plus, les diplomates et militaires français et leurs familles qui n'ont pas de résidence habituelle sur le territoire métropolitain, et, en moins, les diplomates et militaires étrangers et leurs familles qui ont leur résidence habituelle sur le territoire métropolitain;

— la population active résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes de 14 ans et plus qui ont un emploi ou qui sont au chômage (au sens du BIT);

— les personnes qui ont un emploi constituent la population active résidente occupée; ce sont les personnes qui ont une activité, salariée ou non, y compris comme employeur, comme personne à son propre compte, ou comme aide dans l'exploitation familiale (pour autant que l'activité dépasse 15 heures par semaine); on y inclut les personnes absentes de leur travail pour cause de maladie, accident, conflit du travail, congé, absence volontaire, empêchement temporaire de travailler par suite de conditions climatiques ou d'accidents techniques;

— la population active occupée intérieure (emploi intérieur) est constituée de l'ensemble des personnes ayant un emploi dans une unité de production résidente. Elle est constituée des actifs résidents occupés ayant un emploi sur le territoire économique. Elle ne comprend pas les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde.

Production (prix départ — usine hors TVA facturée)

La production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché.

La production marchande : la production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise au moins à couvrir les coûts de production.

Tous les biens sont considérés comme marchands.

Les services marchands sont tous les services pouvant faire l'objet de vente et d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

La production de services non marchands comprend les services fournis par les administrations publiques et privées à la collectivité dans son ensemble ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi-gratuit ainsi que les services produits par les ménages à titre d'employeur de personnel domestique.

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés; il ne tient pas compte de la valeur des produits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur élaboration.

Reste du monde (comptes du)

C'est l'ensemble des comptes qui retracent les flux entre les unités institutionnelles résidentes et les unités non résidentes.

Revenu national disponible brut

Le revenu national disponible brut est la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels. C'est le solde du compte de revenu.

Pour les sociétés et quasi-sociétés non financières, les entreprises d'assurances et les institutions financières, il est identique à l'épargne brute.

Pour les ménages, il représente le revenu courant après impôt qui peut être partagé entre consommation finale et épargne. Pour les administrations publiques et privées, il est égal au revenu courant effectif après impôt, majoré de la valeur des services non marchands fournis à titre gratuit; cette valeur doit être retranchée du revenu disponible pour mettre en évidence l'épargne des administrations : c'est ce qui est fait au compte d'utilisation du revenu, sur la ligne « consommation finale ».

Il est aussi égal au produit intérieur, augmenté des transferts courants reçus du reste du monde et diminué de ceux qui sont versés au reste du monde.

Revenu national disponible net

C'est le revenu disponible brut diminué de la consommation de capital fixe.

Sociétés et quasi-sociétés non financières

Ce secteur comprend :

— des sociétés privées qui revêtent des formes juridiques variées mais ne comprennent pas des entreprises individuelles;

— des quasi-sociétés privées (unités résidentes fictives telles que les succursales établies, en France, d'entreprises étrangères);

— des organismes privés sans but lucratif au service des entreprises (syndicats patronaux...);

— des organismes privés sans but lucratif dont les ventes de biens et services constituent au moins 50 % de leurs ressources totales (sociétés de course, associations de tourisme social, d'enseignement marchand, hôpitaux privés non lucratifs, etc.);

— des sociétés publiques (établissements publics, sociétés d'économie mixte, sociétés à statut spécial);

— les offices publics d'habitation à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte.

Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Monnaie fictive utilisée pour éliminer les différences de niveau général des prix et les variations de taux de change, afin d'améliorer la comparaison des volumes entre les pays.

Valeur ajoutée brute

C'est le solde du compte de production. Égal à l'excédent de la valeur des biens ou services produits sur la valeur des biens et services consommés pour produire, ce solde représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée totale de l'économie nationale, telle qu'elle apparaît au total de la ligne « Valeur ajoutée » du tableau « Entrées-sorties », est l'élément essentiel du produit intérieur brut.

Variation de stocks

Les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités de production.

Elle est calculée au prix de production pour les variations de stocks de produits finis ou en cours chez les producteurs, ou au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les variations de stock chez les utilisateurs et les commerçants.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Office national statistique des Communautés européennes (OSCE).

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

« Système élargi de comptabilité nationale, base 80 – Méthodes », *Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 140-141.

« Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, *Études méthodologiques,* série F, n° 2, rev. 3.

« System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.

Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 2^{e} édition, EUROSTAT.

Nomenclature d'activités et de produits 1973, NAP, réimpression 1988.

« Les comptes nationaux trimestriels, séries longues 1970 - 1997 en base 1980 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 619-620, décembre 1998.

« Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1997 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 607 à 609, juin 1998.

« ETC 1998-1999 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1997 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 616, août 1998.

« 25 ans de comptes économiques des départements d'Outre-Mer. 1970-1994 - Tomes 1 et 2. Tableaux économiques d'ensemble », *INSEE-Résultats*, nos 557 à 561, octobre 1997.

« Un demi-siècle de croissance », *INSEE-Première*, no 486, septembre 1996.

« Les comptes de la Nation en 1997 », *INSEE-Première,* no 579, juin 1998.

« Les prélèvements obligatoires dans l'Union européenne », *INSEE-Première*, no 552, octobre 1997.

« Les régions françaises dans l'Union européenne - Produit intérieur brut des régions en 1994 », *INSEE-Première*, no 602, août 1998.

« Les produits intérieurs bruts régionaux entre 1982 et 1996 : croissance et fluctuations », *INSEE-Première*, no 616, novembre 1998.

* * *

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**6 509 488**	**6 999 546**	**7 077 087**	**7 389 654**	**7 662 391**	**7 871 731**	**8 137 085**
Produit intérieur brut marchand	5 493 954	5 853 302	5 865 739	6 128 185	6 342 081	6 494 671	6 724 488
Produit intérieur brut non marchand	1 015 534	1 146 244	1 211 348	1 261 469	1 320 310	1 377 060	1 412 597
Importations	**1 469 802**	**1 493 531**	**1 404 767**	**1 523 075**	**1 621 458**	**1 692 180**	**1 848 001**
Total ressources	**7 979 290**	**8 493 077**	**8 481 854**	**8 912 729**	**9 283 849**	**9 563 911**	**9 985 086**
EMPLOIS							
Consommation finale :							
Des ménages	3 861 322	4 189 535	4 290 741	4 442 335	4 586 648	4 763 486	4 857 296
Des administrations publiques (1)	1 170 435	1 320 450	1 402 898	1 438 634	1 476 381	1 539 007	1 573 054
Des administrations privées (2)	17 258	18 552	18 387	18 752	19 262	20 032	20 633
Total consommation finale	**5 049 015**	**5 528 537**	**5 712 026**	**5 899 721**	**6 082 291**	**6 322 525**	**6 450 983**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles.	766 255	781 905	715 562	730 372	758 339	765 598	763 638
Des administrations publiques (3)	212 033	242 317	241 521	241 442	242 092	227 460	230 075
Des administrations privées	4 340	4 673	4 631	4 728	4 857	5 051	5 203
Des institutions financières (4)	23 844	9 315	8 411	10 900	6 103	11 884	15 608
Des entreprises d'assurances (5)	15 680	11 621	9 232	4 014	12 312	10 994	11 403
Des ménages [hors EI] (6)	369 206	355 578	332 036	340 645	351 132	351 066	362 161
Total formation brute de capital fixe	**1 391 358**	**1 405 409**	**1 311 393**	**1 332 101**	**1 374 835**	**1 372 053**	**1 388 088**
Variation des stocks	70 945	– 28 972	– 97 933	– 3 223	23 749	– 28 345	– 22 483
Exportations	1 467 972	1 588 103	1 556 368	1 684 130	1 802 974	1 897 678	2 168 498
Total emplois	**7 979 290**	**8 493 077**	**8 481 854**	**8 912 729**	**9 283 849**	**9 563 911**	**9 985 086**

(1) Les administrations publiques comprennent l'État, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale [y compris les hôpitaux publics et les hôpitaux privés participant au service public hospitalier], ainsi que divers établissements à compétence générale ou spécifique qui sont l'émanation directe de l'État ou des collectivités locales [ODAC et ODAL].
(2) Les administrations privées comprennent, pour l'essentiel, les comités de bienfaisance. Comme pour les administrations publiques, leur consommation finale mesure le coût que représente pour elles la fourniture gratuite de services à la collectivité (ou à des groupes particuliers au sein de cette collectivité).
(3) Les achats et biens durables à usage militaire par les administrations publiques sont, par convention, traités en consommation intermédiaire de ces administrations : ils ne figurent donc pas dans leur formation brute de capital fixe.
(4) Les institutions financières comprennent les établissements de crédits bancaires et assimilés : Banque de France et Fonds de stabilisation des changes, banques et autres établissements de crédit de caractère bancaire, Caisse des dépôts et consignations et les autres institutions financières [établissements de crédit non bancaires, autres institutions financières non bancaires et organismes de placements collectifs en valeurs mobilières]. L'investissement financé par le crédit-bail est comptabilisé chez l'utilisateur et non plus chez le financeur.
(5) Les entreprises d'assurances comprennent les organismes d'assurances-dommages, d'assurance-vie et capitalisation.
(6) La formation brute de capital fixe des ménages, hors entreprises individuelles, correspond à leurs investissements en logements.

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services : indices de volume

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	102,4	101,0	98,7	102,6	102,0	101,3	102,2
Produit intérieur brut marchand	102,6	100,7	98,0	102,7	102,1	101,1	102,4
Produit intérieur brut non marchand	101,4	102,5	102,3	102,4	101,6	102,3	101,2
Importations	106,2	101,3	96,6	106,9	105,1	103,4	107,9
Ensemble ressources	**103,1**	**101,1**	**98,3**	**103,3**	**102,5**	**101,7**	**103,2**
EMPLOIS							
Consommation finale totale	102,4	101,8	100,9	101,3	101,2	102,0	100,8
Des ménages	102,4	101,3	100,1	101,4	101,5	101,8	100,7
Des administrations publiques	102,0	103,3	103,4	101,1	100,2	102,5	101,1
Des administrations privées	105,7	99,8	96,9	100,9	100,5	101,4	102,3
Formation brute de capital fixe	102,9	96,8	93,1	101,0	102,5	99,0	100,2
Des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	104,4	97,9	91,6	101,3	103,1	100,4	99,9
Des administrations publiques	100,8	103,7	99,1	99,7	99,4	92,4	100,1
Des administrations privées	105,9	101,4	98,6	102,0	102,2	102,7	101,7
Des institutions financières	104,3	34,5	94,2	133,7	57,4	212,5	133,0
Des entreprises d'assurances	121,2	80,5	78,6	44,1	304,7	90,4	103,4
Des ménages [hors EI]	100,3	95,7	92,6	102,1	102,4	99,0	99,8
Exportations	105,1	105,0	98,8	106,5	105,8	105,4	113,0
Ensemble emplois	**103,1**	**101,1**	**98,3**	**103,3**	**102,5**	**101,7**	**103,2**

TABLEAU G.01-3

Valeur ajoutée : répartition du PIB par branche

Source : INSEE

Unité : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Agriculture, sylviculture, pêche	221 865	197 741	165 859	177 863	181 919	182 668	183 447
Industries agro-alimentaires	178 907	190 634	205 436	205 600	208 439	217 873	229 771
Énergie	243 507	273 491	286 778	289 158	299 179	312 410	312 595
Industries des biens intermédiaires	396 012	380 963	352 322	371 089	399 886	389 771	409 620
Industries des biens d'équipement professionnel	331 597	329 967	314 553	314 618	328 992	339 612	354 583
Industries des biens d'équipement ménager	11 708	12 081	11 543	10 545	10 373	10 562	10 407
Industries des matériels de transport terrestre	110 364	108 480	100 630	118 771	122 708	120 783	127 527
Industries des biens de consommation	290 901	305 177	312 316	318 625	322 237	330 780	340 712
Bâtiment, génie civil et agricole	335 812	363 316	357 982	342 298	347 231	336 231	347 464
Commerce	696 204	733 034	746 830	757 787	794 003	799 853	810 661
Transports et Télécommunications	378 473	414 513	414 197	427 443	435 618	441 300	460 900
Services marchands	1 241 276	1 377 898	1 403 214	1 449 864	1 513 407	1 560 285	1 623 348
Location immobilière	519 490	604 952	649 501	687 601	727 042	764 221	797 719
Assurances	41 953	41 966	42 916	55 793	44 131	46 566	44 237
Organismes financiers	245 401	262 230	251 553	312 194	293 607	275 263	282 117
Branches non marchandes	1 015 534	1 146 244	1 211 348	1 261 469	1 320 310	1 377 060	1 412 597
Ajustement pour services bancaires imputés	– 278 020	– 274 663	– 275 227	– 263 132	– 271 846	– 253 998	– 256 291
Total des valeurs ajoutées	**5 980 984**	**6 468 024**	**6 551 751**	**6 837 586**	**7 077 236**	**7 251 240**	**7 491 414**
TVA	**517 561**	**520 879**	**515 065**	**542 410**	**575 229**	**612 015**	**636 419**
Droits de douane	**10 946**	**10 644**	**10 271**	**9 658**	**9 926**	**8 476**	**9 252**
Subventions à l'importation	**– 3**	**– 1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Produit intérieur brut	**6 509 488**	**6 999 546**	**7 077 087**	**7 389 654**	**7 662 391**	**7 871 731**	**8 137 085**

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée : taux d'évolution en volume par branche

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Agriculture, sylviculture, pêche	103,3	111,6	93,1	101,5	102,1	104,5	98,8
Industries agricoles et alimentaires	99,9	96,9	104,7	100,4	100,3 *r*	101,7	103,6
Énergie	100,4	99,5	101,3	99,2	103,0	101,9	100,2
Industries des biens intermédiaires	102,7	98,0	93,3	106,2	103,3	100,2	106,0
Industries des biens d'équipement professionnel	102,8	98,4	94,9	102,9	106,7	104,7	104,7
Industries des biens d'équipement ménager	104,1	100,4	97,0	104,5	107,9 *r*	105,2	99,8
Industries des matériels de transport terrestre	98,4	100,5	86,5	110,5	104,2	101,2	108,7
Industries des biens de consommation	102,8	97,9	98,3	103,6	101,5	99,5	102,6
Bâtiment , génie civil et agricole	102,4	97,7	94,5	96,8	100,5	95,1	98,7
Commerce	103,2	99,7	98,5	99,6	102,2 *r*	100,3	101,3
Transports et télécommunications	104,5	102,2	99,5	102,9	102,5	102,9	103,6
Services marchands	103,4	101,4	98,8	101,0	101,9	101,2	102,0
Location immobilière	103,6	102,9	103,1	103,2	103,3	103,0	102,8
Assurances	104,3	111,3	87,2	104,3	101,4	95,4	91,9
Organismes financiers	90,9	101,2	94,8	112,1	96,0	92,7	100,1
Branches non marchandes	101,4	102,5	102,3	102,4	101,6	102,3	101,2
Ajustement pour services bancaires imputés	94,7	98,0	96,3	91,9	102,0	92,3	99,0
Ensemble des valeurs ajoutées	**102,5**	**101,1**	**98,8**	**102,6**	**102,0**	**101,4**	**102,1**
TVA	101,6	99,5	97,7	102,8	101,8	100,0	103,1
Droits de douane	106,6	101,7	99,2	106,2	108,7	105,2	103,3
Subventions à l'importation	94,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Produit intérieur brut	102,4	101,0	98,7	102,6	102,0	101,3	102,2

TABLEAU G.01-5

Revenu disponible brut : répartition par secteur institutionnel

Source : INSEE

Unité : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Sociétés et quasi-sociétés non financières	596 019	664 534	678 450	743 522	773 392	757 799	798 414
Institutions financières	105 749	113 015	92 034	142 839	121 845	104 101	92 416
Entreprises d'assurances	– 26 682	– 30 362	– 28 751	– 22 472	– 32 124	– 31 026	– 39 873
Administrations publiques	1 331 172	1 281 145	1 224 697	1 261 239	1 333 045	1 425 081	1 502 298
Administrations privées	29 837	34 163	34 712	35 560	35 596	38 370	40 141
Ménages	4 412 886	4 850 770	4 995 613	5 140 285	5 364 201	5 493 450	5 685 330
Total	**6 448 981**	**6 913 265**	**6 996 935**	**7 300 973**	**7 595 955**	**7 787 775**	**8 078 726**

TABLEAU G.01-6

Revenu disponible brut : évolution par secteur institutionnel

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Sociétés et quasi-sociétés non financières	99,2	101,6	102,1	109,6	104,0	98,0	105,4
Institutions financières	105,8	153,0	81,4	155,2	85,3	85,4	88,8
Entreprises d'assurances	765,6	120,2	94,1	78,7	143,0	96,6	128,5
Administrations publiques	106,0	96,2	95,6	103,0	105,7	106,9	105,4
Administrations privées	109,3	109,4	101,6	102,4	100,1	107,8	104,6
Ménages	106,6	104,3	103,0	102,9	104,4	102,4	103,5
Ensemble	**105,4**	**102,9**	**101,2**	**104,3**	**104,0**	**102,5**	**103,7**

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Valeur ajoutée brute	5 980 984	6 468 024	6 551 751	6 837 586	7 077 236	7 251 240	7 491 414
Excédent brut d'exploitation	2 290 749	2 469 473	2 472 827	2 629 888	2 705 330	2 747 679	2 862 006
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	1 143 430	1 224 061	1 228 518	1 266 925	1 320 703	1 333 210	1 407 597
Ménages	1 177 393	1 256 878	1 266 171	1 310 139	1 364 782	1 399 617	1 438 294
Revenu disponible brut	6 448 981	6 913 265	6 996 935	7 300 973	7 595 955	7 787 775	8 078 726
dont : Administrations publiques	1 331 172	1 281 145	1 224 697	1 261 239	1 333 045	1 425 081	1 502 298
Ménages	4 412 886	4 850 770	4 995 613	5 140 285	5 364 201	5 493 450	5 685 330
Consommation finale	5 049 015	5 528 537	5 712 026	5 899 721	6 082 291	6 322 525	6 450 983
dont : Administrations publiques	1 170 435	1 320 450	1 402 898	1 438 634	1 476 381	1 539 007	1 573 054
Ménages	3 861 322	4 189 535	4 290 741	4 442 335	4 586 648	4 763 486	4 857 296
Épargne brute	1 399 966	1 384 728	1 284 909	1 401 252	1 513 664	1 465 250	1 627 743
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	596 019	664 534	678 450	743 522	773 392	757 799	798 414
Institutions financières	105 749	113 015	92 034	142 839	121 845	104 101	92 416
Entreprises d'assurances	− 26 682	− 30 362	− 28 571	− 22 472	− 32 124	− 31 026	− 39 873
Administrations publiques	160 737	− 39 305	− 178 201	− 177 395	− 143 336	− 113 926	− 70 756
Administrations privées	12 579	15 611	16 325	16 808	16 334	18 338	19 508
Ménages	551 564	661 235	704 872	697 950	777 553	729 964	828 034
Formation brute de capital fixe	1 391 358	1 405 409	1 311 393	1 332 101	1 374 835	1 372 053	1 388 088
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	666 971	700 775	639 598	650 509	673 082	676 055	674 799
Institutions financières	23 844	9 315	8 411	10 900	6 103	11 884	15 608
Entreprises d'assurances	15 680	11 621	9 232	4 014	12 312	10 994	11 403
Administrations publiques	212 033	242 317	241 521	241 442	242 092	227 460	230 075
Administrations privées	4 340	4 673	4 631	4 728	4 857	5 051	5 203
Ménages	468 490	436 708	408 000	420 508	436 389	440 609	451 000
Capacité de financement	− 83 544	9 847	69 604	41 121	106 083	113 679	255 625
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	− 149 296	− 41 844	106 700	79 721	101 670	127 390	119 842
Institutions financières	64 948	58 633	32 288	52 470	14 115	9 832	799
Entreprises d'assurances	− 44 012	− 44 381	− 38 542	− 26 499	− 45 663	− 42 638	− 51 903
Administrations publiques	− 101 089	− 286 815	− 430 650	− 441 198	− 412 817	− 365 636	− 281 225
Administrations privées	11 152	14 866	15 745	16 611	16 379	17 907	18 857
Ménages	134 753	309 388	384 063	360 016	432 399	366 824	449 255

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant

Source : INSEE — *Unité :* Franc

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
PIB (prix courants)	114 735	121 999	122 750	127 629 *r*	131 797	134 854	138 848
PIB (prix de 1980)	62 485	62 996	61 856	63 334	64 388	65 125	66 373
Revenu national disponible brut	113 668	120 495	121 360	126 097	130 654	133 415	137 852
Revenu disponible brut des ménages	77 781	84 547	86 648	88 779	92 267	94 110	97 012
Consommation des ménages (prix courants)	68 059	73 022	74 422	76 725	78 892	81 605	82 883
Consommation des ménages (prix de 1980)	37 366	37 956	37 837	38 196	38 672	39 279	39 458
Épargne brute des ménages	9 722	11 525	12 226	12 054	13 374	12 505	14 129
Capacité de financement des ménages	2 375	5 393	6 661	6 218	7 437	6 284	7 666

TABLEAU G.01-9

Quelques ratios sur les comptes nationaux

Évaluations de base 1980

Source : INSEE

%

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Taux d'épargne des ménages	12,5	13,6	14,1	13,6	14,5	13,3	14,6
Taux d'épargne financière des ménages	3,1	6,4	7,7	7,0	8,1	6,7	7,9
Taux d'investissement des sociétés non financières	18,9	18,5	16,7	16,4	16,3	16,1	15,5
Taux d'autofinancement des sociétés non financières	80,8	94,4	116,8	110,8	113,2	117,7	116,4
Taux des prélèvements obligatoires	43,7	43,7	43,9	44,1	44,5	45,7	46,1
Taux des prélèvements fiscaux	24,4	24,2	24,3	24,9	25,2	26,0	26,9
Taux des prélèvements sociaux	19,3	19,4	19,6	19,1	19,3	19,7	19,2
Besoin de financement des administrations publiques / PIB	1,6	4,1	6,1	6,0	5,4	4,6	3,5
Capacité de financement de la nation / PIB	– 1,3	0,1	1,0	0,6	1,4	1,4	3,1

TABLEAU G.01-10

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Évaluations de base 1980 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) — *Unité :* Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
GUADELOUPE						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	14 062	15 200	16 415	17 972	18 984	19 751
Importations de biens et services	8 077	9 651	9 580	8 447	8 548	9 040
Total	**22 139**	**24 851**	**25 995**	**26 419**	**27 532**	**28 791**
EMPLOIS						
Consommation finale	**17 134**	**18 792**	**19 417**	**20 384**	**21 497**	**22 500**
Ménages	12 580	13 996	14 227	14 999	15 713	16 639
Administrations publiques	4 450	4 680	5 085	5 263	5 641	5 721
Administrations privées	104	116	105	122	143	140
Formation brute de capital fixe	**4 109**	**5 155**	**5 414**	**5 004**	**4 812**	**5 218**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	841	1 081	1 057	949	841	823
des autres secteurs	3 268	4 074	4 357	4 055	3 971	4 395
Sociétés, quasi-sociétés non financières	2 108	2 561	2 596	2 595	2 534	2 856
Administrations publiques	1 066	1 410	1 645	1 332	1 283	1 362
Administrations privées	6	7	7	7	8	8
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	88	96	109	121	146	169
Variations de stocks	**112**	**161**	**166**	**227**	**130**	**161**
Exportations de biens et services	**784**	**744**	**998**	**804**	**1 093**	**912**
Total	**22 139**	**24 852**	**25 995**	**26 419**	**27 532**	**28 791**
MARTINIQUE						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	18 086	19 320	20 786	22 093	22 969	24 506
Importations de biens et services	8 459	9 728	9 798	9 390	8 812	9 150
Total	**26 545**	**29 048**	**30 584**	**31 483**	**31 781**	**33 656**
EMPLOIS						
Consommation finale	**20 549**	**21 889**	**23 438**	**24 980**	**25 662**	**27 095**
Ménages	15 106	16 083	17 398	18 590	19 059	20 067
Administrations publiques	5 404	5 742	5 976	6 351	6 558	6 962
Administrations privées	39	64	64	39	45	66
Formation brute de capital fixe	**4 267**	**5 157**	**5 328**	**5 212**	**4 777**	**5 102**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	770	815	791	771	864	963
des autres secteurs	3 497	4 342	4 537	4 441	3 913	4 139
Sociétés, quasi-sociétés non financières	2 474	3 053	2 944	2 707	2 807	2 826
Administrations publiques	977	1 238	1 526	1 667	1 039	1 248
Administrations privées	7	8	8	8	9	10
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	39	43	59	59	58	55
Variations de stocks	**297**	**372**	**289**	**– 205**	**56**	**20**
Exportations de biens et services	**1 432**	**1 630**	**1 529**	**1 496**	**1 286**	**1 439**
Total	**26 545**	**29 048**	**30 584**	**31 483**	**31 781**	**33 656**

TABLEAU G.01-10 (suite et fin)

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Évaluations de base 1980 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) *Unité :* Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
GUYANE						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	5 684	6 526	7 404	7 976	7 989	8 231
Importations de biens et services	6 834	7 461	8 707	7 246	6 926	7 818
Total	**12 518**	**13 987**	**16 111**	**15 222**	**14 915**	**16 049**
EMPLOIS						
Consommation finale	**5 864**	**6 486**	**6 995**	**7 427**	**7 713**	**7 869**
Ménages	3 811	4 169	4 403	4 647	4 637	4 768
Administrations publiques	2 027	2 285	2 548	2 728	3 015	3 041
Administrations privées	26	32	44	52	61	60
Formation brute de capital fixe	**2 530**	**3 122**	**2 997**	**2 457**	**2 273**	**2 829**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	355	494	427	342	284	346
des autres secteurs	2 175	2 628	2 570	2 115	1 989	2 483
Sociétés, quasi-sociétés non financières	1 353	1 705	1 468	990	1 000	1 375
Administrations publiques	812	911	1 091	1 111	974	1 091
Administrations privées	–	–	–	–	1	2
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	10	12	11	14	14	15
Variation de stocks	**90**	**– 12**	**114**	**118**	**70**	**177**
Exportations de biens et services	**4 034**	**4 391**	**6 005**	**5 220**	**4 859**	**5 174**
Total	**12 518**	**13 987**	**16 111**	**15 222**	**14 915**	**16 049**
RÉUNION						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	25 614	28 374	31 339	33 787	33 711	...
Importations de biens et services	11 348	11 557	11 647	13 043	12 216	...
Total	**36 962**	**39 931**	**42 986**	**46 830**	**45 927**	**...**
EMPLOIS						
Consommation finale	**28 323**	**30 677**	**32 431**	**35 318**	**36 638**	**...**
Ménages	20 953	22 674	23 486	25 722	26 734	...
Administrations publiques	7 142	7 699	8 637	9 267	9 602	...
Administrations privées	228	304	308	329	302	...
Formation brute de capital fixe	**7 124**	**8 263**	**9 310**	**9 664**	**8 646**	**...**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	2 000	2 162	2 309	2 734	2 305	...
des autres secteurs	5 124	6 101	7 001	6 930	6 341	...
Sociétés, quasi-sociétés non financières	2 865	3 333	3 376	3 763	3 593	...
Administrations publiques	2 227	2 696	3 409	3 074	2 645	...
Administrations privées	17	20	20	22	21	...
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	15	52	196	71	82	...
Variations de stocks	**467**	**– 72**	**362**	**703**	**– 393**	**...**
Exportations de biens et services	**1 048**	**1 064**	**883**	**1 145**	**1 036**	**...**
Total	**36 962**	**39 932**	**42 986**	**46 830**	**45 927**	**...**

TABLEAU G.01-11

Principaux agrégats par habitant : aux prix courants

Évaluations de base 1980 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) *Unité :* Franc

Année	Guadeloupe			Martinique			Guyane			Réunion		
	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)
1989	36 918	34 108	33 027	50 818	44 240	42 445	51 161	39 477	34 302	43 377	38 534	35 484
1990	38 905	36 485	35 823	53 385	48 320	44 441	55 072	42 245	35 181	47 755	40 827	37 683
1991	41 536	39 068	36 000	56 730	50 031	47 484	58 762	42 918	34 944	51 082	46 226	38 282
1992	44 651	43 029	37 265	59 310	53 267	49 906	59 656	43 733	34 757	54 042	48 026	41 142
1993.....	46 484	46 693	38 475	60 861	55 301	50 501	57 516	44 992	33 384	52 946	48 641	41 988
1994.....	47 719	46 987	40 201	64 286	55 965	52 642	57 160	43 995	33 111	...	...	...

TABLEAU G.01-12

Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA) (1)

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1996

Source : Office statistique des Communautés européennes (OSCE) *Unité :* Milliard de SPA

	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible *e*	Consommation finale nationale	Épargne nationale nette *e*	Formation brute de capital	Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la nation
Union européenne (à 15).....	**6 770,6**	**5 849,5**	**5 359,2** *e*	**488,9**	**1 265,5**	...
Allemagne	1 640,3	1 387,7	1 272,8	114,9	347,8	– 24,5
Autriche	164,4	141,1	125,9	14,0	39,4	– 3,4
Belgique.....	207,4	186,4	161,0	25,4	36,5	9,4
Danemark.....	108,4	88,7	85,1	3,6	18,4	1,0
Espagne.....	552,9	487,1	435,1	52,0	113,0	7,2
Finlande	89,0	71,6	67,7	3,9	14,8	3,6
France	**1 104,2**	**957,3**	**891,1**	**66,2**	**189,7**	**16,8**
Grèce.....	129,0	124,5	113,8	10,7	24,9	– 1,5
Irlande	61,0	48,1	40,8	7,3	10,9	3,0
Italie	1 079,3	925,6	837,4	88,2	184,6	37,3
Luxembourg.....	12,2	11,4	8,4	3,0	2,6	2,0
Pays-Bas	292,7	259,3	217,5	41,8	58,7	15,2
Portugal	125,6	118,3	103,7	14,6	30,5	...
Royaume-Uni.....	1 044,6	928,4	887,3	41,1	166,2	– 15,8
Suède.....	160,4	131,4	125,4	6,0	23,3	2,3
Japon.....	2 731,0	2 307,6	1 893,3 *e*	414,2	815,1 *e*	...
États-Unis	6 926,4	5 906,0	5 840,5 *e*	65,5	1 266,1 *e*	...

(1) Dans le but d'effectuer des comparaisons en volume entre pays, une unité de mesure commune, le « standard de pouvoir d'achat » (SPA), est utilisée; elle est fondée sur la parité de pouvoir d'achat des agrégats étudiés (Cf. partie « 3. DÉFINITIONS » dans le texte du chapitre).

TABLEAU G.01-13

Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) (1) rapportés à la population et à l'emploi

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1996

Source : Office statistique des Communautés européennes (OSCE) — *Unité :* SPA

				Par habitant	Par salarié
	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national disponible net *e*	Consommation finale nationale	Consommation privée nationale	Rémunération des salariés
Union européenne (à 15)	**18 075** *e*	**15 616**	**14 307** *e*	**11 250** *e*	**27 873** *e*
Allemagne	20 030	16 945	15 542	13 071 *e*	28 601
Autriche	20 400	17 505	15 616	11 586	28 201
Belgique	20 416	18 353	15 854	12 885	35 377
Danemark	20 597	16 852	16 165	10 867	25 648
Espagne	13 936	12 278	10 968	8 703	26 291
France	**18 916**	**16 399**	**15 265**	**11 578**	**29 222**
Finlande	17 375	13 972	13 216	9 432	26 388
Grèce	12 326	11 895	10 876	9 126	21 078
Irlande	16 782 *e*	13 236	11 227 *e*	8 855 *e*	26 447 *e*
Italie	18 466	15 835	14 327	11 306	28 906
Luxembourg	29 440	27 311	20 171	16 176	34 133
Pays-Bas	18 845	16 698	14 004	11 338	31 183
Portugal	12 656	11 917	10 444 *e*	8 154	17 718 *e*
Royaume-Uni	17 770	15 794	15 095	11 324	25 238
Suède	18 140	14 862	14 185	9 453	25 255
Japon	21 708 *e*	18 343	15 050 *e*	12 952 *e*	...
États-Unis	26 092	22 249	22 002 *e*	17 796	...

(1) Dans le but d'effectuer des comparaisons en volume entre pays, une unité de mesure commune, le « standard de pouvoir d'achat » (SPA), est utilisée; elle est fondée sur la parité de pouvoir d'achat des agrégats étudiés (Cf. partie « 3. DÉFINITIONS » dans le texte du chapitre).

TABLEAU G.01-14

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Sources : « Perspectives économiques » de l'OCDE, décembre 1997; INSEE

%

	Moyenne 1970-1980	1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*e* 1997	*p* 1998
Union Européenne à 15	**3,0**	**2,6**	**3,0**	**1,0**	**– 0,5**	**2,9**	**2,5**	**1,7**	**2,6**	**2,8**
Allemagne	2,7	2,0	5,7	2,2	– 1,2	2,7	1,8	1,4	2,4	3,0
Autriche	3,6	2,2	4,6	1,3	0,5	2,5	2,1	1,6	2,1	3,0
Belgique	3,3	0,7	3,0	1,5	– 1,5	2,4	2,1	1,5	2,4	2,8
Danemark	2,2	4,3	1,2	1,3	1,3	3,5	3,1	3,4	3,4	2,8
Espagne	3,5	2,6	3,7	0,7	– 1,2	2,2	2,7	2,3	3,2	3,6
Finlande	3,5	3,3	–	– 3,6	– 1,2	4,5	5,1	3,3	4,6	3,9
France	**3,3**	**1,9**	**2,5**	**1,2**	**– 1,3**	**2,8**	**2,1**	**1,5**	**2,3**	**2,9**
Grèce	4,7	3,1	–	0,7	– 1,6	1,7	1,8	2,6	3,4	3,4
Irlande	4,7	3,1	8,4	3,7	2,9	6,8	9,8	7,9	7,5	7,3
Italie	3,6	2,8	2,2	0,6	– 1,2	2,2	2,9	0,7	1,3	2,1
Luxembourg	2,6	2,9	2,2	4,5	8,7	4,2	3,7	3,0	3,6	3,7
Pays-Bas	2,9	3,1	4,1	2,0	0,8	3,2	2,3	3,3	3,2	3,7
Portugal	4,7	2,8	4,6	1,8	0,3	0,7	1,9	3,0	3,4	3,7
Royaume-Uni	1,9	3,8	0,4	– 0,5	2,1	4,3	2,7	2,3	3,4	2,2
Suède	2,0	1,9	1,4	– 1,4	– 2,2	3,3	3,9	1,3	1,8	2,6
Norvège	4,7	5,2	2,0	3,3	2,7	5,5	3,6	5,3	4,0	4,7
Suisse	1,6	3,4	3,7	– 0,1	– 0,5	0,5	0,8	– 0,2	0,5	1,7
Canada	4,6	4,8	– 0,2	0,8	2,2	4,1	2,3	1,5	3,6	3,5
États-Unis	3,1	3,6	1,2	2,7	2,3	3,5	2,0	2,8	3,8	2,7
Japon	4,4	4,4	5,1	1,0	0,3	0,6	1,4	3,5	0,5	1,7
Total OCDE	**3,6**	**3,4**	**2,8**	**1,9**	**1,2**	**2,9**	**2,2**	**2,8**	**3,0**	**2,9**

TABLEAU G.01-15

Critères de convergence (1) de l'Union monétaire, au sens du Traité de Maastricht

Données validées par Eurostat

Sources : Eurostat et Commission européenne

États membres	Belgique	Danemark	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Autriche	Portugal	Finlande	Suède	Royaume Uni
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)															
En moyenne annuelle / (n-1)															
1997	1,5	1,9	1,5	5,4	1,9	1,3	1,2	1,9	1,4	1,9	1,2	1,9	1,2	1,8	1,8
(Moyenne sur les douze derniers mois)															
Janvier 1998	1,4	1,9	1,4	5,2	1,8	1,2	1,2	1,8	1,4	1,8	1,1	1,8	1,3	1,9	1,8
II. Taux d'intérêt à long terme															
(Moyenne annuelle)															
1994	7,8	7,8	6,9	20,8	10,0	7,2	7,9	10,5	7,7	6,9	7,0	10,5	9,0	9,7	8,2
1995	7,5	8,3	6,9	17,4	11,3	7,5	8,3	12,2	7,2	6,9	7,1	11,5	8,8	10,2	8,3
1996	6,5	7,2	6,2	14,8	8,7	6,3	7,3	9,4	6,3	6,2	6,3	8,6	7,1	8,0	7,9
1997	5,8	6,3	5,6	9,9	6,4	5,6	6,3	6,9	5,6	5,6	5,7	6,4	6,0	6,6	7,1
III. Déficit des administrations publiques															
(en % du PIB)															
1994	4,9	2,8	2,4	10,0	6,3	5,8	1,7	9,2	2,8	3,8	5,0	6,0	6,4	10,3	6,8
1995	3,9	2,4	3,3	10,3	7,3	4,9	2,2	7,0	1,9	4,0	5,2	5,7	4,7	6,9	5,5
1996	3,2	0,7	3,4	7,5	4,6	4,1	0,4	6,7	2,5	2,3	3,9	3,2	3,3	3,5	4,8
1997 (2)	2,1	0,7	2,7	4,0	2,6	3,0	0,9	2,7	1,7	1,4	2,5	2,5	0,9	0,8	1,9
IV. Dette des administrations publiques															
(en % du PIB)															
1994	133,5	78,1	50,2	109,3	62,6	48,5	89,1	124,9	5,7	77,9	65,4	63,8	59,6	79,0	50,5
1995	131,2	73,3	58,0	110,1	65,5	52,7	82,3	124,2	5,9	79,1	69,2	65,9	58,1	77,6	53,9
1996	126,9	70,6	60,4	111,6	70,1	55,7	72,7	124,0	6,6	77,2	69,5	65,0	57,6	76,7	54,7
1997	122,2	65,1	61,3	108,7	68,8	58,0	66,3	121,6	6,7	72,1	66,1	64,0	55,8	76,6	53,4

(1) Critères précisés dans la partie « DÉFINITIONS » du chapitre.
(2) Les données pour le Danemark et l'Irlande pour l'année 1997, et pour le Luxembourg pour les années 1994 à 1997, retracent un excédent budgétaire.

Chapitre G.02

L'appareil productif

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre d'agents productifs par taille.
2. Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
3. Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
4. Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
5. Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
6. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
7. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.
8. Défaillances d'entreprises.
9. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique.
10. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité.
11. Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de tranches.
12. Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux.
13. Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
14. La concentration des entreprises.

15A. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

15B. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services.

16. Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » des groupes et « noyau dur ».
17. Importance des groupes en fonction de leur taille.
18. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes.
19. Répartition des entreprises artisanales par activité et forme juridique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » et « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Les groupes ont un rôle prépondérant dans l'industrie. En 1995, ils détiennent 33 % des firmes industrielles, emploient 75 % des effectifs et réalisent 82 % de la valeur ajoutée de l'industie manufacturière. L'internationalisation des entreprises françaises se fait à travers eux, les firmes indépendantes n'effectuant que moins de 8 % des exportations directes.

Le poids des groupes est particulièrement fort dans les secteurs très capitalistiques tels que la sidérurgie, le matériel de transport terrestre, la bureautique, la chimie minérale ou organique, le caoutchouc, la sidérurgie ...

Plus de 3 300 groupes sont recensés dans l'industrie manufacturière. Au cours des dernières années, la part des grands et petits groupes diminue au profit des entités de taille moyenne. Parmi ces groupes, un peu plus de la moitié sont à capitaux français; ils concentrent 48 % de l'effectif salarié industriel et 52 % du chiffre d'affaires.

Si la quasi totalité des entreprises de 500 salariés et plus appartiennent à des groupes (99 %), seulement 31 % des PMI sont dans ce cas; cependant, 90 % des entreprises de 200 salariés et plus appartiennent à des groupes.

Les trois quarts des échanges intragroupes se font au sein de l'Union européenne, contre 60 % de l'ensemble du commerce extérieur industriel français. Les produits les plus concernés sont l'automobile et les biens d'équipement.

En 1997, les créations totales d'entreprises diminuent de 1,5 % par rapport à 1996; les reprises et les réactivations augmentent très légèrement tandis que les créations nouvelles baissent de 2,8 % (y compris dans les trois régions les plus créatrices d'entreprises : l'Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Les défaillances d'entreprises diminuent de 2,6 % par rapport à l'année précédente.

2. MÉTHODOLOGIE

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture mais à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises de « l'industrie, du commerce et des services » dénommées ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

La création d'entreprise

Depuis le 1er janvier 1993, les séries sur les créations d'entreprises comprennent tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité, la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex-nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les données présentées ici surestiment donc les créations nouvelles d'environ 10 %. Elles n'ont pas été corrigées du biais calculé dans l'étude des créateurs de 1990-1991.

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

— les répertoires : le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements) et le Répertoire informatique des métiers (RIM), gérés par l'INSEE, recensent les entreprises et les établissements du système productif;

— les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises, enquête sur les « liaisons financières entre sociétés » pour la définition des groupes;

— les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)*; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation interadministrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi des numéros SIREN à 9 chiffres qui caractérisent les entreprises, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

— pour les entreprises (unités SIREN) :
  — leur nom ou raison sociale;
  — leur catégorie juridique;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — le nombre de leurs établissements.
— pour les établissements (unités SIRET) :
  — leur adresse complète;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement) des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination interadministrative).

Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif. Il oublie en revanche une partie des établissements secondaires des administrations publiques, et ne peut pas couvrir en totalité les organismes privés.

Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 12 % les nombres d'entreprises et d'établissements du système productif, car le circuit interadministratif de mise à jour du répertoire est sujet à de nombreuses défaillances s'agissant de l'enregistrement des cessations. Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité. Ces opérations et d'autres conduisent à constituer des versions différentes du répertoire. Ainsi au 1er janvier 1997, une version 5 du répertoire SIRENE a été mise en place.

Le Répertoire informatique des métiers (RIM) qui est, comme SIRENE, un registre administratif, répertorie les entreprises artisanales et les artisans immatriculés par les chambres de métiers. Son contenu informatif est sensiblement le même que celui de SIRENE. Il s'y ajoute le code APRM (activité principale au Répertoire des métiers) qui caractérise l'activité au titre de laquelle l'unité a été immatriculée au registre des métiers.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus; on distingue quatre catégories principales :
— les bénéfices industriels et commerciaux (BIC);
— les bénéfices agricoles (BA);
— les bénéfices non commerciaux (BNC);
— les régimes micro.

L'ensemble de ces sources, à l'exception des régimes micro, fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. De plus, il y a structurellement un pourcentage élevé d'entreprises absentes (environ 5 %) : unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies.

On distingue, dans les BIC, deux grands régimes d'imposition qui concernent environ 1 800 000 unités :

● Le régime du forfait, en usage pour les entreprises réalisant moins de 500 000 F de chiffre d'affaires TTC (ou moins de 150 000 F pour les prestataires de services) et pour celles n'ayant pas opté pour le régime réel. Les informations saisies sont en nombre limité;

● Le régime du bénéfice réel « simplifié » ou « normal » :

— le régime réel simplifié (RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre la limite du forfait (500 000 F) et 5 000 000 F (ces seuils sont fixés à 150 000 F et 1 500 000 F pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal,

— le régime réel normal (BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 000 000 F (soit 1 500 000 F pour les prestataires de services). Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et cadres annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...).

La répartition des entreprises pour chacun de ces régimes évolue au cours du temps. Elle s'oriente vers une plus grande proportion d'unités au régime simplifié d'imposition du fait de la stabilité du seuil limite des forfaits.

— le régime micro s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas 100 000 F, qui relèvent de la franchise de TVA et qui relèvent du forfait.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. On distingue de même un régime forfaitaire (évaluation administrative) et un régime réel (déclaration contrôlée). Les fichiers couvrent environ 425 000 unités.

Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. Comme pour les BIC, les BA recouvrent trois régimes d'imposition, le régime réel normal, le régime réel simplifié et le régime du forfait. L'exploitation des BA est récente, et ne concerne que les deux régimes réels d'imposition, soit environ 225 000 unités.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des entreprises de 20 salariés ou plus sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Ces traitements complexes expliquent que les chiffres relatifs à un exercice comptable *n* ne sont disponibles qu'en juillet *n* + 2.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînes, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année *n* – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1990.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE (et plus spécialement du fichier BIC) et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

— l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes;

— une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille;

— la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et du bâtiment et génie civil et agricole pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3. DÉFINITIONS

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.

Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision, la société tête du groupe; le lien de dépendance est mesuré par la part du capital détenu.

On définit :

— le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre

société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux;

— le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre;

— le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Le répertoire SIRENE : objectif qualité », *Courrier des statistiques,* n° 46, avril 1988;

« La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », Chiffres-Clés (annuel), ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

« Observer et représenter un monde de plus en plus complexe - Un défi pour la statistique d'entreprises », *INSEE-Méthodes,* n° 54, juin 1996;

« Place des groupes dans l'économie française en 1987 », *INSEE-Résultats*, nos 138-139, juin 1991;

« Petites entreprises de l'artisanat, du commerce et des services », *INSEE-Résultats*, nos 185-186, mai 1992;

« Les industries agro-alimentaires en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 514, janvier 1997;

« Les entreprises de services en 1995 », *INSEE-Résultats*, nos 554 - 546, juillet 1997;

« Les entreprises du commerce en 1995 », *INSEE-Résultats*, nos 562 - 564, septembre 1997;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 586 - 593, décembre 1997;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1997 », *INSEE-Résultats,* à paraître;

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État du 31 décembre 1995 », *INSEE-Résultats*, n° 517, janvier 1997;

« Création et devenir des entreprises de 1987 à 1995 », *INSEE-Résultats*, n° 535 à 537, mai 1997;

« La France des services », édition 1996, *INSEE.*

INSEE-Première :

« Les restructurations industrielles de 1979 à 1991 », n° 318, mai 1994;

« Le profil du créateur influence la survie de l'entreprise », n° 372, avril 1995;

« 1994 : l'année des grandes entreprises », n° 445, avril 1996;

« Les repreneurs d'entreprises », n° 509, février 1997;

« La restructuration des grands établissements industriels », n° 513, mars 1997;

« 1995 : une croissance sélective de l'activité des entreprises », n° 539, août 1997;

« Le nombre de groupes d'entreprises a explosé en 15 ans », n° 553, novembre 1997;

« L'industrie manufacturière en 1997 - Une reprise vigoureuse tirée par la demande extérieure », n° 592, juin 1998;

« Ingéniérie française, ingéniérie européenne », n° 596, juillet 1998;

« Les groupes et la déformation du système statistique », V. Thollon-Pommerol, *Économie et Statistique*, n° 229, INSEE, 1990;

« Les entreprises petites et moyennes : croissance et atouts », *Économie et Statistique*, n° 271 - 272, numéro spécial, INSEE, 1994.

Autres publications :

Enquête implantations, DREE-Résultats, août 1997;

« Mythes et réalités sur l'emploi et la croissance des PME : le rôle des groupes (1984-1992) », F. Boccara, Document de travail, E9702, INSEE, 1997.

« Inscription territoriale des groupes et identité des systèmes productifs locaux », V. Hecquet et F. Lainé, Document de travail, E9705/H9701, INSEE, 1997.

*
* *

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	**Total**
Situation au 1er janvier 1996					
Organismes publics	59	36	12	1	**108**
Organismes privés	106	102	23	–	**231**
Entreprises	1 870	1 086	170	2	**3 128**
dont : Entreprises agricoles	702	54	2	–	**758** *e*
Entreprises financières	25	18	2	–	**45**
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 143	1 016	166	2	**2 327**
Total	**2 035**	**1 224**	**205**	**3**	**3 467**
Situation au 1er janvier 1997					
Organismes publics	58	29	14	1	**102**
Organismes privés	108	110	23	–	**241**
Entreprises	1 848	1 113	168	2	**3 131**
dont : Entreprises agricoles	685	41	2	–	**728** *e*
Entreprises financières	25	19	2	–	**46**
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 138	1 053	164	2	**2 357**
Total	**2 014**	**1 252**	**205**	**3**	**3 474**
Situation au 1er janvier 1998 (2)					
Organismes publics	60	28	13	1	**102**
Organismes privés	155	96	18	–	**269**
Entreprises	1 807	1 058	163	2	**3 030**
dont : Entreprises agricoles	612	14	1	–	**627** (3)
Entreprises financières	26	19	2	–	**47**
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 169	1 025	160	2	**2 356**
Total	**2 022**	**1 182**	**194**	**3**	**3 401**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Les opérations d'intégration des entreprises agricoles sont en cours dans le répertoire SIRENE. Elles seront achevées en 1999, ce chiffre est un comptage intermédiaire.

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Au 1er janvier

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Millier

	1994	1995	1996	1997	1998
Employeurs	1 129	1 157	1 184	1 219	1 184
Non-employeurs	1 151	1 157	1 143	1 138	1 172
Mono-établissements	2 134	2 167	2 178	2 201	2 194
Pluri-établissements	146	147	149	156	162
Monorégionales	2 237	2 270	2 282	2 309	2 306
Non-monorégionales (3)	43	44	45	48	50
Ensemble	**2 280**	**2 314**	**2 327**	**2 357**	**2 356**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activités	Taille en nombre de salariés							
	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1995 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	19 503	44 877	5 856	1 118	238	119	13	**71 724**
Autres industries	68 265	82 536	31 191	7 329	1 624	728	142	**191 815**
Construction	137 176	143 245	20 345	2 039	264	118	18	**303 205**
Commerce	291 033	287 178	37 679	4 669	638	231	56	**621 484**
Transports	47 629	26 847	7 440	1 428	264	80	17	**83 705**
Hôtellerie	87 568	99 337	8 219	677	77	35	15	**195 928**
Services aux entreprises	195 136	134 142	19 691	2 949	609	267	55	**352 849**
Services aux particuliers	261 642	137 609	8 335	1 323	164	45	7	**409 125**
Total	**1 107 952**	**955 771**	**138 756**	**21 532**	**3 878**	**1 623**	**323**	**2 229 835**
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	18 680	45 223	5 837	1 108	241	119	11	**71 219**
Autres industries	67 481	84 475	30 813	7 319	1 604	718	135	**192 545**
Construction	133 086	149 498	19 967	2 005	279	106	19	**304 960**
Commerce	287 883	295 450	36 979	4 707	630	220	63	**625 932**
Transports	47 823	28 154	7 550	1 457	261	83	16	**85 344**
Hôtellerie	82 788	105 665	8 117	664	70	35	17	**197 356**
Services aux entreprises	202 937	141 396	19 865	2 926	609	272	52	**368 057**
Services aux particuliers	268 989	142 971	8 154	1 313	166	39	7	**421 639**
Total	**1 109 667**	**992 832**	**137 282**	**21 499**	**3 860**	**1 592**	**320**	**2 267 052**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	19 015	44 215	5 460	1 074	246	104	11	**70 125**
Autres industries	68 599	81 671	29 630	6 981	1 603	681	134	**189 299**
Construction	131 754	147 044	18 681	1 846	239	105	17	**299 686**
Commerce	287 394	289 380	34 476	4 325	581	207	63	**616 426**
Transports	47 703	27 766	7 344	1 452	271	77	18	**84 631**
Hôtellerie	82 942	105 540	7 614	604	71	39	15	**196 825**
Services aux entreprises	213 525	140 336	18 647	2 725	590	281	56	**376 160**
Services aux particuliers	288 619	134 485	7 246	1 162	179	38	5	**431 734**
Total	**1 139 551**	**970 437**	**129 098**	**20 169**	**3 780**	**1 532**	**319**	**2 264 886**
Situation au 1er janvier 1998 (3)								
Industries agricoles et alimentaires	17 465	44 588	5 631	1 090	241	101	14	**69 130**
Autres industries	65 945	81 710	29 554	6 965	1 552	683	138	**186 547**
Construction	126 023	149 773	18 606	1 765	246	94	15	**296 522**
Commerce	275 308	293 135	34 864	4 440	613	218	64	**608 642**
Transports	47 099	28 546	7 521	1 510	293	82	17	**85 068**
Hôtellerie	78 653	109 384	8 053	588	74	41	16	**196 809**
Services aux entreprises	214 729	145 386	19 341	2 783	624	277	56	**383 196**
Services aux particuliers	288 858	141 929	7 611	1 185	186	34	6	**439 809**
Total	**1 114 080**	**994 451**	**131 181**	**20 326**	**3 829**	**1 530**	**326**	**2 265 723**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3) — *Unité :* Millier

	Taille en nombre de salariés							
	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1995 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	22 350	49 187	6 252	1 476	293	71	1	**79 630**
Autres industries	80 609	94 717	36 798	9 149	2 105	843	68	**224 289**
Construction	142 095	147 336	22 378	2 756	280	56	1	**314 902**
Commerce	335 912	359 552	45 538	5 675	710	110	3	**747 500**
Transports	53 133	37 086	11 753	2 434	408	129	13	**104 956**
Hôtellerie	94 713	109 159	10 978	945	55	18	1	**215 869**
Services aux entreprises	227 888	158 361	26 112	5 281	925	222	45	**418 834**
Services aux particuliers	274 178	147 763	8 405	1 386	160	28	3	**431 923**
Total	**1 230 878**	**1 103 161**	**168 214**	**29 102**	**4 936**	**1 477**	**135**	**2 537 903**
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	21 509	49 890	6 147	1 431	306	66	1	**79 350**
Autres industries	79 770	97 378	36 254	9 110	2 064	823	66	**225 465**
Construction	138 077	153 900	22 042	2 702	265	53	1	**317 040**
Commerce	331 787	371 742	44 853	5 707	669	108	4	**754 870**
Transports	53 373	38 777	11 786	2 483	403	131	13	**106 966**
Hôtellerie	89 934	116 077	11 015	904	51	16	1	**217 998**
Services aux entreprises	235 413	167 350	25 932	5 278	916	217	46	**435 152**
Services aux particuliers	281 889	153 702	8 196	1 350	157	24	4	**445 322**
Total	**1 231 752**	**1 148 816**	**166 225**	**28 965**	**4 831**	**1 438**	**136**	**2 582 163**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	22 853	48 031	5 787	1 396	310	65	1	**78 443**
Autres industries	83 948	92 602	34 612	8 811	2 071	795	62	**222 901**
Construction	138 189	150 540	20 553	2 554	225	48	1	**312 110**
Commerce	344 262	353 700	42 360	5 404	659	112	1	**746 498**
Transports	54 698	37 693	11 297	2 540	401	121	14	**106 764**
Hôtellerie	92 049	115 146	10 276	906	57	19	–	**218 453**
Services aux entreprises	251 646	163 274	24 159	4 853	1 037	264	17	**445 250**
Services aux particuliers	304 457	143 337	7 233	1 233	162	25	3	**456 450**
Total	**1 292 102**	**1 104 323**	**156 277**	**27 697**	**4 922**	**1 449**	**99**	**2 586 869**
Situation au 1er janvier 1998 (3)								
Industries agricoles et alimentaires	21 133	48 847	5 897	1 413	308	69	1	**77 668**
Autres industries	81 012	93 249	34 798	8 756	2 004	804	59	**220 682**
Construction	132 718	153 614	20 599	2 392	214	35	–	**309 572**
Commerce	330 300	361 019	43 194	5 485	677	118	5	**740 798**
Transports	54 517	36 391	10 877	2 351	334	121	27	**104 618**
Hôtellerie	87 567	119 951	10 829	887	60	18	–	**219 312**
Services aux entreprises	252 645	170 869	25 041	4 855	1 067	255	10	**454 742**
Services aux particuliers	304 874	151 679	7 711	1 224	173	20	2	**465 683**
Total	**1 264 766**	**1 135 619**	**158 946**	**27 363**	**4 837**	**1 440**	**104**	**2 593 075**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-5

Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services [ICS] (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activités	Personnes physiques				Personnes morales			Total
	dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1995 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	43 376	2 053	3 452	**49 177**	14 108	4 679	**22 547**	**71 724**
Autres industries	22 520	5 067	45 295	**74 648**	78 687	33 803	**117 167**	**191 815**
Construction	35 365	3 446	171 556	**211 034**	73 840	10 518	**92 171**	**303 205**
Commerce	82 522	222 355	18 313	**345 923**	209 466	47 875	**275 561**	**621 484**
Transports	4 876	23 498	22 246	**51 629**	23 799	6 370	**32 076**	**83 705**
Hôtellerie	9 455	116 234	222	**127 054**	55 010	5 822	**68 874**	**195 928**
Services aux entreprises	5 608	24 902	12 460	**148 315**	131 842	40 680	**204 534**	**352 849**
Services aux particuliers	39 823	15 197	24 984	**347 137**	40 729	5 452	**61 988**	**409 125**
Total	**243 545**	**412 752**	**298 528**	**1 354 917**	**627 481**	**155 199**	**874 918**	**2 229 835**
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	42 263	2 154	3 557	**48 280**	14 664	4 644	**22 939**	**71 219**
Autres industries	21 530	4 975	45 735	**74 215**	80 119	33 565	**118 330**	**192 545**
Construction	32 992	3 052	173 585	**210 250**	76 901	10 444	**94 710**	**304 960**
Commerce	80 652	220 146	18 169	**342 950**	217 264	47 492	**282 982**	**625 932**
Transports	4 808	23 883	22 491	**52 222**	24 867	6 335	**33 122**	**85 344**
Hôtellerie	9 459	114 335	167	**125 240**	58 290	5 837	**72 116**	**197 356**
Services aux entreprises	5 612	24 958	12 830	**154 795**	139 045	41 434	**213 262**	**368 057**
Services aux particuliers	39 609	15 258	26 011	**356 579**	43 336	5 521	**65 060**	**421 639**
Total	**236 925**	**408 761**	**302 545**	**1 364 531**	**654 486**	**155 272**	**902 521**	**2 267 052**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	40 957	2 113	3 501	**46 866**	15 186	4 554	**23 259**	**70 125**
Autres industries	20 330	4 609	44 232	**71 332**	80 417	32 937	**117 967**	**189 299**
Construction	30 408	2 720	169 889	**203 635**	79 031	10 173	**96 051**	**299 686**
Commerce	77 904	210 510	17 714	**329 877**	222 128	46 559	**286 549**	**616 426**
Transports	4 709	22 943	22 269	**50 897**	25 498	6 317	**33 734**	**84 631**
Hôtellerie	9 435	110 968	126	**122 086**	61 145	5 713	**74 739**	**196 825**
Services aux entreprises	5 417	23 691	12 531	**156 548**	145 135	41 620	**219 612**	**376 160**
Services aux particuliers	39 156	14 994	26 193	**364 209**	45 532	5 572	**67 525**	**431 734**
Total	**228 316**	**392 548**	**296 455**	**1 345 450**	**674 072**	**153 445**	**919 436**	**2 264 886**
Situation au 1er janvier 1998 (3)								
Industries agricoles et alimentaires	39 588	2 109	3 503	**45 494**	15 665	4 486	**23 636**	**69 130**
Autres industries	19 132	4 246	43 190	**68 856**	80 711	32 318	**117 691**	**186 547**
Construction	27 950	2 377	167 172	**198 043**	82 095	9 864	**98 479**	**296 522**
Commerce	75 143	203 068	17 146	**317 213**	228 087	45 539	**291 429**	**608 642**
Transports	4 650	22 451	22 208	**50 242**	26 566	6 259	**34 826**	**85 068**
Hôtellerie	9 415	108 047	98	**119 420**	64 029	5 587	**77 389**	**196 809**
Services aux entreprises	5 243	22 903	12 284	**156 099**	152 097	41 744	**227 097**	**383 196**
Services aux particuliers	38 633	14 668	26 327	**369 845**	47 787	5 591	**69 964**	**439 809**
Total	**219 754**	**379 869**	**291 928**	**1 325 212**	**697 037**	**151 388**	**940 511**	**2 265 723**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS)

Source : INSEE (SIRENE) (1) — *Unité :* Entreprise

Activité	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Créations totales							
Industries agricoles et alimentaires	6 724	5 866	6 573	7 359	7 190	7 277	6 885
Autres industries	23 629	20 120	18 601	19 691	18 662	17 283	16 283
Construction	43 565	36 700	33 557	37 745	36 823	35 106	34 168
Commerce	92 362	83 987	87 805	93 979	88 338	83 831	81 460
Transports	12 712	11 354	10 022	10 656	10 509	9 651	10 075
Hôtellerie	34 037	31 127	31 042	32 147	31 484	31 430	31 169
Services aux entreprises	56 638	49 028	48 470	52 254	52 102	50 876	51 280
Services aux particuliers	39 169	36 368	37 392	40 300	39 745	39 821	39 768
Total	**308 836**	**274 550**	**273 462**	**294 131**	**284 853**	**275 275**	**271 088**
Créations nouvelles							
Industries agricoles et alimentaires	1 848	1 686	2 201	2 485	2 434	2 263	2 089
Autres industries	17 085	13 954	12 623	13 580	13 052	11 894	10 982
Construction	31 233	23 982	20 781	23 604	23 752	22 599	21 790
Commerce	55 715	49 791	53 744	57 612	53 864	50 499	48 462
Transports	9 764	8 249	7 043	7 562	7 548	6 845	7 114
Hôtellerie	8 310	8 107	8 723	8 628	8 361	8 331	7 723
Services aux entreprises	49 074	41 296	39 933	42 887	42 742	41 927	41 933
Services aux particuliers	28 147	25 547	25 871	27 406	27 170	27 270	26 757
Total	**201 176**	**172 612**	**170 919**	**183 764**	**178 923**	**171 628**	**166 850**
Reprises							
Industries agricoles et alimentaires	3 339	2 846	2 888	3 145	3 119	3 273	3 005
Autres industries	3 561	3 185	3 113	2 997	2 562	2 554	2 511
Construction	3 921	4 099	3 807	3 643	3 223	3 285	3 397
Commerce	20 370	17 443	16 544	17 098	15 437	14 920	14 974
Transports	1 010	923	903	840	851	794	903
Hôtellerie	17 623	15 213	14 476	15 298	14 958	14 999	15 062
Services aux entreprises	1 823	1 879	2 004	1 940	1 904	1 817	2 019
Services aux particuliers	4 627	4 365	4 403	4 712	4 491	4 401	4 514
Total	**56 274**	**49 953**	**48 138**	**49 673**	**46 545**	**46 043**	**46 385**
Réactivations							
Industries agricoles et alimentaires	1 537	1 334	1 484	1 729	1 637	1 741	1 791
Autres industries	2 983	2 981	2 865	3 114	3 048	2 835	2 790
Construction	8 411	8 619	8 969	10 498	9 848	9 222	8 981
Commerce	16 277	16 753	17 517	19 269	19 037	18 412	18 024
Transports	1 938	2 182	2 076	2 254	2 110	2 012	2 058
Hôtellerie	8 104	7 807	7 843	8 221	8 165	8 100	8 384
Services aux entreprises	5 741	5 853	6 533	7 427	7 456	7 132	7 328
Services aux particuliers	6 395	6 456	7 118	8 182	8 084	8 150	8 497
Total	**51 386**	**51 985**	**54 405**	**60 694**	**59 385**	**57 604**	**57 853**

(1) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique

Année 1997

Source : INSEE (SIRENE)

Unité : Entreprise

Activité	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	**Total**
	Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Industries agricoles et alimentaires	3 413	568	932	28	1 851	22	71	**6 885**
Autres industries	1 131	526	5 647	402	8 323	182	72	**16 283**
Construction	894	216	21 380	64	11 143	176	295	**34 168**
Commerce	4 857	36 122	2 185	6 727	30 533	735	302	**81 461**
Transports	189	4 385	1 643	165	3 578	100	16	**10 076**
Hôtellerie	1 176	19 643	–	342	9 567	52	389	**31 169**
Services aux entreprises	424	4 848	2 232	18 540	24 276	694	264	**51 278**
Services aux particuliers	1 898	3 147	3 087	24 719	6 355	82	480	**39 768**
Total	**13 982**	**69 455**	**37 106**	**50 987**	**95 626**	**2 043**	**1 889**	**271 088**

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Industrie	EB à EG	8 282	9 444	10 083	8 756	7 698	7 579	6 893
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 384	1 479	1 451	1 511	1 471	1 296	1 232
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	2 210	2 584	2 823	2 178	1 781	1 886	1 640
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	1 540	1 861	2 231	1 778	1 474	1 371	1 376
Biens de consommation	EC	3 148	3 520	3 578	3 289	2 972	3 026	2 645
Construction	EH	10 767	11 507	11 695	10 312	10 410	10 366	10 204
Commerce (1)	EJ	15 921	16 747	16 802	16 204	15 660	15 687	15 424
Transports	EK	2 312	2 398	2 618	2 390	1 970	2 113	2 150
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	5 825	6 965	7 393	6 836	6 419	6 479	6 420
Services aux particuliers (sauf services personnels et domestiques)	EP	7 407	7 874	8 665	8 770	8 520	8 644	8 477
Total		**50 514**	**54 935**	**57 256**	**53 268**	**50 677**	**50 868**	**49 568**

(1) Voir tableau détaillé chapitre M.01 (Commerce intérieur).

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et la forme juridique

Année 1996

Source : INSEE (SUSE) *Unité :* million de francs

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	CAHT (2)
Bénéfice réel normal (BRN) :			
Personnes physiques	106 823	330 970	293 268
Sociétés en participation	3 556	6 395	45 269
Sociétés en nom collectif	19 625	402 950	793 610
SARL	360 148	2 424 228	1 826 847
SA	165 411	7 340 324	11 203 285
Autres formes juridiques	51 064	1 329 812	1 303 903
Régime simplifié (RSI) :			
Personnes physiques	832 110	627 557	446 273
Sociétés en participation	1 108	744	511
Sociétés en nom collectif	11 899	11 319	8 798
SARL	265 573	537 699	242 466
SA	5 429	11 936	5 658
Autres formes juridiques	40 080	24 885	18 166
Forfaits	119 322	–	18 971
Total BIC (3) (4)	**1 982 148**	**13 048 819**	**16 207 025**
Bénéfices non commerciaux :			
Personnes physiques	422 076	270 411	224 439
Sociétés civiles	17 903	98 663	49 786
Autres formes juridiques	9 596	13 008	7 489
Total BNC (3) (4)	**449 575**	**382 082**	**281 714**
Bénéfices agricoles réels :			
Personnes physiques	155 229	53 606	111 150
Sociétés civiles	69 675	59 312	93 597
Autres formes juridiques	604	1 952	1 364
Total BA réels	**225 508**	**114 870**	**206 111**

(1) En 1996, on dispose de la répartition des entreprises imposées aux bénéfices agricoles réels, mais celle des entreprises imposées aux bénéfices agricoles au forfait n'est pas disponible.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Bénéfice industriel et commercial et bénéfice non commercial : effectif salarié non disponible pour les entreprises imposées au forfait.
(4) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-10A

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1996 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE)

Secteur	Code NES 16	Nombre d'entreprises				Effectif total (1)			
		Régime d'imposition			**Total**	Régime d'imposition			**Total**
		BRN	RSI	FORF		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	8 939	27 360	4 199	**40 498**	97 845	50 590	4 199	**152 634**
Industries agricoles et alimentaires	EB	16 305	48 135	2 657	**67 097**	478 391	144 204	2 657	**625 252**
Industries des biens de consommation	EC	27 414	35 306	3 163	**65 883**	726 121	64 355	3 163	**793 639**
Industrie automobile	ED	1 441	656	23	**2 120**	289 646	1 496	23	**291 165**
Industries des biens d'équipement	EE	20 322	19 090	734	**40 146**	782 754	41 238	734	**824 726**
Industries des biens intermédiaires	EF	36 017	24 919	2 505	**63 441**	1 446 282	54 285	2 505	**1 503 072**
Eau, Gaz, Électricité	EG	1 066	807	18	**1 891**	256 691	742	18	**257 451**
Construction	EH	61 107	211 263	19 238	**291 608**	942 901	464 548	19 238	**1 426 687**
Commerce	EJ	218 042	295 559	39 915	**553 516**	2 345 659	462 700	39 915	**2 848 274**
Transports	EK	28 169	54 960	4 927	**88 056**	848 993	73 947	4 927	**927 867**
Activités financières	EL	18 540	7 068	95	**25 703**	593 058	6 931	95	**600 084**
Activités immobilières	EM	85 580	122 959	9 799	**218 338**	212 390	127 732	9 799	**349 921**
Services aux entreprises	EN	104 448	73 676	1 324	**179 448**	2 032 618	105 672	1 324	**2 139 614**
Services aux particuliers	EP	56 181	214 286	30 500	**300 967**	599 927	427 707	30 500	**1 058 134**
Éducation, santé, action sociale	EQ	10 313	6 682	85	**17 080**	238 892	19 297	85	**258 274**
Non déterminé		12 743	13 473	140	**26 356**	53 550	20 661	140	**74 351**
Total (3)		**706 627**	**1 156 199**	**119 322**	**1 982 148**	**11 945 718**	**2 066 105**	**119 322**	**14 131 145**

(1) Effectif total = salariés + entrepreneurs individuels (effectif salarié non disponible pour les forfaits).
(2) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.
(3) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-10B

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1996 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* million de francs

Secteur	Code NES 16	Chiffre d'affaires (HT)			
		Régime d'imposition			**Total**
		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	62 511	14 220	355	**77 086**
Industries agricoles et alimentaires	EB	819 936	48 295	567	**868 798**
Industries des biens de consommation	EC	748 626	19 826	449	**768 901**
Industrie automobile	ED	497 898	624	4	**498 526**
Industries des biens d'équipement	EE	823 793	16 823	117	**840 733**
Industries des biens intermédiaires	EF	1 441 121	19 337	368	**1 460 826**
Eau, Gaz, Électricité	EG	652 446	343	2	**652 791**
Construction	EH	599 073	141 141	3 591	**743 805**
Commerce	EJ	4 652 616	251 852	7 130	**4 911 598**
Transports	EK	581 934	20 249	556	**602 739**
Activités financières	EL	2 506 961	1 967	3	**2 508 931**
Activités immobilières	EM	328 699	29 067	501	**358 267**
Services aux entreprises	EN	1 276 340	32 892	131	**1 309 363**
Services aux particuliers	EP	345 175	114 803	5 166	**465 144**
Éducation, santé, action sociale	EQ	89 503	4 685	13	**94 201**
Non déterminé		39 551	5 745	18	**45 314**
Total (2)		**15 466 183**	**721 869**	**18 971**	**16 207 023**

(1) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.
(2) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-11

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de tranches (1)

Année 1996

Source : INSEE (SUSE)

Unité : million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche d'effectifs							
0	169 886	–	592 163	142 174	59 502	4 830 764	1 134 981
1	69 166	69 166	147 357	7 155	13 377	405 215	109 805
2 à 4	161 137	469 152	526 384	19 300	39 127	950 305	143 947
5 à 9	151 585	1 025 742	988 676	32 551	71 642	1 156 984	170 169
10 à 19	70 503	968 212	958 334	32 749	100 156	1 171 020	151 997
20 à 49	57 094	1 781 856	2 000 204	78 049	186 880	3 088 853	258 964
50 à 99	13 683	952 020	1 068 287	53 942	116 558	1 884 423	145 342
100 à 199	7 415	1 028 476	1 264 417	64 365	189 351	2 755 552	173 445
200 à 499	4 042	1 222 076	1 531 658	70 591	264 621	3 145 878	210 388
500 à 999	1 222	845 431	1 079 478	69 813	218 474	3 186 495	191 685
1 000 à 1 999	549	755 685	1 111 326	53 509	221 894	3 646 351	153 623
2 000 à 4 999	252	761 047	1 234 630	51 869	222 776	4 985 523	118 517
5 000 à 9 999	54	365 574	562 140	28 024	92 213	1 295 708	64 197
10 000 à 19 999	18	224 328	211 901	11 998	67 941	1 561 065	30 782
20 000 à 49 999	14	450 015	1 572 515	26 896	143 697	3 989 378	46 862
50 000 et plus	7	915 899	616 712	81 248	95 891	1 370 675	122 824
Total	**706 627**	**11 834 679**	**15 466 182**	**824 233**	**2 104 100**	**39 424 189**	**3 227 528**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 1 MILLION DE F	220 914	229 488	74 134	43 236	2 050	4 980 718	995 220
1 à 1,9 M	107 540	335 868	157 705	10 448	4 226	471 826	80 957
2 à 4,9 M	158 355	935 754	516 794	24 791	16 409	859 363	119 190
5 à 9,9 M	95 419	983 105	669 397	26 574	28 157	809 134	147 203
10 à 19 M	54 833	1 014 943	766 190	36 033	46 540	1 005 809	178 371
20 à 49 M	38 462	1 306 847	1 194 146	48 525	98 755	1 962 411	233 992
50 à 99 M	15 317	965 126	1 067 074	43 848	107 499	1 979 361	186 093
100 à 199 M	7 935	911 069	1 098 150	59 723	137 090	3 813 465	185 262
200 à 499 M	4 773	1 098 117	1 449 504	101 168	237 812	3 018 433	215 861
500 à 999 M	1 594	720 010	1 096 016	70 953	195 509	2 332 769	157 042
1 à 1,9 MILLIARD	766	595 315	1 065 196	75 382	198 707	2 548 262	173 106
2 à 4,9 MILLIARDS	484	684 573	1 491 920	104 557	304 435	4 272 401	189 381
5 à 9,9 MILLIARDS	141	446 297	959 301	37 887	196 651	2 597 835	93 846
10 à 19 MILLIARDS	50	401 805	646 583	20 840	72 521	2 689 086	49 480
20 à 49 MILLIARDS	28	387 916	843 604	41 890	268 138	2 398 462	111 792
50 MILLIARDS et plus	16	818 446	2 370 466	78 378	189 600	3 684 853	110 731
Total	**706 627**	**11 834 679**	**15 466 182**	**824 233**	**2 104 100**	**39 424 189**	**3 227 528**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-11 (suite et fin)

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de tranches

Année 1996

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche de « total bilan »							
< 1 MILLION DE F	257 940	658 834	426 361	28 897	18 418	115 958	27 399
1 à 4,9 M	277 977	1 820 170	1 213 962	33 181	50 308	657 339	89 189
5 à 9,9 M	72 257	987 159	831 041	23 118	49 213	504 886	68 475
10 à 99 M	81 698	2 927 755	3 091 523	103 707	314 121	2 239 111	347 004
100 à 499 M	11 945	1 583 012	2 211 405	108 904	385 803	2 567 521	482 512
500 à 999 M	2 046	611 328	1 040 906	64 114	219 233	1 419 791	264 676
1000 à 1999 M.	1 161	516 820	961 897	79 143	187 401	1 623 972	309 566
2000 à 4999 M.	809	664 899	1 151 274	111 266	217 545	2 523 755	442 944
5000 à 9999 M.	318	250 302	573 930	48 668	135 869	2 214 627	290 925
10 à 19,9 MILLIARDS	213	271 159	546 105	59 745	90 508	3 031 974	273 169
20 à 49,9 MILLIARDS	177	397 668	817 678	33 107	233 070	5 287 042	223 801
50 à 99,9 MILLIARDS	43	448 374	448 846	38 284	101 136	2 923 871	199 812
100 à 299 MILLIARDS	29	435 440	531 798	52 853	*c*	4 637 646	112 311
300 MILLIARDS et plus	14	261 759	1 619 458	39 246	*c*	9 676 695	95 745
Total	**706 627**	**11 834 679**	**15 466 182**	**824 233**	**2 104 100**	**39 424 189**	**3 227 528**
Tranche de capital social							
< 1 MILLION DE F	600 156	4 202 234	3 883 299	151 324	283 601	3 929 281	94 617
1 à 1,9 M	44 036	956 599	980 543	32 368	84 021	799 856	55 716
2 à 4,9 M	28 817	884 118	987 021	32 819	114 148	790 828	85 327
5 à 9,9 M	12 590	624 689	731 780	33 681	108 623	797 655	83 182
10 à 19 M	8 261	686 881	917 767	47 988	139 889	1 207 124	109 798
20 à 49 M	6 061	802 561	1 114 207	70 610	210 357	1 582 959	181 708
50 à 99 M	2 656	642 672	939 649	73 788	172 505	1 550 692	180 825
100 à 199 M	1 770	534 736	899 389	85 671	166 902	2 863 252	239 850
200 à 499 M	1 304	675 384	1 000 146	91 635	207 729	4 895 460	395 249
500 à 999 M	506	273 817	589 985	32 405	135 252	3 893 218	343 693
1 à 1,9 MILLIARD	248	254 061	662 480	45 194	149 496	3 443 281	346 785
2 à 4,9 MILLIARDS	155	324 565	1 814 580	24 710	122 603	5 694 370	448 889
5 MILLIARDS et plus	67	972 362	945 336	102 040	208 974	7 976 213	661 888
Total	**706 627**	**11 834 679**	**15 466 182**	**824 233**	**2 104 100**	**39 424 189**	**3 227 528**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-12

Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1996

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* Million de Francs

	Exportation	Total
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produits		
Ventes de marchandises	546 575	5 295 830
Production vendue de biens	1 170 376	4 357 442
Production vendue de services	387 149	5 809 396
Chiffre d'affaires net	**2 104 100**	**15 462 668**
Production stockée		3 093
Production immobilisée		71 336
Subventions d'exploitation		86 170
Reprises et transferts de charges		680 686
Autres produits		372 709
Total des produits d'exploitation		**16 676 662**
Charges		
Achats de marchandises		4 173 544
Variations de stock (marchandises)		4 838
Achats de matières premières, autres approvisionnements		2 231 605
Variations de stock (mat. premières, autres)		10 342
Autres achats et charges externes		3 710 269
Impôts, taxes et versements assimilés		416 362
Salaires et traitements		1 827 134
Charges sociales		795 703
Immobilisations : dotation aux amortissements		577 963
Immobilisations : dotation aux provisions		32 787
Actif circulant : dotation aux provisions		146 177
Risques, charges : dotation aux provisions		894 660
Autres charges		389 050
Total des charges d'exploitation		**15 210 434**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**1 466 228**
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		23 614
Perte supportée ou bénéfice transféré		21 565

	Total
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	332 159
Produits des autres valeurs	826 683
Autres intérêts et produits assimilés	999 970
Reprises de provisions, transferts de charges	170 808
Différences positives de change	93 872
Produits nets sur cessions de valeurs	64 584
Total des produits financiers	**2 488 076**
Charges	
Dotations : amortissements et provisions	257 575
Intérêts et charges assimilées	3 069 017
Différences négatives de change	163 835
Charges nettes sur cessions de valeurs	34 154
Total des charges financières	**3 524 581**
RÉSULTAT FINANCIER	– 1 036 505
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	431 772
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Produits	
Produits exceptionnels sur opération de gestion	149 820
Produits exceptionnels sur opération en capital	754 995
Reprises de provisions, transferts de charges	218 000
Total des produits exceptionnels	**1 122 815**
Charges	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	164 677
Charges exceptionnelles sur opération en capital	694 103
Dotations aux amortissements, provisions	266 197
Total des charges exceptionnelles	**1 124 977**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**– 2 162**
Participation des salariés	22 026
Impôts sur les bénéfices	168 157
Total des produits	**20 311 167**
Total des charges	**20 071 740**
BÉNÉFICE OU PERTE	**239 427**

TABLEAU G.02-13

Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1996

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

ACTIF	Montant brut	Amortissement provisoire
Capital souscrit non appelé	**17 198**	
IMMOBILISATIONS		
Fonds commercial	332 253	24 324
Autres incorporelles	339 006	184 119
Immobilisations corporelles	7 817 921	3 417 543
Immobilisations financières	20 879 915	1 049 141
TOTAL	**29 369 095**	**4 675 127**
ACTIF CIRCULANT		
STOCKS :		
Matières premières, approvisionnements et en cours	1 144 242	102 716
Stocks marchandises	615 180	44 522
Avances, acomptes sur commandes	100 241	323
Clients et comptes rattachés	2 644 931	145 608
Autres créances	3 328 379	59 416
Valeurs mobilières de placement	3 291 201	10 299
Disponibilités	2 785 078	630
COMPTE DE RÉGULARISATION		
Charges constatées d'avance	944 511	1 423
TOTAL	**14 853 763**	**364 937**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	158 572	
Primes de remboursement des obligations	26 531	
Écart de conversion actif	38 601	
TOTAL ACTIF BRUT	**44 463 760**	
TOTAL GÉNÉRAL (ACTIF NET)	**39 423 696**	

PASSIF	
CAPITAUX PROPRES	
Capital social (individuel)	3 204 914
Primes émission, fusion	1 541 513
Écarts de réévaluation	75 559
Réserves	1 899 402
Report à nouveau	– 477 252
Résultat de l'exercice	239 427
Subventions investissement	119 968
Provisions réglementées	191 072
TOTAL	**6 794 603**
Autres fonds propres	398 137
Provisions pour risques, charges	4 326 364
DETTES	
Emprunts, dettes assimilées	20 765 936
Avances, acomptes sur commandes	503 969
Dettes fournisseurs	2 135 842
Autres dettes	3 299 101
COMPTE DE RÉGULARISATION	
Produits constatés d'avance	1 153 242
TOTAL	**27 858 090**
Écarts de conversion passif	**46 502**
TOTAL GÉNÉRAL	**39 423 696**
dont : concours bancaires courants, soldes créditeurs	2 789 712

TABLEAU G.02-14A

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1997

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Activités industrielles				
Industrie des viandes	B01	14 584	149 376	201 637
Industrie du lait	B02	1 209	64 266	152 017
Industrie des boissons	B03	1 917	46 325	96 972
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	1 453	33 588	86 737
Industries alimentaires diverses	B05	47 929	279 288	273 007
Industrie du tabac	B06	5	5 524	*c*
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	11 053	128 095	80 424
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	2 616	51 344	28 653
Édition, imprimerie, reproduction	C20	23 798	211 458	200 965
Industrie pharmaceutique	C31	691	91 895	176 869
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	1 151	55 013	97 065
Fabrication de meubles	C41	16 817	103 788	68 348
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	3 526	15 265	11 891
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	4 266	37 759	29 172
Fabrication d'appareils domestiques	C44	280	30 714	29 967
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	463	17 811	31 200
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	1 222	21 842	14 348
Construction automobile	D01	1 347	211 150	399 920
Fabrication d'équipements automobiles	D02	773	79 510	98 606
Construction navale	E11	1 786	19 133	18 994
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	65	15 747	11 843
Construction aéronautique et spatiale	E13	373	82 382	135 615
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	246	9 098	7 530
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	3 425	46 912	34 634
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	5 724	92 898	59 524
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	1 328	69 597	65 625
Fabrication de machines d'usage général	E24	4 497	95 979	85 914
Fabrication de machines agricoles	E25	4 875	25 287	29 651
Fabrication de machines-outils	E26	841	16 999	14 030
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	3 172	68 950	66 101
Fabrication d'armes et de munitions	E28	161	6 342	11 807
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	512	39 283	86 769
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	1 241	27 416	21 807
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	1 230	72 505	79 288
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	7 263	38 631	31 712
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	3 407	82 298	79 890
Extraction de minerais métalliques	F11	49	1 006	554
Autres industries extractives	F12	2 405	33 055	29 237
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	1 211	53 130	42 284
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	6 928	101 004	94 852
Filature et tissage	F21	1 927	61 989	51 682
Fabrication de produits textiles	F22	2 660	48 002	35 832
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	975	28 681	16 023
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	10 625	87 694	64 472
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	232	30 317	43 547
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	1 434	65 277	66 828
Industrie chimique minérale	F41	391	23 196	45 450
Industrie chimique organique	F42	514	54 804	139 337
Parachimie	F43	1 145	61 441	94 402
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	30	2 627	3 924
Industries du caoutchouc	F45	653	70 409	52 076
Transformation des matières plastiques	F46	4 346	137 631	114 108

NB. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14B

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1997

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Activités industrielles					
Industrie des viandes	B01	7	36	4	20
Industrie du lait	B02	14	67	16	61
Industrie des boissons	B03	19	70	19	60
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	20	56	17	41
Industries alimentaires diverses	B05	13	37	5	11
Industrie du tabac	B06	*c*	*c*	99	99
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	9	27	4	8
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	19	53	9	41
Édition, imprimerie, reproduction	C20	7	20	4	9
Industrie pharmaceutique	C31	12	71	12	69
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	20	83	20	68
Fabrication de meubles	C41	11	39	10	25
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	18	50	14	40
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	16	48	10	40
Fabrication d'appareils domestiques	C44	43	92	45	90
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	78	93	60	89
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	28	66	27	70
Construction automobile	D01	77	93	69	86
Fabrication d'équipements automobiles	D02	39	80	27	78
Construction navale	E11	57	77	32	70
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	73	95	72	96
Construction aéronautique et spatiale	E13	69	93	59	91
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	51	87	44	86
Fabrication d'élément en métal pour la construction	E21	8	24	5	17
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	16	40	10	27
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	23	69	18	59
Fabrication de machines d'usage général	E24	10	36	12	32
Fabrication de machines agricoles	E25	29	47	13	34
Fabrication de machines-outils	E26	19	64	15	60
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	20	48	9	25
Fabrication d'armes et de munitions	E28	80	96	73	96
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	71	91	61	89
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	30	70	25	61
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	38	82	39	76
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	29	52	14	35
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	26	55	18	44
Extraction de minerais métalliques	F11	74	99	54	98
Autres industries extractives	F12	14	37	15	32
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	34	79	31	76
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	15	48	9	39
Filature et tissage	F21	10	39	7	22
Fabrication de produits textiles	F22	13	46	10	36
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	29	62	28	59
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	8	14	4	4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	22	83	20	87
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	16	49	11	40
Industrie chimique minérale	F41	34	80	35	80
Industrie chimique organique	F42	39	87	48	86
Parachimie	F43	20	65	18	55
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	68	99	61	98
Industries du caoutchouc	F45	51	83	52	83
Transformation des matières plastiques	F46	6	22	6	18

NB. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14A (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1997

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	297	69 265	107 557
Production de métaux non ferreux	F52	302	25 628	50 501
Fonderie	F53	509	34 956	20 666
Services industriels du travail des métaux	F54	14 587	179 411	108 291
Fabrication de produits métalliques	F55	4 957	102 926	75 179
Récupération	F56	3 679	20 884	25 601
Fabrication de matériel électrique	F61	2 600	141 036	132 057
Fabrication de composants électroniques	F62	985	47 285	46 367
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	48	14 512	4 399
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	72	8 220	16 888
Extraction de minerais d'uranium	G13	5	239	155
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	16	11 487	35 349
Raffinage de pétrole	G15	115	20 538	254 565
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	1 387	168 087	288 666
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	248	33 978	52 769
Bâtiment	H01	270 505	989 458	575 885
Travaux publics	H02	21 103	232 077	167 919
Commerce et réparation automobile	J10	77 406	380 786	639 445
Commerce de gros , intermédiaires	J20	114 941	916 834	2 626 618
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	5 253	412 886	740 765
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	79 656	119 346	137 904
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	276 260	718 620	766 866
Transports ferroviaires	K01	34	178 862	c
Transport routier de voyageurs	K02	35 134	146 611	52 167
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	41 115	256 258	160 249
Transports par eau	K04	2 512	13 129	28 818
Transports aériens	K05	395	59 292	70 692
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	2 333	79 691	75 505
Agences de voyage	K08	3 261	34 109	51 634
Organisation du transport de fret	K09	3 269	102 653	109 511
Intermédiation financière	L01	11 680	411 233	1 630 971
Assurance	L02	860	128 454	805 836
Activités de poste et de courrier	N11	935	286 950	c
Télécommunications	N12	677	163 937	164 534
Activités informatiques	N21	17 752	183 874	134 203
Services professionnels	N22	31 358	189 226	123 834
Administration d'entreprises	N23	21 665	81 739	164 563
Publicité et études de marché	N24	16 319	100 147	115 729
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	22 732	176 928	142 910
Location sans opérateur	N31	19 982	57 300	89 514
Sélection et fourniture de personnel	N32	2 246	343 327	66 587
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	43 361	456 943	173 888
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	1 349	41 623	27 619
Recherche et développement	N40	1 072	19 803	19 545
Hôtels et restaurants	P10	191 280	559 708	252 800
Activités audiovisuelles	P21	6 316	61 386	80 419
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	20 348	89 754	84 485
Services personnels	P31	82 934	149 342	47 416

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-14B (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1997

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en%		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	50	88	45	87
Production de métaux non ferreux	F52	49	87	43	85
Fonderie	F53	17	72	17	63
Services industriels du travail des métaux	F54	5	11	4	4
Fabrication de produits métalliques	F55	13	33	8	22
Récupération	F56	8	33	5	16
Fabrication de matériel électrique	F61	25	68	20	57
Fabrication de composants électroniques	F62	45	77	26	64
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	91	99	97	97
Extraction d'hydrocarbure; services annexes	G12	96	99	98	99
Extraction de minerais d'uranium	G13	100	100	100	100
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	95	99	92	99
Raffinage de pétrole	G15	72	95	59	93
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	87	93	89	92
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	58	93	59	90
Bâtiment	H01	5	6	5	5
Tavaux publics	H02	6	16	6	12
Commerce et réparation automobile	J10	9	14	3	3
Commerce de gros , intermédiaires	J20	2	2	–	–
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	25	50	24	49
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	5	7	5	8
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	4	10	4	9
Tansports ferrovières	K01	c	c	99	99
Transport routier de voyageurs	K02	21	27	33	41
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	2	2	1	1
Transports par eau	K04	39	87	40	83
Transports aériens	K05	82	92	86	96
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	31	60	21	47
Agences de voyage	K08	24	44	24	41
Organisation du transport de fret	K09	15	46	12	44
Intermédiation financière	L01	79	86	29	55
Assurance	L02	21	81	24	81
Activités de poste et de courrier	N11	c	c	98	98
Télécommunications	N12	91	97	94	95
Activités informatiques	N21	4	21	4	20
Services professionnels	N22	7	16	5	6
Administration d'entreprises	N23	38	54	11	21
Publicité et études de marché	N24	16	36	7	20
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	12	27	6	19
Location sans opérateur	N31	10	43	11	38
Sélection et fourniture de personnel	N32	47	62	52	67
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	5	10	5	13
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	8	59	13	62
Recherche et développement	N40	31	79	24	66
Hôtels et restaurants	P10	5	12	5	10
Activités audiovisuelles	P21	34	58	20	37
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	47	48	16	25
Services personnels	P31	4	8	4	4

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-15A

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction

Séries CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 16 et 36		1992	1993	1994	1995	1996	1997
Industries agricoles et alimentaires	**EB**	**BO**	**105**	**105**	**105**	**109**	**113**	**117**
Industries des biens de consommation	**EC**		**104**	**104**	**107**	**111**	**115**	**121**
Habillement, cuir		C1	95	93	92	89	85	87
Édition, imprimerie, reproduction		C2	100	96	99	102	104	106
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	111	116	120	127	134	143
Industries des équipements du foyer		C4	101	98	103	109	114	124
Industrie automobile	**ED**	**DO**	**104**	**95**	**108**	**109**	**113**	**121**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**96**	**88**	**90**	**94**	**98**	**106**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	101	102	99	93	96	117
Industries des équipements mécaniques		E2	92	88	92	101	105	109
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	96	79	82	87	91	96
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**96**	**93**	**99**	**107**	**104**	**112**
Industries des produits minéraux		F1	97	94	99	102	100	104
Industrie textile		F2	95	92	96	97	94	100
Industries du bois et du papier		F3	97	92	99	110	103	108
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	100	98	103	112	108	115
Métallurgie, et transformation des métaux		F5	90	83	92	102	98	106
Industries des composants électriques et électroniques		F6	95	101	107	117	120	138
Énergie	**EG**		**108**	**114**	**115**	**116**	**125**	**127**
Production de combustibles et de carburants		G1	94	94	93	94	103	110
Eau, gaz, électricité		G2	121	131	135	136	144	141
Construction	**EH**	**HO**	**100**	**96**	**95**	**97**	**98**	**97**
Ensemble industrie			**101**	**99**	**103**	**107**	**110**	**116**
Ensemble industrie et construction (1)			**101**	**98**	**102**	**106**	•	•
Ensemble hors énergie et IAA (1)			**99**	**95**	**100**	**105**	**106**	**114**

(1) Par souci de cohérence avec les publications de l'indice de la production industrielle, une nouvelle série agrégée est publiée depuis novembre 1996 (BMS n° 11) sous la dénomination « Industrie hors énergie et IAA ». La série « Industrie manufacturière » est conservée mais prend la dénomination « Ensemble de l'industrie ». La série « Industrie et construction » n'est plus publiée à compter de novembre 1996.

TABLEAU G.02-15B

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services

Indices de valeur

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36 ou 114	Champ NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Commerce et réparation automobile	**J1**	**50**	**98,1**	**109,1**	**113,3**	**119,8**	**116,7**
Commerce de véhicules automobiles		50.1Z	95,3	108,4	112,7	120,4	115,4
Entretien et réparation de véhicules automobiles		50.2Z	106,1	111,9	113,4	115,1	118,2
Commerce de gros d'équipements automobiles		50.3A	110,4	115,6	123,0	123,4	122,6
Commerce de détail d'équipements automobiles		50.3B	116,2	124,7	130,9	132,4	138,6
Commerce et réparation de motocycles		50.4Z	100,7	99,2	104,2	118,9	128,3
Commerce de détail de carburants		50.5Z	99,3	100,9	102,9	104,7	106,7
Commerce de gros	**J2 (1)**	**51 (1)**	**99,3**	**102,7**	**107,2**	**108,5**	**113,8**
Commerce de gros de produits agricoles bruts		51.2	99,5	92,7	95,0	95,8	101,5
Commerce de gros de produits alimentaires		51.3	101,9	105,5	108,1	108,7	111,6
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires		51.4	106,3	109,9	113,9	114,6	120,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles		51.5	97,0	102,7	108,2	110,2	115,6
Commerce de gros d'équipement professionnel		51.6	92,4	98,9	106,2	108,6	115,9
Autres commerces de gros		51.7	97,9	99,9	110,8	125,7	142,6
Commerce de détail	**J3**	**52**	**107,2**	**109,7**	**112,2**	**114,9**	**119,5**
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	52.1 (D, E, F)	112,5	118,0	122,2	126,4	133,4
dont : Supermarchés		52.1D	110,0	113,5	118,5	124,1	130,2
Hypermarchés		52.1F	115,2	122,4	126,3	130,1	138,1
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	52.1 (A, B, C) et 52.2	97,0	94,5	93,0	92,2	93,1
Commerce de détail d'alimentation générale de petites surfaces et de produits surgelés		52.1 (A, B, C)	97,2	95,3	94,2	94,3	94,7
Bouchers, volaillers, tripiers		52.2C	92,9	88,4	86,1	84,2	85,0
Commerce de détail spécialisé en produits autres que les viandes ou à base de viandes		52.2 (A, E, G, J, N, P, L)	100,8	99,8	98,6	97,8	99,5
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	52.1 (H, J) et 52.2 à 52.7	104,7	105,6	107,4	109,5	112,6
dont : Grands magasins et autres magasins non spécialisés		52.1 (H, J)	98,6	97,2	95,8	96,6	97,0
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et articles médicaux et d'orthopédie		52.3 (A, B, C)	117,8	118,9	124,7	126,8	128,8
Commerce de détail d'équipement de la personne		52,4 (C, E, F)	100,1	98,3	96,4	96,8	100,4
Commerce de détail d'équipement du foyer		52,4 (H, J, L)	96,3	96,9	98,8	100,3	102,0
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat		52,4 (A,N, P, U, X)	106,6	111,2	115,7	120,5	124,5
Commerce de détail d'hygiène, culture, loisirs, sports		52.3E et 52.4 (R, T, W)	112,6	117,0	120,5	123,9	130,2
Commerce de détail de produits divers (y compris les biens d'occasion)		52.4 (V, Y, Z) et 52.5Z	94,4	93,2	94,6	99,3	103,7
Vente par correspondance		52.6 (A, B)	117,0	120,8	119,6	120,4	122,8
Boulangeries, pâtisseries artisanales		**15.8C et 15.8D**	**102,8**	**99,6**	...	...	...
Transports	**EK**	**60 (3) à 63**	**108,3**	**114,2**	**117,4**	**121,0**	**125,3**
dont : Transport routier de voyageurs	K02	60.2 (A, B, C, E, G)	116,3	116,7	120,7	126,5	127,6
Transport routier de marchandises	K03 (2)	60.2 (L,M, N, P)	105,9	109,8	116,4	120,4	125,5
Transports par eau	K04	61.1 et 61.2	88,5	86,4	86,8	84,1	83,0
Transports aérien	K05 (3)	62.1Z et 62.2Z	104,9	112,1	115,0	117,4	123,3
Gestion des infrastructures des transports	K07	63.1 et 63.2	123,6	129,3	131,9	137,1	142,0
Agences de voyage	K08	63.3Z	107,3	110,6	113,8	106,0	108,4
Organisation et transport de frêt	K09	63.4	87,1	102,9	109,6	112,0	118,3
Activités immobilières	**M0**	**70**	**91,9**	**98,3**	**100,0**	**102,3**	**105,2**
Promotion, gestion immobilière	M01	70.1 et 70.3	94,0	100,8	102,6	104,6	109,3
Location immobilière	M02	70.2	87,6	93,1	94,8	97,8	96,9

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-15B (suite et fin)

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services (1)

Indices de valeur

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36 ou 114	Champ NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Services aux entreprises	**EN (4)**		**104,7**	**109,5**	**115,0**	**119,3**	**124,3**
Conseils et assistances	N2	72 et 74 (1 à 4)	103,1	106,3	109,9	113,6	117,3
Activités informatiques....	N21	72	106,7	112,9	117,2	124,5	132,8
Services professionnels..	N22	74.1 (A, C, G)	107,0	113,8	115,6	121,8	126,4
Administration d'entreprises	N23	74.1J	105,4	108,5	113,9	109,4	114,2
Publicité et études de marchés	N24	74.1E et 74.4 (A, B)	94,0	95,6	99,5	103,2	104,6
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	74.2 et 74.3	104,3	103,0	106,6	108,5	109,3
Services opérationnels	N3	71, 74(5 à 8) et 90	105,8	111,6	120,6	123,7	130,5
Location sans opérateur	N31	71	119,0	123,5	127,4	132,9	135,0
Sélection et fourniture de personnel	N32	75	85,5	98,6	123,9	121,7	140,5
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	74.6 à 74,8	108,7	111,8	115,8	120,2	123,7
Assainissement, voirie et gestion de déchets	N34	90	142,3	157,1	169,4	182,2	192,3
Services aux particuliers	**EP (5)**	**55, 92, 93**	**106,5**	**107,6**	**108,1**	**108,5**	**111,4**
Hôtels et restaurants	P1 (6)	55.1, 55.3 à 55.5	101,7	100,9	99,0	97,5	100,0
dont : Hôtels		55.1	96,0	95,4	94,1	92,8	97,3
Restaurants		55.3	101,2	98,8	96,3	92,7	93,7
Cafés		55.4	104,6	104,6	102,8	101,3	104,6
Cantines et traiteurs		55.5	121,1	126,3	125,5	133,3	134,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	92	126,2	137,8	150,3	160,6	166,0
Services personnels	P3	93	108,4	107,7	105,7	104,9	106,8
dont : Blanchisseries, teintureries		93.0A et 93.0B	114,2	113,1	108,3	112,3	117,2
Coiffure		93.0D	108,2	107,7	106,3	102,3	102,9
Soins de beauté et entretien corporel		93.0 (E, K, L)	108,9	107,4	104,5	103,0	104,8
Services funéraires		93.0 (G, H)	101,0	97,6	97,9	103,5	106,4

(1) Hors groupe 51.1, relatif aux intermédiaires de commerce.
(2) Hors transport par conduites 60.3Z.
(3) Hors transport spatial 62.3Z.
(4) Hors Poste, recherche et développement,partie de N1 et N4.
(5) Hors services domestiques (P32).
(6) Hors groupe 55.2 (autres moyens d'hébergement de courte durée).

TABLEAU G.02-16

Répartition sectorielle des groupes , « contour élargi » des groupes et « noyau dur »

Source : INSEE

Secteur	Codes de la NES	Le « contour élargi » des groupes		Le « noyau dur » des groupes							Effectif salarié en milliers		
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre de groupes implantés dans le secteur	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur				Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
							Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers			
Année 1994													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	523	28	370	25	209	**49**	1	42	6	13	11	1
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 673	275	1 328	256	491	**352**	1	295	56	7	186	63
Industries des biens de consommation	EC	2 196	374	1 852	355	831	**571**	1	451	119	4	244	107
Industrie automobile	ED	227	265	189	252	105	**66**	1	30	35	83	122	47
Industries des biens d'équipement	EE	2 009	509	1 692	491	789	**466**	8	310	148	136	184	171
Industries des biens intermédiaires	EF	4 700	852	3 880	817	1 505	**1 090**	7	784	299	91	490	236
Énergie	EG	345	252	264	248	64	**26**	3	15	8	173	64	11
Construction	EH	1 919	309	1 756	300	374	**213**	–	198	15	1	286	13
Commerce	EJ	7 931	786	6 777	750	2 484	**1 385**	2	1 147	236	9	605	136
Transports	EK	2 379	525	1 921	504	503	**253**	7	210	36	318	165	20
Activités financières	EL	5 144	510	4 268	503	1 569	**421**	16	302	103	118	359	26
Activités immobilières	EM	6 298	52	5 011	40	1 713	**256**	3	220	33	5	33	2
Services aux entreprises	EN	11 131	1 168	9 320	1 132	3 712	**735**	13	594	128	521	478	133
Services aux particuliers	EP	1 973	184	1 542	170	503	**273**	9	235	29	19	121	30
Éducation, santé, action sociale	EQ	421	35	359	33	187	**108**	–	107	1	1	32	–
Administration	ER	50	3	36	3	34	**4**	1	3	–	1	2	–
Activité non déclarée		964	–	696	–	377	**21**	–	15	6	–	–	–
Total		**49 883**	**6 127**	**41 261**	**5 879**	**15 450**	**6 289**	**73**	**4 958**	**1 258**	**1 500**	**3 382**	**996**
Année 1995													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	514	27	382	25	208	**51**	1	45	5	12	11	2
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 745	284	1 367	263	515	**371**	–	308	63	2	197	65
Industries des biens de consommation	EC	2 349	383	1 974	365	867	**590**	1	459	130	6	243	116
Industrie automobile	ED	234	269	199	256	115	**67**	1	34	32	83	128	46
Industries des biens d'équipement	EE	2 034	504	1 707	486	826	**493**	8	326	159	131	184	171
Industries des biens intermédiaires	EF	4 999	878	4 146	844	1 579	**1 132**	5	807	320	28	564	252
Énergie	EG	370	253	290	249	70	**27**	3	15	9	172	68	9
Construction	EH	2 111	303	1 897	295	412	**234**	–	218	16	2	279	14
Commerce	EJ	8 817	845	7 604	808	2 755	**1 565**	4	1 247	314	7	642	159
Transports	EK	2 489	529	2 044	509	538	**263**	7	221	35	310	177	22
Activités financières	EL	5 278	526	4 400	519	1 595	**396**	14	270	112	116	375	28
Activités immobilières	EM	6 565	55	5 225	40	1 735	**252**	3	216	33	5	32	3
Services aux entreprises	EN	12 072	1 250	10 199	1 213	3 962	**783**	13	642	128	516	546	152
Services aux particuliers	EP	2 130	191	1 658	176	552	**299**	11	257	31	24	120	33
Éducation, santé, action sociale	EQ	497	40	410	35	196	**118**	–	117	1	1	34	1
Administration	ER	54	3	38	3	36	**5**	1	4	–	1	3	–
Activité non déclarée		1 607	–	1 146	–	596	**35**	–	24	11	–	–	–
Total		**53 865**	**6 340**	**44 686**	**6 086**	**16 557**	**6 681**	**72**	**5 210**	**1 399**	**1 416**	**3 603**	**1 073**

(1) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » et dans les fichiers BIC ne permet pas une interprétation économique des résultats dans ces secteurs.

TABLEAU G.02-17

Importance des groupes en fonction de leur taille

Source : INSEE

	Nombre de groupes	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards de francs) (1)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards de francs)
Année 1994				
Micro-groupes (2) : 0 à 499 salariés	4 909	627	962	672
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 006	968	1 445	1 025
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	291	1 106	1 835	1 879
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	80	3 179	4 116	4 959
Total	**6 286**	**5 880**	**8 358**	**8 535**
Année 1995				
Micro-groupes (2) : 0 à 499 salariés	5 271	686	1 206	738
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 025	995	1 474	731
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	293	1 108	2 021	2 372
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	84	3 297	4 846	5 472
Total	**6 673**	**6 086**	**9 547**	**9 313**

(1) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.
(2) L'augmentation des micro-groupes est toujours importante : + 35% par rapport à 1993 (et de l'ordre de 7 % de 1994 à 1995).

TABLEAU G.02-18

Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes

Source : INSEE

	Le « noyau dur » des groupes	Le « contour élargi » des groupes	Part du « noyau dur » dans le « contour élargi » en %
Année 1994			
Nombre d'entreprises	41 261	49 883	83
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	5 881	6 129	96
Ressources élargies :			
Valeur (en milliards de francs)	8 359	8 721	96
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	8 535	8 716	98
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 047	5 378	94
Année 1995			
Nombre d'entreprises	44 686	53 865	83
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	6 086	6 341	96
Ressources élargies :			
Valeur (en milliards de francs)	9 547	9 914	96
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	9 312	9 495	98
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 390	5 780	93

TABLEAU G.02-19

Répartition des entreprises artisanales par activité et forme juridique (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activités	Personnes physiques			Personnes morales			Total
	dont Artisans commer-çants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1995 (*r*) (3)							
Industries agricoles et alimentaires	43 376	3 452	**47 192**	11 500	1 396	**13 755**	**60 947**
Autres industries	22 520	45 295	**68 192**	49 208	7 992	**58 615**	**126 807**
Construction	35 365	171 556	**207 385**	60 601	3 436	**67 835**	**275 220**
Commerce	82 522	18 313	**102 946**	50 740	7 088	**59 659**	**162 605**
Transports	4 876	22 246	**27 439**	2 689	223	**3 021**	**30 460**
Hôtellerie	9 455	222	**10 361**	5 791	310	**6 398**	**16 759**
Services aux entreprises	5 608	12 460	**18 834**	12 471	1 074	**13 876**	**32 710**
Services aux particuliers	39 823	24 984	**65 782**	15 803	497	**17 213**	**82 995**
Total	**243 545**	**298 528**	**548 131**	**208 803**	**22 016**	**240 372**	**788 503**
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)							
Industries agricoles et alimentaires	42 263	3 557	**46 234**	12 023	1 389	**14 243**	**60 477**
Autres industries	21 530	45 735	**67 641**	50 867	8 087	**60 258**	**127 899**
Construction	32 992	173 585	**207 064**	64 045	3 481	**70 944**	**278 008**
Commerce	80 652	18 169	**100 836**	52 667	7 086	**61 479**	**162 315**
Transports	4 808	22 491	**27 591**	2 849	226	**3 185**	**30 776**
Hôtellerie	9 459	167	**10 259**	6 227	317	**6 828**	**17 087**
Services aux entreprises	5 612	12 830	**19 191**	13 234	1 071	**14 621**	**33 812**
Services aux particuliers	39 609	26 011	**66 551**	16 825	510	**18 226**	**84 777**
Total	**236 925**	**302 545**	**545 367**	**218 737**	**21 657**	**249 784**	**795 151**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)							
Industries agricoles et alimentaires	40 957	3 501	**44 900**	12 496	1 411	**14 672**	**59 572**
Autres industries	20 330	44 232	**64 929**	52 069	8 249	**61 523**	**126 452**
Construction	30 408	169 889	**200 791**	66 879	3 535	**73 480**	**274 271**
Commerce	77 904	17 714	**97 740**	54 681	7 065	**63 362**	**161 102**
Transports	4 709	22 269	**27 288**	3 034	224	**3 362**	**30 650**
Hôtellerie	9 435	126	**10 227**	6 607	317	**7 206**	**17 433**
Services aux entreprises	5 417	12 531	**18 680**	14 063	1 105	**15 461**	**34 141**
Services aux particuliers	39 156	26 193	**66 336**	17 826	528	**19 215**	**85 551**
Total	**228 316**	**296 455**	**530 891**	**227 655**	**21 906**	**239 066**	**789 172**
Situation au 1er janvier 1998 (3)							
Industries agricoles et alimentaires	39 588	3 503	**43 555**	12 998	1 411	**15 153**	**58 708**
Autres industries	19 132	43 190	**62 697**	52 899	8 350	**62 377**	**125 074**
Construction	27 950	167 172	**195 631**	70 356	3 532	**76 725**	**272 356**
Commerce	75 143	17 146	**94 530**	56 950	7 005	**65 416**	**159 946**
Transports	4 650	22 208	**27 194**	3 184	220	**3 508**	**30 702**
Hôtellerie	9 415	98	**10 239**	7 103	309	**7 684**	**17 923**
Services aux entreprises	5 243	12 284	**18 237**	14 932	1 112	**16 328**	**34 565**
Services aux particuliers	38 633	26 327	**65 973**	18 769	547	**20 133**	**86 106**
Total	**219 754**	**291 928**	**518 056**	**237 191**	**22 486**	**267 324**	**785 380**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

Chapitre G.03

Le mouvement économique

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indicateurs économiques. Production et facteurs de production.
2. Contributions à la croissance du PIB.
3. Les facteurs de production par grande branche : productivité et taux d'utilisation des capacités de production.
4. Les coûts, les prix.
5. Comptes des secteurs institutionnels.
6. Échanges extérieurs : taux de couverture et indicateurs de compétitivité.
7. Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre a pour objectif de donner une vision d'ensemble des grandes évolutions macro-économiques sur une vingtaine d'années. On a rassemblé dans ce chapitre des données et ratios de la comptabilité nationale, en complément au chapitre G.01, ainsi que des indicateurs économiques et sociaux concernant notamment la population, l'emploi, les salaires, les prix, et quelques indicateurs financiers et monétaires. Nous avons choisi de rassembler des séries « classiques » qu'il est en principe possible de suivre sur longue période. En général, on trouve ces indicateurs dans d'autres chapitres dont nous indiquons la référence en note pour les lecteurs qui souhaitent une information plus importante sur la méthodologie et les définitions.

Ce chapitre constitue ainsi un très bref résumé du volume « Comptes et indicateurs économiques » du Rapport sur les comptes de la Nation 1997.

Toutes les données de ce chapitre ont l'année 1980 comme référence : c'est une année de base de la comptabilité nationale.

Nous ne rappelons pas dans ce chapitre la méthodologie de la Comptabilité nationale qui figure déjà au chapitre G.01. Pour les indices et indicateurs divers, on a indiqué les chapitres de l'Annuaire dans lesquels on peut trouver des précisions supplémentaires.

2. DÉFINITIONS

La définition des principaux agrégats et ratios est donnée dans le chapitre G.01. Les définitions qui suivent constituent un complément.

Contributions à la croissance du PIB

Dans le tableau « ressources-emplois », on a l'égalité : PIB = somme des emplois finals (consommations finales + FBCF + exportations) – importations.

La contribution d'une composante des emplois finals à l'évolution du PIB est le rapport, exprimé en %, de la variation en volume de cette composante entre les années $n-1$ et n à la valeur du PIB de l'année $n-1$. Par construction, la somme algébrique de ces contributions est égale au taux d'évolution du PIB entre les années $n-1$ et n.

Productivité

La production résulte de la mise en œuvre de facteurs de production (travail des hommes, capital productif tels que bâtiments et machines). Les différentes mesures de la productivité visent à évaluer la contribution de ces facteurs dans l'accroissement de la production. On calcule plusieurs indicateurs de la productivité : productivité horaire apparente du travail, productivité du capital et productivité totale des facteurs.

On trouvera dans ce chapitre des données concernant la productivité horaire apparente pour l'ensemble de l'économie et par grande branche.

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur). Ce dernier est évalué par la somme des heures travaillées par les salariés, les non-salariés, les inactifs, et les multi-actifs agricoles et le volume d'heures travaillées « au noir ».

La croissance de la productivité horaire apparente du travail résulte souvent d'une plus grande consommation de capital et le qualificatif « apparente » prévient qu'il ne faut pas en attribuer les causes à la seule productivité du travail.

Taux d'utilisation (TU) des facteurs de production

Les taux d'utilisation des capacités de production sont calculés à partir des enquêtes auprès des entreprises. Ils peuvent être interprétés comme un indicateur du degré effectif d'utilisation des équipements ou comme un indicateur de tension.

Ils sont calculés par la formule : TU = 1/ (1 + APAE/100) où APAE est la marge de capacité de production disponible avec embauche, évaluée par les entreprises.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

« 20 ans de comptes nationaux 1970-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 27-28.

« Les comptes nationaux trimestriels - séries longues 1971-1996 en base 1980 », *INSEE-Résultats*, nos 572-573, novembre 1997.

Rapport sur les comptes de la Nation 1997 :
« L'économie française » – édition 1998 – et « Comptes et indicateurs économiques » – *INSEE-Résultats,* nos 607 à 609, juin 1998 (déjà cité au chapitre G.01);

INSEE-Résultats : ETC (Extraits et tableaux des comptes de la Nation); ETC 1993, n° 321, août 1994; ETC 1994, n° 410, août 1995; ETC 1995, n° 478, août 1996; ETC 1996, n° 552, août 1997; ETC 1998-1999, n° 616, août 1998.

*
* *

TABLEAU G.03-1

Indicateurs économiques

Production et facteurs de production

Source : INSEE

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB (1) [prix de l'année précédente]									
PIB total	1,4	2,4	0,8	1,0	– 1,3	2,6	2,0	1,3	2,2
PIB marchand	1,4	2,6	0,4	0,7	– 2,0	2,7	2,1	1,1	2,4
PART DES GRANDES BRANCHES DANS LA VALEUR AJOUTÉE (2) [% par rapport au total, prix courants]									
Agriculture (U 01)	4,7	3,7	3,3	3,1	2,5	2,6	2,6	2,5	2,5
Industrie (total) [U 02 à U 06]	29,4	26,1	25,5	24,8	24,2	23,8	23,9	23,7	23,8
dont : industrie manufacturière (U 04 à U 06)	21,7	19,1	18,3	17,6	16,7	16,6	16,7	16,4	16,6
Bâtiment, génie civil et agricole (U 07)	7,6	5,6	5,7	5,6	5,5	5,0	4,9	4,6	4,6
Commerce et services marchands (U 08 à U 10)	33,1	38,7	38,9	39,1	39,1	38,5	38,8	38,6	38,6
Locations immobilières (U 11)	7,1	8,7	9,0	9,4	9,9	10,1	10,3	10,5	10,7
Assurance et organismes financiers (U 12-U 13)	4,8	4,8	4,8	4,7	4,5	5,4	4,8	4,4	4,4
Services non marchands (U 14)	17,5	17,0	17,2	17,7	18,5	18,5	18,7	19,0	18,9
Branche unité fictive (3)	– 4,2	– 4,7	– 4,3	– 4,3	– 4,2	– 3,9	– 3,8	– 3,5	– 3,4
INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (4) [CVS]	///	100,0	98,8	97,6	93,9	97,6	99,6	100,0	103,6
FACTEURS DE PRODUCTION									
Population, emploi, chômage :									
Population totale résidente en millier (5)	53 731	56 577	56 893	57 218	57 530	57 779	58 020	58 256	58 489
Population active totale en millier (6) *r*	23 504	24 853	25 032	25 104	25 189	25 326	25 327	25 584	25 642
Population active occupée en millier (7) *r*	21 747	22 397	22 442	22 288	22 040	22 009	22 190	22 247	22 281
Chômeurs en millier *r*	1 492	2 205	2 349	2 591	2 929	3 104	2 931	3 137	3 192
Taux de chômage au sens du BIT	6,4	8,9	9,4	10,3	11,6	12,3	11,6	12,3	12,4
Productivité horaire apparente du travail	1,6	2,1	1,2	2,6	1,0	3,0	0,8	0,8	2,8
Taux d'utilisation des capacités de production (ensemble de l'industrie)	85,8	87,3	84,1	82,5	79,8	82,0	83,8	82,5	83,2

(1) Le taux de croissance aux prix de l'année précédente (ou croissance en volume) est l'évolution en % de l'agrégat considéré entre l'année n et l'année n - 1.
(2) On trouvera les données en valeur absolue dans le chapitre G.01 : Comptabilité nationale.
(3) Branche unité fictive : il s'agit des services bancaires imputés qui ne peuvent être ventilés et qui sont déduits de la valeur ajoutée. Pour plus de précisions, se reporter au volume des méthodes du système élargi de la comptabilité nationale.
(4) On reprend ici la moyenne annuelle des indices mensuels (voir chapitre K.01; tableau K.01-3 : indice non compris la construction (NES EB à EG)).
(5) Il s'agit de la population totale résidente comprenant les personnes résidant habituellement en France et les militaires français hors métropole au 1er janvier; évaluation fondée sur les résultats des recensements de 1954 à 1990.
(6) Population active totale = population active occupée + militaires du contingent + chômeurs.
(7) Population active occupée = population active totale - militaires du contingent - chômeurs. Les chômeurs sont comptabilisés « au sens du BIT ». On a donc des évaluations différentes de celles figurant au chapitre C.01 : Population active, emploi.

TABLEAU G.03-2

Contributions à la croissance du PIB

Prix de l'année précédente

Source : INSEE (Comptes nationaux) %

Contributions	1980	1990	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Consommation finale :									
des ménages	0,8	1,4	0,7	0,8	–	0,8	0,9	1,1	0,4
des administrations publiques	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6	0,2	–	0,5	0,2
des administrations privées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Formation brute de capital fixe	**0,6**	**0,6**	–	**– 0,7**	**– 1,3**	**0,2**	**0,4**	**– 0,2**	**–**
dont : Sociétés et quasi-sociétés (SQS) et entreprises individuelles (EI) non financières	– 0,6	0,5	–	– 0,2	– 0,9	0,1	0,3	–	–
Variation des stocks	**– 0,2**	**0,2**	**– 0,7**	**– 0,5**	**– 1,0**	**1,3**	**0,4**	**– 0,6**	**0,1**
Échanges extérieurs de biens et services	**– 0,3**	**– 0,2**	**0,3**	**0,8**	**0,4**	**0,1**	**0,3**	**0,5**	**1,5**
dont : Exportations	0,6	1,2	0,9	1,1	– 0,3	1,5	1,3	1,2	3,2
- Importations	– 0,8	– 1,4	– 0,6	– 0,3	0,7	– 1,4	– 1,0	– 0,7	– 1,7
Produit intérieur brut (taux de croissance du PIB)	**1,4**	**2,4**	**0,8**	**1,0**	**– 1,3**	**2,6**	**2,0**	**1,3**	**2,2**

TABLEAU G.03-3

Les facteurs de production par grande branche : productivité et taux d'utilisation des capacités de production

Source : INSEE (Comptes nationaux)

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Productivité horaire apparente du travail par grande branche (évolution en % par rapport à l'année précédente)									
Valeur ajoutée en prix de 1980 par heure de travail									
Ensemble des branches (U 01 à U 14)	1,6	2,1	1,2	2,6	1,0	3,0	0,8	0,8	2,8
Agriculture, sylviculture, pêche (U 01)	0,6	8,0	3,1	18,8	– 4,2	6,2	3,7	7,0	3,2
Ensemble de l'industrie (U 02 à U 06)	0,8	1,7	0,6	1,6	2,9	6,9	3,7	2,8	5,9
dont : Industrie manufacturière (U 04 à U 06)	1,0	1,7	– 0,7	1,7	0,8	9,3	4,1	3,0	6,7
Bâtiment, génie civil et agricole (U 07)	2,4	2,1	1,3	0,2	– 0,2	0,6	– 0,4	– 1,8	0,7
Commerce et services marchands (U 08 à U 10)	1,6	1,5	0,8	2,0	0,8	– 0,4	– 0,2	– 0,2	1,5
Assurances et organismes financiers (U 12 - U 13)	11,0	– 10,5	– 2,0	0,1	– 2,3	14,4	– 8,5	– 11,3	– 0,6
Services non marchands (U 14)	1,1	2,3	–	1,3	–	0,9	0,2	0,3	1,7
Taux d'utilisation des capacités de production (en %)									
Ensemble de l'industrie (U 02 à U 06)	85,8	87,3	84,1	82,5	79,8	82,0	83,8	82,5	83,2
dont : Industrie manufacturière (U 04 à U 06)	85,8	87,9	84,5	82,6	79,6	82,4	84,3	82,8	83,7
Industries agricoles et alimentaires (U 02)	85,7	85,0	83,3	82,3	81,0	79,7	81,4	80,6	80,4
Biens intermédiaires (U 04)	87,1	89,6	87,6	85,4	82,0	84,8	87,1	85,1	86,8
Biens d'équipement (U 05)	85,5	88,8	83,9	81,4	78,3	82,3	84,0	82,7	83,9
Biens de consommation (U 06)	84,6	84,2	81,3	80,8	79,0	80,0	81,6	80,4	79,9

TABLEAU G.03-4

Les coûts, les prix

Sources : INSEE
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
SALAIRES, RÉMUNÉRATIONS									
SMIC horaire (1)									
Valeur en francs du SMIC horaire brut	13,80	30,80	32,30	33,58	34,45	35,20	36,27	37,57	38,67
Évolution par rapport à l'année précédente en % (francs courants) :									
SMIC horaire brut	15,6	4,3	4,9	4,0	2,6	2,2	3,1	3,6	2,9
SMIC horaire net	...	4,3	6,5	3,3	2,1	1,8	2,8	2,6	4,5
Salaire net annuel moyen par salarié (en francs) (1) (r)	52 724	102 010	106 785	110 419	113 041	115 351	118 010	120 400	124 888
Indice moyen annuel du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés (base 100 en 1986) (2)	...	118,9	124,0	128,6	131,7	134,0	137,0	140,0	143,1
Indice du taux de salaire horaire brut des ouvriers (secteurs non agricoles) (2) [base 100 en 1986]	58,1	118,7	124,1	129,0	132,1	134,6	137,8	141,3	145,1
PRIX									
Évolution annuelle en glissement de l'indice des prix à la consommation des ménages - France entière (3)	13,7	3,4	3,2 ■	2,4	2,1	1,7	1,7	2,0	1,2
Indice des prix de vente industriels des biens intermédiaires [base 100 en 1990)	60,2	100,0	98,8	97,7	95,6	96,7	101,7	99,0	98,5
Indice des prix des matières premières importées [base 100 en 1990] (4)	78,9	100,0	92,7	82,6	81,2	97,4	102,7	94,7	110,1
Variation du prix des exportations (5) [par rapport à l'année précédente]	11,7	– 1,0	0,6	– 1,6	– 0,8	1,6	1,2	– 0,1	1,1
Variation du prix des importations (5) [par rapport à l'année précédente]	19,9	– 1,4	0,2	– 2,7	– 2,7	1,4	1,3	0,9	1,2

(1) Des précisions sur ces indicateurs sont données au chapitre C.03 : Revenus, salaires.
(2) Indices calculés à partir de données du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, l'indice moyen annuel est égal à la moyenne pondérée de 5 indices = 1/8 [1 x janvier$_n$ + 2 (avril$_n$ + juillet$_n$ + octobre$_n$) + 1 x janvier$_{n+1}$]. Il s'agit de deux indices recalculés, base 100 en janvier 1986.
(3) Pour plus de précisions sur les indices se reporter aux chapitres H.01 et H.03. Cette évolution diffère de celle donnée au chapitre H.03 qui concerne la variation de l'indice en glissement. À compter de 1991, le calcul est fait à partir de l'indice des prix rénové (265 postes) base 100 en 1990.
(4) Indice des prix internationaux, convertis en francs, des matières premières importées par la France : structure des importations actualisée annuellement, depuis 1978.
(5) Variation calculée pour les besoins de la comptabilité nationale en rapprochant les volumes des valeurs.

TABLEAU G.03-5

Comptes des secteurs institutionnels

Indicateurs et ratios divers (1)

Source : INSEE (Comptes nationaux)

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Ménages **Évolution en % par rapport à l'année précédente (prix courants)**									
Revenu disponible brut (RDB)	13,0	6,6	5,4	4,3	3,0	2,9	4,4	2,4	3,5
Salaires nets / RDB avant impôts	47,1	41,9	41,4	41,0	40,3	40,0	39,8	39,7	39,8
Prestations sociales / RDB avant impôts	26,9	31,0	31,1	31,7	32,7	32,6	32,3	32,6	32,4
Excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles / RDB avant impôts	16,5	15,2	14,2	13,7	12,8	12,6	12,4	12,1	11,8
Taux d'épargne des ménages (2)	17,6	12,5	13,2	13,6	14,1	13,6	14,5	13,3	14,6
Taux d'épargne financière des ménages (3)	5,1	3,1	4,9	6,4	7,7	7,0	8,1	6,7	7,9
Sociétés non financières (4)									
Taux de marge (5)	25,8	32,5	32,7	32,2	32,0	32,0	32,0	31,7	32,3
Taux d'investissement (6)	19,4	18,9	18,8	18,5	16,7	16,4	16,3	16,1	15,5
Taux d'autofinancement (7) *r*	61,7	89,4	94,2	94,8	106,1	114,3	114,9	112,1	118,3
Administrations publiques									
Taux des prélèvements obligatoires (8)	41,7	43,7	43,9	43,7	43,9	44,1	44,5	45,7	46,1
dont : Taux des prélèvements fiscaux	...	24,4	24,7	24,2	24,3	24,9	25,2	26,0	26,9
Taux des prélèvements sociaux	...	19,3	19,2	19,4	19,6	19,1	19,3	19,7	19,2
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques [en millions de F] (9)	– 500	– 101 089	– 147 078	– 286 815	– 430 650	– 441 198	– 412 817	– 365 636	– 281 225
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques / PIB	–	1,6	2,2	4,1	6,1	6,0	5,4	4,6	3,5

(1) On trouvera les définitions des agrégats de la comptabilité nationale et des secteurs institutionnels au chapitre G.01 : Comptabilité nationale.
(2) Taux d'épargne = épargne brute / revenu disponible brut.
(3) Taux d'épargne financière = capacité de financement / revenu disponible brut.
(4) Seulement sociétés et quasi-sociétés non financières, non compris les entreprises individuelles.
(5) Taux de marge = excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée.
(6) Taux d'investissement = FBCF / valeur ajoutée.
(7) Taux d'autofinancement (au sens strict) = (épargne brute / FBCF).
(8) Taux de prélèvements obligatoires = (impôts sur la production, impôts sur le revenu, le patrimoine et le capital, cotisations sociales) / PIB.
(9) La capacité ou le besoin de financement des administrations publiques est le solde entre les dépenses et les recettes dans le compte de ces organismes.

TABLEAU G.03-6

Échanges extérieurs : taux de couverture et indicateurs de compétitivité

Sources : INSEE (Comptes nationaux)
OCDE
Direction de la Prévision

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Échanges extérieurs (% d'évolution par rapport à l'année précédente) [prix de 1980]									
Importations (1)	2,5	6,1	3,0	1,2	– 3,5	6,7	5,1	3,0	7,7
Exportations (1)	2,7	5,4	4,1	4,9	– 0,4	6,0	6,3	5,2	12,1
Importations / PIB marchand [en %] (1)	27,1	26,8	26,6	25,5	23,9	24,9	25,6	26,1	27,5
Exportations / PIB marchand [en %] (1)	25,6	26,7	27,0	27,1	26,5	27,5	28,4	29,2	32,2
Solde de la balance commerciale des biens et services (en million de francs aux prix courants)	– 34 369	– 1 830	23 601	94 572	151 601	161 055	181 516	205 498	320 497
Taux de couverture (2)									
Total des biens et services	94,6	99,9	101,6	106,3	110,8	110,6	111,2	112,1	117,3
dont : Total des biens (U 01 à U 06)	84,8	92,1	93,5	98,3	102,7	102,1	103,3	104,6	109,6
Total des services (U 09 à U 13)	185,5	150,5	151,0	151,8	151,7	156,2	157,2	153,5	160,1
Indicateurs de compétitivité									
Terme de l'échange (3)									
Ensemble des produits *r*	...	108,4	109,1	110,3	111,3	111,8	111,1	109,7	110,1
Produits manufacturés	...	105,7	105,7	106,1	108,4	108,0	107,1	106,4	108,0
Taux de pénétration étrangère [produits manufacturés U 04 à U 06] (4) *r*..	...	140,9	144,9	147,4	148,6	153,1	160,1	165,1	176,0

(1) Pour l'ensemble des biens et services aux prix courants.
(2) Taux de couverture en volume = rapport entre l'indice de volume des exportations FAB et l'indice de volume des importations CAF.
(3) Terme de l'échange = indice des prix des exportations FAB / indice des prix des importations CAF, indice base 100 en 1980.
(4) Le taux de pénétration étrangère est le rapport entre le volume des importations CAF aux prix de 1980 et le volume de la demande intérieure aux prix de 1980 (importations + production de produits manufacturés aux prix de 1980 - exportations).

TABLEAU G.03-7

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE

%

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	8,4	8,8	8,5	7,9	6,5	6,9	6,8	6,1	5,5
États-Unis	10,8	8,7	8,2	7,5	6,5	7,4	6,9	6,8	6,7
France	**13,8**	**10,4**	**9,5**	**9,0**	**7,0**	**7,5**	**7,7**	**6,5**	**5,7**
Italie	15,3	11,9	11,4	11,9	9,6	10,6	11,8	8,9	6,6
Japon	9,2	7,4	6,5	5,2	4,3	4,2	3,2	3,0	2,1
Royaume-Uni	13,8	11,1	9,9	9,1	7,9	8,0	8,2	7,8	7,0
Taux du marché monétaire à trois mois									
Allemagne	9,5	8,5	9,2	9,5	7,3	5,4	4,5	3,3	3,3
États-Unis	11,4	7,5	5,8	3,4	3,0	4,6	5,9	5,4	5,6
France	**12,2**	**10,3**	**9,6**	**10,3**	**8,6**	**5,9**	**6,6**	**3,9**	**3,5**
Italie	17,1	12,2	12,2	14,0	10,2	8,5	10,5	8,8	6,9
Japon	10,9	7,7	7,4	4,5	3,0	2,2	1,2	0,6	0,6
Royaume-Uni	16,6	14,8	11,5	9,6	5,9	5,5	6,7	6,0	6,8

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Pour la France, il s'agit des obligations du secteur public et semi-public. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».

H

Prix

Chapitre H.01

Indices de prix à la consommation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation.

1A. Évolution des indices de prix nationaux à la consommation en Europe, aux États-Unis d'Amérique et au Japon.

1B. Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé des 15 pays de l'Union européenne.

2. Évolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.

3. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.

4. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier.

5. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

6. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

7. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En glissement sur un an, les prix à la consommation de l'ensemble des ménages augmentent de 1,1 % en décembre 1997 après 1,7 % en décembre 1996. En moyenne annuelle, l'évolution est de 1,2 %. La décélération des prix, amorcée en juin 1996, se poursuit jusqu'en avril 1997. Après une remontée dans l'été, les prix décélèrent à nouveau sur la fin de l'année. Il faut remonter à 1955 pour observer un niveau d'inflation aussi bas.

Au sein de l'Union européenne, les prix décélèrent en 1997. Selon les indices de prix à la consommation harmonisés (IPCH) destinés aux comparaisons internationales et publiés à partir de mars 1997, l'évolution moyenne en décembre 1997 est de 1,6 % après 2,1 % en décembre 1996. La Belgique a le taux d'inflation le plus bas (0,9 %) et la Grèce le plus élevé (4,5 %). En France, l'évolution des prix sur la base de l'IPCH (1,2 %) est très proche de celle de l'indice de référence national.

En 1997, après deux années de forte hausse des prix de l'énergie, les prix baissent de 0,3 % (6,6 % en décembre 1996) sous l'effet du repli du prix des produits pétroliers et malgré l'appréciation du dollar. Les fortes baisses du prix de l'électricité (- 3,2 %) et de ceux des fiouls (- 5,1 %) contribuent à cette décélération marquée.

Les prix des produits manufacturés n'ont jamais aussi peu augmenté (0,1 % en décembre 1997 après 0,5 % en décembre 1996). Les prix baissent même durant cinq mois consécutifs en 1997 pour remonter légèrement en fin d'année. Le fort ralentissement des prix des automobiles en 1997 explique principalement cette décélération. Par ailleurs, de nombreux produits voient leur prix baisser depuis plusieurs années dans le secteur où la technologie progresse comme les machines de bureau et le matériel vidéo. En revanche, sous l'effet de la loi de juillet 1996 relative au « développement et à la promotion du commerce et aux ventes en liquidation, déballage et en solde », les prix de certains produits particulièrement bas augmentent comme ceux des articles d'hygiène. Le secteur de l'habillement et des chaussures décélère légèrement de 0,9 % en 1996 à 0,6 % en 1997.

L'accélération des prix des produits alimentaires qui augmentent de 2,5 % sur un an en décembre 1997 après 1,3 % en 1996, provient de la poussée des prix des produits frais qui augmentent de 4,6 % sur la même période. Les prix des autres produits alimentaires progressent également pour partie en raison de la loi sur le développement du commerce qui a entraîné des hausses sur certains produits de grande consommation. Les prix des viandes accélérent également sous l'effet de l'épizootie de peste porcine ou encore ceux du café alors que les prix des huiles se replient.

Les prix des tarifs publics décélèrent : ils augmentent de 1,4 % sur un an (2,0 % en 1996). En effet, les prix du tabac augmentent moins qu'en 1996 (4,9 % au lieu de 7,1 %). Par ailleurs, les prix des télécommunications baissent de 4,9 % alors que ceux des transports aériens se redressent de 4,1 %. Les hausses de prix de l'eau encore élevées (3,2 %) se réduisent.

Les prix des services de santé ne s'accroissent que de 0,5 % après 1,1 % en 1996 malgré quelques revalorisations tarifaires des transports sanitaires, des dentistes et des auxiliaires médicaux.

Les prix des services du secteur privé se maintiennent et augmentent de 1,8 % (1,9 % en 1996). Les hausses de prix oscillent tout au long de l'année entre 1,6 % et 1,8 % avec alternance de prix de haute et basse saison et une augmentation des promotions dans ce secteur.

Les prix des loyers augmentent de 1,6 % après 1,7 % en 1996. L'année marque deux temps : jusqu'en juin les prix continuent de décélérer jusqu'au niveau le plus bas historique (- 1,1 %) pour remonter ensuite.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Indice des prix à la consommation (1)

(Base 100 : année 1990)

L'indice base 100 en 1990 a pris la suite de l'indice « des 296 postes » mis en service en 1971, d'abord avec la référence (1970 = 100), puis en juillet 1983 avec la référence (1980 = 100). Se proposant de décrire encore plus fidèlement l'évolution des prix à la consommation, et de se rapprocher des pratiques internationales, l'indice base 1990 = 100 a apporté par rapport à son prédécesseur les aménagements suivants :

1° Calcul de deux indices, l'un (nouveau) correspondant à la population de référence « tous ménages », l'autre correspondant à la population de référence traditionnelle « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ».

2° Pour l'indice « tous ménages », mise en service d'une nouvelle nomenclature en 265 postes, récapitulée selon plusieurs grilles de lecture nouvelles.

3° Modifications de traitement sur plusieurs sous-ensembles de l'indice général:

— nouveau traitement des produits frais;

— mensualisation des relevés de prix pour l'ensemble de l'indice;

— prise en compte des soldes.

4° Élargissement du champ suivi à 6 nouveaux postes « services ».

● **Un indice « tous ménages »**

La population de référence de l'indice base 1980 (les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé) ne représente qu'une part faible et décroissante de l'ensemble des ménages résidents en France (25 % au recensement de 1990). Ceci affaiblissait la comparabilité de l'indice des prix français par rapport aux indices des prix étrangers.

L'indice base 1990 consacre la distinction définitive entre un indice servant à l'information publique, aux comparaisons internationales et aux travaux scientifiques d'une part, et un indice destiné à la revalorisation du SMIC et des contrats privés d'autre part (tableau 1). Deux indices parfaitement cohérents sont publiés chaque mois qui se rapportent l'un à l'ensemble des ménages, l'autre aux ménages urbains ouvriers et employés.

(1) Pour plus d'information voir le BMS de février 1993.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 1990**

Population de référence	Couverture en termes de produits	Utilisations
Ensemble des ménages.	Y compris tabac.	Information publique. Comparaisons internationales. Travaux scientifiques.
	Hors tabac.	Revalorisation des contrats privés.
Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé.	Hors tabac.	Revalorisation du SMIC. Revalorisation des contrats privés.

Quelles sont les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains ouvriers et employés ?

Par grand poste budgétaire, la réponse est fournie dans le tableau 2 : les ménages urbains ouvriers et employés consomment proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, pour leur logement... et un peu moins pour leurs dépenses de santé, de transports, de vacances... En fait, les pondérations ne diffèrent significativement entre les deux populations de référence que pour une vingtaine de postes sur 265. De fait on constate des différences très faibles entre les évolutions des indices d'ensemble afférents aux deux populations de référence.

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Postes budgétaires	Tous ménages		Ménages urbains ouvriers et employés	
	1996	1997	1996	1997
1. Alimentation, boissons, tabac	22,11	22,18	23,97	23,99
dont tabac (1-4)	(1,94)	(1,98)	(2,99)	(3,06)
2. Habillement et chaussures	6,87	6,58	6,91	6,61
3. Logement, chauffage, éclairage	11,06	11,39	13,32	13,66
4. Meubles, matériel de ménage, entretien de la maison	8,29	8,22	7,52	7,36
5. Santé	9,51	9,57	8,47	8,56
6. Transports et communications	19,32	19,39	18,37	18,52
7. Loisirs, spectacles, enseignement, culture	8,37	8,25	8,05	7,96
8. Autres biens et services	14,47	14,42	13,39	13,34
dont restaurants, cafés (8-31)	(6,66)	(6,65)	(6,58)	(6,56)
dont hôtels, voyages, hébergement vacances (8-32 + 8-4)	(1,98)	(1,97)	(1,33)	(1,32)
	100,00	100,00	100,00	100,00

● **Le traitement des prix des produits frais**

Comme c'est le cas de plusieurs postes de l'indice, les prix des produits frais (légumes, fruits, produits de la mer, fleurs) sont sujets à des variations saisonnières. En revanche, une chose est propre à ces produits frais : les quantités consommées par les ménages varient beaucoup d'un mois à l'autre; en outre, certaines variétés disparaissent des points de vente pendant plusieurs mois de l'année (fraises, abricots, poires).

Comme la plupart de leurs homologues étrangers, les statisticiens français suivent les évolutions des prix de ces produits frais selon une technique adaptée à ce problème particulier, celle du « panier mensuel variable ». Ils appliquaient aux indices « produits frais » un lissage par moyenne mobile sur douze mois, ce qui était une particularité de l'indice français (1980 = 100).

Le traitement des prix des produits frais dans l'indice (1990 = 100) consiste à aller jusqu'au bout de la logique du panier variable et à abandonner le lissage sur douze mois. Il donne les résultats suivants :

— en glissement sur douze mois, les nouveaux indices des prix des produits frais fournissent presque exactement les mêmes indications que les anciens indices;

— les indices des prix des produits frais (1990 = 100) comportent des variations mensuelles nettement plus fortes que les anciens indices des prix des mêmes produits frais.

● **Mensualisation et prise en compte des soldes**

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon (élargi en 1990-1991) de 6 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimes-

tre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 = 1990 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice base 100 = 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 = 1990 publié en février 1993 une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. Progressivement chaque année la mensualisation a été étendue à l'ensemble des produits de l'indice. Celle-ci a été achevée en 1998. Ceci permet désormais la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

● Champ théorique de l'indice des prix à la consommation

Les biens et services qui ont un prix et qui relèvent du champ théorique de l'indice des prix « à la consommation » ne constituent qu'un sous-ensemble des dépenses figurant dans le budget des ménages français.

Sont exclues du champ théorique de l'indice, des dépenses telles l'achat de logements ou de valeurs mobilières (opérations d'investissement), les annuités de remboursement accompagnant les acquisitions de logements ou de biens durables (opérations financières), les versements pour la retraite (opérations d'épargne), les impôts directs, les cotisations sociales, les intérêts versés, ainsi que les dons ou pensions versées à d'autres ménages (opérations de répartition).

Le champ théorique de l'indice des prix est constitué par la « consommation des ménages au sens des comptes nationaux », concept autour duquel arrivent à peu près à se rejoindre la plupart des pays développés. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions : exclusion des achats de biens d'occasion entre ménages, prise en compte des primes nettes des indemnités reçues en ce qui concerne les assurances, des paris nets des gains en ce qui concerne les jeux de hasard, etc. L'autoconsommation par les ménages de produits alimentaires (jardins familiaux) ou de services de logements (rendus par les propriétaires à eux-mêmes) ne relève pas non plus du champ théorique de l'indice, car les prix de tels services sont bien évidemment fictifs.

Ce champ théorique étant acquis, il restait dans l'indice (1980 = 100) un défaut de couverture, parce que le suivi des prix de certains services pose de difficiles problèmes conceptuels ou d'ordre organisationnel (certains organismes ou professions ne rentrent pas aisément dans le dispositif de suivi des prix), ou encore d'ordre économique (la collecte a toujours un coût). Dans l'indice (1980 = 100), ce défaut représentait un peu moins de 9% de la consommation totale des ménages.

Or, en 1993, dans l'indice (1990 = 100) celui-ci représentait moins de 8 %; il est composé de la façon suivante :

Services juridiques (notaires, avocats, conseils...)	0,5 %
Jeux de hasard (primes moins gains)	0,3 %
Services des assurances (primes moins indemnités)	1,8 %
Services domestiques	0,9 %
Hôpitaux et cliniques privées, cures	1,3 %
Établissements pour personnes âgées	0,9 %
Paiements partiels de services non marchands (crèches, enseignement, santé...)	1,6 %
Services divers	0,4 %
	7,7 %

● 6 nouveaux postes « services » dans l'indice base 100 = 1990

Sur les 265 postes de la nomenclature de l'indice (1990 = 100), six accueillent des postes nouvellement couverts : transports aériens, transports maritimes et côtiers, locations de voiture, transports par ambulance, services funéraires et services vétérinaires. La pondération de ces six postes est de l'ordre de 1,2 %, ce qui a fait passer le taux de couverture de l'indice de 91,1 % à 92,3 %.

● Des séries depuis 1990 pour les indices « tous ménages »

Les indices « tous ménages », avec leurs nouvelles nomenclatures et les nouveaux traitements qu'ils incorporent n'ont pas été publiés avant janvier 1993 : l'INSEE présente des séries rétrospectives depuis le mois de janvier 1990, le premier de la nouvelle année de référence.

En fait, cet objectif n'est pas entièrement accessible, car le dispositif de collecte des prix et de calcul des indices n'a pas été organisé dès 1990 pour accueillir les nouveaux traitements.

Les indices de prix « tous ménages » en 265 postes ont été recalculés rétroactivement depuis janvier 1990.

La mensualisation de l'indice des loyers a été reconstituée *a posteriori* depuis janvier 1990.

Le nouveau traitement des produits frais a été appliqué depuis janvier 1990 aux relevés de prix « produits frais » effectués depuis cette date.

En revanche, la mensualisation des relevés de l'habillement n'a commencé sur le terrain qu'en janvier 1992, de même que le relevé des prix soldés des vêtements de dessus et la collecte des prix des 6 nouveaux postes « services ».

● Sur 1992, les indices (1990 = 100) pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ont été recalculés :

— L'indice des prix à la consommation des ménages urbains ouvriers et employés a été publié dans le BMS jusqu'en janvier 1993 (indice de décembre 1992), en base 100 en 1980, à traitement constant, c'est-à-dire en ne prenant en compte pratiquement aucune des innovations de la base 1990.

La seule exception concerne la prise en compte, dès janvier 1992, dans l'indice (1980 = 100) de la *mensualisation des relevés de l'habillement* (vêtements de dessus

et chaussures), car l'accueil mensuel des enquêteurs par les commerçants avait besoin d'être vérifié et rodé sans attendre janvier 1993.

— À partir de janvier 1993, l'indice (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés prend en compte les mêmes innovations que l'indice « tous ménages » : outre la mensualisation des relevés des vêtements de dessus et chaussures déjà effective depuis janvier 1992, il incorpore les soldes, la mensualisation des loyers, le nouveau traitement des produits frais et les indices des nouveaux postes « services ».

L'évolution de l'indice des prix (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés au cours de l'année 1992 ne respecte pas exactement le profil 1992 de l'indice (1980 = 100) qui aura constitué l'indice de référence pendant l'année 1992. Des écarts peuvent être constatés certains mois, notamment en périodes de soldes sur les vêtements de dessus, ou encore des variations brutales de prix des produits frais.

● **Raccordements des séries (1990 = 100) avec les séries (1980 = 100) antérieurement publiées pour l'indice des ménages urbains ouvriers et employés**

L'utilisation du « coefficient de raccordement » a pour seul intérêt de continuer à faire vivre la référence juridique constituée par l'indice (1980 = 100) après l'abandon de cet indice par l'INSEE, dans le cas sans doute fréquent où les contractants n'éprouveront pas l'envie de remplacer dans leur contrat la référence à l'indice (1980 = 100) par une référence à l'indice (1990 = 100).

On notera que ce « coefficient de raccordement » peut faire l'objet d'estimations légèrement différentes si on compare les niveaux des indices (1980 = 100) et (1990 = 100) à des dates différentes de la date anniversaire des contrats. Une période de comparaison fréquemment invoquée est l'année 1990. En effet, sur cette année, le niveau de l'indice (1990 = 100) est 100,0 et le coefficient de raccordement se déduit immédiatement du niveau moyen en 1990 de l'indice (1980 = 100) :

$$\frac{\text{indice 1990 (1980 = 100)}}{\text{indice 1990 (1990 = 100)}} = \frac{183,6}{100,0} = 1,836$$

Ce coefficient de raccordement commode diffère légèrement de celui calculé en juillet 1992 parce que les évolutions mensuelles de 1990 à 1992 ne sont pas strictement identiques entre l'indice (1980 = 100) et l'indice (1990 = 100).

Des coefficients de raccordement entre indices (1980 = 100) et indices (1990 = 100) peuvent être calculés, soit sur l'année 1990, soit sur un mois quelconque de 1992, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

● **Indices spécifiques**

— **Indice des prix des spécialités pharmaceutiques**

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 800 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 70 % et 40 %).

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 au 1er janvier 1970 s'effectuera en prenant pour coefficient 1,195 pour les spécialités remboursables et 2,085 pour les spécialités non remboursables.

— **Indice des prix des véhicules**

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire systématique.

L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 en 1980 s'effectue en prenant le coefficient 1,783 pour les automobiles.

● **Indices sous-jacents et CVS**

Depuis juin 1996, deux nouveaux indices ont vu le jour. Ainsi, l'évolution mensuelle des prix corrigée des variations saisonnières est publiée avec l'indice définitif. Par ailleurs, un indice dit « d'inflation sous-jacente » c'est-à-dire hors produits à prix volatils, hors tarifs publics et corrigés des mesures fiscales est publié également avec l'indice définitif en évolution mensuelle et annuelle. Il permet de connaître la tendance de fond de l'inflation hors intervention de l'État et hors des mouvements de prix des matières premières.

22. Départements et territoires d'outre-mer

Les indices des prix des départements d'outre-mer ont fait l'objet d'une rénovation simultanément à celle de l'indice métropolitain. Désormais, ils sont complètement harmonisés avec ce dernier et possèdent :

— la même population de référence (ensemble des ménages);

— une couverture de la consommation identique;

— la même nomenclature de produits;

— la même date de diffusion (année 1990);

— une méthodologie générale et des traitements particuliers (produits frais par exemple) identiques.

Le lecteur peut donc se reporter au texte relatif à l'indice national des prix en métropole.

Les pondérations de chacun des indices ont été calculées à partir des résultats actualisés des enquêtes « Budget de famille » réalisées au milieu des années 1980.

En plus des indices d'ensemble avec ou sans tabac, les séries publiées sont celles des regroupements de produits servant à l'analyse conjoncturelle.

Le lecteur qui souhaite poursuivre la série des indices d'ensemble dans leur ancienne base doit multiplier les nouveaux indices publiés par les coefficients de raccordement suivants :

— Guadeloupe : 2,256;

— Martinique : 2,200;

— Guyane : 1,997;

— Réunion : 2,209.

L'indice des prix de détail à la consommation en Nouvelle-Calédonie a été mis en place en août 1975 par la Direction territoriale des statistiques et des études économiques (DTSEE), celui de la Polynésie française en novembre 1972 (nouvelle base 100 en décembre 1988, base 100 précédente en décembre 1980) par l'Institut territorial de la statistique et des études économiques (ITSTAT).

23. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

Depuis mars 1997, des indices de prix à la consommation harmonisés dans l'ensemble des quinze pays de l'Union européenne sont publiés chaque mois. Cet indice a servi en 1998 pour le calcul du critère de convergence sur les prix du traité de Maastricht. Il est défini sur un champ commun avec des méthodes de calcul harmonisées. En France, il couvre 83,6 % de l'ensemble de la consommation des ménages (indice national 90,2 %). Y sont intégrés les assurances, les services juridiques et domestiques, les formalités administratives et les véhicules d'occasion qui seront ajoutés à l'indice national, lors du prochain changement de base de 1998, et qui sera publié en 1999.

L'indice des prix harmonisé (IPCH) a fait l'objet d'une publication « Informations rapides » spéciale le 7 mars 1997 n° 73 et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).

24. Le nouvel indice base 100 = 1998

À partir de février 1999, un nouvel indice des prix à la consommation, enrichi, sera publié et rétropolé sur l'année 1998. La nouvelle base sera l'année 1998 = 100. Ce nouvel indice apportera en particulier les améliorations suivantes :

- extension de la couverture (environ 5 % de la consommation) par intégration de nouveaux postes de services tels que les assurances habitation et automobiles, les services domestiques et juridiques, les véhicules d'occasion, l'enlèvement des ordures ménagères, les crèches et assistantes maternelles, les établissements pour personnes âgées.

- actualisation de la base des produits frais : nouvelles variétés, nouvelles pondérations.

- élargissement de la couverture géographique de l'indice aux DOM.

- pondérations basées sur la nouvelle base de la Comptabilité Nationale (1995 = 100).

- modification de la nomenclature par alignement sur la nomenclature européenne COICOP (« classification of individual consumption by purpose ») adoptée pour l'IPCH, à un niveau plus détaillé.

Ainsi l'indice sera publié selon 12 fonctions de consommation et environ 280 regroupements et groupes de produits en remplacement des 8 fonctions de consommation, 70 regroupements et des 265 postes.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :

- pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des Ménages : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;
- pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé France entière : les séries principales.

Pour une présentation générale de l'indice des prix :

— Plaquette de présentation de l'indice des prix (16 pages), janvier 1997.

— « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », INSEE 1987.

Pour une présentation générale de la rénovation :

— Un nouvel indice des prix à la consommation (1990 = 100). Les *Notes bleues de Bercy,* n° 2, 1-15 novembre 1992.

— Le *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, février 1993.

Pour une présentation détaillée des innovations introduites dans le nouvel indice des prix (1990 = 100), 5 notes techniques sont disponibles dans les directions régionales de l'INSEE ou auprès de la division « Prix à la consommation » de l'institut.

Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, INSEE, 1990.

Note méthodologique concernant l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier. – Extrait de *Économie et statistique,* n° 21, mars 1971, INSEE; *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1971, INSEE.

Note méthodologique concernant l'indice des « 259 articles ». – Extrait de *Études statistiques,* n° 2, avril-juin 1964 (supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique*). – Supplément méthodologique au *Bulletin mensuel de statistique,* décembre 1965.

Note méthodologique concernant l'indice des « 250 articles ». – Extrait de *Études statistiques,* n° 4, 1957. *Bulletin hebdomadaire de statistique* du 24 août 1957.

Note méthodologique concernant l'indice des « 213 articles ». – Extrait du *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, supplément octobre-décembre 1950.

« L'indice des prix de la Martinique : méthodes, bilan (1979-1984) et perspectives », *Les Dossiers Antilles-Guyane,* n° 10, 1985.

« L'indice des prix à la consommation des ménages urbains de condition moyenne. Base 100 en 1978 », *Documents,* n° 33, 1980 (Réunion).

« Prix à la consommation : présentation et précision du nouvel indice », *Économie et statistique,* n° 267, juillet 1993.

« La comparaison France-Allemagne », *Économie et statistique,* nos 275-276, 1994.

« L'indice des prix à la consommation surestime-t-il l'inflation ? », *Économie et Statistique*, n° 303,1997.

« Les prix à la consommation en 1995 », *INSEE-Première,* n° 433, mars 1996.

« Faible hausse des prix en 1996 », *INSEE-première*, n° 538, août 1997.

« Indice des prix à la consommation des 265 postes ». Série rétrospective, 1990-1995, *INSEE Résultats,* nos 476-477, juin 1996.

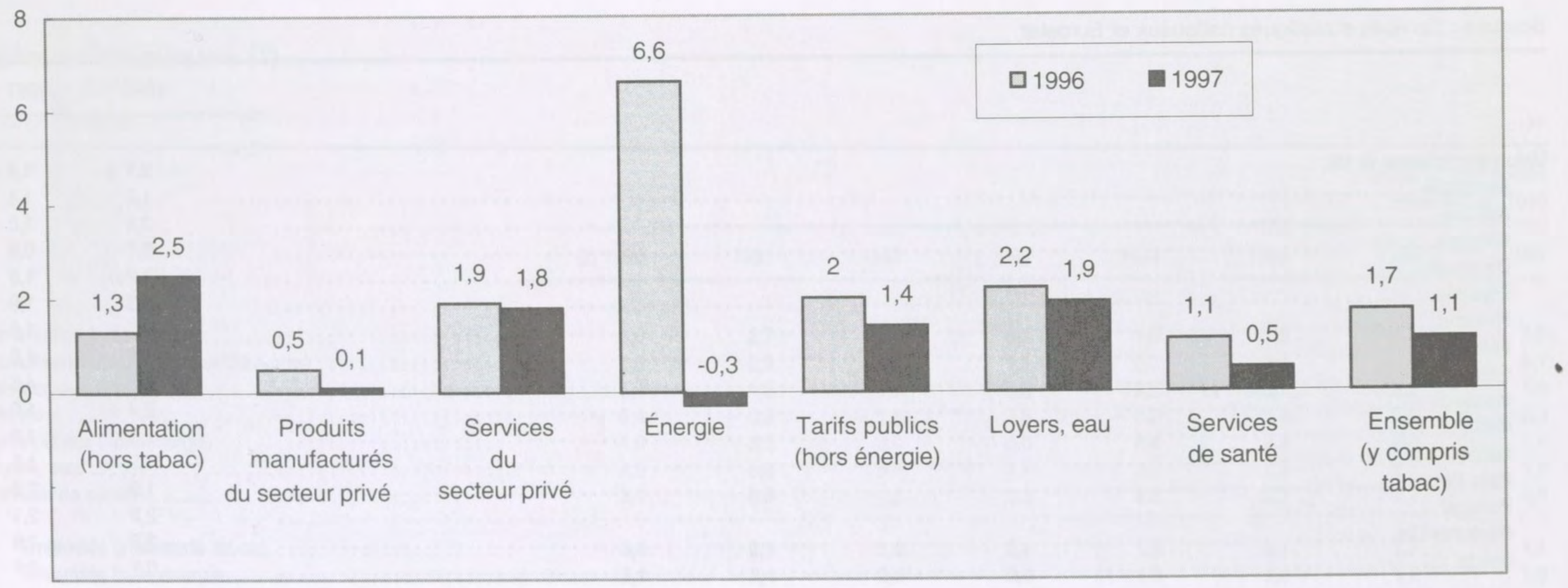
« Informations rapides » n° 179, juin 1996, sur l'indice CVS et l'inflation sous-jacente.

* *

GRAPHIQUE H.01

Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 265 postes)

Glissements annuels en % (1)



(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n

Source : INSEE

TABLEAU H.01-1A

Évolution des indices de prix nationaux à la consommation en Europe, aux États-Unis d'Amérique et au Japon

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Union européenne (à 15) (2)	**5,7**	**3,6**	**3,4**	**3,1**	**3,0**	**2,2**	**2,0**
dont : Allemagne (ex République fédérale d')	2,8	3,7	3,7	2,5	1,8	1,4	1,7
Belgique	3,5	2,4	2,7	1,9	1,5	2,5	1,1
Espagne	6,5	5,3	4,9	4,3	4,3	3,2	2,1
France (3)	**3,4**	**1,9**	**2,1**	**1,6**	**2,1**	**1,7**	**1,1**
Italie	6,4	4,7	4,3	4,0	5,6	2,7	2,0
Pays-Bas	2,6	2,6	2,6	2,6	1,7	2,5	2,3
Royaume-Uni	9,3	2,6	1,9	2,9	3,2	2,5	3,7
États-Unis d'Amérique	6,1	2,9	2,7	2,7	2,5	3,3	1,7
Japon	3,8	1,2	1,0	0,6	- 0,3	0,2	1,8

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) Union européenne (à 15) à partir de 1994.
(3) Depuis 1991, indice des prix à la consommation des ménages en 265 postes.

TABLEAU H.01-1B

Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1996	1997
Union européenne (à 15)	**2,1** *e*	**1,6** *e*
Allemagne	1,2	1,4
Autriche	2,3	1,0
Belgique	2,1	0,9
Danemark	2,2	1,6
Espagne	3,3	1,9
Finlande	1,7	1,6
France	**1,7**	**1,2**
Grèce	6,9	4,5
Irlande	2,4 *e*	1,0 *e*
Italie	2,9	**1,8**
Luxembourg	1,3	1,5
Pays-Bas	1,9	2,2
Portugal	2,9	2,1
Royaume-Uni	2,3	1,8
Suède	0,5	2,7

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-2

Évolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Glissements annuels (1)

Source : INSEE

%

	Indice en 265 postes Base 100 en 1990							
	(2) 1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Alimentation (hors tabac)	3,0	2,7	–	0,4	1,0	1,5	1,3	2,5
Produits manufacturés du secteur privé	2,0	2,9	1,4	1,1	0,3	1,2	0,5	0,1
Services du secteur privé	5,4	4,9	4,8	3,5	2,5	3,1	1,9	1,8
Énergie	6,4	– 0,8	– 1,8	3,8	– 0,2	3,6	6,6	– 0,3
Tarifs publics (hors énergie)	1,0	3,3	3,9	6,6	6,4	2,5	2,0	1,4
Loyers, eau	4,5	5,6	5,7	4,1	3,8	3,2	2,2	1,9
Services de santé	2,1	0,8	1,8	0,5	2,8	2,2	1,1	0,5
Ensemble (y compris tabac)	**3,4**	**3,1**	**1,9**	**2,1**	**1,6**	**2,1**	**1,7**	**1,1**
Ensemble hors énergie	**3,1**	**3,4**	**2,2**	**2,0**	**1,7**	**2,0**	**1,2**	**1,3**

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) En 1990, indice en 296 postes, base 100 en 1980.

TABLEAU H.01-3

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1993	1994	1995	1996	1997	Pondération
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**107,9**	**109,7**	**111,6**	**113,8**	**115,2**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	107,5	109,0	110,8	112,9	114,1	9 802
1. ALIMENTATION, BOISSONS, TABAC	**105,4**	**107,5**	**109,5**	**111,5**	**114,1**	**2 218**
Produits alimentaires	**102,8**	**103,7**	**105,0**	**106,2**	**108,1**	**1 722**
Pains et céréales	109,2	110,4	111,6	113,3	115,3	222
dont : Pain	110,2	112,3	114,5	116,8	119,0	71
Viandes	103,5	103,8	104,3	105,8	108,4	539
dont : Bœuf à rôtir	105,0	106,4	107,0	107,1	108,5	100
Poissons	101,2	100,0	98,8	100,6	103,8	105
dont : Poisson frais	100,2	98,3	96,6	98,9	103,7	52
Laits, fromages et œufs	102,2	101,8	101,6	102,3	103,0	251
dont : Laits	103,2	104,1	104,6	105,1	106,0	55
Yaourts	98,7	95,8	94,5	94,6	94,5	35
Œufs	103,5	104,4	104,6	106,3	108,2	21
Huiles et graisses	102,9	104,7	106,7	108,7	109,9	60
dont : Beurres	102,2	101,5	101,4	102,1	102,7	34
Légumes	95,9	97,9	100,5	102,7	102,4	139
dont : Légumes frais	95,0	97,9	101,2	103,9	103,8	109
Fruits	99,3	103,1	105,8	106,0	109,1	106
dont : Fruits frais	98,7	102,5	105,5	105,6	108,9	99
Sucre	108,7	110,8	113,2	115,7	119,3	10
Café, thé, cacao	91,4	101,7	122,3	117,6	121,7	47
Autres produits alimentaires	106,1	106,2	106,7	107,6	109,3	243
Boissons non alcoolisées	**109,8**	**109,3**	**109,4**	**110,6**	**112,5**	**67**
dont : Eaux minérales et de source	113,3	113,7	114,5	116,1	118,9	33
Boissons alcoolisées	**108,6**	**109,5**	**111,2**	**113,7**	**115,9**	**231**
dont : Vins de consommation courante	106,4	105,8	109,8	114,9	116,2	25
Vins supérieurs	110,4	110,3	113,6	117,4	119,1	87
Tabacs	**133,7**	**155,9**	**169,1**	**182,0**	**196,5**	**198**
2. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**106,4**	**106,9**	**107,3**	**108,3**	**108,8**	**658**
Habillement	**106,5**	**106,9**	**107,3**	**108,2**	**108,8**	**525**
Vêtements de dessus pour hommes	103,6	103,4	103,8	104,9	105,5	78
Vêtements de dessus pour femmes	103,5	104,3	104,2	104,7	105,0	135
Vêtements de dessus pour enfants	104,8	103,9	103,7	104,3	104,2	38
Lingerie, bonneterie pour hommes	107,7	108,0	108,0	109,2	109,9	63
Lingerie, bonneterie pour femmes	110,3	111,3	112,3	113,6	114,6	103
Lingerie, bonneterie pour enfants	108,3	108,4	108,7	109,5	110,4	54
Vêtements de travail, accessoires du vêtement, tissus	109,0	110,2	111,2	112,5	113,3	54
Chaussures	**105,9**	**106,3**	**106,9**	**107,9**	**108,0**	**126**
Réparation d'articles d'habillement et de chaussures	**112,4**	**115,0**	**119,6**	**122,6**	**124,8**	**7**
3. LOGEMENT, CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE	**111,3**	**113,7**	**116,0**	**119,2**	**120,8**	**1 139**
Logement et eau	**116,6**	**121,2**	**125,2**	**128,6**	**130,8**	**700**
Logement	115,1	118,4	121,5	124,2	125,9	595
dont : Loyers des résidences principales	115,1	118,4	121,5	124,1	125,8	563
Chauffage, éclairage	**103,8**	**103,4**	**103,6**	**106,5**	**107,3**	**439**
Électricité	106,5	107,1	108,0	109,2	106,9	254
Gaz	106,0	105,1	105,2	106,6	112,8	107
dont : Gaz de ville	102,4	101,1	100,3	100,5	104,8	79
Fiouls domestiques	92,0	88,8	86,8	97,8	101,4	72
4. MEUBLES, MATÉRIELS ET ARTICLES DE MÉNAGE, ENTRETIEN DE LA MAISON	**108,3**	**109,4**	**111,1**	**113,7**	**114,7**	**822**
Meubles, tapis, revêtements de sols	**107,7**	**108,7**	**110,3**	**112,5**	**113,4**	**190**
Articles de ménage en textiles, autres articles d'ameublement	**109,6**	**111,4**	**113,3**	**116,4**	**117,3**	**89**
Gros appareils ménagers	**99,9**	**98,4**	**97,5**	**97,7**	**97,0**	**111**
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**113,3**	**115,0**	**117,4**	**120,8**	**121,8**	**96**
Entretien courant de la maison	**110,0**	**111,9**	**114,4**	**117,8**	**119,6**	**336**
Articles de ménage non-durables	104,8	105,1	106,8	109,2	110,3	131
dont : Petits articles pour l'entretien du logement	104,1	104,5	108,4	111,6	112,8	42
Services pour l'habitation	114,7	117,9	121,0	125,1	127,4	205
dont : Services d'entretien du logement	114,9	118,0	121,3	125,5	128,0	155

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 1)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1993	1994	1995	1996	1997	Pondération
5. SANTÉ	**103,5**	**104,6**	**107,0**	**108,1**	**108,7**	**957**
Produits pharmaceutiques	**102,0**	**102,3**	**103,2**	**104,1**	**104,4**	**348**
dont : Spécialités pharmaceutiques	100,9	101,1	102,0	102,7	102,8	326
Appareils thérapeutiques	**113,0**	**115,0**	**116,7**	**118,5**	**118,5**	**50**
Médecins, auxiliaires médicaux	**103,5**	**105,1**	**108,5**	**109,8**	**110,5**	**559**
dont : Services des médecins	106,5	108,7	112,8	114,0	114,6	294
Dentistes	100,0	100,6	103,7	104,7	105,6	116
6. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**108,9**	**111,3**	**114,0**	**117,1**	**118,0**	**1 939**
Achats de véhicules	**106,3**	**106,3**	**107,6**	**107,6**	**105,0**	**373**
dont : Automobiles	106,0	105,9	107,2	107,1	104,3	347
Utilisation des véhicules	**110,6**	**114,5**	**118,4**	**124,1**	**126,6**	**1 132**
Pneus, pièces et accessoires, réparations des véhicules	116,9	120,8	124,7	128,9	130,0	587
Essences, lubrifiants	102,2	105,9	110,0	117,7	121,8	456
dont : Essences	101,9	105,6	109,9	117,9	122,4	427
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	116,2	120,7	123,6	127,7	130,2	89
dont : Péages, parkings	119,0	125,1	129,1	134,5	138,5	60
Services de transport	**113,1**	**114,8**	**117,3**	**118,7**	**121,5**	**247**
dont : Transports ferroviaires	110,2	111,1	113,1	114,9	115,5	65
Transports aériens	115,8	114,4	115,3	110,8	114,0	57
Communications	**101,4**	**102,9**	**102,3**	**101,1**	**99,4**	**187**
dont : Services de télécommunications	99,2	99,9	99,0	96,7	94,4	158
Services postaux	112,8	118,7	120,0	126,3	128,2	29
7. LOISIRS, SPECTACLES, ENSEIGNEMENT, CULTURE	**106,5**	**106,9**	**107,7**	**108,9**	**109,0**	**825**
Appareils et accessoires de loisirs	**101,5**	**100,4**	**99,5**	**99,2**	**98,0**	**392**
Radio, télévision	87,5	82,8	79,2	74,8	69,3	76
Photographie, musique, autres biens durables	96,5	96,9	97,0	97,3	95,6	35
Autres articles récréatifs	107,8	107,5	107,3	108,1	108,5	251
dont : Disques, bandes et cassettes enregistrées	111,5	112,5	113,2	114,7	114,9	63
Loisirs, spectacles, culture	**111,2**	**113,4**	**116,5**	**120,2**	**122,0**	**212**
Livres, quotidiens, périodiques	**111,9**	**113,4**	**115,4**	**117,4**	**118,5**	**174**
Enseignement	**114,6**	**118,1**	**120,6**	**122,3**	**123,9**	**47**
8. AUTRES BIENS ET SERVICES	**111,9**	**114,2**	**116,3**	**118,8**	**120,5**	**1 442**
Soins et produits personnels	**111,6**	**113,0**	**114,3**	**116,5**	**118,6**	**289**
Coiffure, beauté	113,9	116,8	119,3	121,8	123,0	104
Articles pour les soins personnels	110,2	110,8	111,4	113,5	115,9	185
Autres articles personnels	**101,7**	**102,8**	**103,4**	**104,0**	**103,9**	**159**
Horlogerie, bijouterie	93,4	94,4	93,8	93,7	93,4	79
Maroquinerie, autres	109,1	109,9	110,7	111,6	111,5	53
Papeterie, autres fournitures	110,2	112,3	116,6	119,1	119,4	27
Restaurants, cafés, hôtels	**113,8**	**116,4**	**119,3**	**122,0**	**124,0**	**849**
Restaurants et cafés	113,3	116,1	118,9	121,6	123,7	665
dont : Repas traditionnel dans un restaurant	111,9	113,8	115,7	117,9	119,4	304
Hôtels, services de logement analogues	115,7	117,8	120,7	123,5	125,1	184
dont : Location de chambres d'hôtel	115,8	117,3	120,3	122,4	123,6	79
Voyages organisés	**112,8**	**114,6**	**117,3**	**117,9**	**119,4**	**13**
Services financiers	**115,7**	**119,3**	**120,8**	**123,9**	**124,0**	**63**
Autres services aux ménages	**116,8**	**120,7**	**123,3**	**127,5**	**131,2**	**69**
dont : Services funéraires	114,3	119,5	122,8	128,8	134,4	33
ANALYSE CONJONCTURELLE						
Alimentation (hors tabac)	103,6	104,5	105,8	107,1	109,0	2 020
Produits manufacturés du secteur privé	106,1	106,6	107,4	108,5	108,4	3 277
Services du secteur privé	114,9	118,1	121,3	124,6	126,8	1 964
Énergie	102,8	104,4	106,4	111,8	114,3	866
dont : produits pétroliers	101,1	103,6	106,8	115,1	119,8	527
Tarifs publics hors énergie	113,3	119,7	123,7	127,0	130,6	646
dont : services publics	107,1	108,8	110,3	110,9	111,6	448
Loyers, eau	116,6	121,3	125,2	128,7	130,9	668
Services de santé	103,5	105,1	108,5	109,8	110,5	559

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 2 et fin)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1993	1994	1995	1996	1997	Pondération
REGROUPEMENTS PARTICULIERS						
Ensemble hors tabac et alcools	107,4	108,9	110,7	112,8	113,9	9 501
Ensemble hors énergie	108,3	110,1	112,1	114,0	115,3	9 134
Ensemble hors produits frais	108,2	110,0	112,0	114,2	115,5	9 725
Ensemble non alimentaire	109,1	111,1	113,3	115,7	116,9	7 980
Ensemble des produits vendus par le commerce de détail	104,8	105,4	106,3	107,5	108,6	4 113
Alimentation plus restaurants, cantines, cafés	105,9	107,1	108,8	110,4	112,4	2 685
Alimentation hors produits frais	104,7	105,3	106,5	107,7	109,7	1 745
Produits manufacturés, hors tabac et eau	105,5	106,2	107,3	109,2	109,7	4 143
Services hors loyers	112,1	115,1	118,2	120,8	122,6	3 076
Services y compris eau	112,6	115,6	118,7	121,4	123,1	3 639
INDICES DIVERS						
Ensemble y compris loyers fictifs	108,5	110,5	112,6	114,8	116,2	10 000
Supercarburant avec plomb	102,4	106,0	110,6	117,3	121,7	///
Supercarburant sans plomb, indice d'octane 98	98,9	102,7	108,9	115,6	120,0	///
Gazole	103,5	109,6	109,7	121,9	126,6	///
Fioul domestique (10 000 l)	92,0	88,6	86,3	97,5	101,3	///

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-4

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier

(265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Groupe et sous-groupe	Ménages urbains				Ménages parisiens			
	1995	1996	1997	Pondération	1995	1996	1997	Pondération
Ensemble hors tabac	**110,9**	**113,0**	**114,2**	**9 694**	**111,2**	**113,1**	**114,0**	**9 683**
Ensemble y compris tabac	112,1	114,4	115,9	10 000	112,4	114,6	**115,7**	10 000
Alimentation	105,5	106,8	108,7	2 093	106,2	107,2	108,6	1 962
Pains et céréales	111,4	113,1	115,0	198	112,8	114,6	116,3	191
Viandes et poissons	103,5	105,1	107,7	680	104,5	106,0	108,4	628
Œufs, laits, corps gras	102,6	103,6	104,4	335	103,8	104,2	104,4	297
Légumes et fruits	102,2	103,5	104,6	252	102,4	103,5	104,6	263
Autres produits alimentaires	108,5	108,8	110,8	341	109,3	109,1	109,9	302
Boissons	111,3	113,3	115,6	287	111,6	113,1	114,2	281
Produits manufacturés	107,3	109,3	109,7	4 047	106,9	108,6	108,6	3 765
Habillement et textiles	107,6	108,7	109,2	695	108,4	109,6	109,9	631
Autres produits manufacturés	107,2	109,4	109,8	3 352	106,4	108,2	108,2	3 134
Services	119,3	122,1	123,8	3 554	118,9	121,6	123,1	3 956
Services relatifs au logement	124,0	127,4	129,5	1 051	123,8	127,2	128,6	1 085
dont : Loyers, eau	124,3	127,6	129,7	984	123,9	127,3	128,8	1 020
Soins personnels et de l'habillement	119,4	121,9	123,0	106	118,5	120,6	121,1	131
Services de santé	108,6	109,9	110,6	535	108,2	109,6	110,3	536
Transports publics	119,1	121,6	124,5	217	121,3	124,4	128,2	337
Services d'utilisation de véhicules privés	132,1	138,0	141,3	302	132,8	138,4	140,7	303
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	119,4	122,1	124,3	755	118,5	120,7	122,6	939
Autres services	114,1	116,2	116,9	588	112,1	113,9	114,6	625

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-5

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Situation en décembre

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Spécialités pharmaceutiques	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Remboursables par la Sécurité sociale	98,0	98,2	98,0	98,9	99,2	99,2
Non remboursables par la Sécurité sociale	132,8	138,9	144,0	146,9	150,0	154,4

TABLEAU H.01-6

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

(Moyennes annuelles)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

	1993	1994	1995	1996	1997	Pondération
Guadeloupe						
Alimentation (hors tabac)	105,9	108,0	111,3	112,6	113,8	3 114
Produits manufacturés du secteur privé	109,5	109,7	110,8	111,6	112,2	2 994
Services du secteur privé	109,9	112,7	115,5	119,1	120,6	1 681
Énergie	102,8	105,2	106,6	110,7	115,0	795
Tarifs publics	118,7	119,6	119,6	114,7	112,2	322
Loyers, eau	113,9	117,9	120,9	122,8	125,8	853
Services de santé	108,8	110,9	115,6	117,2	117,8	239
Ensemble	**108,3**	**110,1**	**112,4**	**114,0**	**115,3**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**108,3**	**110,1**	**112,4**	**113,9**	**115,2**	**9 920**
Martinique						
Alimentation (hors tabac)	109,0	110,9	112,8	113,5	115,1	3 091
Produits manufacturés du secteur privé	108,1	107,7	108,4	108,6	108,6	2 840
Services du secteur privé	117,2	125,2	130,1	135,5	137,2	1 841
Énergie	104,7	108,8	113,0	116,2	119,5	841
Tarifs publics	114,2	121,0	122,9	117,3	116,4	300
Loyers, eau	114,3	117,8	120,2	123,9	128,3	802
Services de santé	116,5	117,6	122,3	123,4	123,9	285
Ensemble	**110,7**	**113,3**	**115,6**	**117,2**	**118,5**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,7**	**113,3**	**115,6**	**117,2**	**118,4**	**9 920**
Guyane						
Alimentation (hors tabac)	103,6	105,2	107,0	107,6	109,4	2 860
Produits manufacturés du secteur privé	107,7	107,4	107,5	107,0	107,1	2 511
Services du secteur privé	118,5	121,9	125,7	128,9	131,8	1 761
Énergie	104,2	107,1	111,4	116,3	119,0	803
Tarifs publics	113,4	115,6	115,7	109,9	106,9	456
Loyers, eau	110,9	113,9	116,2	117,8	118,3	1 332
Services de santé	119,9	122,0	128,8	130,8	131,8	277
Ensemble	**107,3**	**108,9**	**110,9**	**111,8**	**112,9**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**107,2**	**108,8**	**110,7**	**111,5**	**112,6**	**9 864**
Réunion						
Alimentation (hors tabac)	110,8	111,7	112,6	114,7	116,5	2 790
Produits manufacturés du secteur privé	109,9	111,4	113,0	114,5	115,1	3 379
Services du secteur privé	113,5	118,5	122,6	127,5	131,0	1 421
Énergie	106,1	109,6	109,5	111,1	112,2	730
Tarifs publics	111,6	114,9	120,7	123,7	125,7	467
Loyers, eau	121,7	125,7	128,0	130,4	133,5	990
Services de santé	107,8	110,0	115,4	117,3	117,9	224
Ensemble	**111,3**	**113,5**	**115,5**	**117,7**	**119,3**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**111,2**	**113,4**	**115,1**	**117,3**	**118,9**	**9 854**

TABLEAU H.01-7

Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

Moyennes annuelles

Source : Services territoriaux de statistique

	(1) 1990	(1) 1992	1993	1994	1995	1996	1997	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992								
Ensemble	**269,7**	**287,4**	**295,7**	**104,9**	**106,3**	**107,8**	**109,9**	**10 000**
dont : Alimentation-Boissons	253,7	268,8	...	...	...	110,3	114,5	///
Habillement-Textiles	251,9	250,1	...	...	...	97,2	96,3	///
Autres produits manufacturés	283,1	298,4	...	...	...			///
Services	281,9	310,2	...	...	...	109,3	111,7	///
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988								
Ensemble	**103,0**	**105,5**	**107,1**	**108,7**	**110,0**	**111,2**	**112,7**	**10 000**
dont : Alimentation-Boissons	104,2	104,5	106,5	...	111,2	112,8	115,5	3 208
Habillement-Textiles	99,5	99,9	99,8	...	97,9	95,8	94,5	629
Autres produits manufacturés	103,2	106,7	108,3	...	110,5	110,7	111,5	3 035
Services	102,4	106,3	107,9	...	110,8	113,3	114,9	3 128

(1) Ancienne base août 1975 pour la Nouvelle-Calédonie.

Chapitre H.02

Prix à la consommation

1. Méthodologie.
2. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prix moyens de vente au détail en métropole.
2. Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros.
3. Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris.
4. Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.
5. Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique.
6. Tarifs des taxis à Paris.
7. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Prix moyens en métropole

Les séries de prix moyen de vente au détail présentées dans le tableau 1 sont des moyennes annuelles de relevés effectués par les enquêteurs spécialisés de l'INSEE auprès d'un échantillon de points de vente couvrant le territoire de la métropole. Les prix moyens portent sur une partie des produits suivis pour établir l'indice des prix.

12. Tarifs publics

Les tarifs publics occupent une part relativement importante dans l'indice des prix, qu'ils concernent l'énergie (EDF, gaz,...), les services (péages, transports publics, poste, eau,...), la santé (médecins, transports sanitaires,...), etc.

Les tableaux 2 à 7 présentent les prix de tarifs publics parmi les plus répandus.

*
* *

TABLEAU H.02-1

Prix moyens de vente au détail en métropole

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits en moyenne annuelle	Unités	1996	1997
Pains et céréales			
Pain de campagne fabrication maison	kg	17,88	18,29
Pain baguette	»	15,66 ■	15,89 ■
Pain parisien	»	11,97 ■	12,12 ■
Éclair individuel	pièce	6,80	6,82
Pain au chocolat	pièce	3,88 ■	3,80
Croissant ordinaire	pièce	3,32	3,30
Farine de blé type 45	kg	5,20 ■	5,27
Pâtes supérieures	500 g	4,89 ■	4,80
Pâtes aux œufs	250 g	4,32	4,28 ■
Riz long pré-traité ou étuvé	kg	14,07	13,62 ■
Viandes			
Bœuf			
Filet	kg	155,03 ■	155,53
Faux-filet	»	98,13 ■	97,17
Rumsteck	»	96,48 ■	95,09
Entrecôte	»	88,04 ■	87,92
Bifteck dans la bavette	»	90,07 ■	90,16
Côte avec os	»	79,38	79,52
Macreuse à braiser	»	48,80	48,45
Bifteck haché	»	62,40 ■	61,08 ■
Veau			
Côtes premières avec os	kg	84,62	84,74 ■
Escalope	»	106,72 ■	105,61
Rôti noix, sous -noix ou noix pâtissière	»	95,65	95,51 ■
Agneau			
Épaule avec os	kg	53,05	56,61
Côtes premières	»	80,36	84,35
Côtes découvertes	»	74,17	76,75
Gigot racourci	»	69,47 ■	72,85
Cheval	»		
Bifteck 1ère catégorie ou dans la bavette	kg	84,15	84,29
Porc			
Rôti dans le filet	kg	51,80 ■	52,88
Côtes premières	»	42,60 ■	43,95
Échine avec os	»	40,99 ■	42,37
Jambon choix vendu sous plastique (de 2 à 6 tranches)	»	72,62 ■	78,07
Volailles, lapins			
Poulet industriel sans label	kg	17,44 ■	17,38
Lapin entier	»	43,41 ■	42,94
Triperie			
Foie de veau frais	kg	130,00	117,23
Foie de génisse frais.(1)	»	34,95	///
Rognons de porc	»	29,08	28,08
Poissons			
Poissons frais			
Baudroie (lotte) en tranche	kg	114,10	119,87
Cabillaud en tranche	»	63,14	66,55
Filet de cabillaud	»	63,68	67,59
Filet de merlan	»	70,02	72,72
Lieu noir en tranche	»	41,91	43,62
Limande-sole	»	58,32	64,84
Merluchon ou colinot	»	65,85	68,81
Roussette	»	54,30	56,69
Saumon d'élevage	»	51,71	51,38
Sole n° 3 ou 4	»	109,09	123,71
Thon rouge	»	67,57	74,51
Truite grise ou rose ou saumonée	»	41,24	41,44
Poissons en boîte et surgelés			
Cabillaud pané surgelé	400 g	20,83 ■	20,61 ■
Thon au naturel en boîte	160 g	7,63	7,76
Crustacés et mollusques frais			
Coquilles Saint-Jacques entières	kg	45,89	44,85
Crevettes grises	»	99,85	99,58
Crevettes roses de Norvège	»	73,68	75,78
Crevettes roses d'Afrique	»	115,14	117,14
Huîtres creuses de claires cat. 3-4	douze	28,45	29,33
Langoustines crues	kg	86,59	90,55
Moules de bouchot	»	18,70	19,09
Tourteaux	»	39,58	40,42
Lait, fromages et œufs			
Lait pasteurisé entier	litre	5,69	5,73
Lait U.H.T. demi-écrémé	»	3,85 ■	3,86
Yaourts nature	les 4	4,90 ■	4,77
Yaourts aromatisés	les 8	8,08 ■	7,92
Petits suisses nature 40% M.G.	180 g	3,78	3,75
Camembert pasteurisé 45% M.G. fabriqué en Normandie	250 g	9,88 ■	9,84
Rocquefort	kg	101,99	103,31
Saint-Paulin	»	37,01	36,76
Emmental français	»	47,22 ■	47,04
Fromage fondu pour tartine	170 g	7,77	7,91
Œufs en boîte de 12, calibre 60-65.(1)	boîte	13,32 ■	///
Corps gras			
Huile d'olive vierge extra	litre	35,16	36,90 ■
Huile 100% arachide	»	14,04 ■	14,21 ■
Huile de tournesol	»	9,85 ■	9,77
Margarine au tournesol	250 g	5,32	5,18 ■
Beurre extra-fin	»	8,67 ■	8,73
Légumes			
Légumes frais			
Ail	kg	33,62	35,07
Artichauts	»	14,43	14,98
Asperges	»	34,02	33,60
Carottes	»	6,13	5,91
Champignons de Paris	»	24,46	24,45
Concombres		11,05	11,41
Courgettes	»	10,95	9,45
Endives	»	13,67	13,73
Haricots verts extra-fins	»	30,54	30,50
Oignons	»	6,71	7,16
Poireaux	»	10,92	10,85
Poivrons verts	»	14,94	16,68
Pommes de terre anciennes à chair ferme	»	7,10	7,34
Pommes de terre anciennes Bintjes ou ordinaires	»	4,07	4,13
Pommes de terre nouvelles	»	6,62	6,84
Radis roses	botte	5,66	5,44
Tomates	kg	13,08	12,71
Choux-fleur	pièce	10,14	10,88
Batavia	»	5,14	4,92
Chicorée frisée	»	9,21	9,73
Laitue	»	4,71	4,48
Scarole	»	8,86	9,45
Légumes en conserve			
Petits pois extra-fins en boîte	560 g	6,24 ■	6,36
Champignons de Paris entiers en boîte	115 g	5,04	4,82 ■
Concentré de tomates 28% en boîte	70 g	1,08	0,99 ■
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	9,79	9,36 ■
Maïs doux en grains en boîte	285 g	4,89	4,92 ■
Fruits frais			
Abricots	kg	15,71	16,10
Avocat	pièce	4,44	4,71
Bananes	kg	10,00	10,71
Brugnons	»	15,73	17,07

(1) Série supprimée en 1997.

TABLEAU H.02-1 (suite et fin)

Prix moyens de vente au détail en métropole

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits en moyenne annuelle	Unités	1996	1997
Cerises	kg	24,72	25,60
Citrons	»	14,62	14,11
Clémentines		13,75	12,91
Fraises	»	31,89	31,21
Melons	»	13,57	15,77
Oranges Navel	»	10,33	10,32
Autres oranges	»	10,08	10,37
Pamplemousses	»	11,26	11,08
Pêches chair blanche	»	14,90	15,42
Pêches chair jaune	»	13,64	14,51
Poires	»	11,07	11,97
Pommes Golden	»	10,38	10,16
Pommes reinettes	»	11,78	11,76
Pommes rouges	»	11,88	11,66
Prunes	»	12,43	13,67
Raisins Chasselas	»	15,11	19,52
Raisins Italia ou Idéal	»	11,17	13,70
Raisins Muscat Hambourg	»	15,79	21,44
Produits alimentaires divers			
Sucre en morceaux	kg	7,84 ■	8,10
Café moulu non décaféiné	250 g	9,29 ■	8,86 ■
Café moulu 100% arabica	»	14,79 ■	15,53 ■
Chocolat au lait en tablette	100 g	4,80 ■	4,75 ■
Chocolat noir en tablette	»	3,65 ■	3,79
Sel fin iodé fluoré ou non	500 g	3,50 ■	3,40 ■
Petit pot de légumes et viande pour bébé	200 g	5,27	5,04 ■
Boissons			
Eau minérale non gazeuse	1,5 l	3,07 ■	3,17
Vin rouge de table 12°	litre	8,64	8,70
Vin rouge de table 11°	»	7,60 ■	7,73
Bière blonde de luxe en pack (6x33 cl)	pack	16,20 ■	16,59
Apéritifs anisés 45°	litre	91,29 ■	94,09
Whisky	75 cl	85,69	85,17 ■
Cognac trois étoiles	70 cl	92,11	91,45
Habillement, chaussures			
Jupe pure laine de forme droite ou avec quelques plis	pièce	537,56	531,80 ■
Pantalon jean pour enfant en coton	»	158,95 ■	156,61
Chemise de ville pour homme en coton	»	265,31 ■	272,48
Slip pour homme en coton, imprimé ou rayé	»	49,87 ■	51,39
Mi-chaussettes homme en acrylique et polyamide (1)	paire	30,92 ■	///
Collant voile avec élasthanne		23,51 ■	24,32
Chaussures ville homme basses, en cuir, semelle cuir	»	545,56 ■	572,05 ■
Escarpins classiques femme, en cuir,semelle cuir	»	511,03 ■	510,43 ■
Logement, chauffage, éclairage			
Eau distribuée, abonnement inclus,T.T.C	120 m^3	1 787,62	1 868,49

Produits	Unités	1996	1997
Gaz butane comprimé, sans consigne	13 kg	99,39 ■	108,43
Fioul domestique (à domicile)	1 000 l	2 180,21	2 257,07
Entretien de la maison			
Pile ronde alcaline type LR20	pièce	11,52 ■	11,64 ■
Ampoule électrique ordinaire de 75 W	»	5,40	5,27
Papier aluminium en rouleau	20 m	13,83	13,41 ■
Lessive en poudre non concentrée	5 kg	56,06 ■	54,62 ■
Poudre de lavage pour lave-vaisselle	3 kg	50,77	50,38 ■
Eau de Javel concentrée en berlingot	pièce	1,54	1,55
Travaux de plomberie T.T.C	heure	194,49	199,54
Travaux d'électricité (heure de main-d'œuvre T.T.C)	heure	187,2	195,8
Blanchissage d'un drap blanc	pièce	13,04	13,37
Nettoyage d'un pantalon pour homme	»	28,96	28,89
Utilisation de véhicules			
Pneumatique pour auto : tubeless 165 X 13	pièce	478,94	437,99 ■
Mécanique automobile : main d'œuvre T.T.C	heure	215,68	224,46
Carrosserie automobile : main d'œuvre T.T.C	»	226,00	235,00
Contrôle technique : pour un véhicule de plus de 5 ans.	forfait	332,27	338,38
Essence super avec plomb	litre	6,28	6,51
Gazole	»	4,31	4,48
Essence super sans plomb : octane 98	»	6,04	6,27
Leçon d'auto-école pour permis B	heure	160,00	162,00
Biens et services de loisirs			
Cassette vidéo vierge V.H.S. standard 180 mm	pièce	36,48 ■	35,03 ■
Film négatif couleur, format 24 x 36, 24 poses, sur papier	»	31,73	31,25 ■
Premier tirage d'un film couleur 24 x 36, 24 poses, sur papier, format 10 x 15	»	78,99	79,45
Tatouage d'un chien au dermographe, avec anesthésie.	»	306,48	311,35
Fleurs et plantes			
Azalée diamètre 35 cm environ	pot	76,86	78,52
Bégonia diamètre 25 cm environ	»	64,00	62,25
Cyclamens 6 à 8 fleurs	»	63,68	62,27
Œuillets en bouquet	tige	3,22	3,19
Rose à l'unité	»	14,44	14,27
Roses en bouquet	fleur	4,88	4,91
Tulipes en bouquet	»	4,27	4,14
Soins et produits personnels			
Shampooing et coupe mode pour homme	pièce	99,49	100,59
Shampooing supérieur, coloration tenace et brushing pour femme	»	202,33	205,91
Shampooing, coupe, permanente traitante et brushing pour femme	»	322,16	326,77
Dentifrice au fluor en tube de 75 ml	»	9,99	10,30 ■
Mouchoirs en papier blanc en boîte	100	5,87 ■	5,80 ■
Cartouches de stylo petit format (1)	6	3,44 ■	///
Restaurants, cafés, hôtels			
Repas dans un restaurant universitaire (1)	pièce	13,41	///
Tasse de café au comptoir	»	5,90	6,10
Bière blonde spéciale en salle	25 cl	15,62	15,93
Apéritif anisé au comptoir	2 cl	9,98	10,23

(1) Série supprimée en 1997.

TABLEAU H.02-2

Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros (1)

Aux dates de changement de tarif

Source : Gaz de France — *Unité :* Franc par kWh

Tranche de consommation mensuelle (en kWh)	1994 1er mai (2)	1995 2 mars (3)	1995 1er août (4)	1996 1er avril	1996 15 novembre	1997 1er mai	1997 3 novembre	1998 1er mai
Tarif « B0 » :								
Prix de l'énergie	0,2588	0,2555	0,2598	0,2571	0,2629	0,2723	0,2806	0,2739
Prime fixe annuelle (5)	206,48	206,51	209,99	208,11	212,59	219,40	225,47	220,12
Tarif « B1 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1754	0,1733	0,1762	0,1744	0,1782	0,1844	0,1899	0,1854
Prime fixe annuelle (5)	747,45	747,45	760,07	753,56	769,62	796,83	819,55	801,31
Tarif « B2 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1647	0,1630	0,1657	0,1640	0,1676	0,1734	0,1786	0,1744
Prime fixe annuelle (5)	1 056,60	1 056,60	1 074,40	1 067,31	1 090,03	1 127,51	1 157,62	1 130,55

(1) Taxes comprises.
(2) Y compris TVA : 5% sur prime fixe et 18,6% sur l'énergie.
(3) Y compris TVA : 18,6% sur prime fixe et énergie.
(4) Augmentation de la TVA qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.
(5) Y compris redevance et location-entretien de compteur.

TABLEAU H.02-3

Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris (Taxes comprises)

Aux dates de changement de tarif

Source : Électricité de France — *Unités :* Abonnements : en francs par mois ; Énergie : en francs par kWh

	1993 20 février	1994 10 mars	(1) 1995 1er août	1996 28 février	1997 20 avril	1998 1er mai
ABONNEMENTS						
Option de base :						
3 KVA	14,19	14,27	14,51	14,33	14,33	14,33
6 KVA	36,03	36,25	36,86	36,43	36,43	36,43
9 KVA	72,00	73,36	74,60	73,72	73,72	73,83
12 KVA	107,37	109,87	111,72	110,40	107,76	106,35
15 KVA	142,74	146,37	148,84	147,08	141,80	138,87
18 KVA	178,11	182,88	185,96	183,76	175,84	171,39
Option « Heures creuses » :						
6 KVA	68,05	68,02	69,17	68,35	66,73	65,44
9 KVA	117,13	118,46	120,46	119,04	118,60	117,47
12 KVA	166,91	169,45	172,31	170,28	170,64	169,51
15 KVA	216,69	220,43	224,15	221,52	222,68	221,55
18 KVA	266,48	271,42	276,00	272,76	274,72	273,59
24 KVA	404,42	408,52	415,41	410,53	442,64	457,51
30 KVA	542,37	545,61	554,81	548,29	610,57	641,44
36 KVA	680,31	682,71	694,22	686,05	778,49	825,36
Option « Effacement jours de pointe » :						
12 KVA	68,05	68,02	69,17	68,35	68,35	68,35
15 KVA	68,05	68,02	69,17	68,35	68,35	68,35
18 KVA	68,05	68,02	69,17	68,35	68,35	68,35
36 KVA	266,48	271,42	276,00	272,76	272,76	272,76
ÉNERGIE						
Option de base (simple tarif) :						
3 KVA	0,88	0,88	0,90	0,90	0,87	0,86
Option « Heures creuses » (double tarif) :						
Heures pleines	0,76	0,76	0,77	0,77	0,73	0,71
Heures creuses	0,43	0,43	0,44	0,44	0,44	0,43
Option « Effacement jours de pointe » :						
Heures normales	0,48	0,48	0,49	0,49	0,49	0,49
Pointe mobile	3,93	3,86	3,93	3,93	3,93	3,93

(1) Augmentation de la TVA, qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.

TABLEAU H.02-4

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité :* Franc

Nature du service	5 juillet 1993	1er août 1994	1er août 1995	18 mars 1996	1997	1998
Service postal						
Lettre missive :						
Jusqu'à 20 grammes :						
- courrier normal	2,40	2,40	2,40	2,70	2,70	2,70
- courrier urgent	2,80	2,80	2,80	3,00	3,00	3,00
De 500 g à 1 kg urgent	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00
Carte postale illustrée simple tarif normal (1)	2,40	2,40	2,40	2,70	2,70	2,70
Coliéco de 1 kg recommandé R1 (2)	32,00	32,00	32,00	34,50	34,50	34,50
Colissimo (3) :						
Départemental :						
- jusqu'à 250 g	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
- jusqu'à 500 g	18,00	18,00	18,00	19,00	19,00	19,00
Extra-départemental :						
- jusqu'à 250 g	17,00	17,00	17,00	19,00	19,00	19,00
- jusqu'à 500 g	25,00	25,00	25,00	27,00	27,00	27,00
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :						
- lettre R1	16,00	16,00	16,00	15,50	15,50	15,50
- paquet R1	10,00	10,00	10,00	10,50	10,50	10,50
Lettre, carte postale, pour les pays de la CEE et Saint-Marin (service rapide)	2,80	2,80	2,80	3,00	3,00	3,00
	1993	(4) 1994	(4) 1995	(4) 1996	(4) 1997	(4) 1998
Service financier						
Chèques postaux						
Droit annuel de tenue de compte	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers (5) :						
- jusqu'à 1 000 F	13,50	13,50	14,00	16,00	18,00	19,00
- de 1 000 F à 10 000 F (6)	13,50	20,00	20,00	23,00	///	///
Cartes de paiement						
Carte bleue nationale à débit immédiat	95,00	100,00	100,00	105,00	110,00	115,00
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	145,00	150,00	155,00	160,00	165,00 *r*	175,00
Mandats						
Mandat-lettre jusqu'à 1 000 F (régime intérieur) [7]	17,00	20,00	22,00	26,00	30,00	32,00
Mandat-carte jusqu'à 1 000 F (régime intérieur)	22,00	26,00	28,00	32,00	34,00	35,00

(1) Quel que soit le nombre de mots.
(2) Uniquement extra-départemental.
(3) Prestation créée le 22 mai 1989.
(4) Date d'effet le 1er août.
(5) Remplace « Mandats ordinaires de versement sur un autre compte » figurant dans l'édition de 1993.
(6) À compter de 1997, taux variable selon les tranches.
(7) Au delà de 1 000 francs , taux variable selon les tranches.

TABLEAU H.02-5

Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique (taxes comprises)

Source : France Télécom

Nature du service	Unité	Ancienne date d'effet	Valeur	Nouvelle date d'effet	Valeur
Communication :					
Unité télécom à partir d'un poste public	Franc	01/03/97	0,813	01/10/97	0,813
Conversation locale à partir d'un poste public :					
1ère impulsion (1)	»	01/03/97	1,000	01/10/97	1,000
Les suivantes	»	01/03/97	0,813	01/10/97	0,813
Unité télécom à partir d'un poste privé	Seconde	01/03/97	0,742	01/10/97	0,742
Conversation locale à partir d'un poste privé :					
Durée de l' impulsion	»	01/03/97	180 (2)	01/10/97	180 (2)
Durée des suivantes	»	01/03/97	180 (2)	01/10/97	159 (2)
Conversation à grande distance plus de 100 km :					
Durée de la 1ère impulsion	»	01/03/97	32 (2)	01/10/97	39 (2)
Durée des suivantes	»	01/03/97	32 (2)	01/10/97	39 (2)
Minitel :					
Kiosque grand public 36.15 (Télétel 3) :					
Tarif 32 par minute TTC	Franc	01/03/97	0,850 (3)	01/10/97	0,850 (3)
Tarif 34 par minute TTC	»	01/03/97	1,010 (3)	01/03/97	1,010 (3)
Tarif 36 par minute TTC	»	01/03/97	1,290 (3)	01/03/97	1,290 (3)

(1) La 1ère impulsion vaut 0,813 F. Elle est majorée de 0,187 F pour les cabines à pièces.
(2) Durée d'une impulsion en seconde facturée à une unité télécom en tarif normal. La durée des impulsions supplémentaires est majorée de 50%, au tarif réduit.
(3) Ajouter 0,12 F à la connexion.

TABLEAU H.02-6

Tarifs des taxis à Paris

Aux dates de changement de tarif

Source : Préfecture de Paris — *Unité :* Franc

	1990 12 février	1992 13 janvier	1993 15 janvier	1994 7 février	1995 6 janvier	1996 6 janvier	1997 12 janvier	1998 22 janvier
Jour :								
Prise en charge	10,00	11,00	12,00	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	2,62	2,79	3,01	3,23	3,29	3,36	3,45	3,53
Nuit :								
Prise en charge	10,00	11,00	12,00	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	4,08	4,35	4,68	5,10	5,19	5,45	5,70	5,83

TABLEAU H.02-7

Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne

Aux dates de changement de tarif

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP) — *Unité :* Franc

	1993 1er mai	1994 1er août	1995 1er août	1996 1er juillet	1997 1er août	1998 1er juillet
Métro et autobus (plein tarif)						
Tickets pour trajets simples :						
- à l'unité	6,50	7,00	7,50	8,00	8,00	8,00
- au carnet	3,90	4,10	4,40	4,70	4,80	5,20
Carte orange mensuelle	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)
Coupon valable dans les zones 1 et 2	312/208	329/219	345/230	365/243	383/255	407/271
Coupon valable dans les zones 1 à 3	458/281	483/296	507/311	547/334	573/350	589/362
Coupon valable dans les zones 1 à 4	656/380	681/395	713/414	743/432	767/447	777/456
Coupon valable dans les zones 1 à 5	818/461	865/487	907/511	927/524	961/544	975/555
Coupon valable dans les zones 1 à 6	888/496	943/526	987/551	1 063/592	1 107/617	1 123/629
Coupon valable dans les zones 1 à 7	1 008/556	1 081/595	1 133/624	1 209/665	1 259/693	1 279/707
Coupon valable dans les zones 1 à 8	1 136/620	1 211/660	1 269/692	1 361/741	1 413/770	1 435/785

(1) 1ère classe.
(2) 2ème classe.

Chapitre H.03

Indices de prix de gros
Indices de prix de vente industriels
Indice du coût de la construction

1. Méthodologie.
2. Sources de documentation.
3. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.
2. Indices annuels des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens.
3. Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).

4A. Indices agrégés de prix de vente industriels : IAA.

4B. Indices de prix de vente industriels hors IAA.

5. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP] (base 100 en 1990)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1990 a pris la suite de l'indice base 100 en 1980 calculé jusqu'en décembre 1993. Ce changement de base, coordonné au niveau de l'Union européenne, a traduit trois changements majeurs :

— refonte du système d'information;

— changement de l'année de référence;

— changement du jeu de pondérations.

Le système d'information

Contrairement à la plupart des indices calculés par l'INSEE, l'IPPAP ne s'appuie pas sur un système homogène d'enquêtes réalisées à son intention. Il nécessite le rassemblement d'une multitude de données de nature variée :

— constatation de prix par les commissions de cotation;

— relevés de prix sur les marchés;

— interrogation de professionnels;

— consultation de tarifs;

— réalisation d'enquêtes statistiques;

— enregistrement de transactions.

Elles proviennent d'horizons divers :

— organisations professionnelles;

— offices par produits;

— ministère de l'Agriculture et de la Pêche;

Par rapport à la base 1980, on observe une meilleure couverture des transactions en produits agricoles par les organisations professionnelles. L'INSEE a tiré profit de ce surcroît d'information. Des progrès substantiels ont notamment été réalisés dans les domaines suivants :

Céréales. – Mise en place par l'ONIC d'un dispositif d'enquêtes qui relèvent à présent les prix à l'entrée des organismes stockeurs. Introduction dans le calcul de l'indice du prix du triticale. L'indice des céréales qui repose sur une enquête mensuelle et une enquête trimestrielle fait l'objet d'une révision tous les trois mois.

Pommes de terre. – Introduction dans l'indice de séries relatives aux pommes de terre livrées à l'industrie de transformation et aux variétés à chair ferme.

Vins. – Couverture presque complète des prix à la production des vins AOC commercialisés en vrac et des vins de consommation courante, ainsi que des vins doux naturels. Introduction, dans l'indice, des vins destinés à la fabrication du cognac.

Oléagineux. – L'indice des graines oléagineuses, précédemment regroupées avec les « autres produits végétaux » a été isolé pour tenir compte de l'importance acquise par ces cultures depuis dix ans.

Produits de l'horticulture. – Ce nouveau regroupement est constitué des postes suivants :

— *fleurs coupées* dont la base de données a été renforcée;

— *plants de pépinières* également améliorés et isolés du regroupement « semences et plants » auquel ils participaient dans la base précédente;

— *plantes en pot* absentes de la base précédente;

— *plantes à massif* absentes de la base précédente.

Semences, plants et fourrages. – On a regroupé ici les produits végétaux essentiellement intraconsommés par la branche agriculture. Leur coefficient de pondération est représentatif des livraisons aux non-agriculteurs ou des exportations.

Bovins. – Création d'un indice relatif aux gros bovins maigres.

Ovins. – Recentrage du système d'information sur les cotations couvrant les principales aires de production.

Lait. – Rénovation par le SCEES (Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche) de l'échantillon de l'enquête sur le prix du lait de vache. Adjonction d'un indice du prix du lait de brebis.

Volailles. – Adaptation de la nomenclature de produits et de l'échantillon servant de base à l'enquête sur le prix des volailles de boucherie réalisée par le SCEES.

Les mutations qui touchent l'économie agricole se traduisent au niveau des circuits de commercialisation par un relatif déclin des marchés physiques au profit des filières contractuelles, moins ouvertes à l'observation des prix. Ce phénomène ne peut manquer d'affecter les conditions de réalisation d'un indice de prix et rend nécessaire la mise en place d'enquêtes spécifiques.

Pour la plupart d'entre eux, les prix sont suivis au stade de la production. Toutefois, dans certains secteurs (pommes de terre de conservation, oléagineux, protéagineux, plantes en pot et à massif), l'absence d'information sur le prix perçu par les agriculteurs a rendu nécessaire le suivi de prix au stade expédition (prix au départ de la zone de production) ou même au stade de gros.

L'année de référence

La confection de l'IPPAP nécessite le suivi de près de 3 000 séries de prix dont environ 2 000 pour le seul indice des fruits et légumes réalisé par le SCEES à partir des relevés du Service des nouvelles des marchés (SNM) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Dans la plupart des cas, ces prix sont eux-mêmes le résultat de synthèses à divers niveaux d'agrégation, de relevés de prix de transactions plus ou moins nombreuses, ces synthèses étant réalisées par les organismes auprès desquels l'INSEE recueille l'information.

Le prix moyen de chaque poste homogène est rapporté au prix moyen correspondant de l'année 1990. Le prix annuel comme l'indice annuel sont calculés par moyenne arithmétique des valeurs mensuelles, pondérées si nécessaire par la part représentative de chaque mois dans la valeur des livraisons de l'année de référence. Toutefois, dans le cas des produits dont le prix est fixé pour la durée de la campagne, le prix annuel moyen est celui de la seule partie de l'année où le produit est effectivement commercialisé. Cependant, pour assurer tout au long de

l'année l'homogénéité de l'indice d'ensemble, chaque indice élémentaire est maintenu durant le restant de la campagne au niveau atteint pendant la période de commercialisation.

Le jeu de pondération

Dans la structure, l'IPPAP est conforme à la Nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973). Toutefois, les fruits et légumes dont les prix sont affectés de mouvements brusques ont été isolés, de façon à permettre le suivi de tendances plus régulières. L'indice des regroupements est calculé par moyenne arithmétique pondérée des indices élémentaires. Le jeu de pondération a été déduit des Comptes de l'agriculture définitifs de l'année 1990.

Les coefficients de pondération sont proportionnels aux livraisons de la branche agriculture, déduction faite de l'autoconsommation et des taxes liées aux produits.

Les produits tels que semences et plants, et animaux maigres, vendus pour l'essentiel au sein de la branche agriculture pour être réintroduits dans le système de production, participent au calcul de l'indice général pour autant qu'ils sortent de la branche. Leur pondération est représentative des ventes à des non-agriculteurs et des exportations.

Les postes pour lesquels les Comptes de l'agriculture ne sont pas assez détaillés, ont été décontractés au prorata d'une production en valeur calculée au moyen des informations disponibles. La pondération des produits pour lesquels aucune donnée de prix n'a pu être trouvée est répartie entre les autres postes participant au même regroupement. Les coefficients de pondération affectés à chaque poste et chaque regroupement sont valables tout le long de l'année. Dans les quatre secteurs suivants :

— pommes de terre;

— fleurs coupées;

— fruits;

— légumes frais;

la forte saisonnalité des arrivages nous a conduits à utiliser la technique du panier variable. Celle-ci consiste, à l'intérieur de chacun de ces regroupements, à appliquer chaque mois un schéma de pondération différent, représentatif du calendrier de commercialisation. Toutefois, le coefficient affecté à chacun de ces quatre regroupements dans le calcul de l'indice général demeure identique tout au long de l'année.

Indice des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens (base 100 en 1962)

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres) et proportionnelles à la valeur des ventes sur les marchés publics en 1962, année de base de l'indice. Dans le cas des fruits et légumes frais et des poissons, des « paniers » de référence – de composition variable pour les différents mois de l'année – ont été constitués, mais la pondération d'ensemble de ces groupes reste constante pour tous les mois de l'année. Les indices mensuels, publiés dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,* représentent le niveau moyen des prix pendant l'ensemble du mois par rapport à la moyenne de l'année 1962 : ils sont corrigés des variations saisonnières. Les indices annuels publiés ici ne sont donc pas, en général, les moyennes arithmétiques simples des indices mensuels (1).

Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA] (base 100 en 1990)

Cet indice remplace l'IPPINEA, la composition de ces deux indices est très proche. Plus complet que l'IPPINEA français, l'IPAMPA couvre un champ plus large. Le nouvel indice reprend le nom de l'indice européen IPAMPA. Il est à présent harmonisé avec ceux des autres pays membres de l'Union européenne et permet les comparaisons internationales. Il est composé de deux parties :

— indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA).

— indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

L'enquête réalisée par le SCEES a été refondue. On relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente. L'échantillon de produits a été recentré.

Le champ de l'enquête a été élargi. Précédemment, il portait sur les engrais, les produits phytosanitaires et les aliments du bétail. Il a été étendu aux produits et services vétérinaires, aux semences et au petit matériel. Des secteurs dont la couverture était incomplète, font à présent l'objet d'une collecte d'informations portant sur une nomenclature détaillée et offrant des garanties renforcées de fiabilité. De plus, les prix qui étaient relevés chaque trimestre en trois vagues mensuelles, sont désormais observés chaque mois. La nouvelle enquête ayant démarré fin 1996, la rétropolation des séries a été réalisée à l'aide des sources disponibles.

L'IPAMPA est un indice de Laspeyres. Les indices des postes élémentaires sont le rapport d'une moyenne de prix calculée un mois donné, avec celle relative à l'année de base. Les indices des regroupements sont obtenus à partir des indices élémentaires, par moyenne arithmétique pondérée. Le poids attribué à chaque poste dans le regroupement auquel il appartient, est proportionnel à la valeur du poste de dépenses correspondant au cours de l'année de base. L'année de base est 1990; elle changera tous les cinq ans comme pour l'IPPAP.

Au total, l'indice sera calculé pour 240 postes élémentaires dont 210 pour le champ couvert par l'enquête du Scees. Toutefois, l'indice de certains postes reposant sur un nombre réduit de séries, la diffusion se fera sur une nomenclature plus agrégée.

Indices de prix de vente industriels

On distingue les :

- **Industries agro-alimentaires**

La mise en place des indices de prix de vente industriels dans les industries agro-alimentaires a débuté en 1977, l'année de base retenue alors était 1976 pour la plupart

---

(1) La présentation de cet indice a été faite dans le n° 4 d'Études statistiques de 1964.

des branches couvertes, exceptionnellement 1977 ou 1978. L'ensemble des indices a ensuite été publié avec une année de base commune : 1982. En septembre 1987, tous les indices ont été calculés en année de référence 1985. À l'occasion de ce changement de référence, de nouvelles séries d'indices (viande fraîche, viande de poulet et de lapin, pains divers et viennoiserie industriels) ont été introduites, permettant la publication d'un indice synthétique de l'ensemble des produits des industries alimentaires. Ces indices sont publiés en nomenclature CPF (Classification de Produits Française) et en référence 1990, depuis le bulletin mensuel de statistique n°5 de mai 1996. Chaque changement de référence entraîne une réactualisation des pondérations. Celles-ci sont issues des ventes réalisées par les producteurs français sur le marché intérieur dans les Comptes Nationaux.

Par contre, les pondérations relatives aux entreprises à l'intérieur de l'échantillon (pour chaque produit) ne sont actualisées qu'à l'occasion de changements de base effectués à des dates différentes selon les branches.

La démarche adoptée pour le choix de produits-témoins et l'observation de leurs prix est analogue à celle qui est utilisée pour l'élaboration des indices de prix à la production dans les autres branches industrielles décrites ci-après.

● Industries hors champ agro-alimentaire

La mise sur pied d'indices de prix de vente industriels se heurte à deux difficultés majeures :

— d'une part, la stabilité des produits industriels est parfois de courte durée alors que le calcul d'indices impose de disposer d'informations comparables dans le temps. Comme lors de l'observation des prix à la consommation, on retrouve les phénomènes liés à la mode (industries de l'habillement, chaussures, etc.), phénomènes qui se répercutent très en amont. À cela vient s'ajouter l'existence de produits fabriqués à la demande et vendus sur devis ou réservés à un acheteur unique. Tous les produits industriels ne sont pas catalogués;

— d'autre part, le prix d'un produit s'établit généralement en fonction de l'importance de la commande, de la fidélité du client, éventuellement de sa situation conjoncturelle. Même s'il existe un tarif, un prix industriel est quasiment toujours négociable et des écarts de prix de 1 à 2 entre acheteurs différents le même jour et pour un même produit peuvent être observés.

Les problèmes complexes posés par la réalisation de cette opération ont conduit à renoncer aux formules traditionnelles comme l'enquête par correspondance ou le recours aux enquêteurs habituels de l'INSEE et à mettre au point une démarche tout à fait originale pour la statistique d'entreprise.

La mise en place des indices se fait progressivement, branche professionnelle par branche professionnelle. Dans chacune d'elles, un échantillon d'entreprises est choisi en fonction de leur importance sur les différents marchés intérieurs. Au terme de l'opération, quelque 4 000 entreprises auront été concernées.

Les enquêtes sont lancées le plus souvent avec la collaboration active des organismes professionnels. Cette collaboration porte sur le choix de l'échantillon d'entreprises et sur l'analyse des produits de la branche et des pratiques commerciales dominantes.

Chaque entreprise est visitée au départ par un ingénieur-enquêteur. Une discussion avec le directeur général ou le directeur commercial permet de cerner la diversité des fabrications, l'originalité des méthodes commerciales de l'entreprise. Le choix de produits témoins et d'indicateurs de prix adaptés s'effectue alors dans de bonnes conditions. On dispose ainsi des éléments essentiels pour l'élaboration des indices. Un long travail d'amélioration s'engage ensuite à partir des dossiers constitués lors de cette visite.

La phase de mise au point des indices d'une branche donnée tient compte généralement de l'avis des organisations professionnelles sur la liste des indices à diffuser et les destinataires de ces informations. Deux modalités de diffusion sont prévues : à destination des entreprises de la branche et de leur organisme professionnel d'une part, dans un niveau très détaillé, par le canal du *Bulletin mensuel de statistique,* d'autre part, et suivant plusieurs niveaux d'agrégation (Nomenclature économique de synthèse – NES –, niveaux 3 chiffres, 2 chiffres de la Classification des produits française – CPF – pour les indices les plus agrégés, et niveau 4 chiffres de la CPF et par famille de produits pour les indices plus détaillés).

Le calcul des indices des prix de vente industriels dans les industries hors champ agro-alimentaire est fait selon la formule de Laspeyres : la comparaison dans le temps porte sur le prix d'un panier de produits représentatifs de la production française vendue sur le marché intérieur au cours de l'année de référence. Pour certains produits toutefois, la part des constructeurs français dans le marché intérieur est insuffisamment représentative de celui-ci , des prix à l'importation sont alors observés.

En ce qui concerne les taxes, on se conforme aux recommandations de l'OSCE qui préconise de suivre des prix hors TVA mais y compris les taxes spécifiques. En pratique, le problème ne se pose que pour les prix du gaz distribué (hors ventes aux ménages), qui incluent la taxe intérieure sur le gaz naturel (TIGN), lorsqu'elle s'applique, ce qui est effectif depuis 1986, et pour les prix du fioul lourd, base 1979, qui incluent la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Les pondérations sont en valeur et restent fixes plusieurs années. Les années de base pour le calcul des pondérations sont diverses, dans la mesure où les indices ont été mis sur pied les uns après les autres. En revanche, l'année de référence (moyenne des indices = 100) est maintenant commune (1990) pour tous les indices de base antérieure à 1991. Des précisions sur le changement d'année de référence de 1985 en 1990 figurent au BMS n° 3 de 1995. En particulier, les coefficients de raccord à appliquer aux anciennes valeurs des indices pour obtenir des séries cohérentes se trouvent p. 133 à 143 de ce numéro.

Les indices sont calculés mensuellement pour l'essentiel.

La mise en place de ces nouveaux indices a commencé en 1977 et devrait se terminer fin des années 1990.

Dans ce chapitre ne sont présentées que des données agrégées; le tableau sur les indices de prix de vente industriels hors IAA est exprimé selon la nomenclature économique de synthèse niveau 114. Vous trouverez la totalité des indices dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* les indices y sont présentés en NES et CPF depuis le n° 11 de novembre 1995. Vous trouverez dans ce même numéro une table de correspondance entre

l'ancienne nomenclature NAP et la nouvelle nomenclature CPF selon les identifiants du *BMS*.

Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation
(base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

2. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE, direction des Statistiques d'entreprises.

Publications :

« Indice sensible des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens, base 100 en 1962 », *Études statistiques,* n° 4, octobre-décembre 1964.

« Base et référence d'un indice : l'exemple des indices de prix de vente à la production des industries agricoles et alimentaires », *Courrier des statistiques,* n° 44, octobre 1987.

« Indices des prix de vente à la production », Méthodologie-résultats. Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* février 1987.

« Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) : présentation de la base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 2, février 1994.

« Les indices de prix de vente industriels , référence 100 = 1990 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 3, mars 1995.

« Les indices de prix de vente industriels : nouvelle nomenclature », *Bulletin mensuel de statistique,* n° 11, novembre 1995.

« La mesure des mouvements des prix agricoles », , *INSEE-Résultats,* n° 429, système productif, n° 92, novembre 1995.

« Un nouvel indice des prix pour l'agriculture, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 5, mai 1997.

*
* *

TABLEAU H.03-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**88,6**	**88,6**	**89,5**	**89,3**	**89,8**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**91 210**	**88,3**	**88,3**	**88,9**	**88,2**	**88,8**
• **Produits végétaux sans fruits et légumes**	**44 161**	**81,8**	**82,2**	**85,2**	**84,8**	**83,1**
Céréales	15 774	89,5	77,8	78,1	78,3	71,5
dont : Blé tendre	9 336	91,3	79,5	78,0	78,8	73,3
Orge de mouture	1 714	93,2	85,2	85,1	82,6	76,0
Maïs	3 043	83,9	72,0	77,3	77,2	65,1
Pommes de terre	1 089	68,5	117,9	137,8	94,6	96,3
Vins	16 606	78,3	86,8	93,8	94,3	95,1
Vins de consommation courante	2 257	89,3	95,8	101,8	103,0	99,0
Vins de qualité	13 137	73,7	83,0	90,8	91,2	93,4
Produits de l'horticulture	2 575	98,9	96,2	98,4	99,8	99,3
Oléagineux	3 571	52,5	55,2	52,3	52,4	56,4
• **Produits animaux**	**47 049**	**94,4**	**94,0**	**92,4**	**91,4**	**94,1**
Bétail sur pieds	22 082	91,1	92,1	89,3	85,5	89,9
dont : Gros bovins	10 871	96,9	97,6	89,6	78,4	83,9
Veaux de boucherie	2 987	98,9	97,9	100,4	91,8	97,9
Porcs	6 342	74,9	76,6	81,4	90,7	91,0
Ovins	1 263	97,0	101,1	97,5	110,3	118,6
Lait	15 585	100,4	100,1	100,3	100,1	100,5
Volailles et lapins	8 418	91,5	87,2	85,1	90,3	92,7
Poulets	2 854	93,1	91,1	88,1	90,9	94,4
Dindes et dindons	1 624	91,0	90,1	88,3	91,1	95,8
Lapins	1 104	83,3	80,2	85,3	86,5	89,8
Œufs	1 694	93,6	82,3	77,1	93,7	91,1
FRUITS ET LEGUMES	**8 790**	**91,5**	**92,2**	**95,8**	**100,7**	**99,9**
Légumes	4 547	98,6	96,9	98,9	110,1	105,4
Fruits	4 243	83,8	87,1	92,4	90,7	93,9

(1) La méthodologie de ces indices est publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de février 1994 (BMS 94-2).

TABLEAU H.03-2

Indices annuels (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : INSEE

Base 100 en 1962

	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997
Indice général	**1 000**	**478,9**	**489,9**	**499,8**	**500,6**	**503,8**
Viandes et abats	318	423,5	408,8	396,9	372,2	398,4
dont : Bœuf	121	493,5	461,7	420,8	383,5	413,0
Veau	70	466,1	449,7	463,2	426,3	456,7
Mouton	38	267,3	270,9	250,3	279,6	297,0
Porc	67	309,7	318,9	341,7	385,7	402,1
Lapins et volailles	25	200,5	214,8	209,8	230,0	214,4
Œufs	17	201,5	166,9	157,8	200,6	182,7
Produits laitiers	147	541,5	546,2	556,0	562,8	564,0
Pommes de terre	8	354,5	455,1	549,5	364,5	351,0

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.03-3

Indices annuel bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997
Indice général	**100 000**	**102,4**	**103,0**	**104,8**	**108,5**	**110,1**
1. Biens et services de consommation courante de l'agriculture	81 518	101,1	101,4	103,0	107,0	108,6
dont : Énergie	7 101	97,6	96,5	96,4	105,4	108,6
Semences	8 312	103,6	103,3	104,0	105,2	105,9
Engrais et amendements	12 161	92,8	94,7	102,0	106,6	104,5
dont : Engrais azotés	4 412	90,5	92,3	103,6	110,7	103,4
Engrais binaires	2 340	92,5	96,0	102,4	105,2	106,3
Engrais ternaires	3 447	92,5	93,1	99,6	104,0	104,2
Produits de protection des cultures	8 414	103,8	103,1	102,4	103,8	104,8
Aliments des animaux	24 996	96,3	94,3	92,7	97,4	100,6
dont : Aliments pour gros bovins	4 542	95,9	95,2	93,3	98,4	102,0
Aliments pour porcins	7 157	94,8	92,9	90,4	94,4	96,3
Aliments pour volailles	7 427	95,4	93,4	92,5	95,9	97,1
Produits et services vétérinaires	3 213	110,6	109,4	112,0	116,0	117,7
Matériel et petit outillage	2 617	84,2	84,5	96,4	91,1	90,2
2. Biens d'investissements de l'agriculture	18 482	108,3	110,3	112,4	115,1	116,8
dont : Équipements	12 732	108,6	110,9	113,4	116,6	117,9
dont : Tracteurs	4 060	110,8	114,4	116,4	121,0	122,4
Machines et matériel de récolte	2 156	106,6	107,8	110,4	112,9	114,3
Machines et matériel de culture	2 057	110,5	111,5	114,2	117,8	119,7
Machines et installations à la ferme	3 277	104,7	106,1	108,7	111,1	112,5

(1) L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) remplace l'indice des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.

TABLEAU H.03-4A

Indices agrégés de prix de vente industriels (hors taxes) (1)

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Sources : INSEE et Service des nouvelles du marché du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Référence 100 en 1990

Intitulé du produit	N° de CPF	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997
Produits des industries agricoles et alimentaires	**DA 00**	**1 000**	**99,8**	**100,2**	**100,9**	**101,7**	**103,3**
Produits des industries alimentaires	15 00	977	99,3	99,2	99,7	100,4	101,7
Viandes et produits à base de viande	15 10	267	96,2	92,5	90,6	92,6	96,8
Poissons et produits de la pêche préparés	15 20	16	102,6	100,0	102,0	102,8	105,8
Produits à base de fruits et légumes	15 30	39	99,6	100,2	100,2	98,7	97,5
Huiles, tourteaux et corps gras	15 40	13	102,6	117,4	114,8	117,0	120,2
Produits laitiers et glaces	15 50	221	99,2	98,8	100,4	100,5	101,0
Farine, céréales transformées et produits amylacés	15 60	37	98,5	94,2	92,7	91,1	88,2
Aliments pour animaux	15 70	94	98,7	98,6	97,5	99,1	99,8
Autres produits alimentaires	15 80	115	105,4	109,5	112,7	111,3	111,6
Boissons	15 90	175	100,2	102,3	103,6	104,4	104,1
Produits à base de tabac	16 00	23	123,3	140,1	149,0	155,6	171,4

(1) L'année de référence est celle pour laquelle tous les indices sont égaux à 100. Les pondérations publiées ici sont fixées pour une période de 5 ans.

TABLEAU H.03-4B

Indices de prix de vente industriels (hors taxes)

Industries hors IAA

Source : INSEE

Intitulé du produit	NES 16 ou 36	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997
			Référence 100 en 1990				
Biens de consommation							
Savons parfums et produits d'entretien	C32	107	110,3	110,7	110,0	111,4	111,1
Fabrication de meubles	C41	239	109,1	109,8	112,1	113,4	113,7
Produits de l'industrie automobile	**ED**	**1 000**	///	///	///	///	**97,9**
Produits de la construction automobile	D01	789	///	///	///	///	97,8
Équipements pour automobiles	D02	211	101,7	101,6	101,1	100,9	99,1
Biens d'équipement							
Équipements mécaniques	E23	162	108,2	108,4	109,3	110,8	111,3
Machines d'usage général	E24	276	101,8	98,1	99,3	99,8	99,3
Machines agricoles	E25	54	107,1	109,3	112,1	114,9	116,2
Machines outils	E26	56	103,9	104,4	105,5	107,7	107,7
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	E32	209	99,3	98,4	99,5	102,5	104,2
Biens intermédiaires	**EF**	**1 000**	**95,6**	**96,7**	**101,7**	**99,0**	**98,5**
Produits minéraux	F1	142	105,6	106,4	108,2	108,6	108,3
Produits divers des industries extractives	F12	29	109,8	110,2	111,3	113,0	113,5
Verre et articles en verre	F13	27	98,4	97,6	100,5	99,6	97,6
Produits céramiques et matériaux de construction	F14	86	106,6	107,9	109,6	109,9	110,0
Produits de l'industrie textile	F2	87	98,1	100,5	102,4	101,1	101,9
Produits filés, tissés ou ennoblis	F21	44	90,6	94,4	96,6	94,3	97,9
Étoffes et articles à maille	F23	18	104,0	104,3	105,4	105,1	104,3
Produits en bois, papier ou carton	F3	156	94,2	94,9	104,5	99,9	97,8
Produits du travail du bois	F31	63	100,7	102,1	105,9	105,1	105,0
Pâte à papier, papiers et carton	F32	30	78,2	83,3	102,9	89,8	86,2
Articles en papier ou en carton	F33	63	95,6	93,5	103,8	99,8	96,3
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	F4	250	94,5	94,5	100,8	97,9	97,8
Produits de la chimie minérale	F41	38	90,5	89,6	95,4	97,3	92,9
Produits de la chimie organique	F42	45	76,5	82,7	101,8	87,9	94,7
Produits de la parachimie	F43	50	102,6	102,2	103,2	104,2	103,6
Fibres artificielles ou synthétiques	F44	3	84,2	83,3	90,1	84,2	82,2
Produit en caoutchouc	F45	28	106,8	101,6	100,2	100,2	97,4
Produits en matières plastiques	F46	86	97,3	96,3	101,7	99,4	98,7
Métaux ou produits métallurgiques	F50	283	90,6	93,3	97,8	94,0	93,7
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	F51	104	85,2	89,6	95,4	89,2	87,0
Métaux non ferreux	F52	41	79,1	87,4	96,7	88,8	95,6
Pièces de fonderie	F53	34	...	...	99,9	99,2	99,0
Composants électriques et électroniques	F6	82	98,3	98,2	100,6	99,3	97,9
Matériel électrique	F61	73	100,1	100,1	103,3	102,9	102,3
Composants électroniques	F62	9	83,2	82,4	77,1	68,3	61,1
Produits énergétiques tous usages série C.V.S	**EG**	**1 000**	**102,9**	**105,1**	**106,6**	**112,0**	**113,1**
Combustibles et carburants	G1	535	98,8	101,4	102,9	106,9	115,2
Eau, gaz, électricité	G2	465	107,7	109,5	111,0	111,7	110,7
Électricité, gaz, chaleur	G21	406	104,0	103,6	103,7	112,5	100,8
Eau potable distribuée à usage domestique (hors assainissement)	G22	59	...	...	100,9	104,7	107,9

TABLEAU H.03-5

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE

Base 100 : 4ème trimestre 1953

	1993	1994	1995	1996	1997
1er trimestre	1 022	1 016	1 011	1 038	1 047
2ème trimestre	1 012	1 018	1 023	1 029	1 060
3ème trimestre	1 017	1 020	1 024	1 030	1 067
4ème trimestre	1 016	1 019	1 013	1 046	1 068
Moyenne annuelle	**1 016,8**	**1 018,3**	**1 017,8**	**1 035,8**	**1 060,5**

I

Agriculture et industries agricoles et alimentaires

Chapitre I.01

Agriculture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique. Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille.

1. Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie.
2. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne.
3. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique.
4. Actifs agricoles selon leur statut.
5. Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation.
6. Utilisation du territoire et des terres arables.
7. Valeur vénale de certaines terres.
8. Acquisitions de gros matériels neufs.
9. Livraisons d'engrais.
10. Superficies remembrées.
11. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).
12. Opérations des caisses régionales de Crédit agricole.
13. Concours publics à l'agriculture.
14. Cheptel et production agricole de l'Union européenne.
15. Production de céréales.
16. Production des cultures industrielles et de pommes de terre.
17. Production de vin.
18. Production de légumes frais.
19. Production fruitière.
20. Cheptel.
21. Principales productions animales.
22. Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur.
23. Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants.
24. Comptes de la branche agriculture : livraisons aux prix courants.
25. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille.
26. Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables.
27. Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et, d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : citons notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations; recensements en 1955, 1970, 1979 et 1988, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1963, en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997.

Recensements et enquêtes structure donnent toute une série de renseignements sur :

— l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir;

— le cheptel;

— le matériel;

— les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation;

— l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

12. Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes structures sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation [taille exprimée en MBS (1)]. La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori,* l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

13. Moyens de production

131. Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

132. Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

133. Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Agreste-Données chiffrées.*

134. Financement (Crédit agricole)

La Caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et leurs caisses locales affiliées assurent l'essentiel des prêts accordés à l'agriculture.

14. Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :

— les pertes sur le champ;

— les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme;

---

(1) Marge brute standard.

— les parties de produits inutilisables;

— les produits fatals.

15. Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

16. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agro-alimentaire est étudié selon la nomenclature d'activités et de produits – NAP 1973 – déjà utilisée pour les comptes en base 1971.

17. Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 1980. L'année de référence des prix, qui sert de base aux évaluations à prix constants, est l'année 1980. Les comptes des années écoulées antérieures à *n* – 3 sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

18. Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

2. DÉFINITIONS

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

— dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre;

— dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national); budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

— 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours);

— 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...);

— 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...);

— des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Les GAEC sont des sociétés civiles de personnes, régies en particulier par la loi n° 62-917 du 8 août 1962 et les décrets n^{os} 64-1193 et 1194 du 3 décembre 1964, qui ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial.

Ils peuvent bénéficier de certaines dispositions fiscales pour leur constitution à condition d'être agréés.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en œuvre.

Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés ont signalé l'utilité d'un aménagement foncier.

Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).
— INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

Depuis 1990, sous le nom générique *Agreste, La statistique agricole* :

— Agreste-primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages;

— *Les cahiers :* études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an, et 3 à 5 numéros doubles portant sur un thème spécifique);

— *Données chiffrées :* résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA (Série Données Chiffrées IAA) et de l'Agriculture (Série Données Chiffrées Agriculture);

— *Annuaire de statistique agricole :* présenté sous forme de 4 tomes par ailleurs publiés dans les sous-familles Données Chiffrées Agriculture ou IAA :

Statistiques générales sur l'agriculture (Données chiffrées agriculture);

Production des IAA en 19.. – Enquêtes de branches (Données chiffrées IAA);

Statistique agricole annuelle (Données chiffrées agriculture);

Statistiques forestières (Données chiffrées agriculture);

— *Conjoncture* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA).

— *Le Bulletin :* un bulletin mensuel de statistiques qui complète *Conjoncture*, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA.

— *Notes de conjoncture spécialisée :* une série de publications spécialisées et adaptées à chaque domaine :

Commerce extérieur agro-alimentaire (mensuel);

Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars);

Légumes (mensuel);

Fruits (mensuel de mai à novembre);

Viticulture (mensuel de juillet à novembre);

Productions animales (apériodique – 10 numéros par an);

Lait et produits laitiers (mensuel);

Aviculture (mensuel);

Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel);

Animaux hebdo (hebdomadaire).

— Collection *Graph Agri.*

Chaque volume *Graph Agri* présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes :

Graph Agri France (annuel);

Graph Agri Europe (apériodique);

Graph Agri régions (apériodique);

Graph forêt bois.

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE : les résultats du recensement agricole de 1988 :

Principaux résultats (*Études* n° 1, 1990);

La viticulture française (*Études* n° 3, 1990);

Tableaux «Prosper» (*Données chiffrées,* 1989-1990);

9 fascicules nationaux :

— 1. Principaux résultats régionaux et départementaux,

— 2. Résultats régionaux complets,

— 3 à 6. Résultats départementaux complets (4 tomes),

— 7. Viticulture,

— 8. Zone de montagne,

— 9. Exploitation à temps complet;

93 fascicules départementaux.

Dispositif analogue pour le recensement 1988-1989 réalisé dans les DOM.

SCEES-INSEE-INRA : résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).

SCEES-FNIE : les livraisons d'engrais en France.

SCEES-ONIC-SIDO : paiements compensatoires aux surfaces cultivées.

Banque de données Agristat :

Agristat est une banque de données agricoles socio-économiques et statistiques gérée par le SCEES.

Agristat contient actuellement 600 000 séries chronologiques portant sur divers thèmes,

dont :

— la production agricole depuis 1969;

— les comptes départementaux de l'agriculture depuis 1970;

— le réseau d'information comptable agricole depuis 1968;

— la valeur vénale des terres depuis 1950;

— la conjoncture : séries mensuelles qui peuvent remonter jusqu'à 1949.

Publications de l'INSEE :

Indices des prix agricoles, prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles. Voir chapitre H.03 de cet annuaire et *Bulletin mensuel de statistique.*

« L'agriculture n'est plus un état mais une profession », *INSEE-Première,* n° 420, janvier 1996;

« L'agriculture depuis 1949 », *INSEE-Première,* n° 430, février 1996;

« Un demi-siècle d'agriculture », *INSEE-Première,* n° 466, juin 1996;

« Quinze années de grandes cultures : baisse des prix et réduction des coûts », *INSEE-Première,* n° 473, juillet 1996;

« L'agriculture en 1996 en France et en Europe », *INSEE-Première,* n° 527, juin 1997;

« L'agriculture en 1997 en France et en Europe », *INSEE-Première,* n° 586, mai 1998;

« Blé tendre, pomme de terre et porc : coûts de production en baisse entre 1990 et 1996 », *INSEE-Première,* n° 612, octobre 1998.

« L'agriculture dans la comptabilité nationale de 1959 à 1983 », *Archives et Documents,* n° 108;

« Les comptes de l'agriculture de 1970 à 1988, séries de comptabilité nationale », *INSEE-Résultats,* n° 18, série Système productif n° 7;

« Les comptes de l'agriculture en 1996 », *INSEE-Résultats*, n° 551, juillet 1997;

« Les comptes de l'agriculture en 1997 », *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 614, juin 1998;

« L'agriculture, tendances et disparités », Synthèses INSEE, n°10, mai 1997;

« Les agriculteurs », *Contours et caractères,* INSEE, mars 1993.

Inventaire communal de 1998 :

Communoscopes, Cartovisions

— pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques :

— 9 pages de tableaux par commune,

— 2 pages par chef-lieu de canton,

— 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département,

— des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.

Disponibles sur Cédéroms :

— 1 cédérom pour chaque région,

— une collection de cédéroms France entière.

Accès internet :

-http://www.agriculture.gouv.fr

-http://www.datar.gouv.fr

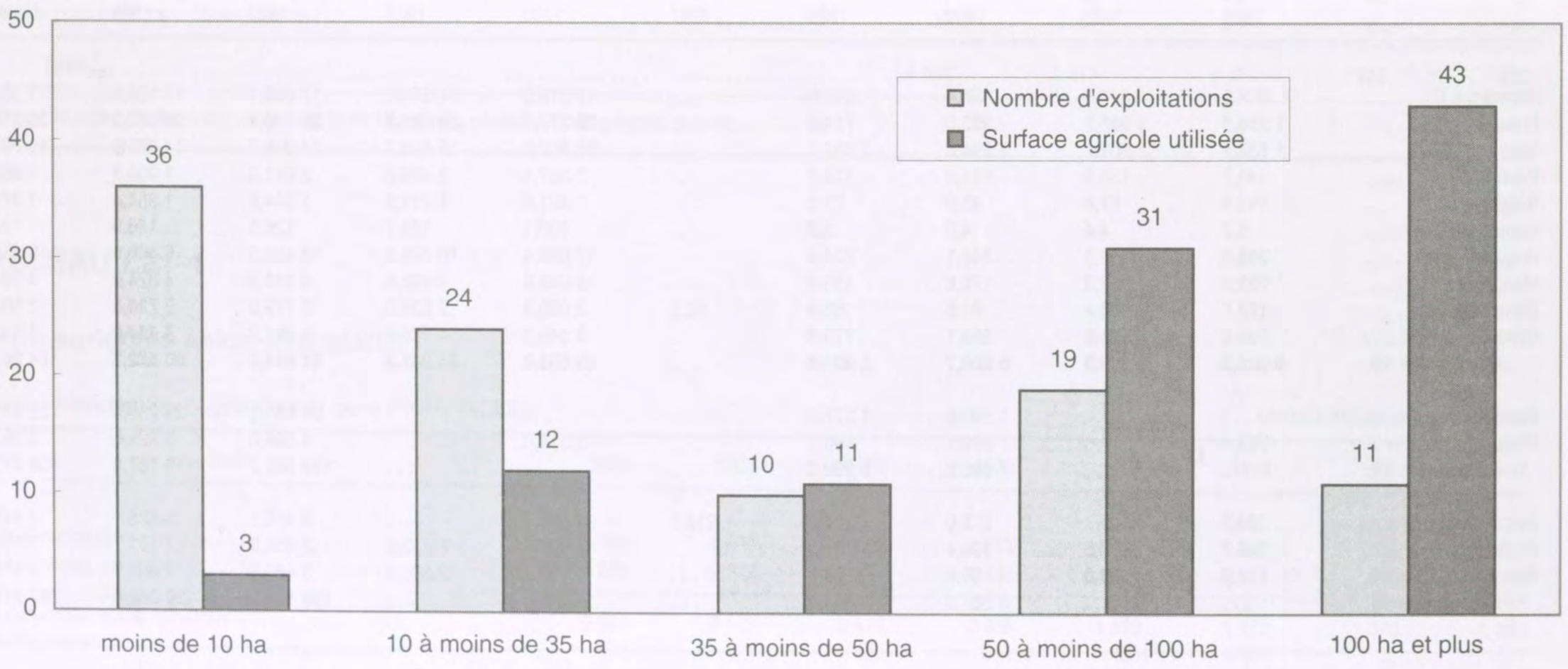
-http://www.insee.fr

*
* *

GRAPHIQUE I.01

Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille

En % de l'ensemble



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

TABLEAU I.01-1

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Classe de superficie	Nombre d'exploitations							(2) SAU
	1955	1970	1979	1988	1993	1995	1997	1997
Moins de 10 ha	1 299	702	524	390	299	270	244	819
10 à moins de 35 ha	831	639	475	345	223	189	163	3 471
35 à moins de 50 ha	83	115	116	110	86	77	71	2 965
50 à moins de 100 ha	75	101	114	128	132	128	126	8 865
100 ha et plus	20	30	35	44	61	70	76	12 211
Ensemble	**2 307**	**1 588**	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**28 331**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union Européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)					Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)				
	1980	1985	1990	1995	1997	1980	1985	*r* 1990	*r* 1995	1997
Allemagne (2)	849,9	740,5	653,6	566,9	...	12 212,3	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 335,0
France	**1 255,3**	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	...	**29 277,7**	**28 486,8**	**28 186,4**	**28 267,2**	**30 215,0**
Italie	2 832,4	2 801,1	2 664,6	2 482,1	...	15 857,8	15 600,7	14 946,7	14 685,5	15 701,0
Pays-Bas	148,7	135,9	124,8	113,2	...	2 037,1	2 026,2	2 011,3	1 998,9	1 969,0
Belgique	115,1	97,8	85,0	71,0	...	1 421,0	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 375,0
Luxembourg	5,2	4,4	4,0	3,2	...	130,1	126,1	126,5	126,9	127,0
Royaume-Uni	268,6	258,5	243,1	234,6	...	17 098,4	16 829,8	16 498,5	16 446,6	15 858,0
Irlande	223,5	220,2	170,6	153,4	...	5 048,5	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 530,0
Danemark	122,7	92,4	81,3	68,8	63,2	2 920,3	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 688,6
Grèce	998,9	951,6	850,1	773,8	...	3 549,8	4 116,3	3 661,2	3 464,8	5 163,0
Europe des 10	**6 820,3**	**6 359,3**	**5 800,7**	**5 201,8**	**...**	**89 553,0**	**88 241,3**	**91 044,0**	**90 552,3**	**94 961,6**
Espagne	...	...	1 593,6	1 277,6	...	...	...	24 531,1	25 230,4	29 649,0
Portugal	769,4	...	598,7	450,6	...	3 314,0	...	4 005,6	3 924,6	3 967,0
Europe des 12	**...**	**...**	**7 993,0**	**6 930,0**	**...**	**...**	**...**	**119 580,7**	**119 707,3**	**128 577,6**
Autriche	308,2	...	278,0	221,8	210,1	3 675,4	...	3 458,1	3 425,1	3 415,1
Finlande	224,7	200,5	199,4	101,0	...	2 607,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 150,0
Suède	117,9	109,0	96,6	88,8	...	3 699,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 177,0
Europe des 15	**...**	**...**	**8 567,0**	**7 341,5**	**...**	**...**	**...**	**129 194,3**	**128 383,8**	**137 319,7**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche , (SCEES)
Recensements agricoles et enquêtes de structures 1993, 1995 et 1997

Unité : millier d'exploitations

Orientation technico-économique	1979	1988	1993	1995	1997
1 Grandes cultures (1)	160	184	154	140	137
28 Maraîchage	19	19	16	14	12
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7	7
37 Vins de qualité	68	64	57	54	51
38 Autre viticulture	76	53	38	33	30
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26	24
41 Bovins lait	250	148	92	85	75
42 Bovins élevage et viande	81	97	89	86	79
43 Bovins lait, élevage et viande	48	26	23	21	19
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92	84
50 Granivores	16	16	13	13	12
60 Polyculture	107	67	50	43	38
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32	29
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10	10
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55	52
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23	21
Total	**1 263**	**1 017**	**802**	**735**	**680**

(1) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-4

Actifs agricoles selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1963	1970	1979	1988	1993	1995	1997
Chefs d'exploitation	2 284	1 899	1 588	1 263	1 017	801	735	680
Aides familiaux	3 223	2 522	1 924	1 192	853	671	635	582
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**4 421**	**3 512**	**2 455**	**1 870**	**1 472**	**1 370**	**1 262**
Salariés permanents	628	471	335	211	156	136	137	141
Ensemble actifs agricoles	**6 136**	**4 892**	**3 847**	**2 666**	**2 026**	**1 608**	**1 507**	**1 403**

TABLEAU I.01-5

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation

Situation en fin d'année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Enquête structure des exploitations agricoles 1997 — *Unité* : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	**Total**
Hommes								
Chefs d'exploitation	–	4,2	69,3	142,2	154,5	93,5	73,5	**537,2**
Conjoints	–	0,1	3,2	13,0	18,5	33,3	37,9	**106,0**
Autres membres	182,6	151,2	61,7	25,4	16,7	32,2	68,7	**538,5**
Total de la population agricole familiale masculine	**182,6**	**155,5**	**134,2**	**180,6**	**189,7**	**159,0**	**180,1**	**1 181,7**
Femmes								
Chefs d'exploitation	–	0,4	7,6	20,6	31,8	49,1	33,3	**142,8**
Conjoints	–	3,9	62,8	114,6	118,3	55,3	42,6	**397,5**
Autres membres	171,9	127,2	33,8	15,0	15,0	35,7	78,1	**476,7**
Total de la population agricole familiale féminine	**171,9**	**131,5**	**104,2**	**150,2**	**165,1**	**140,1**	**154,0**	**1 017,0**
Ensemble								
Chefs d'exploitation	–	4,6	76,9	162,8	186,3	142,6	106,8	**680,0**
Conjoints	–	4,0	66,0	127,6	136,8	88,6	80,5	**503,5**
Autres membres	354,5	278,4	95,5	40,4	31,7	67,9	146,8	**1 015,2**
Total de la population agricole familiale	**354,5**	**287,0**	**238,4**	**330,8**	**354,8**	**299,1**	**334,1**	**2 198,7**

TABLEAU I.01-6

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier d'hectares

	1980	*r* 1990	1994	1995	*r* 1996	1997
I. Répartition du territoire						
Terres arables (1)	17 472	18 036	18 242	18 302	18 288	18 320
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 365	10 612	10 577	10 540	10 490
Vignes	1 157	957	933	927	919	914
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	242	235	230	225
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	20
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 613**	**30 049**	**30 061**	**29 997**	**29 969**
Peupleraies	215	231	231	231	229	230
Superficies boisées (4)	14 399	14 597	14 784	14 812	14 840	14 865
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 932	3 011	2 996	2 981	2 945
Étangs en rapport	118	134	138	139	145	146
Territoire non agricole	5 686	6 412	6 705	6 680	6 726	6 763
Surface totale (5)	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables						
Céréales	9 892	9 058	8 164	8 291	8 838	9 205
Oléagineux	506	1 954	1 794	1 945	1 861	1 967
Betteraves industrielles	549	475	437	458	457	462
Plantes à fibres	53	62	56	60	52	56
Cultures industrielles diverses	24	15	15	14	14	14
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	26	27	28	29
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 117	1 020	990	1 060
Cultures florales	6	7	7	7	7	7
Racines et tubercules fourragers	324	89	64	61	60	54
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 536	1 619	1 641	1 543
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 826	2 812	2 784	2 780
Semences et plants divers	80	52	51	53	53	52
Jardins familiaux	251	230	222	218	213	210
Jachères	221	224	1 928	1 717	1 293	882
Total des terres arables	**17 473**	**18 037**	**18 243**	**18 302**	**18 291**	**18 321**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-7

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : franc par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1994	1995	1996	1997
Ensemble	**7 200**	**20 700**	**19 900**	**18 000**	**18 300**	**18 400**	**18 800**
Terres labourables	7 600	22 300	22 100	20 100	20 500	20 700	21 100
Prairies naturelles	6 700	18 800	16 100	14 400	14 500	14 500	14 600
Ensemble : Indice 100 en 1970							
En franc courant	100	287	275	249	254	255	260
En franc constant	100	112	58	48	48	48	48

TABLEAU I.01-8

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF)

Type de matériel	1980	1990	1994	1995	1996	1997
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	27 634	32 235	37 571	36 510
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 155	1 442	1 997	2 554
Ventes de ramasseuses-presses neuves (1)	14 041	7 706	6 234	6 066	5 236	5 026

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-9

Livraisons d'engrais (1)

Éléments fertilisants

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/80	1989/90	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97
a. Dans les engrais simples :						
Azote	1 549,5	2 040,6	1 742,8	1 825,3	1 892,7	2 019,7
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	142,8	175,8	168,5	168,0
Potasse	399,6	606,9	464,9	444,5	549,9	565,4
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 350,5**	**2 445,6**	**2 611,1**	**2 753,1**
b. Dans les engrais composés :						
Azote	671,9	619,4	478,7	483,1	499,0	504,3
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	871,4	854,6	862,8	883,8
Potasse	1 386,3	1 341,8	910,5	929,0	941,2	922,9
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 260,6**	**2 266,7**	**2 303,0**	**2 311,0**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :						
Azote	2 221,4	2 660,0	2 221,6	2 308,4	2 391,7	2 524,0
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 014,1	1 030,4	1 031,3	1 051,8
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 375,4	1 373,5	1 491,1	1 488,3
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 611,1**	**4 712,3**	**4 914,1**	**5 064,1**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-10

Superficies remembrées

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction de l'Espace rural et de la Forêt)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1993	1994	1995	1996
Opérations du remembrement autoroutes et grands ouvrages publics :						
- En cours	214	268	286	241	239	269
- Terminées	458	960	1 162	1 285	1 367	1 420
Opérations du remembrement normal :						
- En cours	785	806	769	658	569	466
- Terminées	10 484	12 758	13 496	13 757	13 969	14 161
Ensemble des opérations de remembrement :						
- En cours	**999**	**1 074**	**1 055**	**898**	**808**	**735**
- Terminées	**10 942**	**13 718**	**14 658**	**15 042**	**15 336**	**15 582**

TABLEAU I.01-11

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des Exploitations, de la Politique sociale et de l'Emploi)

	1980	1990	1993	1994	1995	1996	1997
GAEC agréés dans l'année							
Nombre de GAEC agréés dans l'année (1)	2 791	4 065	2 351	2 449	2 566	2 407	2 432
Superficies exploitées (milliers d'hectares)	199	301	195	228	239	222	232
GAEC en fonctionnement							
Nombre de GAEC en fonctionnement (2)	18 593	46 136	47 497	47 447	47 444	47 509	46 869
Superficie exploitée totale (milliers d'hectares)	1 397	3 340	3 532	3 593	3 655	...	3 500

(1) Année décomptée du 11 décembre du millésime précédent au 10 décembre du millésime considéré.
(2) GAEC agréés depuis 1966, en fonctionnement au 31 décembre de l'année indiquée en tête de colonne.

TABLEAU I.01-12

Opérations des caisses régionales de Crédit agricole (1)

Situation au 31 décembre

Source : Caisse nationale de Crédit agricole

Nature des opérations	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Ressources collectées dans le public (million de francs)						
Dépôts de fonds :						
Dépôts à vue et comptes courants créditeurs	259 548	265 742	278 735	302 426	327 959	345 350
Autres dépôts	489 849	674 323	733 241	818 027	1 036 363	1 131 459
Emprunts	274 931	277 457	272 341	261 215	249 435	234 625
Prêts (encours en million de francs) (2)						
Court terme	178 535	187 941	987 416	995 365	1 181 962	1 259 715
Moyen et long terme	738 223	990 198				
Total	**916 758**	**990 198**	**987 416**	**995 365**	**1 181 962**	**1 259 715**
Ensemble des crédits répartis par type de clientèle (encours en milliard de francs)						
Logement	...	...	419,1	422,2	436,0	448,8
Agriculture (n.c.Coopératives)	...	...	150,0	149,8	150,4	153,5
Entreprises (y.c. Coopératives)	...	...	141,6	132,7	139,5	147,3
Professionnels	...	...	90,9	94,9	94,4	96,4
Prêts personnels	...	...	46,7	48,9	53,2	58,9
Collectivités publiques	...	...	76,0	80,3	85,0	89,0
Autres	...	...	20,3	18,5	17,3	20,9
Total banque de proximité	...	...	**944,6**	**947,3**	**975,8**	**1 014,8**
International et grandes clientèles	...	...	**64,3**	**67,4**	**229,5**	**272,4**
Total	...	...	**1 008,9**	**1 014,7**	**1 205,3**	**1 287,2**

(1) Ce tableau fait état des prêts bonifiés et non bonifiés accordés par les caisses régionales.
(2) Encours consolidés au 31 décembre. À partir de 1993, le détail entre court, moyen et long terme n'est plus possible.

TABLEAU I.01-13

Concours publics à l'agriculture

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des affaires financières et économiques) — *Unité* : Million de francs

Affectation de la dépense	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Installation et modernisation des exploitations	5 804,7	5 688,1	4 534,1	5 391,3	5 110,1
Régularisation des marchés et orientation des productions	67 301,1	52 984,3	55 366,2	60 319,5	59 726,5
Maîtrise de l'offre	5 764,6	7 580,1	6 472,3	5 175,1	2 827,6
Compensation de handicaps ou de contraintes spécifiques	3 734,1	3 907,4	4 001,1	4 646,6	4 377,5
Aides transitoires non liées aux produits	570,8	500,5	314,8	221,3	105,0
Calamités agricoles	478,6	403,2	370,0	346,6	260,0
Lutte contre les maladies des végétaux et des animaux	339,8	274,0	267,2	568,9	293,2
Autres financements en faveur de l'activité agricole productive	314,0	318,0	256,7	242,2	220,0
Agriculture productive (concours bruts)	**84 307,7**	**71 655,5**	**71 582,4**	**76 911,5**	**72 919,9**
Agriculture productive (concours nets) (1)	**84 035,6**	**71 492,8**	**71 547,2**	**76 376,9**	**72 787,0**
Industries agroalimentaires	**1 064,1**	**825,9**	**807,8**	**831,3**	**916,0**
Activités hippiques	**899,1**	**767,8**	**873,4**	**886,3**	**863,4**
Forêt productive	**1 512,3**	**1 350,7**	**1 410,0**	**1 168,5**	**1 193,3**
Espace rural et forestier	**2 900,6**	**3 009,4**	**2 406,1**	**2 429,6**	**2 596,0**
Recherche et enseignement	**8 651,1**	**9 053,0**	**9 615,6**	**10 087,6**	**10 460,2**
Services généraux	**6 128,6**	**6 390,3**	**6 470,6**	**6 790,8**	**6 844,3**
Protection sociale et solidarité	**73 733,3**	**74 213,0**	**74 177,6**	**73 194,3**	**73 068,5**
Total des concours nets	**178 925,0**	**167 102,9**	**167 308,3**	**171 765,3**	**168 728,7**

(1) Nets de taxes de coresponsabilités et de pénalités.

TABLEAU I.01-14

Cheptel et production agricole de l'Union européenne

Année 1997

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (10^3 têtes)				Production récoltée (10^3 tonnes) ou officielle pour le vin (10^3 hectolitres)				
		Bovins	Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	Vin
	Ensemble	*dt* vaches laitières							
Allemagne	15 227	5 026	24 795	2 302	45 486	3 215 (2)	2 597	2 852 (2)	8 678
Belgique	2 977	642	7 497	118	2 350	21	1 292 (1)	707 (3)	2
Danemark	2 026	695	11 494	90	9 683	379 (2)	179 (4)	58 (4)	–
Espagne	5 825	1 279	19 269	24 512	19 375	700 (2)	10 585 (3)	3 706 (1)	32 729
France	**20 154**	**4 476**	**15 473**	**9 824**	**63 460**	**5 776**	**6 038**	**3 443**	**59 650**
Grèce	542	182	938	9 312	4 630	546 (5)	4 106	2 545 (3)	4 105
Irlande (7)	6 992	1 268	1 717	5 634	1 943	12	225 (5)	16 (3)	–
Italie	7 345	2 088	8 155	10 940	19 700	1 345 (1)	12 485 (3)	7 407 (3)	57 065
Luxembourg	205	47	74	7	161	6 (2)	2	7	128
Pays-Bas	4 287	1 674	11 437	1 340	1 536	3	3 653	600	–
Portugal	1 285	362	2 365	3 414	1 450	38	1 975 (6)	538 (3)	9 712
Royaume-Uni	11 347	2 498	7 959	30 118	23 531	1 449 (3)	2 377	190	27
Europe des 12	**78 212**	**20 238**	**111 173**	**97 610**	**193 306**	...	...	...	**172 096**
Autriche	2 198	678	3 680	384	5 009	202	459	216	2 110
Finlande	1 125	383	1 444	103	3 799	126 (2)	259	16	–
Suède	1 708	462	2 353	442	5 986	132	227	32	–
Europe des 15	**83 243**	**21 761**	**118 650**	**98 539**	**208 100**	...	...	...	**174 206**

(1) 1996.
(2) 1995.
(3) 1994.
(4) 1993.
(5) 1992.
(6) 1991.
(7) Seuls les fruits de table sont comptés; différence très minime avec l'ensemble « fruits frais ».

TABLEAU I.01-15

Production de céréales (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1994	1995	*r* 1996	1997
Blé :							
Blé tendre	(2)	4 473,9	4 748,6	4 340,4	4 516,0	4 767,1	4 843,8
	(3)	5,2	6,6	6,8	6,6	7,3	6,8
	(4)	23 356,9	31 356,2	29 462,5	29 850,0	34 667,4	32 970,8
Blé dur	(2)	116,0	397,4	234,3	228,6	270,2	265,9
	(3)	3,7	5,0	4,4	4,5	4,6	3,3
	(4)	424,1	1 983,6	1 038,0	1 029,6	1 253,9	876,2
Ensemble	(2)	4 590,0	5 146,0	4 574,7	4 744,6	5 037,3	5 109,7
	(3)	5,2	6,5	6,7	6,5	7,1	6,6
	(4)	23 781,0	33 339,8	30 500,6	30 879,6	35 921,3	33 847,0
Seigle	(2)	128,9	64,7	44,4	46,4	48,6	45,2
	(3)	3,2	3,6	3,9	4,1	4,5	4,4
	(4)	408,5	235,8	174,4	190,8	220,7	196,9
Orge (5)	(2)	2 646,8	1 757,8	1 405,0	1 386,2	1 535,4	1 690,3
	(3)	4,4	5,7	5,4	5,5	6,2	6,0
	(4)	11 692,3	9 991,1	7 649,0	7 683,2	9 518,7	10 126,3
Avoine	(2)	531,7	218,2	166,0	148,8	139,6	133,4
	(3)	3,6	3,9	4,1	4,0	4,5	4,3
	(4)	1 923,7	843,9	684,9	601,2	621,9	567,2
Maïs	(2)	1 753,6	1 561,9	1 662,8	1 650,8	1 734,2	1 857,6
	(3)	5,3	6,0	7,8	7,7	8,4	9,1
	(4)	9 323,4	9 400,5	12 958,4	12 739,6	14 544,2	16 832,5
Riz	(2)	6,6	20,4	27,2	25,2	22,0	20,5
	(3)	3,8	5,9	4,6	4,9	5,2	5,9
	(4)	25,2	121,3	124,2	122,4	115,1	120,8

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Surface.
(3) Rendement à l'hectare.
(4) Production.
(5) Y compris orge de brasserie.

TABLEAU I.01-16

Production des cultures industrielles et de pommes de terre

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Produit		*r* 1980	1990	1994	1995	*r* 1996	1997
Colza	(1)	390,3	689,0	671,0	864,0	875,0	988,0
	(2)	2,8	2,9	2,6	3,2	3,3	3,5
	(3)	1 092,9	2 002,9	1 770,6	2 788,6	2 901,6	3 495,4
Tournesol	(1)	102,9	1 145,0	986,0	963,0	891,0	875,0
	(2)	2,4	2,1	2,1	2,1	2,2	2,3
	(3)	245,4	2 381,8	2 051,8	1 987,4	1 994,5	1 995,5
Betteraves industrielles	(1)	549,3	475,0	437,0	458,2	460,6	461,7
	(2)	51,8	66,8	66,5	66,7	67,8	74,3
	(3)	28 442,4	31 717,5	29 084,3	30 571,6	31 210,5	34 311,4
Lin textile (4)	(1)	46,3	58,7	49,5	54,0	44,2	45,0
	(2)	6,6	6,2	6,3	6,0	6,4	6,9
	(3)	304,5	364,1	309,3	326,6	283,9	312,6
Tabac	(1)	18,6	10,8	10,3	9,7	9,3	9,1
	(2)	2,5	2,6	2,6	2,7	3,0	2,8
	(3)	46,2	27,6	27,2	26,3	27,6	25,1
Pommes de terre :							
Primeurs (5)	(1)	31,5	21,4	22,5	22,7	23,3	22,0
	(2)	19,1	20,4	19,0	22,5	22,7	23,5
	(3)	600,7	436,9	428,5	510,1	529,4	516,7
De conservation	(1)	158,0	97,2	97,7	103,1	105,1	101,9
	(2)	31,4	30,1	35,3	36,6	38,7	42,7
	(3)	4 960,4	2 931,2	3 449,8	3 773,9	4 070,3	4 351,0

(1) Surface.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Production.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-17

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Produit	Unités	1980	*r* 1990	*r* 1994	1995	*r* 1996	1997
Raisins de cuve :							
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	884,2	880,4	872,6	866,9
Rendement à l'hectare	Quintal	80	90	77	80	87	82
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	68 500,3	70 832,2	75 904,6	70 872,1
Vins :							
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	22 412	24 386	24 910	24 618
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	656	539	553	572	525
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 171	10 213	9 459	11 121	9 853
Vins de pays et autres vins	»	46 125	28 144	21 578	21 794	23 566	20 876
Total	»	**69 711**	**65 075**	**54 742**	**56 192**	**60 170**	**55 872**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-18

Production de légumes frais (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais	1980	1990	1994	1995	*r* 1996	1997
Légumes feuillus et à tige :						
Choux-fleurs	467	446	522	526	502	509
Autres choux	269	230	260	251	240	229
Endives	144	247	234	236	246	252
Poireaux	211	200	220	217	208	209
Salades	432	493	526	513	501	493
Légumes cultivés pour le fruit :						
Melons	188	307	332	329	315	278
Tomates	851	838	800	804	774	805
Racines, bulbes et tubercules :						
Carottes	468	548	581	629	657	652
Oignons	138	237	266	297	338	328
Légumes à cosse :						
Haricots verts	168	199	309	326	359	394
Petits pois (grains)	165	205	195	243	249	214

(1) Production des exploitations agricoles hors jardins par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.

TABLEAU I.01-19

Production fruitière (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de tonnes

Fruits	1980	1990	1994	1995	*r* 1996	1997
Fruit à noyau :						
Abricots	81	110	154	101	175	158
Cerises	113	83	77	63	74	65
Pêches et nectarines	460	488	526	526	459	464
Pêches	402	352	330	325	283	289
Nectarines et brugnons	58	136	196	201	176	175
Prunes	154	189	221	299	355	204
Fruits à pépins :						
Poires de table	414	329	342	320	347	256
Pommes de table	1 769	1 886	2 201	2 079	2 004	2 028
Pommes à cidre	1 100	466	486	426	425	445
Baies :						
Kiwis (ou actinidias)	4	54	75	74	71	71
Cassis	4	6	8	10	12	11
Framboises	7	6	9	7	7	7
Autres fruits :						
Clémentines	21	20	22	27	21	23
Fraises	82	89	83	81	81	83
Noix	31	25	27	21	22	23
Raisin de table	185	123	69	108	95	87

(1) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-20

Cheptel (principales espèces)

Situation au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Espèce bovine	21 278	20 415	20 434	20 676	20 655	20 389
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 166	5 141	5 288	5 228	5 146
Vaches laitières	5 323	4 694	4 687	4 613	4 538	4 453
Vaches nourrices	3 700	4 004	4 031	4 108	4 179	4 188
Espèce porcine	12 244	13 389	13 670	13 783	14 284	14 480
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 326	1 349	1 369	1 415	1 449
Espèce caprine	1 234	1 163	1 151	1 188	1 202	1 200
Espèce ovine	11 438	10 680	10 619	10 550	10 463	10 305
dont : Brebis mères	7 415	6 987	6 971	6 965	6 916	6 841
Espèces chevaline et asine	339	345	344	351	354	361
Poules et poulets (en millions)	200	217	219	223	231	238
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (en millions)	47	48	49	50	50	50
Lapins	16 668	17 329	15 306	14 531	14 457	13 616
dont : Lapines reproductrices	2 231	2 150	1 971	1 861	1 838	1 867

TABLEAU I.01-21

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
A. PRODUCTION INDIGÈNE BRUTE DE VIANDE [en milliers de tonnes de viande nette]							
Espèce bovine :							
Adultes	1 599	1 763	1 565	1 482	1 564	1 645	1 638
Veaux de boucherie	313	316	344	339	336	337	345
Espèces ovine et caprine	177	156	155	147	146	154	150
Espèce porcine	1 727	1 859	2 017	2 116	2 085	2 149	2 228
Espèce chevaline	10	10	9	8	9	10	9
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS							
Production de lait (en milliers d'hectolitres) :							
Vaches laitières	257 130	245 839	242 197	245 275	246 169	243 539	241 675
Brebis laitières	1 871	2 009	1 989	2 039	2 168	2 340	2 356
Chèvres laitières	4 411	4 252	4 094	4 074	4 317	4 575	4 714
Œufs							
Œufs de consommation [en millions d'œufs] (1)	10 257	10 985	11 238	11 691	12 014	12 153	12 627

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-22

Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Produits	Numéro de la NAP	Importations (CAF)				Exportations (FAB)			
		1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
TOTAL AGRICULTURE (Classes 00 et 01)		**43 828**	**45 140**	**44 422**	**46 581**	**67 026**	**70 722**	**74 358**	**81 280**
Produits agricoles exclusivement importés	**00**	**11 915**	**11 993**	**10 746**	**12 362**	**1 656**	**1 817**	**1 805**	**1 885**
Fruits tropicaux, café, cacao	0015	9 198	8 931	7 861	9 496	1 337	1 535	1 580	1 665
Oléagineux tropicaux	0025	313	321	266	240	91	108	63	48
Plantes textiles tropicales	0026	1 211	1 184	1 101	1 213	181	129	67	55
Caoutchouc naturel brut	0027	1 165	1 534	1 491	1 388	37	35	84	95
Produits animaux importés/exportés divers	0099	28	23	27	26	10	10	11	22
Céréales	**0100**	**1 319**	**1 137**	**1 297**	**1 248**	**24 098**	**26 134**	**26 810**	**25 849**
Blé tendre	0101	266	249	215	265	10 659	13 683	13 874	13 124
Blé dur	0102	292	73	262	256	450	978	811	752
Orge	0103	72	112	123	70	2 986	2 846	3 234	3 297
Avoine	0104	34	2	4	1	149	84	96	50
Maïs	0105	544	590	570	517	9 309	8 106	8 315	8 180
Autres céréales	0106	111	111	123	139	545	437	480	446
Fruits et légumes frais et secs	**0110**	**15 065**	**16 093**	**16 353**	**16 702**	**10 611**	**11 051**	**11 841**	**12 292**
Pommes de terre	0111	637	1 110	621	475	1 027	1 209	902	983
Légumes frais	0112	4 924	5 158	5 520	5 581	3 384	3 099	3 502	3 480
Légumes secs	0113	491	600	569	472	1 051	1 192	1 156	1 077
Fruits	0114	9 013	9 225	9 643	10 174	5 149	5 551	6 281	6 752
Plantes industrielles	**0120**	**2 995**	**2 436**	**2 732**	**2 707**	**2 816**	**3 318**	**4 349**	**6 060**
Oléagineux autres que tropicaux	0122	1 997	1 533	1 840	1 816	2 315	2 745	3 709	5 338
Tabac	0123	733	606	592	528	314	349	382	427
Autres plantes industrielles	0124	265	297	300	363	187	224	258	295
Vins	**0130**	**2 297**	**2 600**	**2 660**	**2 879**	**15 083**	**16 009**	**17 641**	**22 306**
Vins de consommation courante	0131	991	1 318	1 242	1 414	3 006	3 494	4 318	5 512
Vins de qualité produits dans des régions déterminées	0132	1 306	1 282	1 418	1 465	12 077	12 515	13 323	16 794
Autres produits végétaux	**0140**	**4 426**	**5 200**	**5 690**	**5 907**	**1 684**	**1 816**	**2 072**	**2 160**
Plants de pépinières	0141	375	455	501	540	213	205	310	382
Fleurs et plantes	0142	2 886	3 514	3 819	4 033	403	445	419	418
Autres produits végétaux	0143	1 165	1 231	1 370	1 334	1 068	1 166	1 343	1 360
Animaux vivants	**0150-0160**	**3 225**	**3 046**	**2 543**	**1 898**	**10 247**	**9 712**	**8 929**	**9 814**
Gros bovins	0151	1 205	1 074	680	482	5 139	4 823	4 670	4 943
Veaux	0152	484	510	239	245	3 559	3 283	2 575	2 946
Porcins	0153	356	335	426	202	253	275	234	296
Équins	0154	246	234	242	196	302	348	331	465
Ovins caprins	0155	524	427	469	354	304	316	379	305
Volailles	0161	99	109	125	138	540	523	601	636
Animaux divers	0162	311	357	352	281	150	144	139	223
Produits animaux divers	**0170**	**2 586**	**2 633**	**2 399**	**2 875**	**831**	**861**	**911**	**912**
Œufs	0172	238	243	413	359	347	372	461	396
Produits animaux divers	0173	2 348	2 390	1 986	2 516	484	489	450	516

TABLEAU I.01-23

Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants

Évaluations de base 1980

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
COMPTE DE PRODUCTION						
Livraisons de la branche	**329 706**	**280 822**	**286 214**	**296 491**	**301 232**	**314 053**
Consommations intermédiaires (1)	136 576	130 976	133 106	137 800	143 917	148 783
Valeur ajoutée brute des livraisons	193 130	149 846	153 108	158 691	157 315	165 270
Valeur ajoutée brute de la production	199 351	148 783	157 743	161 278	163 294	163 579
COMPTE D'EXPLOITATION						
Valeur ajoutée brute des livraisons	193 130	149 846	153 108	158 691	157 315	165 270
Subventions d'exploitation	13 375	37 522	44 468	50 100	53 203	49 493
dont aides nouvelles	–	27 046	34 347	39 841	42 006	40 006
Autres	–	10 476	10 121	10 259	11 197	9 487
Total des ressources	**206 505**	**187 368**	**197 576**	**208 791**	**210 518**	**214 763**
Salaires	20 012	21 802	21 950	22 275	22 721	23 062
Cotisations sociales (2)	6 555	7 093	6 713	7 252	7 405	7 449
Impôts liés à la production	7 864	2 661	2 215	2 000	1 863	1 899
Excédent brut d'exploitation des livraisons (3)	172 074	155 812	166 698	177 264	178 529	182 353
Total des emplois	**206 505**	**187 368**	**197 576**	**208 791**	**210 518**	**214 763**
Excédent brut d'exploitation de la production	178 295	154 749	171 333	179 851	184 508	180 662
COMPTE DE REVENU (optique livraisons)						
Excédent brut d'exploitation des livraisons (3)	172 074	155 812	166 698	177 264	178 529	182 353
Indemnités d'assurances	3 984	4 808	4 254	5 108	4 725	4 727
Prestations sociales (4)	18 226	19 973	20 093	20 173	19 689	19 354
Transferts courants divers reçus	32	–	–	–	300	–
Total des ressources	**194 316**	**180 593**	**191 045**	**202 545**	**203 243**	**206 434**
Intérêts	12 731	13 373	12 707	12 052	11 954	10 457
Primes d'assurances	6 228	7 350	7 188	8 026	8 001	7 959
Charges locatives (5)	10 395	10 121	10 218	10 253	10 323	10 539
Impôts fonciers sur terres exploitées en faire-valoir direct	3 694	3 087	2 987	2 739	2 668	2 758
Cotisations sociales au profit des exploitants	15 805	17 498	16 616	16 998	18 282	18 671
Transferts courants divers versés	207	202	102	123	726	123
Revenu brut agricole	145 256	128 962	141 227	152 354	151 289	155 927
Total des emplois	**194 316**	**180 593**	**191 045**	**202 545**	**203 243**	**206 434**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Les cotisations sociales du compte d'exploitation comprennent la part patronale des versements aux assurances sociales et aux caisses de prestations familiales effectuées par les exploitants employant une main-d'œuvre salariée.
(3) L'excédent brut d'exploitation des livraisons s'obtient en retranchant du solde du compte d'exploitation la production de biens d'investissements agricoles (plantation de nouveaux vergers et vignobles) et la variation des stocks à la propriété.
(4) Les prestations et cotisations sociales du compte de revenu représentent les transferts sociaux qui concernent les exploitants agricoles au titre de l'assurance maladie, du régime vieillesse et des prestations familiales.
(5) Fermages et métayages proprement dits et partie récupérable des impôts fonciers payés par les propriétaires bailleurs.

TABLEAU I.01-24

Comptes de la branche agriculture : livraisons (1) aux prix courants

Évaluations de base 1980

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Produits	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Blé tendre	31 976	21 668	20 137	21 579	23 697	22 991
Blé dur	3 136	1 254	968	1 187	1 022	1 018
Orge	7 393	5 245	4 129	4 333	5 183	5 746
Avoine	295	199	170	155	174	179
Maïs	10 342	10 352	8 483	8 779	9 208	10 088
Autres céréales	783	800	610	645	714	856
Céréales	**53 925**	**39 518**	**34 497**	**36 678**	**39 998**	**40 878**
Pommes de terre	4 151	3 393	5 475	6 308	4 598	5 145
Légumes frais	18 363	18 439	18 948	18 610	19 362	19 072
Légumes secs (y compris protéagineux)	5 645	3 121	2 651	2 275	2 407	3 008
Fruits	15 042	10 775	12 882	13 582	13 449	13 842
Fruits et légumes	**43 201**	**35 728**	**39 956**	**40 775**	**39 816**	**41 066**
Betteraves industrielles	8 339	8 298	8 027	8 160	8 255	8 603
Oléagineux	11 613	4 595	5 578	6 586	6 955	8 302
Tabac	680	630	649	666	685	647
Autres plantes industrielles	555	479	677	563	519	425
Plantes industrielles	**21 187**	**14 002**	**14 931**	**15 975**	**16 414**	**17 977**
Vins courants	11 771	9 566	9 000	9 837	9 734	10 402
Vins de qualité	42 380	30 401	35 933	39 564	38 842	43 235
Vins	**54 151**	**39 967**	**44 933**	**49 401**	**48 576**	**53 637**
Plants de pépinières	2 385	2 608	2 584	2 636	2 676	2 663
Fleurs et plantes	5 790	6 005	6 034	6 117	6 423	6 375
Autres produits végétaux	450	740	797	780	745	920
Produits végétaux divers	**8 625**	**9 353**	**9 415**	**9 533**	**9 844**	**9 958**
Total des livraisons végétales	**181 089**	**138 568**	**143 732**	**152 361**	**154 648**	**163 516**
Gros bovins	34 440	33 672	32 381	31 218	28 682	30 565
Veaux	11 029	10 286	9 934	10 070	9 143	9 912
Porcins	20 127	17 581	18 882	20 289	22 924	23 792
Équins	391	269	225	229	239	231
Ovins, caprins	4 001	3 285	3 241	3 117	3 681	3 849
Bétail	**69 988**	**65 093**	**64 663**	**64 923**	**64 669**	**68 349**
Volailles	17 778	19 225	20 298	20 879	22 600	24 374
Animaux divers	3 493	3 225	2 954	3 049	3 076	2 874
Autres animaux	**21 271**	**22 450**	**23 252**	**23 928**	**25 676**	**27 247**
Lait	52 295	49 944	50 188	50 942	51 094	50 228
Œufs	5 360	5 247	4 856	4 768	5 584	5 243
Produits animaux divers	742	663	677	723	641	572
Autres produits animaux	**58 397**	**55 854**	**55 721**	**56 433**	**57 319**	**56 043**
Total des livraisons animales	**149 656**	**143 397**	**143 636**	**145 284**	**147 664**	**151 639**
TOTAL	**330 745**	**281 965**	**287 368**	**297 646**	**302 312**	**315 154**

(1) Les livraisons de la branche agriculture comprennent l'ensemble des ventes de produits agricoles hors de la branche, l'autoconsommation des ménages d'agriculteurs et les produits agricoles cédés aux salariés. La production totale de la branche comprend en outre la production consommée à l'intérieur de la branche, la variation des stocks de produits agricoles et la formation brute de capital fixe en cheptel de souche et de trait et en plantations.

TABLEAU I.01-25

Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Enquête structures DOM 1997

Unité : Superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée								
	Moins de 0,25	De 0,25 à moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 3	De 3 à moins de 4	De 4 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 et plus	**Total**
Guadeloupe									
Nombre d'exploitations	839	2 653	2 840	1 793	1 225	723	1 286	415	**11 773**
Superficie agricole utilisée	118	1 488	3 870	4 150	4 051	3 111	8 943	11 433	**37 143**
Guyane (1)									
Nombre d'exploitations	45	720	1 741	848	300	180	219	209	**4 263**
Superficie agricole utilisée	3	456	2 130	1 871	973	777	1 465	14 693	**22 318**
Martinique									
Nombre d'exploitations	374	1 201	1 065	806	683	236	545	449	**5 359**
Superficie agricole utilisée	53	686	1 367	1 844	2 221	1 006	3 665	17 830	**28 671**
Réunion									
Nombre d'exploitations	910	1 786	1 392	1 348	705	671	2 022	735	**9 568**
Superficie agricole utilisée	136	914	1 816	3 098	2 341	2 876	13 135	19 809	**44 126**

(1) Enquête structures DOM 1995.

TABLEAU I.01-26

Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques) — *Unité* : Hectare

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1996	1997	*r* 1996	1997	*r* 1996	1997	*r* 1996	1997
I. Répartition du territoire								
Terres arables (1)	24 193	23 979	20 392	21 097	11 072	11 228	35 311	35 204
Surfaces toujours couvertes d'herbe	25 100	25 100	12 080	11 240	11 150	11 150	9 100	9 130
Cultures fruitières (2)	572	603	648	620	1 936	1 916	1 834	1 839
Vigne	—	—	—	—	—	—	44	44
Cultures florales	166	161	293	285	26	26	144	144
Pépinières - végétaux divers	15	14	19	19	12	12	—	—
Superficie agricole utilisée	**50 046**	**49 857**	**33 432**	**33 261**	**24 196**	**24 332**	**46 433**	**46 361**
Territoire agricole non cultivé	17 000	17 000	15 598	15 769	6 800	6 800	58 048	57 571
Superficies boisées	66 300	66 300	47 500	47 500	7 511 150	7 511 150	87 600	87 600
Territoire non agricole	37 154	37 383	13 470	13 470	811 201	811 118	59 740	60 289
Surface totale (3)	**170 500**	**170 500**	**110 000**	**110 000**	**8 353 347**	**8 353 400**	**251 821**	**251 821**
II. Répartition des terres arables								
Culures industrielles	13 432	12 785	3 046	3 081	155	155	26 571	26 471
dont : Canne à sucre	13 282	12 632	3 000	3 035	85	85	25 700	25 600
Cultures fruitières semi-permanentes	6 099	6 099	11 564	11 864	763	763	845	848
dont : Banane (4)	5 745	5 745	10 900	11 200	625	625	500	500
Ananas	350	350	660	660	100	100	320	330
Cultures légumières	2 796	2 949	3 449	3 777	3 833	3 869	1 860	2 000
Céréales	—	—	—	—	4 530	4 725	1 080	1 000
Cultures fourragères	300	100	70	24	210	210	500	500
Jachères	1 000	1 200	632	800	1 855	980	800	740
Autre - jardins familiaux	566	1 846	1 631	1 551	526	526	3 655	3 645
Total des terres arables	**24 193**	**23 979**	**20 392**	**21 097**	**11 072**	**11 228**	**35 311**	**35 204**

(1) La définition des terres arables dans les départements d'outre-mer est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Vergers purs et mixtes recensés lors des enquêtes de structure.
(3) La surface totale de la Guyane a été modifiée d'après de nouvelles estimations de l'IGN.
(4) Banane fruit exclusivement, comprenant aux Antilles la variété d'exportation et la variété dessert ou figue.

TABLEAU I.01-27

Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1996	1997	*r* 1996	1997	*r* 1996	1997	*r* 1996	1997
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	602 678	659 080	215 800	188 827	4 912	4 762	1 806 999	1 909 600
Sucre produit (tonnes)	48 896	57 386	7 722	7 234	–	–	204 608	207 006
Rhum (hl d'alcool pur)	66 483	57 827	66 959	69 316	2 600	2 252	72 181	80 107
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	85 970	140 000	287 344	318 155	–	–	–	–
Exportation (tonnes nettes)	61 233	101 436	249 844	276 655	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	6 200	9 030	4 000	4 700	1 031	1 031	–	–
Malanga	1 200	1 210	100	80	48	48	–	–
Madère	1 390	1 400	11 000	11 750	3 064	3 064	–	–
Manioc	1 445	1 460	250	250	10 375	10 375	750	750
Patate douce	2 470	3 410	970	970	540	540	750	750
Melon	2 635	3 070	3 260	2 900	326	374	–	–
Banane légume	5 655	5 870	12 000	13 000	3 164	3 164	–	–
Tomate	2 930	3 080	37 000	4 300	3 770	3 770	5 200	7 400
Chou pommé	2 325	2 325	1 050	1 275	2 646	2 966	5 520	5 750
Concombre	4 060	2 620	3 000	3 200	3 410	3 695	2 750	3 300
Haricot vert	955	890	885	885	3 266	3 266	700	770
Salade	3 030	3 030	7 800	7 800	1 120	1 360	4 500	3 600
EFFECTIFS DU CHEPTEL (1)								
Bovins (2)	80 410	85 030	28 300	25 600	8 850	8 900	25 960	27 730
Porcins	24 650	20 816	7 000	6 700	10 360	10 400	84 000	86 000
Ovins	2 720	2 466	14 000	12 500	2 800	8 800	1 730	1 730
Caprins	32 000	24 000	12 200	8 200	980	1 000	37 000	38 000
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins(2)	3 217	3 401	2 572	2 288	265	318	1 377	1 500
Porcins	2 160	2 080	1 500	1 480	1 140	1 148	12 140	12 140
Ovins - Caprins	245	205	325	325	29	28	486	516
Volailles	307	569	946	952	447	463	18 300	18 800
Lait de vache (hl)	1 211	1 100	20 000	21 000	2 103	2 425	131 290	159 830
Œufs de consommation (milliers d'unités)	30 377	33 118	30 000	30 000	8 803	9 003	100 000	108 250
IMPORTATIONS D'ENGRAIS								
Engrais naturels	367	160	1 449	2 384	1	160	1	75
Engrais simples	2 956	–	27 952	20 318	2 047	1 356	9 381	58
Azotés	2 432	3 412	4 231	10 320	1 438	818	6 002	5 893
Phosphatés	11	105	47	–	165	205	146	62
Potassiques	513	2 774	23 674	9 998	444	333	3 233	3 573
Engrais composés	11 832	15 220	14 279	11 195	2 586	2 785	23 628	26 949
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	810	785	1 370	1 470	360	370	1 750	1 780

(1) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(2) Y compris les veaux.

Chapitre I.02

Forêt, bois

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Taux de boisement par département en 1997.

1. Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.
2. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires.
3. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires : départements d'outre-mer.
4. Incendies de forêts.
5. Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.
6. Production annuelle des pépinières particulières.
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts.
8. Exploitation forestière et scierie.
9. Exploitation forestière : production de la branche.
10. Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre dans les départements d'outre-mer.
11. Scierie : production de la branche.
12. Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur.
13. Bilan de la matière bois.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques, bureau des statistiques végétales et forestières)

1. PRÉSENTATION

La branche d'activité exploitation forestière a récolté 33,3 millions de m^3 de bois ronds en 1996; ce chiffre en baisse de 7,2 % par rapport à 1995 est due à l'absence de débouchés. La récolte de grumes s'élève à 20,5 millions de m^3. Elle régresse de 5,5 %; cette baisse est plus sensible sur les feuillus (- 6,3 %) que sur les conifères (-5,5 %). La récolte de bois d'industrie subit la baisse de l'activité des industries papetières et diminue de 15 %. Seul le bois de feu commercialisé progresse de 7 % avec 2,6 millions de m^3 vendus. La croissance estimée, par la confédération de l'industrie des papiers, cartons et cellulose, à 13 % en 1997 devrait effacer les mauvais résultats de 1996 sur les bois de triturations.

La production totale des sciages, bois sous rail et merrains, s'élève à 9,8 millions de m^3 de sciages. Elle baisse de 5 % par rapport à 1995; cette diminution touche toutes les essences.

Seule la production de merrains continue sa croissance, l'exportation d'ouvrages de tonnellerie dans le monde entier restant très active.

En 1997, le volume des échanges du commerce extérieur croît de 10 %. Le déficit global se dégrade un peu et passe de 13,2 milliards de francs à 15,5 milliards de francs. Ce chiffre représente 17,6 % du montant des échanges contre 16,5 % en 1996. Le montant des bois et sciages de tropicaux est de 1,9 milliard de francs, en hausse de 52 % par rapport à 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

— Les *bois et forêts* proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

— Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres d'alignement et les arbres épars.

— Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle est ou non soumise au *régime forestier*. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts) il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 148 et couvrent une surface de 3,36 millions d'hectares soit 30 % de la forêt privée.

Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion ont été données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1984.

L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».

On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Commerce extérieur

Les résultats du commerce extérieur, en valeur, relatifs à la *filière bois* (bois ronds, autres produits de l'exploitation forestière et produits dérivés) résultent d'un traitement des données de base de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

— la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3 (r)]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée à 15 millions de m^3 (r);

— le mode de calcul en équivalent bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire;

— il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

3. DÉFINITIONS

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

— la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.0A;

— l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.0B);

— la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures, ...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A et 20.1B);

— la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les zones de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (landais par exemple). Il existe des exceptions à la règle de soumission à ce régime, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est au moins de 10 %. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les arbres d'alignements et les arbres épars constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières » (SCEES-BSVF);

— Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF);

— Office national des Forêts (ONF);

— Inventaire forestier national (IFN).

Publications :

Service central des enquêtes et études statistiques :

— Agreste, données chiffrées (annuel) :

Statistiques forestières

Récoltes de bois et production de sciages (résultats de l'enquête annuelle de branche)

Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries

L'utilisation du territoire.

— Agreste, Conjoncture (trimestriel)

Commerce extérieur « Bois et dérivés »

— Agreste, primeur

Coup de frein pour le bois en 1996

— GraphAgri Forêt - Bois (bisannuel)

La forêt et les industries du bois 1996 (Édition bilingue français - anglais)

Service des statistiques industrielles (SESSI) et SCEES :

Le bois en chiffres (édition 1998)

Direction de l'espace rural et de la forêt :

— *Fonds forestier national* (rapport annuel)

— *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel)

Office national des forêts :

— *Rapport annuel de gestion*

Inventaire forestier national :

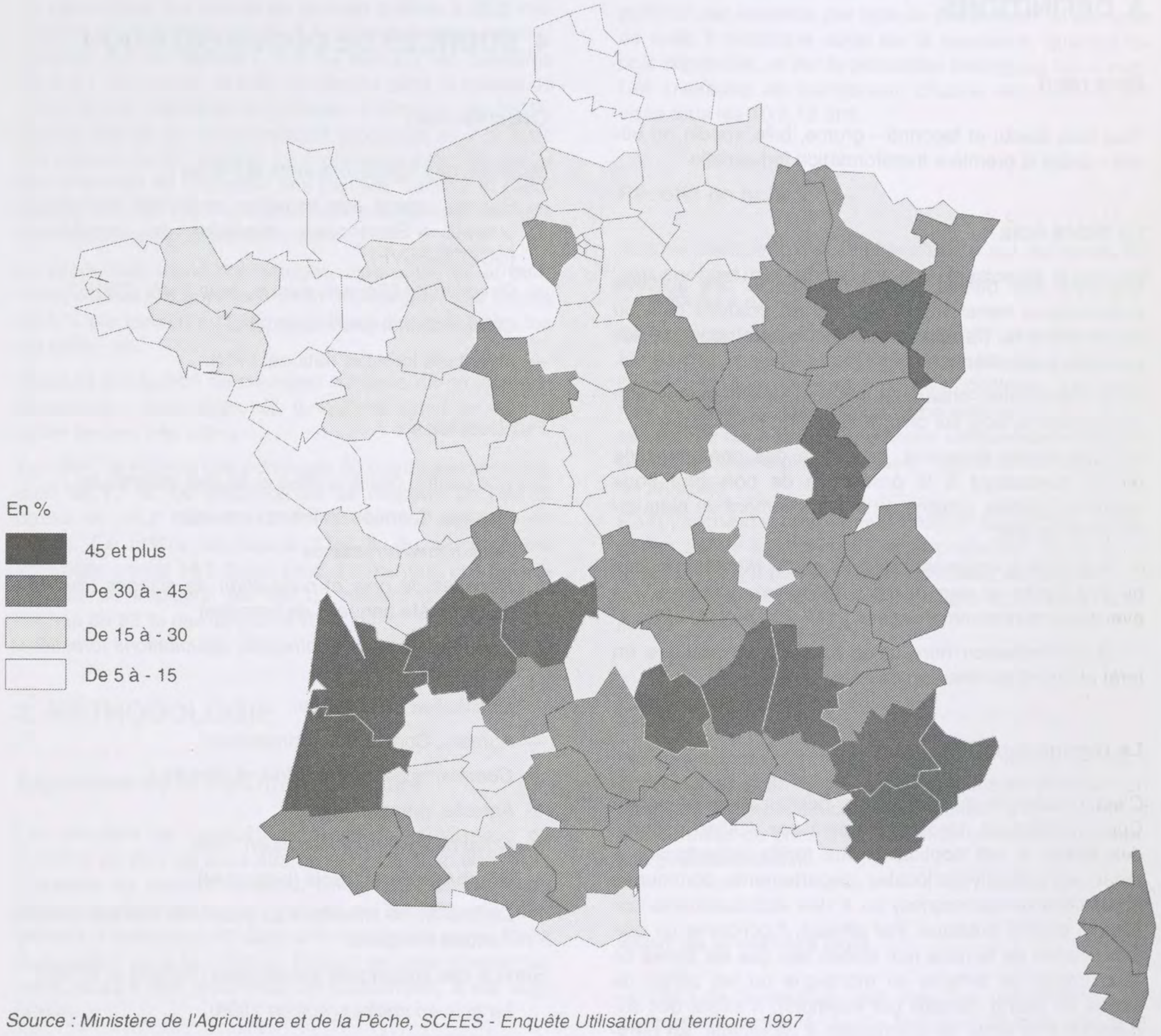
— *Rapport annuel de gestion*

— *Atlas forestier de la France : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.*

*
* *

CARTE I.02

Taux de boisement par département en 1997



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES - Enquête Utilisation du territoire 1997

TABLEAU I.02-1

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 985,5	14 591,2	14 721,1	14 809,4	14 887,1	14 929,2
Feuillus	8 547,6	9 228,1	9 335,2	9 377,3	9 415,3	9 440,6
Conifères	4 109,5	4 057,9	4 093,1	4 118,9	4 125,9	4 124,0
Feuillus en voie d'enrésinement	50,5	...	...	...	...	...
Mixte	1 277,9	1 305,2	1 292,8	1 313,2	1 345,9	1 364,6
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 307,4	1 483,9	1 478,9	1 432,2	1 456,6
Peupleraies	280,0	239,9	244,2	245,6	244,6	253,8
Total	**15 195,4**	**16 138,5**	**16 449,2**	**16 533,9**	**16 563,9**	**16 639,6**

TABLEAU I.02-2

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1993	1994	1995	1996	1997
ÉTAT :						
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 747	1 752	1 753	1 753	1 754
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	33	33	43	63	70
Total (2)	**1 737**	**1 780**	**1 785**	**1 796**	**1 816**	**1 824**
DÉPARTEMENTS :						
Forêts départementales (2)	21	27	28	28	31	31
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :						
Forêts communales et sectionales	2 426	2 534	2 542	2 550	2 556	2 570
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	82	86	87	87	88
Total (2)	**2 486**	**2 616**	**2 628**	**2 637**	**2 643**	**2 689**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. 148 du code forestier) (3)	10	14	16	17	19	19
Total général au 31 décembre	**4 254**	**4 437**	**4 457**	**4 478**	**4 509**	**4 532**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts sont non soumises au régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées non soumises.

TABLEAU I.02-3

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre 1997

Source : Office national des Forêts — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 450,9	7 513,8	2,0	2,0	2,8	2,8
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	5,6	6,4
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	–	0,1	–	–	0,7	0,7	0,8	0,8
Forêts particulières sous contrat	–	–	48,5	48,5	–	–	–	1,2
Forêts gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Ancien domaine colonial (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	89,7	89,7
Total	**38,2**	**38,3**	**7 508,1**	**7 571,0**	**15,3**	**15,4**	**98,9**	**100,9**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.02-4

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile)

	1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Nombre d'incendies	5 881	4 002	4 769	4 618	6 563	6 401	7 200
Surface sinistrée (en hectares)	72 625	16 593	16 698	24 995	18 137	11 400	21 000

TABLEAU I.02-5

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

Unité : Millier d'hectares

	1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Type d'essence :								
Pins maritimes	•	116,9	6,9	5,1	0,6	4,8	3,4	3,6
Autres pins	•	84,6	4,4	3,5	1,0	2,3	2,1	1,8
Autres conifères	•	304,8	9,5	6,7	2,5	3,6	4,2	3,5
Peupliers	•	60,8	3,4	3,8	1,1	2,4	2,9	2,6
Autres feuillus	•	63,2	7,5	8,1	2,5	5,1	6,1	5,3
Total	•	**630,3** *r*	**31,7**	**27,2**	**7,7**	**18,2**	**18,7**	**16,8**
Nature du boisement :								
Boisement	496,7	168,2	7,8	8,6	2,5	2,5	2,6	2,3
Reboisement et enrichissement (1)	834,0	407,7	20,5	14,9	4,1	10,6	10,8	10,8
Plantations hors forêts (2)	116,0	54,7	3,4	3,7	1,1	5,1	5,3	3,7
Total	**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**27,2**	**7,7**	**18,2**	**18,7**	**16,8**

(1) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(2) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.02-6

Production annuelle des pépinières particulières (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		*r* 1994		1995		1996	
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréés	Total	Agréés	Total	Agréés	Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**373**	**502**	**353**	**465**	**356**	**455**
Superficie [en hectares] (2)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 431**	**1 540**	**1 319**	**1 405**	**1 378**	**1 446**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	634	700	582	626	636	680
Autres plants	690	715	849	873	798	840	737	779	742	767
Plants produits (en millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**89,3**	**90,9**	**85,5**	**87,8**	**84,2**	**85,9**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	1,9	2,1	2,3	2,4	2,4	2,5
Autres plants :										
– feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	35,5	38,8	29,0	29,7	30,1	30,4
– conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	51,9	50,0	54,2	55,7	51,7	53,0

(1) Pépinières agréées et non agréées par le Fonds forestier national.
(2) Jachère non comprise.

TABLEAU I.02-7

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts

Ventes de bois en France

Source : Office national des Forêts

	1980	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Volume vendus ou délivrés (1000 m^3)								
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 471	4 496	4 667	4 501	4 516	4 619
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	4 707	5 193	5 566	5 136	5 287	5 415
Houppiers et taillis-bois enstéres (2)	3 027	3 743	3 867	3 697	3 850	3 733	3 573	3 835
Total	**10 476**	**13 745**	**13 045**	**13 386**	**14 093**	**13 740**	**13 376**	**13 870**
Valeur [million de francs] (3)	...	2 186	2 300	2 245	2 720	3 197	2 937	3 034

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(3) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.02-8

Exploitation forestière et scierie

Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Activité	Numéro de NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (3)	Chiffre d'affaires net (2)	Exportations	Investissements corporels
				Million de francs		
Exploitation forestière	02.0B	181	3 739	3 747	600	88
Scierie	20.1A et 20.1B	980	19 616	14 688	2 377	701
Total		**1 161**	**23 355**	**18 435**	**2 977**	**789**

(1) Entreprises de six salariés permanents et plus.
(2) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.
(3) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires, et les travailleurs saisonniers.

TABLEAU I.02-9

Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

Produit	1980	1985	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Bois d'œuvre (grumes)								
Chêne	3 446	3 169	3 120	3 073	2 680	2 677	2 850	2 770
Hêtre	1 987	2 047	2 582	2 056	1 886	1 914	1 912	1 796
Peuplier	1 770	1 862	3 409	2 857	2 477	2 599	2 560	2 322
Feuillus divers	1 186	846	1 046	1 057	990	940	968	883
Total feuillus	**8 389**	**7 925**	**10 157**	**9 043**	**8 033**	**8 130**	**8 290**	**7 771**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	4 862	5 135	6 495	5 519	5 400	6 185	6 363	6 112
Pin et autres conifères	5 678	5 653	7 693	6 932	6 262	6 629	7 044	6 615
Total conifères	**10 540**	**10 788**	**14 189**	**12 451**	**11 662**	**12 814**	**13 407**	**12 727**
Ensemble des bois d'œuvre (1)	**18 929**	**18 713**	**24 346**	**21 494**	**19 695**	**20 944**	**21 697**	**20 498**
Bois d'industrie								
Feuillus durs	4 652	3 860	3 678	3 774	3 093	3 611	3 655	3 232
Feuillus tendres	1 480	1 093	1 285	1 458	1 383	1 661	1 628	1 357
Sapin, épicéa, mélèze	478	1 021	1 228	1 356	1 375	1 787	1 886	1 550
Pin maritime	1 798	2 068	2 168	2 571	2 309	2 607	2 786	2 441
Autres conifères	779	1 118	1 399	1 472	1 117	1 346	1 451	1 117
Total trituration (2)	**9 187**	**9 160**	**9 757**	**10 631**	**9 277**	**11 012**	**11 406**	**9 698**
Mines feuillus	61	54	32	36	17	15	15	12
Mines conifères	260	159	70	45	35	35	25	23
Bois ronds divers feuillus	320	227	199	191	239	192	216	218
Bois ronds divers conifères	69	88	147	133	180	121	101	107
Poteaux (conifères)	149	76	82	88	123	120	104	87
Total autres bois d'industrie	**859**	**604**	**530**	**493**	**594**	**483**	**461**	**447**
Ensemble des bois d'industrie	**10 046**	**9 765**	**10 287**	**11 124**	**9 871**	**11 495**	**11 867**	**10 145**
Bois de feu commercialisé (3)								
Total bois de feu commercialisé (3)	**1 358**	**2 077**	**2 541**	**2 738**	**2 755**	**2 588**	**2 471**	**2 644**

(1) Destinés principalement au sciage, ainsi qu'au tranchage ou au déroulage.
(2) Papeterie et fabrique de panneaux.
(3) Depuis 1990 : y compris bois de feu cédé à titre gratuit ou autoconsommé.

TABLEAU I.02-10

Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer (1)

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	1980	1985	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996	1997
Guadeloupe	0,5	3,6	0,6	0,6	0,6	0,3	0,7	0,5	0,8
Guyane	120,0	94,4	91,0	68,0	50,0	51,0	68,2	65,7	53,6
Martinique	0,8	2,8	1,8	0,8	2,4	2,1	2,9	5,3	5,2
Réunion	3,0	4,4	5,0	5,7	8,7	7,2	5,0	6,1	6,0

(1) Forêts bénéficiant du régime forestier.

TABLEAU I.02-11

Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de sciages (sauf indication contraire)

Produit	1980	1985	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Sciages (1)								
Chêne	1 124	1 057	1 051	985	887	904	957	927
Hêtre	856	738	966	802	727	714	707	695
Peuplier	488	572	923	804	714	695	709	629
Feuillus divers	582	362	363	335	315	335	316	312
Total feuillus	**3 050**	**2 729**	**3 303**	**2 926**	**2 643**	**2 648**	**2 689**	**2 563**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	3 009	3 166	3 656	3 434	3 382	3 665	3 744	3 618
Pin et autres conifères	2 672	2 532	3 299	3 126	2 784	2 983	3 083	2 887
Total conifères	**5 681**	**5 698**	**6 955**	**6 560**	**6 166**	**6 648**	**6 827**	**6 505**
Ensemble des sciages d'essences des régions tempérées...	**8 731**	**8 427**	**10 258**	**9 486**	**8 809**	**9 296**	**9 516**	**9 068**
Sciages d'essences des régions tropicales et exotiques	667	473	514	414	323	332	298	273
Autres produits de scierie								
Traverses :								
– chêne	183	100	137	152	...	...	...	...
– autres	62	46	51	46	...	...	...	...
Appareils de voie	76	42	33	42	...	...	...	...
Total bois sous rail	**321**	**188**	**221**	**240**	**168**	**167**	**223**	**207**
Merrains	18	12	33	27	19	20	27 *r*	34
Chutes de scierie commercialisées (millier de t.) :								
– pour trituration	2 376	2 714	3 617	3 784	3 624	3 903	3 932	4 021
– autres	388	412	353	350	343	416	430	434

(1) Ces produits sont tirés d'une partie des grumes dont il est fait état au tableau I.02-8.

TABLEAU I.02-12

Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Million de francs

	Exportations		Importations	
	1996	1997	*r* 1996	1997
Produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie (bois)				
Conifères (grumes + trituration)	153	149	124	150
Feuillus (grumes + trituration)	1 240	1 314	1 234	1 383
Sciages de conifères	464	535	2 093	2 536
Sciages de feuillus	1 156	1 209	1 288	1 676
Traverses	218	167	22	18
Plaquettes, particules et délignures	175	170	236	255
Autres produits (1)	245	265	169	187
Total	**3 651**	**3 809**	**5 166**	**6 205**
Produits des industries du bois, des pâtes et papier				
Placages	544	679	427	521
Panneaux contreplaqués	2 933	3 211	2 247	2 603
Autres produits du travail mécanique du bois	3 361	3 645	2 989	3 295
Meubles et sièges en bois	4 865	5 265	9 408	10 254
Pâtes et vieux papiers	1 333	1 871	5 857	6 477
Papiers et cartons	16 473	17 438	19 271	20 816
Total	**29 509**	**32 109**	**40 198**	**43 966**
Autres produits d'exploitation forestière et dérivés				
Extraits tannants, végétaux	86	100	16	23
Térébenthine, colophanes et dérivés	160	191	329	462
Liège et ouvrages en liège	139	202	1 042	1 279
Total	**385**	**493**	**1 387**	**1 764**
Ensemble des produits	**33 545**	**36 411**	**46 751**	**51 935**

(1) Comprend : bois de feu, sciures, charbon de bois, bois d'industrie sauf trituration, bois feuillards, échalas, pieux et piquets, bois pour cannes, manches d'outils, éclisses.

TABLEAU I.02-13

Bilan de la matière bois

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	Total
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	7 771	12 727	–	20 498
Bois d'industrie	4 820	5 325	–	10 145
Bois de trituration et dérivés	4 589	5 109	–	9 698
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	231	216	–	447
Bois de feu	–	–	2 644	2 644
Total de la production	**12 591**	**18 052**	**2 644**	**33 287**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	1 732	2 962	1 048	5 742
Bois d'industrie	3 654	5 627	20 080	29 361
Bois de trituration et dérivés	3 654	5 624	20 045	29 324
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	3	35	38
Bois de feu	–	–	4	4
Total des importations	**5 386**	**8 589**	**21 133**	**35 108**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 068	917	1 073	4 058
Bois d'industrie	1 242	1 476	16 570	19 287
Bois de trituration et dérivés	1 242	1 458	16 492	19 192
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	18	77	95
Bois de feu	–	–	377	377
Total des exportations	**3 310**	**2 392**	**18 020**	**23 722**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	7 435	14 772	– 25	22 182
Bois d'industrie	7 232	9 477	3 510	20 219
Bois de trituration et dérivés	7 001	9 276	3 510	19 830
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	232	201	–	389
Bois de feu	–	–	2 271	2 271
Total de la consommation apparente	**14 667**	**24 249**	**5 757**	**44 673**

Chapitre I.03

Pêche maritime

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définition.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout.
2. Nombre de marins embarqués pour la pêche, par type de pêche.
3. Produits frais de la mer : principales espèces débarquées.
4. Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées.
5. Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction des Pêches maritimes et des Cultures marines.

1. PRÉSENTATION

En 1996, le déficit du commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture s'est élevé à 11,2 milliards de francs, soit une valeur stable par rapport à 1995. En volume, le taux de progression des échanges est légèrement supérieur à 5 % à l'exportation et est de 4 % à l'importation. Une érosion des prix plus accentuée dans ce dernier cas conduit toutefois à une moindre progression des importations en valeur (+ 2 % contre 4 % à l'export). Les premiers chiffres de 1997 confirment un déficit au niveau de 11 milliards de francs. Il est précisé toutefois que l'intégration des données des DOM depuis le 1er janvier 1997 a tendance à améliorer les résultats à l'export, en particulier, grâce à la prise en compte des exportations de crevettes de Guyane.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre correspond aux numéros 0310 à 0320 de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification. Une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du Centre administratif des Affaires maritimes. Une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation des effectifs des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins embarqués au 31 décembre de l'année.

Les données portant sur les produits de la mer débarqués par espèce se rapportent au poids de produits au moment du débarquement.

Souvent les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées,... à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines. Les quantités débarquées désignent le poids des prises en mer.

3. DÉFINITION

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

— à la grande pêche : durée du voyage supérieure à un mois;

— à la pêche au large : durée de la marée de 12 à 15 jours;

— à la pêche côtière : durée de la marée, 3 jours;

— à la petite pêche : durée de la marée, 24 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines;

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM);

Comité national des Pêches maritimes (CNPM);

Comité interprofessionnel de la conchyliculture;

Laboratoires de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer);

CAAM (Centre administratif des Affaires maritimes de Saint-Malo).

Publications :

« *Pêche - Statistiques annuelles 1997* », Document Statistique, Thème 5, série A, Eurostat.

Rapport sur la production de l'industrie des Pêches maritimes et des Cultures marines, FIOM (annuel).

Le commerce extérieur des produits de la mer, FIOM (annuel).

Statistiques des Pêches, captures et quantités débarquées en 1995, FAO, édition 1997, volume 80.

Statistiques des Pêches. Produits en 1996, FAO, édition 1998, volume 83.

La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, 1996, FAO, édition 1997.

*
* *

TABLEAU I.03-1

Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout (1)

Situation au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M.)

Unités : Tonnage : tonneau de jauge brute
Puissance : kilowatt
Nombre : navire

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres :						
Nombre	6 557	5 124	5 021	4 847	4 766	4 631
Puissance	405 908	346 301	344 447	339 342	339 299	335 483
Tonnage	27 479	22 629	22 541	22 007	21 943	21 498
De 12 à moins de 16 mètres :						
Nombre	850	740	691	652	630	587
Puissance	157 013	142 841	135 620	129 371	124 798	117 998
Tonnage	20 842	18 819	17 610	16 749	16 207	15 212
De 16 à moins de 25 mètres :						
Nombre	1 022	976	946	930	912	875
Puissance	338 054	332 404	325 127	321 865	317 142	307 643
Tonnage	58 599	59 400	58 308	57 635	57 032	55 715
De 25 à moins de 38 mètres :						
Nombre	122	99	93	89	90	89
Puissance	66 546	56 612	54 122	51 768	53 230	52 484
Tonnage	21 697	17 946	16 655	15 850	16 173	15 828
38 mètres et plus :						
Nombre	100	82	78	75	77	72
Puissance	172 793	155 847	151 331	148 163	152 827	147 214
Tonnage	71 154	65 026	63 859	62 886	64 607	61 927
Total :						
Nombre	**8 651**	**7 021**	**6 829**	**6 593**	**6 475**	**6 255**
Puissance	**1 140 314**	**1 034 005**	**1 010 647**	**990 509**	**987 626**	**960 822**
Tonnage	**199 772**	**183 820**	**178 973**	**175 127**	**175 962**	**170 180**

(1) Navires en activité ou armés au moins un jour pendant l'année indiquée en tête de colonne ou celle qui la précède.

TABLEAU I.03-2

Nombre de marins embarqués pour la pêche, par type de pêche

Source : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Bureau Central des Statistiques

Unité : Marin

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Grande pêche	521	580	441	381	449	438	433	452	341
Pêche au large	3 296	3 385	2 915	2 730	2 310	1 955	2 041	2 098	1 806
Pêche côtière	2 067	2 603	2 502	2 326	2 158	1 938	1 979	1 923	1 909
Petite pêche (1)	12 514	13 201	10 630	10 401	9 624	9 660	9 590	9 110	9 297
Total	**18 398**	**19 769**	**16 488**	**15 838**	**14 541**	**13 991**	**14 043**	**13 583**	**13 353**

(1) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Source : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M)

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Espèces débarquées	1990		1993		1994		1995		1996	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16 233	256 958	13 353	178 915	12 266	161 036	14 339	166 817	13 000	157 700
Églefin	3 330	34 860	3 481	19 123	3 600	20 405	3 590	19 577	4 714	26 742
Lieu noir	33 138	206 401	23 765	110 042	21 961	114 323	16 737	95 756	16 475	92 023
Lieu jaune	5 057	85 250	3 172	59 164	3 825	64 987	3 395	57 055	3 274	56 315
Merlan	22 602	202 183	22 199	151 857	25 394	160 584	24 379	153 364	19 054	139 515
Merlu	19 487	530 323	14 651	393 220	14 336	306 343	12 293	247 156	8 127	220 469
Chinchard	7 697	31 768	6 678	26 838	6 163	23 882	5 924	22 010	7 711	31 906
Maquereau	14 400	58 959	12 502	48 276	14 255	48 653	12 614	43 720	14 393	52 075
Plie	7 636	47 365	4 930	40 456	4 528	36 045	3 921	30 635	3 827	32 692
Sole	7 888	398 652	9 018	426 771	9 509	427 048	8 317	380 212	8 003	421 824
Cardine	5 115	108 429	4 232	87 999	3 683	69 294	4 383	73 603	4 050	73 881
Baudroie	16 309	442 712	10 972	289 480	12 505	297 657	14 820	331 719	15 322	358 122
Hareng	11 157	17 518	6 164	8 741	5 395	9 071	4 500	8 047	4 077	7 209
Anchois	14 887	112 930	25 650	295 135	22 071	192 792	11 257	106 373	19 590	195 340
Sardine	21 709	78 974	21 809	81 270	20 168	64 470	13 339	42 951	16 222	58 820
Limande	1 520	13 138	2 997	43 439	1 236	9 947	1 865	30 319	2 300	42 023
Bar	2 910	258 099	2 680	164 570	2 508	140 935	2 455	132 347	3 467	173 396
Sprat	224	255	35	48	283	570	36	44	575	1 664
Turbot	1 015	73 784	1 066	62 162	1 665	52 779	775	46 304	761	47 791
Langoustine	9 110	371 355	9 342	339 707	9 628	332 226	9 050	346 940	8 255	332 217
Langouste-homard	246	28 834	197	22 088	214	24 196	261	27 594	264	28 209
Crevette grise	252	21 454	506	21 449	531	21 552	245	12 033	307	15 135

TABLEAU I.03-4

Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées

Année 1996

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Comité national des pêches maritimes

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Principales espèces	Importations		Exportations		Balance générale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Anchois	5 128	146 407	17 171	235 299	12 043	88 892
Baudroie	9 123	314 715	1 344	68 622	– 7 779	– 246 093
Cabillaud, morue	69 657	1 084 520	8 403	192 103	– 61 554	– 892 417
Cardine	68	1 333	2 086	50 786	2 018	49 453
Dorade	2 721	68 296	1 406	45 743	– 1 315	– 22 553
Églefin	6 037	133 634	446	7 461	– 5 591	– 126 173
Flétan	2 372	41 463	23	1 084	– 2 349	– 40 379
Hareng	15 655	95 268	20 698	52 868	5 043	– 42 400
Lieu Alaska, jaune	40 382	407 301	2 734	34 109	– 37 648	– 373 192
Lieu noir	20 215	205 755	1 430	20 448	– 18 785	– 185 307
Lingues	2 702	31 360	47	712	– 2 655	– 30 648
Maquereau	33 105	163 816	11 119	56 748	– 21 986	– 107 068
Merlan	6 471	78 969	1 514	23 248	– 4 957	– 55 721
Merlu	26 871	279 092	3 681	67 968	– 23 190	– 211 124
Plie	442	11 911	1 300	12 072	859	161
Sardine	23 742	198 079	4 512	28 947	– 19 270	– 169 132
Sole	4 949	268 175	2 321	133 643	– 2 628	– 134 532
Sprat	39	325	435	2 499	395	2 174
Thon	114 019	2 004 941	168 540	1 232 162	54 521	– 772 779

TABLEAU I.03-5

Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Comité national des pêches maritimes

Unités : Valeur : milliard de francs
Quantité : millier de tonnes

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Production nationale						
Quantité	808,4	801,4	834,8	868,0	827,7	854,7
Valeur	8,8	8,6	8,4	8,1	7,6	8,0
Commerce extérieur						
Importations :						
Quantité importée	863,2	876,4	838,1	877,2	885,3	923,0
Valeur importée	16,0	15,5	14,2	15,0	15,8	16,2
Exportations :						
Quantité exportée	341,2	363,5	397,5	411,6	386,7	406,6
Valeur exportée	5,4	5,0	4,7	4,9	4,8	5,0
Solde :						
Quantité	− 522,0	− 512,9	− 440,6	− 465,6	− 499,6	− 516,4
Valeur	− 10,6	− 10,5	− 9,5	− 10,1	− 10,9	− 11,2
Consommation apparente (1)						
Quantité	1 330,4	1 314,3	1 275,4	1 333,6	1 327,3	1 371,1
Valeur	19,4	19,1	17,9	18,2	18,6	19,2

(1) La consommation apparente est la somme de la production nationale et des importations moins les exportations.

Chapitre I.04

Industries agricoles et alimentaires

(NAF groupes 15.1 à 16.0)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA.

1. Industrie des viandes : branche et secteur d'établissements.
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche.
3. Abattage de volailles : production de la branche.
4. Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche.
5. Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche.
6. Industrie du poisson : branche et secteur d'établissements.
7. Conserves de poisson : production de la branche.
8. Industrie des fruits et légumes : branche et secteur d'établissements.
9. Industrie des fruits et légumes : production des branches.
10. Industrie des corps gras : branche et secteur d'établissements.
11. Corps gras : production de la branche.
12. Industrie laitière : branche et secteur d'établissements.
13. Industrie laitière : production de la branche.
14. Glaces et sorbets : production de la branche.
15. Travail des grains; fabrication de produits amylacés : branche et secteur d'établissement.
16. Grains et produits amylacés : production de la branche.
17. Fabrication d'aliments pour animaux : branche et secteur d'établissements.
18. Aliments pour animaux : production de la branche.
19. Autres industries alimentaires : branche et secteur d'établissements.
20. Autres industries alimentaires : production des branches.
21. Industrie des boissons : branche et secteur d'établissements.
22. Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches.
23. Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche.
24. Malt : production de la branche.
25. Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche.
26. Tabac : production de la branche.
27. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

1. PRÉSENTATION

En 1997, la production des industries agro-alimentaires a augmenté de 2,2 % en volume. Ce résultat, meilleur que celui de 1996 (+1,8 %), confirme et accentue la reprise amorcée en 1993. La croissance a été principalement tirée par les exportations. Leur progression a permis en outre d'atteindre un excédent commercial record de 40 milliards de francs, en hausse de 25 %. Du côté de la demande intérieure, la consommation à domicile des ménages a progressé faiblement, après avoir stagné en 1996. Les autres ventes sur le marché intérieur ont été plus dynamiques : en particulier, la restauration et l'alimentation animale ont joué un rôle nettement positif pour la production. Ces bonnes performances ont permis aux industries agro-alimentaires de cesser de perdre des emplois en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale ressortit à ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

L'enquête sur l'exercice 1993 a inauguré la Nomenclature d'activités française (NAF) qui a remplacé l'ancienne nomenclature des activités et des produits (NAP) de 1973. Ce changement de nomenclature s'inscrit dans le cadre d'une harmonisation statistique engagée au niveau européen. La NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. À terme, on disposera de résultats statistiques homogènes facilitant les comparaisons entre les pays européens.

Par rapport à la NAP, les principales modifications sont les suivantes :

— éclatement de l'industrie laitière en quatre classes :
— inclusion de la vinification dans les IAA;
— suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé;
— restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par d'autres administrations, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations mises dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 1996. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature NAF, ils sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les tableaux présentés permettent de comparer l'activité de 1996 à celle des quatre années précédentes. Par ailleurs, on a reclassé dans chaque catégorie de produits concernée les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF.

3. DÉFINITIONS

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Secteurs et branches

Tous les établissements exerçant à titre principal une même activité, sont classés dans un ensemble appelé secteur d'établissement.

Les fractions d'établissement qui ont une même activité constituent la branche. Ainsi un même établissement relève d'autant de branches qu'il exerce d'activités, mais il n'appartient qu'à un seul secteur.

Industrie des viandes
(NAF groupe 15.1)

— Viande fraîche, congelée ou surgelée de bovins, d'ovins et de caprins, de porcins, d'équins; abats comestibles ou non; laines, cuirs et peaux bruts; graisses animales comestibles et sous-produits animaux non comestibles.

— Viande et abats de volaille, de lapin et de gibier, frais, congelés ou surgelés; plumes et duvets.

— Préparations industrielles à base de viandes : charcuterie et conserves à base de viandes : saucisses, saucissons secs, saucissons cuits, pâtés, jambons et épaules cuits, viandes et abats salés, en saumure séchés ou fumés; préparations de foie gras; plats préparés à base de viande; farines de viandes pour animaux.

Industrie du poisson
(NAF groupe 15.2)

— Poissons frais, congelés ou surgelés, séchés, salés ou fumés; coquillages, crustacés et mollusques surgelés ou en conserve; plats préparés à base de poissons, de crustacés et de mollusques; escargots et cuisses de grenouilles surgelés ou en conserve; farines de poissons pour animaux; déchets de l'industrie du poisson.

Industrie des fruits et légumes
(NAF groupe 15.3)

— Pommes de terre conservées par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; purée déshydratée; chips; frites; plats préparés à base de pomme de terre; produits apéritifs à base de pomme de terre; farines de pomme de terre.

— Jus de fruits et de légumes frais, surgelés ou concentrés.

— Légumes conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation, lyophilisation, dans l'huile, le vinaigre, la saumure; plats cuisinés et préparations à base de légumes.

— Fruits conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; confitures, marmelades, compotes et gelées; fruits à coque grillés ou salés; conserves de fruits; fruits à l'alcool et à l'eau de vie.

Industrie des corps gras
(NAF groupe 15.4)

— Huiles végétales brutes et raffinées; tourteaux et farines oléagineuses; huiles et graisses animales non comestibles; huiles et graisses hydrogénées; cires végétales et résidus divers.

— Margarine; spécialités à tartiner (non compris celles à base de produits laitiers : groupe 15.5).

Industrie laitière
(NAF groupe 15.5)

— Laits liquides frais, pasteurisés, stérilisés, UHT, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris le lait utilisé à la ferme : groupe 01.2); crèmes de lait; produits laitiers frais : yaourts et autres laits fermentés, desserts lactés frais.

— Beurre, y compris concentré ou allégé; pâtes à tartiner à base de produits laitiers.

— Fromages frais, à pâte molle, persillée...; fromages fondus...

— Laits concentrés et laits secs sucrés et non sucrés, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris les laits pour nourrissons, groupe 15.8).

— Produits dérivés de l'industrie laitière : caséine, caséinates, lactose, lactosérum.

— Crèmes glacées, glaces et sorbets en vrac ou en conditionnement individuel (non compris les spécialités pâtissières glacées, groupe 15.8).

Travail des grains; fabrication de produits amylacés
(NAF groupe 15.6)

— Farines, y compris sons et résidus; farines préparées pour la boulangerie, la pâtisserie.

— Semoules; riz décortiqué ou transformé; céréales transformées (grillées, soufflées, en flocons) pour le petit déjeuner.

— Produits amylacés : amidons et fécules, maltodextrine, glucose; tapioca; huile de germe de maïs; résidus d'amidonnerie.

Fabrication d'aliments pour animaux
(NAF groupe 15.7)

— Aliments composés complets ou complémentaires pour animaux de ferme; aliments d'allaitement; composés minéraux et prémélanges; fourrages déshydratés.

— Aliments pour animaux de compagnie.

Autres industries alimentaires
(NAF groupe 15.8)

— Fabrication industrielle de pains, de viennoiseries et de pâtisseries (fraîches et surgelées); pâtes et pâtons précuits surgelés.

— Cuisson de produits de boulangerie.

— Produits de la boulangerie, de la boulangerie-pâtisserie et de la pâtisserie, artisanales.

— Biscottes et pains grillés; biscuits sucrés ou salés (y compris extrudés); pâtisserie industrielle de conservation; pain d'épices.

— Sucre de betterave et de canne : brut, raffiné ou conditionné; sucre cristallisé, en morceaux...; sucres vanillés et vanillinés; sirops de sucre et de mélasses; résidus de sucrerie (non compris édulcorants de synthèse, groupe 24.4).

— Chocolaterie, confiserie.

Chocolaterie : cacao en masse, en poudre sucré et non sucré, beurre de cacao, chocolat de couverture, chocolat en tablettes, confiserie de chocolat, autres produits de chocolaterie (notamment chocolat blanc et pâtes à tartiner contenant du cacao).

Confiserie de sucre : sucres cuits et autres bonbons, gommes à mâcher (chewing-gum), confiserie diverse (notamment dragées, nougats, pâtes de fruits), fruits confits (notamment marrons glacés); coquilles et pellicules de cacao.

— Pâtes alimentaires fraîches ou non, cuites ou farcies; couscous (y compris le couscous garni).

— Café torréfié en grain, moulu, soluble, concentré, décaféiné; thé conditionné (y compris en sachets); chicorée en grain, moulue, soluble et liquide; infusions.

— Condiments et assaisonnements : vinaigres, moutardes, sauces préparées (émulsionnées, non émulsionnées, cuisinées, ketchup...); épices conditionnées.

— Aliments adaptés à l'enfant et aliments diététiques : laits pour nourrissons, farines et aliments diversifiés pour bébés (notamment préparations élaborées, type «petit pot»); produits diététiques ou de régime (notamment aliments enrichis en fibres, à teneur particulière en vitamines, glucides, protides...).

— Préparations pour entremets et desserts (notamment préparations pour gâteaux de riz et de semoule, pour crème pâtissière; entremets et desserts préparés (notamment desserts lactés de conservation, gâteaux de riz) : petits déjeuners en poudre ou granulés; bouillons et potages : bouillons, potages déshydratés, liquides, surgelés, y compris arômes; oeufs en conserve (notamment poudre d'oeuf et oeufs cuits); levures (notamment levure de panification, levure-aliment); poudres à lever; autres produits alimentaires divers (notamment extraits de malt); additifs et épaississants alimentaires.

Industrie des boissons
(NAF groupe 15.9)

— Eaux de vie naturelles : boissons alcooliques distillées (cognac, armagnac, calvados, rhum, whisky, eaux de vie de fruits ou de grains...); alcool éthylique pur non dénaturé < 80 % en volume.

— Spiritueux : liqueurs digestives et crèmes de cassis, spiritueux consommés à l'eau (amers, bitters, gentianes, anisés).

— Alcool éthylique non dénaturé > 80 % en volume et alcool dénaturé (non compris l'alcool éthylique de synthèse : groupe 24.1).

— Champagne et mousseux.

— Vins (non compris les vins issus de la transformation du raisin produit par la même exploitation : groupe 01.1); vins doux naturels et vins de liqueur; moûts de raisin; tartre et lie de vin.

— Cidre et autres boissons fermentées (poiré, hydromel, saké...).

— Vins aromatisés; vermouths.

— Bière, y compris bière sans alcool et panaché; résidus de brasserie et de distillerie.

— Malt.

— Eaux minérales et eaux de sources.

— Boissons rafraîchissantes sans alcool (notamment limonade, boissons aux extraits naturels : sodas, colas, tonics..., boissons aux fruits, nectars, sirops de consommation, apéritifs sans alcool, divers).

Industrie du tabac
(NAF groupe 16.0)

— Produits à base de tabac (notamment tabacs, cigarettes et cigares) y compris tabacs à mâcher, à priser; déchets de tabac.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction générale des Douanes et Droits indirects.

— INSEE.

Fédérations et syndicats professionnels :

— Fédération nationale de la coopération bétail et viandes (FNCBV).

— Syndicat national du commerce de porcs.

— Fédération française des industries charcutières.

— Conseil national du cuir.

— CHASYCA-SYNAVOL.

— Fédération nationale de l'Industrie laitière.

— Fédération nationale des coopératives laitières.

— Syndifrais.

— Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées.

— Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés.

— Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits.

— Bureau national interprofessionnel du pruneau.

— Confédération française de la conserve.

— Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche.

— Société nationale interprofessionnelle de la tomate.

— Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.

— Office national interprofessionnel des céréales.

— Association nationale de la meunerie française.

— L'Alliance 7.
— Comité français de la semoulerie industrielle.
— Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.
— Union des semouliers de maïs.
— Syndicat de la rizerie française.
— Chambre syndicale de la malterie française.
— Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA).
— Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA).
— Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).
— Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA).
— Syndicat national des déshydrateurs de France.
— FACCO.
— Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement.
— Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France.
— Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires.
— Fédération nationale des huileries métropolitaines.
— Syndicat des protéines et corps gras animaux.
— Syndicat national des fabricants de sucre de France.
— Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France.
— Syndicat des fabricants de sucre de l'île de la Réunion.
— Union des sociétés d'intérêt collectif agricole de la transformation des pulpes de betteraves (USICA).
— Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France.
— Syndicat des fabricants de chicorée de France.
— Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices.
— Fédération des industries condimentaires de France.
— Syndicat national des fabricants de vinaigres.
— Syndicat national des fabricants de bouillons et potages.
— Syndicat des producteurs de levure - aliment de France.
— Bureau national interprofessionnel du cognac.
— Bureau national interprofessionnel des calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré.
— Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.
— Syndicat national des fabricants de liqueurs.
— Fédération nationale des producteurs de rhum.
— Union des producteurs français de spiritueux.
— Conseil national des vins aromatisés.
— Comité interprofessionnel du vin de Champagne.
— Association des brasseurs de France.
— Syndicat national des industries cidricoles.
— Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.
— Fédération nationale des boissons.
— Syndicat national des boissons rafraîchissantes.
— Syndicat national des fabricants de sirops.
— Chambre syndicale des eaux minérales.
— Syndicat des eaux de source.
— SEITA.

Publications :

● Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires », Agreste, séries données chiffrées IAA (annuel);

« Production des industries agricoles et alimentaires en... Enquêtes de branches », Agreste, série données chiffrées IAA (annuel);

« Industries agricoles et alimentaires », partie du *Bulletin mensuel* du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

● INSEE :

« Les industries agro-alimentaires en... », *INSEE-Résultats* (annuel).

« Trente ans d'échanges agro-alimentaires français », *INSEE-Première,* n° 383, juin 1995.

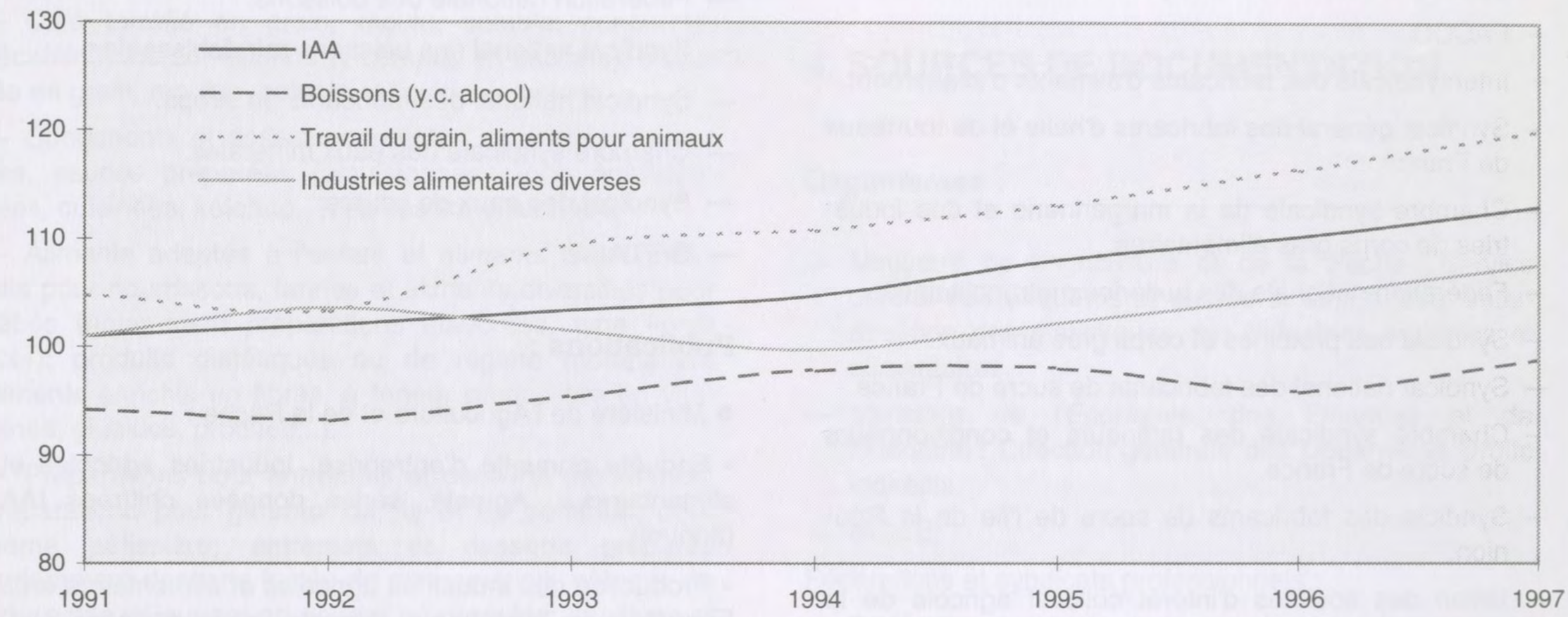
« Les industries agro-alimentaires en 1997 : une reprise affermie », *INSEE-Première* , n° 587, mai 1998.

Cf. autres publications au chapitre I.01.

*
* *

GRAPHIQUE I.04

Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA :
moyenne annuelle de l'indice mensuel (1)



(1) Base 100 en 1990
Source : Insee

TABLEAU I.04-1

Industrie des viandes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2) Effectif salarié total (3)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Effectif salarié total (3)	Secteur d'établissements (2) Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Investissements corporels (en millions de francs)
Production de viandes de boucherie	15.1A	39 913	80 027,1	41 438	5 086,9	1 206,5
Production de viandes de volailles	15.1C	25 976	29 421,6	26 107	2 714,8	669,0
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	46 167	53 370,3	43 820	5 485,9	1 925,3
Total		**112 056**	**162 819,0**	**111 365**	**13 287,6**	**3 800,8**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-2

Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche .SCEES - AGRESTE
Direction des services vétérinaires.
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Catégorie d'animaux	N° de la NAF	1992	1993	1994	1995	1996
Production de viandes de boucherie	**15.1A**					
Abattage de :						
Gros bovins		1 556,7	1 402,7	1 334,7	1 400,9	1 451,4
Veaux		274,9	258,9	252,5	246,2	243,0
Ovins-caprins		137,6	130,6	123,6	118,7	123,2
Porcins		1 734,1	1 771,5	1 853,8	1 871,8	1 909,6
Équidés		13,0	11,7	10,2	9,9	10,9
Total		**3 716,3**	**3 575,4**	**3 574,8**	**3 647,5**	**3 738,1**
Viandes et abats surgelés et congelés :						
– destinés à la consommation directe		195,0	164,8	...	...	...
– destinés à une transformation ultérieure		230,2	240,6	...	...	...
Total		**425,2**	**405,4**	...	...	...

TABLEAU I.04-3

Abattage de volailles (1) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Volailles	N° de la NAF	1992	1993	1994	1995	1996
Production de viandes de volailles	**15.1C**					
Abattage de :						
Poussins, poulets, poules, coqs		976,3	1 044,2	1 030,4	1 040,1	1 112,3
Dindes		519,3	509,7	563,2	626,8	635,8
Pintades, canards, oies		141,0	147,9	167,4	188,9	204,4
Lapins		59,4	63,4	61,0	59,9	62,6
Total		**1 696,0**	**1 765,2**	**1 822,0**	**1 915,7**	**2 015,1**
Viandes surgelées et congelées de volailles, lapins, gibier :						
– destinées à la consommation directe		532,4	335,9	...	...	...
– destinées à une transformation ultérieure		51,3	259,6	...	...	...
Total		**583,7**	**595,5**	...	...	...

(1) Y compris lapins.

TABLEAU I.04-4

Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Viande salée, en saumure, séchée, fumée		110,3	117,1	120,2	124,8	127,9
Jambons cuits		200,6	206,5	218,8	223,1	227,4
Épaules cuites et charcuteries cuites diverses		58,0	56,7	57,2	56,2	57,4
Saucissons secs		89,0	92,6	93,8	95,5	102,5
Saucissons cuits et similaires		57,4	63,9	56,4	58,0	56,5
Saucisses et similaires		140,6	148,4	154,9	163,1	173,2
Pâtés		131,4	127,5	133,4	163,8	169,1
Préparations et conserves diverses de viande		85,1	85,8	92,5	88,0	114,8
Total		**872,4**	**898,5**	**927,2**	**972,5**	**1 028,8**
Conserves de volailles et de gibier		17,6	21,6	22,7	24,6	29,4

TABLEAU I.04-5

Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Plats préparés		314,5	314,2	303,3	328,8	323,9
Pâtes alimentaires cuisinées		96,9	94,9	95,7	95,8	101,5
Autres plats préparés		217,6	219,3	207,6	233,0	222,4
Plats préparés surgelés et congelés (1)		123,8	115,9	...	...	...

(1) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 18° C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 12° C.

TABLEAU I.04-6

Industrie du poisson : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2) Effectif salarié total (3)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Effectif salarié total (3)	Secteur d'établissements (2) Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie du poisson	**15.2**					
Industrie du poisson	15.2Z	11 357	12 434,8	10 928	1 227,2	330,6
Total		**11 357**	**12 434,8**	**10 928**	**1 227,2**	**330,6**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-7

Conserves de poisson : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Confédération Française de la Conserve

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	Unité	1992	1993	1994	1995	1996
Industrie du poisson	**15.2Z**						
Conserves de poisson		10 m^3 tonnes demi-brutes	104,1	108,6	114,5	112,9	124,7
Poissons de mer surgelés et congelés (1)		10 m^3 tonnes	75,6	78,6	...	...	...

(1) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 18° C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 12° C.

TABLEAU I.04-8

Industries des fruits et légumes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2) : Effectif salarié total (3)	Branche (2) : Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) : Effectif salarié total (3)	Secteur d'établissements (2) : Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) : Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des fruits et légumes	**15.3**					
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 467	2 692,8	2 960	414,5	230,3
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	2 662	5 439,9	2 072	310,6	157,3
Transformation et conservation de légumes	15.3E	12 184	13 668,8	11 905	1 451,4	626,2
Transformation et conservation de fruits	15.3F	3 563	5 963,5	3 458	485,0	178,5
Total		**20 876**	**27 765,0**	**20 395**	**2 661,5**	**1 192,3**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-9

Industries des fruits et légumes : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Produits	N° de la NAF	Unités (1)	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Transformation et conservation de pommes de terre	**15.3A**						
Pommes de terre préparées (2)		10^3 tonnes	144,8	143,8	137,4	131,0	139,0
Produits surgelés de pommes de terre (3)			225,4	204,0	229,8	249,8	267,7
Préparation de jus de fruits et légumes (sauf nectars)	**15.3C**						
Jus de fruits		milliers	1 640,0	1 617,0	1 574,0	...	...
dont : Pomme		hl	326,0	378,0	243,0	...	...
Raisin		»	1 235,0	1 175,0	1 245,0	...	...
Tomates		»	40,0	52,0	56,0	...	...
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**						
Conserves de légumes (4)		10^3 tonnes	1 449,5	1 315,0	1 323,7	1 392,3	1 444,5
dont : Petits pois		demi-brutes	176,3	168,6	159,2	176,5	172,7
Haricots verts		»	317,5	259,0	261,5	284,5	286,2
Macédoine et mélanges de légumes		»	319,5	271,6	263,3	287,5	300,7
Champignons de couche		»	167,2	161,1	139,4	144,7	137,2
Tomates : spécialités		»	45,1	50,6	58,4	44,9	46,6
Concentré de tomates		10^3 tonnes	32,6	29,7	36,5	34,8	35,1
Conserves de légumes divers cuisinés sans garniture		»	53,1	51,8	65,5	67,9	60,0
Légumes surgelés et congelés (3)		»	405,9	326,6	...	...	...
Transformation et conservation de fruits	**15.3F**						
Conserves de fruits et confitures		10^3 tonnes	406,6	390,3	371,9	370,6	387,7
Compotes et purées de fruits en conserve		»	132,8	133,0	130,8	141,9	152,6
Conserves de fruits		»	111,0	96,2	81,0	70,3	78,8
Confitures		»	162,8	161,1	160,1	158,3	156,3
Fruits surgelés et congelés (3)		»	30,9	...	...	...	...

(1) Les tonnes nettes, indiquées simplement tonnes, représentent le poids du produit et du jus; les tonnes demi-brutes se définissent en ajoutant aux tonnes nettes le poids du conditionnement.
(2) Purée, pommes chips et « produits divers ».
(3) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 18 °C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 12 °C.
(4) L'année indiquée en tête de la colonne est celle de la fin de la campagne. Le total conserves de légumes est calculé hors concentré de tomates du fait de la différence d'unités.

TABLEAU I.04-10

Industrie des corps gras : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des corps gras	**15.4**					
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	942	1 892,7	584	94,9	51,0
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	2 231	7 092,1	1 861	420,6	108,4
Fabrication de margarine	15.4E	326	799,1	332	61,1	19,9
Total		**3 499**	**9 783,9**	**2 777**	**576,6**	**179,3**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-11

Corps gras : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Huiles et graisses brutes et raffinées	**15.4A et 15.4C**					
Huiles raffinées (1)		624	551	501	577	654
Arachide		66	69	55	53	53
Colza		105	92	92	91	105
Soja		25	27	26	19	29
Tournesol		373	320	290	395	451
Autres		55	43	38	19	16
Tourteaux		1 477	1 310	1 430	1 724	1 645
dont : Arachide		–	–	6	7	8
Colza		466	301	517	495	464
Soja		189	302	295	526	401
Tournesol		820	706	607	691	769
Margarine	**15.4E**	**143**	**138**	**131**	**130**	**138**

(1) Y compris huiles de maïs et de pépins de raisin.

TABLEAU I.04-12

Industrie laitière : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie laitière	**15.5**					
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	15 683	34 666,1	15 635	2 335,5	1 108,3
Fabrication de beurre	15.5B	2 955	12 418,3	2 797	398,8	147,4
Fabrication de fromage	15.5C	26 707	48 673,6	26 782	3 641,7	1 151,2
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	4 855	16 563,6	5 042	774,9	301,0
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	5 980	5 537,7	7 729	1 146,1	373,7
Total		**56 180**	**117 859,3**	**57 985**	**8 297,0**	**3 081,6**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-13

Industrie laitière : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES - AGRESTE), ONILAIT

	N° de la NAF	Unités	1992	1993	1994	1995	1996
Commerce de gros de produits laitiers : collecte	**51.3G**						
Lait de vache		10^6 litres	22 374	22 188	22 600	22 731	22 532
Lait de chèvre		»	262	246	245	274	302
Lait de brebis		»	185	187	189	208	219
Lait liquide et produits frais	**15.5A**						
• Laits liquides.							
Lait cru		10^6 litres	1	1	1	/ / /	/ / /
Lait pasteurisé		»	590	583	582	316	265
Lait stérilisé (sauf aromatisé)		»	360	348	275	260	255
Lait UHT (sauf aromatisé)		»	3 191	3 287	3 390	3 359	3 354
Lait aromatisé		»	49	50	48	46	44
• Produits frais.							
Crème		10^3 tonnes	244	255	265	245	261
Laits fermentés (yaourts et autres)		»	1 028	1 045	1 079	1 111	1 114
Desserts lactés frais		»	369	390	414	421	445
Beurre	**15.5B**	»	**392**	**377**	**376**	**381**	**404**
Fromages	**15.5C**						
Fromage de vache		10^3 tonnes	1 413	1 442	1 474	1 498	1 515
– à pâte molle		»	450	458	462	460	463
– à pâte pressée non cuite		»	193	204	207	215	217
– à pâte pressée cuite		»	263	271	275	284	285
– à pâte persillée		»	31	32	31	32	33
– frais		»	476	477	499	507	517
Fromage de chèvre et mi-chèvre		»	35	38	41	41	45
Fromage de brebis		»	36	39	40	45	44
Fromage fondu		»	106	116	119	127	128
Autres produits laitiers	**15.6D**						
• Laits concentrés.							
– sucré		10^3 tonnes	32	33	24	35 *r*	30
– non sucré		»	45	31	27	12 *r*	12
• Laits secs.							
Lait en poudre petit boitage		»	157 *r*	111 *r*	149 *r*	100 *r*	111
Lait en poudre industriel vrac entier et partiellement écrémé		»	184	211	212	215	173
Lait en poudre industriel vrac écrémé (y c. réengraissé)		»	355	346	346	463	342
– écrémé		»	221	243	251	364	274
– réengraissé (matière grasse déduite)		»	134	103	95	99	68
• Produits dérivés de l'industrie laitière.							
Poudre de babeurre		10^3 litres	25	29	33	31	34
Poudre de lactosérum		»	474	479	497	540	517
Lactose		»	17	16	17	31	43
Caséine et caséinates		»	41	31	30	38	37

TABLEAU I.04-14

Glaces et sorbets : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES- AGRESTE
Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées

Unité : Million de litres

Produit	N° de la NAF	1992	1993	1994	1995	1996
Glaces et sorbets	**15.5F**					
Glaces, crèmes et sorbets en conditionnement individuel		55	62	72	62	60
Glaces, crèmes et sorbets en vrac ou en conditionnement familial		247	262	284	276	249
Total		**302**	**324**	**356**	**338**	**309**

TABLEAU I.04-15

Travail des grains; fabrication de produits amylacés : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Travail des grains; fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A	5 313	11 053,4	5 498	909,9	487,4
Autres activités de travail des grains	15.6B	1 793	4 634,3	1 990	*c*	*c*
Fabrication de produits amylacés	15.6D	3 715	7 290,1	4 220	*c*	*c*
Total		**10 821**	**22 977,8**	**11 708**	**2 045,8**	**2 037,1**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-16

Grains et produits amylacés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
ONIC et Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

	N° de la NAF	1992	1993	1994	1995	1996
Travail des grains, fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A					
Farine de blé tendre		5 582 *r*	5 786 *r*	5 651 *r*	5 681 *r*	5 973
Autres activités de travail des grains	15.6B					
Semoule		475	479	469	504	495
Produits amylacés	15.6D					
Amidons et fécules		1 638	1 701	1 705	1 726	1 884
Malto-dextrine, glucose		829	897	945	986	1 054
Amidons et fécules transformés divers		327	350	357	372	360

TABLEAU I.04-17

Fabrication d'aliments pour animaux : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2) Effectif salarié total (3)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Effectif salarié total (3)	Secteur d'établissements (2) Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Investissements corporels (en millions de francs)
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**					
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	13 236	36 444,2	13 978	2 250,5	628,9
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	4 113	11 383,2	3 838	852,1	434,5
Total		**17 349**	**47 827,4**	**17 816**	**3 102,6**	**1 063,4**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-18

Aliments pour animaux : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1992	1993	1994	1995	1996
Aliments pour animaux de ferme	**15.7A**					
Aliments composés pour animaux de ferme		19 383	20 270	20 797	21 230	22 003
dont : bovins		3 739	3 839	3 984	4 037	4 170
porcins		5 904	6 373	6 417	6 381	6 663
volailles		7 675	7 999	8 366	8 775	9 136
aliments d'allaitement		609	584	600	555	534
Aliments pour animaux de compagnie	**15.7C**	1 425 *r*	1 549 *r*	1 609 *r*	1 647 *r*	1 732

TABLEAU I.04-19

Autres industries alimentaires : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Autres industries alimentaires	**15.8**					
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	21 259	16 037,4	20 078	2 399,8	613,1
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	15 012	15 019,1	15 178	2 221,1	652,6
Fabrication de sucre	15.8H	8 525	21 226,6	8 328	1 559,7	731,9
Chocolaterie, confiserie	15.8K	15 767	23 382,7	15 850	2 366,5	778,2
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	4 069	5 636,7	4 084	665,8	235,1
Transformation du thé et du café	15.8P	5 800	12 216,6	6 359	1 380,3	339,9
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	2 720	5 629,4	2 592	446,4	162,9
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 796	5 386,7	3 710	616,7	179,6
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	8 272	17 760,5	7 994	1 286,1	565,5
Total		**85 220**	**122 295,7**	**84 173**	**12 942,4**	**4 258,8**

(1) Entreprises de plus de 10 salariés.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-20

Autres industries alimentaires : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes (sauf vinaigres)

Produits	N° de NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Biscuiterie, biscotterie, pâtisserie de conservation	**15.8F**	**594**	**589**	**586**	**602**	**629**
Biscuiterie		477	472	468	487	511
Biscuits salés		28	30	31	35	36
Biscuits secs		97	92	91	91	95
Biscuits divers		216	214	217	222	241
Pâtisseries de conservation, pain d'épice		136	136	129	140	140
Biscotterie		117	117	118	115	118
Sucre	**15.8H**					
Sucreries, raffineries de sucre						
Sucre de betterave (1)		4 068	4 345	4 346	4 014	4 198
Sucre de canne		272	254	242	236	261
Chocolaterie, confiserie	**15.8K**					
Chocolaterie ensemble		496,0	544,3	554,0	569,9	576,8
Produits demi-finis		163,7	205,8	198,6	198,0	199,4
dont : Cacao en masse		47,0	59,6	31,0	24,7	30,1
Beurre de cacao		14,1	*c*	*c*	*c*	*c*
Couverture (2)		78,5	105,6	117,7	118,9	*c*
Produits finis		332,4	338,5	355,4	371,9	377,4
dont : Cacao sucré ou granulé		52,6	48,4	52,0	51,0	52,4
Chocolat en tablettes		107,1	109,5	101,9	110,2	118,6
Confiserie de chocolat		143,9	154,3	156,0	161,5	158,6
Confiserie de sucre		178,1	190,5	196,3	206,1	207,3
dont : Sucres cuits et autres bonbons		66,5	68,9	68,6	71,7	71,8
Gommes à mâcher		36,8	40,9	44,7	47,2	45,6
Fruits confits		16,2	15,3	15,2	15,4	14,2
Pâtes alimentaires et couscous	**15.8M**	**351,0**	**347,0**	**342,0**	**354,0**	**352,7**
Condiments et assaisonnements	**15.8P**					
Condiments, vinaigres, sauces préparées						
Moutardes		63,6	67,7	70,7	75,8	67,5
Vinaigres : livraisons (millier de quintaux d'acide pur)		108,6	102,3	102,4	106,6	121,4
Sauces préparées		113,7	117,2	135,2	146,0	180,7
dont : Mayonnaise et sauces émulsionnées		64,3	65,3	80,6	89,3	87,8
Sauces appertisées		38,3	40,6	40,3	34,2	39,4
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**					
Fruits et légumes condimentaires		**29,9**	**32,5**	**36,3**	**37,4**	**36,5**
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	**15.8T**					
Aliments diététiques de l'enfance		70,6	69,7	70,5	79,7	76,5
Aliments diététiques pour adultes (ventes) (3)		34,9	34,3	36,8	39,3	42,9
Industries alimentaires n.c.a.	**15.8V**					
Entremets, desserts ménagers et petits déjeuners (4)		119,5	118,3	132,9 *r*	148,5	157,9
Bouillons et potages						
Bouillons solides		9,2	9,7	8,5	8,4	9,8
Potages déshydratés		22,6	21,1	24,9	24,7	28,0
Soupes et potages surgelés et congelés		2,8	3,6	...	...	...
Produits alimentaires divers						
Ovo-produits		85,3	...	...	79,8	81,3

(1) L'année indiquée en tête de colonne est celle de la fin de la campagne.
(2) Y compris imitation du chocolat.
(3) Non compris les pâtes à tartiner allégées qui ne sont plus considérées comme aliments diététiques.
(4) Y compris les desserts lactés de conserve.

TABLEAU I.04-21

Industrie des boissons : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des boissons	**15.9**					
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	4 042	10 227,8	4 050	845,3	319,7
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 773	7 658,0	4 035	810,3	154,5
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	1 077	2 363,3	887	139,6	71,7
Champagnisation	15.9F	6 313	15 890,9	6 261	1 398,1	369,8
Vinification	15.9G	4 436	8 088,6	3 597	568,4	323,6
Cidrerie	15.9J	374	604,4	373	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	235	301,9	15	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	5 775	12 063,1	6 006	1 239,6	898,7
Malterie	15.9Q	580	2 619,4	559	95,8	52,0
Industrie des eaux de table	15.9S	8 752	12 410,7	8 708	1 592,1	1 120,3
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	5 196	13 002,4	3 473	750,9	301,6
Total		**40 553**	**85 230,5**	**37 964**	**7 493,7**	**3 639,3**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-22

Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Direction générale des douanes et droits indirects
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres d'alcool pur

	N° de la NAF	P ou E (1)	1992	1993	1994	1995	1996
Eaux de vie naturelles	**15.9A**						
Production d'alcool par les distillateurs de profession							
Betteraves et mélasses		P	3 571	4 008	4 239	3 989	4 448
Vins (cognac, armagnac, autres)		»	316	967	647	593	362
Sous-produits d'origine vinicole (lies et marcs)		»	377	460	468	466	487
Fruits (pommes, poires, marcs, cidres et poirés, lies, autres fruits)		»	31	112	31	36	25
Produits agricoles divers (2)		»	62	170	181	376	317
Total alcool agricole			**4 357**	**5 717**	**5 566**	**5 460**	**5 639**
Cognac		E	414	380	413	408	408
Autres produits chimiques organiques de base	**15.9D**						
Alcool de synthèse		P	1 439	1 383	1 315	1 574	1 468

(1) P = Production ; E = Expéditions
(2) Comprend notamment les substances farineuses, les céréales, le genièvre et la gentiane.

TABLEAU I.04-23

Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou E (1)	1992	1993	1994	1995	1996
Spiritueux	**15.9B**	P					
Liqueurs autres que cassis		»	374	390	384	453	443
Crème de cassis		»	131	141	139	124	143
Spiritueux consommés à l'eau			1 625	1 679	1 544	1 586	1 711
Champagnisation	**15.9F**	E					
Champagne (million de bouteilles)		»	214	229	242	247	256
Cidrerie	**15.9J**	P					
Cidre		»	941	862	1 043	1 173	1 189
Autres boissons fermentées	**15.9L**	P					
Apéritifs à base de vin (2)		»	467	426	362	337	190
Brasserie	**15.9N**						
Bière		P	18 512	18 291	17 668	18 311	17 140

(1) P = Production ; E = Expéditions.
(2) Année 1996 en diminution, l'Italie récupère les ventes de vermouths.

TABLEAU I.04-24

Malt : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Chambre syndicale de la Malterie Française

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1992	1993	1994	1995	1996
Malt d'orge de brasserie	15.9Q	1 257	1 198	1 140	1 185	1 196

TABLEAU I.04-25

Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou V (1)	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Industrie des eaux de table (2)	**15.9S**	V					
Eaux minérales naturelles (million de litres)		»	5 300	5 100	5 300	5 211	5 042
Eaux de source		»	12 770	13 400	16 500	26 870	26 869
Boissons rafraichissantes	**15.9T**						
Boissons gazeuses :		P	14 870	15 810	16 930	16 089	15 916
Limonades, sodas		»	4 480	4 630	4 740	3 869	3 536
Colas, tonics, bitters		»	10 390	11 180	12 190	12 220	12 380
Boissons aux fruits		V	5 116	4 543	4 382	4 535	4 200
dont : Orange		»	3 869	3 513	3 307	3 416	3 145
Nectars de fruits		V	1 523	1 848	1 876	2 044	2 253
dont : Abricot		»	197	181	181	167	159
Orange		»	772	940	1 142	1 298	1 373
Sirops		P	1 616	1 575	1 668	1 649	1 608

(1) P = Production ; V = Vente.
(2) Chiffres des enquêtes PRODCOM du SCEES à compter de l'année 1995.

TABLEAU I.04-26

Tabac : production de la branche

Source : SEITA

Produits	N° de la NAF	Unités	1992	1993	1994	1995	1996
Industrie du tabac	**16.0Z**						
Cigares et cigarillos		Million	718	712	580	615	703
Cigarettes		»	53 312	47 912	48 188	46 361	46 931
Cigarettes à filtre		»	35 879	31 622	33 780	32 916	34 166
Cigarettes sans filtre		»	17 433	16 290	14 408	13 446	12 765
Scaferlatis		Tonne	3 729	3 600	4 101	4 076	4 352
Tabacs à priser		»	1	3	–	1	–
Rôles et carottes (tabacs à mâcher)		»	17	15	11	9	10

TABLEAU I.04-27A

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Importations (CAF)

Source : INSEE - Comptes nationaux — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAP	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Viandes et conserves de viandes	**35**	**24 112**	**23 024**	**23 707**	**23 389**	**21 097**	**21 343**
Viandes fraîches	3502	18 673	18 266	18 233	17 750	15 233	15 080
Cuirots et peaux brutes	3503	1 005	677	1 006	1 037	1 011	1 195
Charcuterie et conserves de viandes	3504	2 921	2 583	2 598	2 754	2 895	2 956
Viandes de volaille et gibier	3505	1 513	1 498	1 870	1 848	1 958	2 112
Laits et produits laitiers	**36**	**10 143**	**10 362**	**10 755**	**11 818**	**11 195**	**11 874**
Laits liquides	3611	868	1 058	1 275	1 446	1 414	1 411
Produits laitiers frais	3612	742	971	844	955	1 148	1 360
Beurre	3613	2 179	2 476	2 414	2 878	2 232	2 833
Fromages	3614	3 147	3 243	3 385	3 554	3 719	3 663
Laits concentrés, laits secs	3615	1 970	1 664	1 729	1 773	1 587	1 446
Produits dérivés de l'industrie laitière	3616	654	372	475	533	424	422
Crèmes glacées, glaces et sorbets	3620	583	578	633	679	671	739
Conserves (sauf viandes)	**37**	**14 705**	**13 701**	**14 625**	**15 919**	**15 744**	**16 640**
Conserves de fruits et confitures	3701	3 311	3 128	3 288	3 371	3 451	3 742
Conserves de légumes, surgelés	3702	2 959	2 989	3 517	4 004	3 783	3 897
Conserves de poissons, surgelés	3703	8 163	7 296	7 519	8 149	8 044	8 533
Plats cuisinés, surgelés	3704	272	288	301	395	466	468
Produits du travail du grain	**39**	**11 851**	**11 559**	**11 634**	**12 031**	**12 726**	**13 682**
Farine	3901	239	231	247	253	234	243
Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle	3902	4 301	4 241	4 053	4 543	4 929	5 049
Semoule	3903	83	93	102	114	138	146
Pâtes alimentaires	3904	721	700	745	710	857	958
Céréales secondaires	3905	2 182	2 139	2 252	2 183	2 318	2 683
Malt	3906	78	55	63	91	123	115
Produits amylacés	3907	1 248	1 246	1 360	1 375	1 316	1 311
Aliments pour animaux	3908	2 999	2 854	2 812	2 762	2 811	3 177
Corps gras	**401**	**8 730**	**9 278**	**10 424**	**10 026**	**11 536**	**12 973**
Sucre	**402**	**1 667**	**1 791**	**1 697**	**1 941**	**2 328**	**2 397**
Produits alimentaires divers	**403**	**12 352**	**12 816**	**14 600**	**16 279**	**16 840**	**18 046**
Chocolaterie, confiserie	4031	5 290	5 479	6 646	7 677	8 030	8 421
Café, thé, chicorée, infusions, épices et herbes aromatiques	4032	1 895	2 026	2 358	2 770	2 583	3 052
Condiments, vinaigres, sauces préparées	4033	1 852	1 906	2 086	2 154	2 371	2 401
Aliments diététiques, aliments pour bébés, et produits de régime	4034	1 051	998	1 002	1 066	1 121	1 180
Bouillons et potages	4036	103	95	131	139	166	196
Produits alimentaires divers	4037	2 161	2 312	2 377	2 473	2 569	2 796
Boissons et alcools	**41**	**7 817**	**7 402**	**8 050**	**8 904**	**9 808**	**9 699**
Alcool	4101	435	363	505	413	469	395
Eau-de-vie naturelle	4102	2 782	2 660	2 445	2 551	2 847	2 880
Liqueurs et apéritifs alcoolisés	4103	143	124	160	184	192	50
Apéritifs à base de vin	4104	83	77	79	108	131	134
Champagne et mousseux	4105	48	60	44	57	40	91
Bière	4106	930	922	1 057	1 242	1 599	1 486
Cidre	4107	54	64	60	75	62	58
Jus de fruits et légumes	4108	2 393	2 270	2 674	2 958	2 973	3 084
Boissons non alcoolisées élaborées	4109	886	784	937	1 235	1 296	1 298
Eaux minérales naturelles	4110	63	78	89	81	199	223
Produits à base de tabac	**42**	**6 034**	**7 258**	**7 208**	**7 983**	**8 610**	**9 467**
Ensemble des industries agricoles et alimentaires (1)		**97 411**	**97 191**	**102 700**	**108 290**	**109 884**	**116 121**

(1) Y compris les produits de la classe 38, pain et pâtisserie.

TABLEAU I.04-27B

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Exportations (FAB)

Source : INSEE - Comptes nationaux — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAP	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Viandes et conserves de viandes	**35**	**22 894**	**23 966**	**25 561**	**26 114**	**26 347**	**29 214**
Viandes fraîches	3502	12 193	12 517	12 732	12 800	11 335	12 967
Cuirots et peaux brutes	3503	2 068	2 011	2 533	2 370	2 531	2 770
Charcuterie et conserves de viandes	3504	2 249	2 579	3 025	3 489	3 809	4 205
Viandes de volaille et gibier	3505	6 384	6 859	7 271	7 455	8 672	9 272
Laits et produits laitiers	**36**	**21 103**	**22 612**	**23 687**	**25 002**	**24 425**	**26 114**
Laits liquides	3611	1 759	1 844	2 211	2 112	1 957	2 162
Produits laitiers frais	3612	1 159	1 224	1 288	1 330	1 391	1 680
Beurre	3613	1 375	1 543	1 473	1 658	1 364	1 437
Fromages	3614	9 635	10 371	10 690	11 099	11 679	11 903
Laits concentrés, laits secs	3615	4 570	4 873	5 983	6 868	5 994	6 936
Produits dérivés de l'industrie laitière	3616	1 938	1 705	730	942	1 020	927
Crèmes glacées, glaces et sorbets	3620	667	1 052	1 312	993	1 020	1 069
Conserves (sauf viandes)	**37**	**5 752**	**6 060**	**6 461**	**7 110**	**7 609**	**8 284**
Conserves de fruits et confitures	3701	1 123	1 265	1 582	1 617	1 703	1 847
Conserves de légumes, surgelés	3702	3 148	3 272	3 218	3 522	3 741	3 902
Conserves de poissons, surgelés	3703	1 331	1 379	1 539	1 804	2 016	2 369
Plats cuisinés, surgelés	3704	150	144	122	167	149	166
Produits du travail du grain	**39**	**17 867**	**18 103**	**17 532**	**20 131**	**22 182**	**23 712**
Farine	3901	2 091	2 270	2 010	2 263	2 733	2 445
Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle	3902	3 371	3 582	3 283	4 801	5 389	6 141
Semoule	3903	126	147	137	171	179	192
Pâtes alimentaires	3904	205	189	233	266	347	360
Céréales secondaires	3905	1 307	1 362	1 532	1 522	1 794	2 047
Malt	3906	2 062	1 860	1 615	1 761	1 983	2 087
Produits amylacés	3907	2 419	2 554	2 655	2 904	3 071	3 117
Aliments pour animaux	3908	6 286	6 139	6 067	6 443	6 686	7 323
Corps gras	**401**	**2 753**	**2 590**	**3 320**	**3 720**	**3 506**	**4 057**
Sucre	**402**	**7 647**	**7 312**	**7 914**	**9 447**	**8 135**	**8 917**
Produits alimentaires divers	**403**	**13 691**	**15 025**	**17 738**	**21 001**	**21 613**	**25 294**
Chocolaterie, confiserie	4031	3 908	4 503	5 974	7 717	6 781	7 154
Café, thé, chicorée, infusions, épices et herbes aromatiques	4032	863	1 837	1 500	1 690	1 829	2 153
Condiments, vinaigres, sauces préparées	4033	638	767	871	916	966	1 052
Aliments diététiques, aliments pour bébés, et produits de régime	4034	1 868	1 953	2 047	2 021	1 976	2 366
Bouillons et potages	4036	105	119	215	229	318	338
Produits alimentaires divers	4037	6 309	5 846	7 131	8 428	9 743	12 231
Boissons et alcools	**41**	**24 571**	**24 744**	**26 375**	**26 327**	**26 647**	**28 809**
Alcool	4101	1 147	1 226	1 182	1 258	1 213	1 077
Eau-de-vie naturelle	4102	10 337	10 410	11 098	10 292	10 178	10 258
Liqueurs et apéritifs alcoolisés	4103	1 475	1 451	1 580	1 817	1 867	2 031
Apéritifs à base de vin	4104	196	212	196	186	157	176
Champagne et mousseux	4105	6 335	6 643	6 874	6 990	7 305	8 419
Bière	4106	617	597	645	777	1 047	1 061
Cidre	4107	221	75	237	101	265	278
Jus de fruits et légumes	4108	526	467	478	596	557	748
Boissons non alcoolisées élaborées	4109	1 584	1 579	1 667	1 725	1 377	1 703
Eaux minérales naturelles	4110	2 133	2 084	2 418	2 585	2 681	3 058
Produits à base de tabac	**42**	**1 010**	**806**	**910**	**996**	**1 167**	**1 550**
Ensemble des industries agricoles et alimentaires (1)		**117 288**	**121 218**	**129 498**	**139 848**	**141 631**	**155 951**

(1) Y compris les produits de la classe 38 : pain et pâtisserie.

J

Énergie

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Répartition par type d'énergie de la consommation française de 1973 à 1997.

1. Bilan de l'énergie.
2. Énergie : grandeurs caractéristiques.
3. Production nationale d'énergie primaire.
4. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie.
5. Taux d'indépendance énergétique nationale.
6. Consommation finale énergétique par secteur.
7. Répartition par secteur des économies d'énergie.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9. Consommation d'énergie primaire dans le monde.
10. Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde.
11. Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la *consommation.*

Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'*énergie primaire,* qui passe de 42 Mtep (dont 8 % de nucléaire) en 1973 à 116 Mtep (dont 75,9 % de nucléaire) en 1997, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin.

Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, par exemple en 1995, d'économiser au moins 3 Mtep par rapport à 1986.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a eu un grand impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an; de 1973 à 1997, elle n'a crû que de + 1,4 % par an (avec + 0,9 % seulement entre 1980 et 1995). De même, l'intensité énergétique du PIB (énergie finale consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, a chuté de 20 % environ entre 1973 et 1997.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui est passé de 22,5 % en 1973 à 49,6 % en 1997.

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire a évolué, avec une forte réduction de la part du pétrole (69 % en 1973, 41,0 % en 1997) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (15 % en 1973, 5,8 % en 1997), au profit du gaz naturel (7,3 % en 1973, 13,6 % en 1997) et surtout de l'électricité primaire (7,3 % en 1973, 37,8 % en 1997), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la *consommation finale énergétique,* les différents secteurs économiques ont eu des comportements contrastés.

Ainsi, le secteur industriel a connu de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. Représentant environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, l'industrie (y compris la sidérurgie) n'en couvre plus que 38 % en 1973 et 28,5 % en 1997. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de moins de 30 % en 1960 à 38 % en 1973, puis à 44 % en 1997. Les transports connaissent également une forte expansion, avec une part qui passe de 18 % en 1960 à 21 % en 1973 et 25 % en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Cadre comptable

Le bilan de l'énergie rapproche, dans un cadre comptable cohérent et concis, d'une part les disponibilités énergétiques, d'autre part leurs emplois jusqu'à leur utilisation finale.

Le bilan global annuel de l'énergie présenté dans ce chapitre correspond à un compte d'approvisionnement et d'utilisation en quantités physiques. Il indique les origines et les utilisations spécifiques à chacune des sources d'énergie (1).

Il comprend donc deux parties principales :

— une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités). En rapportant la production nationale à la quantité d'énergie consommée, on détermine le degré d'indépendance de notre pays, globalement et par source d'énergie;

— une partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leur utilisation pour des usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'observatoire de l'énergie, ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. Ce bilan d'autre part, doit permettre d'apprécier les capacités de substitution d'une énergie à une autre. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI] (2) exprimé en gigagoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep.

---

(1) Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir chapitres J.02 Charbon; J.03 Pétrole; J.04 Électricité; J.05 Gaz.

(2) La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique d'énergie sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Correspondance entre les différentes unités

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0.619
Coke de houille	»	28	0.667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0.762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0.405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1.000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1.095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1.048
Fiouls lourds	»	40	0.952
Coke de pétrole	»	32	0.762
ÉLECTRICITÉ	1 MWh	9.33	0.222
GAZ NATUREL	1 MWh	3.24	0.077

Mwh = million de wattheures.

PCS = pouvoir calorifique supérieur

PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Corrections de climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990); cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18 °C jusqu'en 1982, 16 °C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-1997 :

— dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers;

— dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

3. DÉFINITIONS

Toutes les grandeurs qui suivent ne concernent que la métropole pour la France.

Consommation

La consommation apparente est égale à :

production + importations

– exportations – stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La consommation finale énergétique correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La consommation finale non énergétique comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie.

— Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

— Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

— Publications annuelles :

Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Tableaux des consommations d'énergie en France, Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Statistiques énergétiques France, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Prix des énergies, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Bilans de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les consommations d'énergie dans l'industrie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. SESSI.

— Publications non périodiques :

Méthodes de comptabilité de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

L'énergie dans les régions, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat général au plan, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

La politique énergétique de la France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

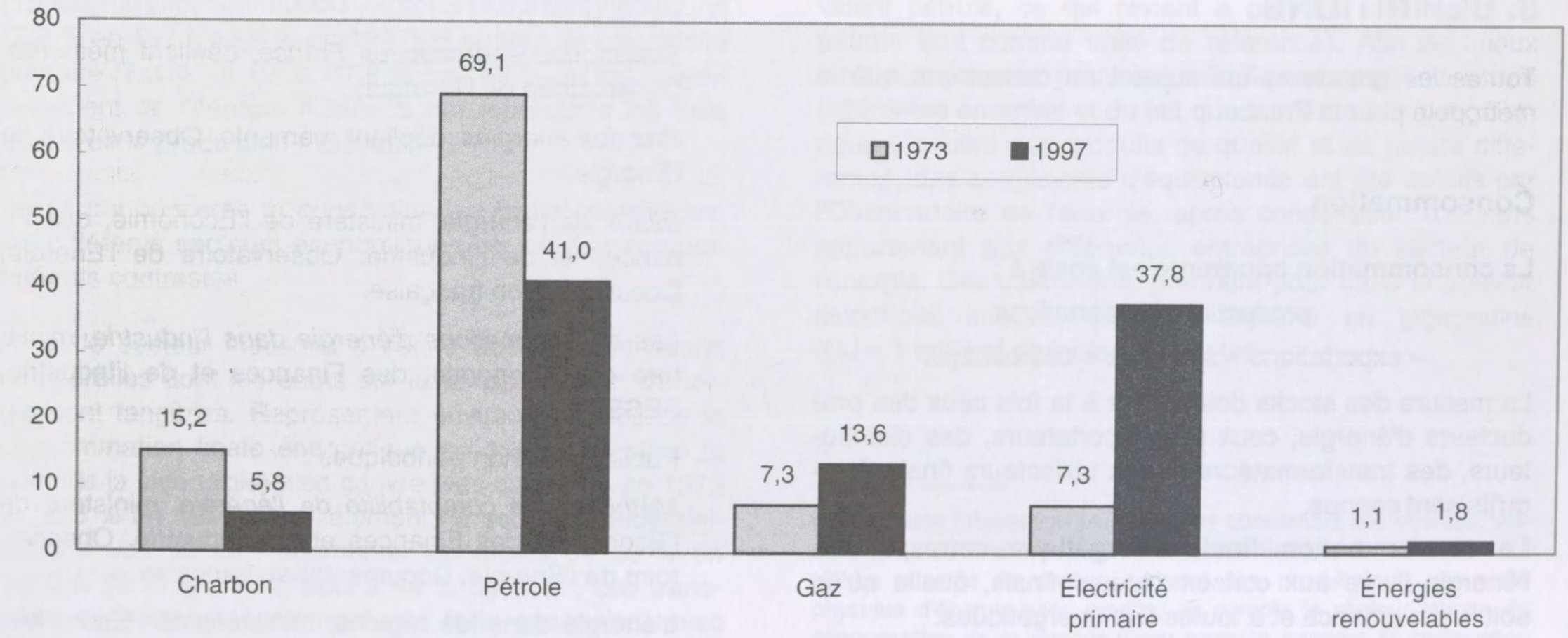
— Minitel : 36-14 code ENERSTAT, Observatoire de l'Énergie.

*
* *

GRAPHIQUE J.01

Répartition par type d'énergie de la consommation française

En %



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1998)

Unité : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	**Total**
	Houille Lignite PR (1)	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production brute	Consommation		
ANNÉE 1996										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	5,03	///	2,11	0,60	2,39	///	103,92	///	4,20	**118,25**
Importations	9,64	0,63	83,72	26,48	30,16	///	0,80	///	///	**151,43**
Exportations	– 0,18	– 0,26	///	– 16,96	– 0,69	///	– 16,08	///	///	**– 34,17**
Variation de stocks	0,61	0,01	– 0,36	0,30	0,43	///	///	///	///	**0,99**
Total disponibilités	**15,10**	**0,38**	**85,47**	**10,42**	**32,29**	**///**	**88,64**	**///**	**4,20**	**236,50**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	84,24	– 78,83	///	///	– 0,41	0,78	///	**5,78**
Production d'électricité thermique	6,46	///	///	1,12	0,61	0,77	– 9,42	///	0,10	**– 0,36**
Usages internes de la branche	4,90	– 4,02	– 0,10	0,21	0,34	– 0,70	///	11,50	///	**12,13**
Pertes et ajustement	0,11	0,07	1,33	– 0,58	0,45	0,20	///	6,88	///	**0,90**
Total (A)	**11,47**	**– 3,95**	**85,47**	**– 78,08**	**1,40**	**0,27**	**– 9,83**	**19,16**	**0,10**	**18,45**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,32	3,34	///	0,10	0,59	7,09	///	2,25	///	**14,69**
Industrie	1,49	0,44	///	8,44	10,53	0,11	///	25,73	0,60	**47,34**
Résidentiel Tertiaire	0,79	0,37	///	16,67	17,10	0,03	///	48,22	3,50	**86,68**
Agriculture	///	///	///	2,62	0,21	///	///	0,61	///	**3,44**
Transports	///	///	///	47,05	///	///	///	2,11	///	**49,16**
Total (B)	**3,60**	**4,15**	**///**	**74,88**	**28,43**	**7,23**	**///**	**78,92**	**4,10**	**201,31**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**13,20**	**2,11**	**0,05**	///	///	///	**15,54**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**15,07**	**0,38**	**85,47**	**10,00**	**31,94**	**///**	**///**	**88,25**	**4,20**	**235,30**
dont : correct. climat. (2)	– 0,03	–	///	– 0,42	– 0,36	///	///	– 0,39	///	**– 1,20**
ANNÉE1997 (provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	4,20	///	1,77	0,55	2,10	///	102,85	///	4,20	**115,67**
Importations	8,41	0,97	87,44	24,49	30,37	///	0,93	///	///	**152,61**
Exportations	– 0,14	– 0,26	///	– 18,18	– 1,14	///	– 15,43	///	///	**– 35,15**
Variation de stocks	0,53	– 0,08	– 0,08	– 0,08	– 0,32	///	///	///	///	**– 0,03**
Total disponibilités	**13,00**	**0,63**	**89,13**	**6,78**	**31,01**	**///**	**88,35**	**///**	**4,20**	**233,10**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	88,92	– 83,34	///	///	– 0,42	0,80	///	**5,96**
Production d'électricité thermique	5,24	///	///	0,94	0,78	0,79	– 8,52	///	0,10	**– 0,67**
Usages internes de la branche	4,72	– 3,89	– 0,10	0,19	0,28	– 0,70	///	10,97	///	**11,47**
Pertes et ajustement	///	– 0,07	0,31	– 0,22	0,04	0,13	///	6,62	///	**1,71**
Total (A)	**9,96**	**– 3,96**	**89,13**	**– 82,43**	**1,10**	**0,22**	**– 8,94**	**18,39**	**0,10**	**18,47**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,39	3,65	///	0,13	0,61	4,10	///	2,46	///	**12,34**
Industrie	1,52	0,43	///	8,58	10,83	0,12	///	26,35	0,60	**48,43**
Résidentiel Tertiaire	0,78	0,35	///	16,96	17,20	0,04	///	48,80	3,50	**87,63**
Agriculture	///	///	///	2,65	0,21	///	///	0,58	///	**3,44**
Transports	///	///	///	47,96	///	///	///	2,15	///	**50,11**
Total (B)	**3,69**	**4,43**	**///**	**76,28**	**28,85**	**4,26**	**///**	**80,34**	**4,10**	**201,95**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,17**	///	**14,41**	**2,30**	**0,05**	///	///	///	**16,93**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**13,65**	**0,64**	**89,13**	**8,26**	**32,25**	**///**	**///**	**89,79**	**4,20**	**237,35**
dont : correction climatique (2)	0,09	–	///	1,48	1,24	///	///	1,44	///	**4,25**

(1) PR = produits de récupération.
(2) L'indice de rigueur climatique était de : 1,03 en 1996 et 0,90 en 1997.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques

Champ : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1996

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI-Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	N° de la NAF	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif salarié (1)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif employé (2)	Rémunérations / effectif (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	**101Z à 120Z**	15 331	8 483	19 881	261	906	17 622	20
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	**231Z, 233Z**	11 897	36 167	11 785	211	3 788	35 271	9
Raffinage de pétrole	**232Z**	16 425	212 658	19 850	287	3 931	246 505	51
Production et distribution d'éléctricité	**401Z**	122 465	200 406	124 921	208	34 882	207 626	32
Production et distribution de combustibles gazeux.	**402Z**	26 534	56 989	26 877	196	6 246	56 000	5
Production et distribution de chaleur	**403Z**	15 141	15 327	17 301	166	602	17 765	68
Total		**207 793**	**530 030**	**220 615**	**215**	**50 355**	**580 789**	**185**

(1) Effectif salarié au 31 décembre.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location (moyenne annuelle des effectifs).

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1998)

Unité : Million de tep

	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	6,8	6,2	5,4	5,1	5,0	4,2
Pétrole	2,2	2,2	3,4	3,5	3,4	3,3	3,4	3,1	2,7	2,3
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,8	2,9	2,9	2,8	2,4	2,1
Hydraulique	10,7	15,0	14,3	13,0	16,2	15,2	18,1	17,0	15,7	15,1
Nucléaire	3,3	8,9	49,7	69,6	75,1	81,7	79,9	83,8	88,2	87,8
Énergies renouvelables	2,0	3,0	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Total	**41,8**	**48,9**	**86,7**	**100,5**	**108,5**	**113,5**	**114,0**	**116,0**	**118,3**	**115,7**
Consommation réelle (1) d'énergie primaire	185,5	200,6	197,3	210,1	225,1	224,0	222,6	227,5	236,5	233,1

(1) Non corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-4

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1998)

Unité : Million de tep

Énergie	1973		1979		1985	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Charbon	27,8	15,2	31,8	15,9	24,1	19,1	14,5	14,8	15,5	13,7	5,8
Pétrole	126,6	69,1	118,9	59,5	84,3	91,3	94,8	94,9	95,5	97,4	41,0
Gaz	13,3	7,3	21,0	10,5	23,3	26,4	29,6	30,3	31,9	32,3	13,6
Électricité primaire	13,3	7,3	25,1	12,6	58,0	73,9	86,2	86,2	88,3	89,8	37,8
Énergies renouvelables	2,0	1,1	3,0	1,5	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	1,8
Total	**183,0**	**100,0**	**199,8**	**100,0**	**193,6**	**214,9**	**229,3**	**230,4**	**235,3**	**237,4**	**100,0**
dont : Usages non énergétiques	10,9	6,0	12,0	6,0	11,7	12,4	15,5	15,4	15,5	16,9	7,1

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-5

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1998) *Unité* : %

Énergie	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Charbon	61,5	41,8	44,7	40,7	42,3	37,9	34,9 *r*	32,5	30,8
Pétrole	1,7	1,8	3,9	3,9	3,5	3,7	3,3	2,8	2,4
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	10,0	10,4	9,4	7,4	6,8
Électricité	105,0	95,0	108,8	114,0	116,4	116,7	118,2	117,2 *r*	116,4
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble	**22,5**	**24,4**	**43,9**	**47,8**	**50,7**	**51,2**	**51,0**	**50,0 *r***	**49,6**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100.

TABLEAU J.01-6

Consommation finale énergétique par secteur (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1998) *Unité* : Million de tep

Secteur	1973		1979		1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996		*p* 1997
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Sidérurgie	14,1	9,3	13,1	7,9	9,3	8,4	6,9	7,8	7,6	7,1	7,8	4,0
Industrie	44,2	29,0	46,4	28,0	40,6	44,8	44,8	45,5	46,2	47,3	48,4	24,5
Résidentiel-Tertiaire	58,6	38,5	65,8	39,7	68,5	78,1	83,6	87,1	85,2	86,7	87,6	44,4
Agriculture	3,1	2,0	3,4	2,1	3,1	3,3	3,2	3,1	3,3	3,4	3,4	1,7
Transports	32,4	21,3	37,1	22,4	37,1	45,3	47,9	48,1	48,6	49,2	50,1	25,4
Total	**152,4**	**100,0**	**165,8**	**100,0**	**158,6**	**179,9**	**186,3**	**191,6**	**190,9**	**193,7**	**197,4**	**100,0**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Usages non énergétiques exclus.

TABLEAU J.01-7

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) *Unité* : Million de tep cumulées

Secteur	de 1986 à 1995	1995/1994
Industrie	+ 0,42	+ 0,23
Résidentiel (chauffage seul)	– 2,53	– 0,16
Tertiaire (hors électricité)	– 1,58	– 0,13
Transports (2)	+ 0,62	– 0,50
Total	**– 3,07**	**– 0,56**

(1) Sont indiquées pour chacun des secteurs sur la période et avec les limitations spécifiées, les économies d'énergie cumulées (positives et négatives) réalisées depuis l'année de référence, soit 1986 (alors qu'il s'agissait de 1973 dans les versions de l'Annuaire, antérieures à l'édition 1997). Le coefficient d'équivalence de l'électricité ici utilisé est de 0,086 tep/MWh, contre 0,222tep/MWh dans les bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe "-", les "déséconomies" avec le signe "+".
(2) Calcul sur la consommation finale des transports hors soutes.

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	1973	1979	1985	1990	1992	1993	*p* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**1 693,2**	**1 845,0**	**1 998,3**	**2 110,8**	**2 132,6**	**2 111,5**	**2 198,0**	**2 208,2**
dont : États-Unis	1 445,9	1 519,0	1 563,1	1 642,0	1 637,4	1 591,7	1 655,3	1 655,6
Canada	198,0	210,1	241,1	274,1	293,5	315,1	337,6	350,6
Mexique	49,3	115,8	194,1	194,6	201,7	204,7	205,2	202,0
Amérique latine (1)	**283,0**	**256,0**	**279,0**	**334,0**	**363,0**	**365,0**	**399,0**	**441,0**
Europe de l'Ouest	**521,2**	**695,8**	**882,4**	**917,8**	**940,8**	**953,9**	**981,7**	**1 009,5**
dont : Union Européenne	440,2	569,7	721,6	709,2	708,3	714,3	728,6	745,0
France (2)	**36,3**	**41,2**	**86,1**	**110,7**	**118,5**	**125,1**	**123,1**	**126,9**
Allemagne (3)	171,6	181,2	207,9	184,8	160,8	149,7	143,0	142,7
Royaume-Uni	108,5	192,9	236,8	207,7	213,2	221,5	241,8	255,0
Italie	21,8	20,7	22,9	24,8	26,7	27,8	29,1	28,6
Espagne	11,4	15,7	26,5	34,1	33,7	32,9	32,2	31,4
Europe de l'Est (1)	**1 138,6**	**1 504,0**	**1 711,5**	**1 783,0**	**1 576,1**	**1 490,1**	**1 369,9**	**1 338,9**
dont : URSS (ex-) (1)	970,0	1 297,0	1 493,0	1 606,0	1 414,0	1 329,0	1 212,0	1 179,0
Afrique (1)	**347,0**	**429,0**	**422,0**	**498,0**	**518,0**	**521,0**	**524,0**	**541,0**
Asie (1)	**1 581,5**	**1 884,5**	**1 591,1**	**2 183,3**	**2 307,2**	**2 408,0**	**2 516,9**	**2 641,8**
dont : Chine (1)	267,0	436,0	573,0	694,0	716,0	745,0	803,0	867,0
Japon	29,5	39,3	67,7	75,6	80,5	88,1	91,5	99,5
Moyen-Orient (1)	1 105,0	1 152,0	598,0	949,0	1 005,0	1 057,0	1 082,0	1 101,0
Océanie	**72,0**	**90,6**	**134,2**	**169,2**	**182,7**	**186,5**	**185,6**	**199,1**
Monde (1)	**5 636,5**	**6 704,9**	**7 018,5**	**7 994,1**	**8 020,4**	**8 035,9**	**8 175,3**	**8 380,6**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Les écarts avec la série officielle française (voir tableaux J.01-1 et J.01-3) tiennent aux différences de coefficients d'équivalence.
(3) Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	1973	1979	1985	1990	1991	1992	1993	1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**1 939,8**	**2 148,4**	**2 076,7**	**2 249,2**	**2 268,0**	**2 311,6**	**2 364,8**	**2 411,3**	**2 445,0**
dont : États-Unis	1 723,7	1 870,1	1 772,2	1 915,0	1 929,3	1 965,8	2 012,0	2 045,8	2 078,3
Canada	161,0	190,8	193,2	210,0	209,5	213,8	220,5	228,4	233,3
Mexique	55,2	87,5	111,2	124,2	129,2	132,1	132,3	137,1	133,4
Amérique latine	**166,0**	**217,0**	**229,0**	**269,0**	**283,6**	**288,4**	**296,3**	**310,5**	**326,8**
Europe de l'Ouest	**1 284,8**	**1 403,9**	**1 396,6**	**1 501,8**	**1 528,8**	**1 516,4**	**1 516,2**	**1 519,1**	**1 554,3**
dont : Union Européenne	1 161,0	1 260,3	1 237,0	1 325,6	1 356,9	1 344,3	1 342,5	1 347,3	1 377,0
France	**176,8**	**190,3**	**200,7**	**226,8**	**239,9**	**235,5**	**240,2**	**232,2**	**241,3**
Allemagne (1)	338,2	372,4	359,8	354,9	347,0	340,5	337,7	336,3	339,3
Royaume-Uni	220,8	219,9	203,0	212,1	217,7	217,9	218,7	220,0	221,9
Italie	130,5	141,3	136,5	153,3	157,6	157,9	155,4	153,5	161,4
Espagne	52,4	66,9	71,9	90,6	94,3	96,6	93,5	98,6	103,5
Europe de l'Est (2)	**1 046,3**	**1 357,5**	**1 538,6**	**1 583,9**	**1 553,6**	**1 439,4**	**1 336,5**	**1 176,7**	**1 153,6**
dont : URSS (ex-)	850,0	1 088,6	1 252,2	1 328,7	1 322,1	1 224,3	1 122,4	974,7	942,6
Afrique	**86,6**	**124,4**	**177,6**	**201,5**	**211,5**	**207,9**	**204,5**	**219,5**	**225,8**
Asie	**844,4**	**1 180,6**	**1 458,5**	**1 889,0**	**1 966,2**	**2 051,1**	**2 161,4**	**2 278,4**	**2 405,3**
dont : Chine	264,0	419,0	517,0	656,0	681,0	699,0	745,0	795,0	851,0
Japon	323,6	354,8	367,0	438,8	448,6	456,6	460,8	483,3	497,2
Moyen-Orient	66,0	127,5	190,4	236,2	240,3	260,5	278,3	285,5	294,8
Océanie	**65,7**	**77,6**	**85,3**	**101,0**	**100,5**	**102,4**	**107,2**	**107,5**	**109,6**
Soutes maritimes	**130,5**	**115,4**	**95,8**	**118,6**	**124,5**	**125,9**	**126,5**	**126,8**	**129,0**
Monde.(3)	**5 564,0**	**6 624,8**	**7 057,9**	**7 914,1**	**8 036,6**	**8 043,1**	**8 113,4**	**8 149,9**	**8 349,4**

(1) Allemagne réunifiée.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(3) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

TABLEAU J.01-10

Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1992	1993	*p* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**6,67**	**6,78**	**6,07**	**6,18**	**6,19**	**6,25**	**6,30**	**6,31**
dont : États-Unis	8,13	8,31	7,43	7,66	7,70	7,79	7,85	7,90
Canada	7,14	7,86	7,45	7,56	7,49	7,62	7,81	7,68
Mexique	0,98	1,30	1,43	1,44	1,48	1,45	1,47	1,41
Amérique latine	**0,67**	**0,77**	**0,72**	**0,76**	**0,79**	**0,80**	**0,82**	**0,85**
Europe de l'Ouest	**3,09**	**3,27**	**3,17**	**3,32**	**3,31**	**3,29**	**3,28**	**3,34**
dont : Union Européenne	3,56	3,78	3,66	3,64	3,65	3,63	3,63	3,70
France	**3,39**	**3,55**	**3,63**	**4,00**	**4,11**	**4,17**	**4,01**	**4,15**
Allemagne (1)	4,28	4,77	4,64	4,47	4,22	4,16	4,13	4,15
Royaume-Uni	3,93	3,91	3,58	3,68	3,76	3,76	3,77	3,79
Italie	2,38	2,51	2,41	2,70	2,78	2,72	2,68	2,82
Espagne	1,51	1,80	1,87	2,33	2,48	2,39	2,52	2,64
Europe de l'Est (2)	**3,07**	**3,76**	**4,06**	**4,04**	**3,65**	**3,39**	**2,99**	**2,92**
dont : URSS (ex-)	3,40	4,12	4,50	4,60	4,19	3,84	3,34	3,22
Afrique	**0,22**	**0,27**	**0,33**	**0,32**	**0,32**	**0,31**	**0,32**	**0,32**
Asie	**0,38**	**0,48**	**0,53**	**0,62**	**0,65**	**0,68**	**0,70**	**0,73**
dont : Chine	0,30	0,43	0,49	0,58	0,60	0,63	0,67	0,71
Japon	2,98	3,06	3,04	3,55	3,67	3,70	3,87	3,96
Moyen-Orient	0,92	1,45	1,70	1,79	1,85	1,92	1,90	1,91
Océanie	**3,99**	**4,40**	**4,47**	**4,94**	**4,89**	**5,07**	**5,03**	**5,07**
Monde	**1,43**	**1,53**	**1,47**	**1,51**	**1,49**	**1,48**	**1,46**	**1,48**

(1) Allemagne réunifiée.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.01-11

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — %

Pays	1973	1979	1985	1990	1991	1992	1993	1994	*p* 1995
Allemagne .(1)	50,8	48,7	57,8	52,1	47,9	47,2	44,3	42,5	42,1
Canada	122,9	110,0	124,6	130,5	136,1	137,3	142,9	147,8	150,3
États-Unis d'Amérique	84,0	81,3	88,4	85,7	84,5	83,3	79,1	80,9	79,7
France (2)	**20,5**	**21,7**	**42,9**	**48,8**	**49,0**	**50,3**	**52,1**	**53,0**	**52,6**
Italie	16,7	14,6	16,8	16,2	16,2	16,9	17,9	18,9	17,8
Japon	9,1	11,1	17,2	17,2	17,7	17,6	19,1	18,9	20,0
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,6	98,0	98,1	97,9	101,3	109,9	114,9
Union Européenne	37,9	45,2	58,3	53,5	52,5	52,7	53,2	54,1	54,1

(1) Allemagne réunifiée.
(2) L'écart avec la série officielle française tient aux différences de conventions d'équivalence et à la non-prise en compte des soutes maritimes.

Chapitre J.02

Charbon

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de combustibles minéraux solides.

1. Bilan des combustibles minéraux solides.
2. Extraction nette de houille et de lignite.
3. Importation de produits charbonniers.
4. Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation.
5. Effectifs des houillères et des charbonnages de France.
6. Production et réserves mondiales de charbon.
7. Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de charbon par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée.

Après avoir subi, dans les années soixante, la concurrence du pétrole, alors d'un coût compétitif, le charbon a dû, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 Mt en 1970 à 22,4 Mt en 1997, soit une baisse de 61 % en 27 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988. En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la consommation des centrales électriques.

Celle-ci a crû de 15 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,7 Mt en 1988. Le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970, alors que se mettait en place le programme électro-nucléaire. Dans les années 80, avec la montée en puissance du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, la consommation de charbon des centrales est remontée en 1989 (13,5 Mt), en 1990 (13,1 Mt) et en 1991 (15,7 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans la production nucléaire et à la sécheresse qui a réduit la production hydro-électrique. En 1992, en revanche, la demande des centrales a reflué à 13 Mt, du fait du retour à la normale de la production hydraulique grâce à une bonne pluviométrie. Depuis 1993, la consommation des centrales a stagné en dessous de 10 Mt, pour remonter à 11,1 Mt en 1996.

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960, où elle culminait à 51,4 Mt pour descendre ensuite régulièrement : 35,6 Mt en 1970; 20,7 Mt en 1980 et 12,3 Mt en 1996, soit une chute de 66 % en 26 ans. En 1997, elle atteint 12,7 Mt.

La consommation finale a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie, dont la demande est passée de près de 15 Mt en 1970 à 7,7 Mt en 1997. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur consommation à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire ne cesse de se rétrécir : il est égal à 1,6 Mt en 1997 contre 12 Mt en 1970. Dans ce secteur, il est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970, alors qu'en 1960, il fournissait plus de 3 Mt.

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives. En 1997, elle est de 7,3 Mt.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé d'augmenter, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 pour remonter à 15 Mt en 1997.

En ce qui concerne l'origine géographique des importations, l'Allemagne (ex-RFA) fut notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on fit massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud et des États-Unis. Les importations d'Afrique du Sud furent interrompues en 1986, en application des mesures d'embargo prises par la France, mais ont repris officiellement début 1992. En 1997, les États-Unis sont notre premier fournisseur (3,6 Mt), suivi de l'Australie (3,1 Mt) et de l'Afrique du Sud (2,2 Mt).

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du charbon en France

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation et la commercialisation de la totalité du charbon français.

La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la *cokéfaction,* et de flambants.
- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) exploitent sept gisements situés sur le pourtour du Massif Central, dans le Dauphiné et en Provence.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944. La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne.

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'*extraction*, du *traitement* et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'*agglomération* et la *carbonisation*.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.

Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les « fines » c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Charbonnages de France (CDF).
— Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie :
  Direction générale des douanes et droits indirects.
  Observatoire de l'Énergie.
  Service des statistiques industrielles (SESSI).
— Association technique de l'importation charbonnière (ATIC).
— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

Statistique annuelle, Charbonnages de France;

Les chiffres clés de l'énergie. Observatoire de l'Énergie.

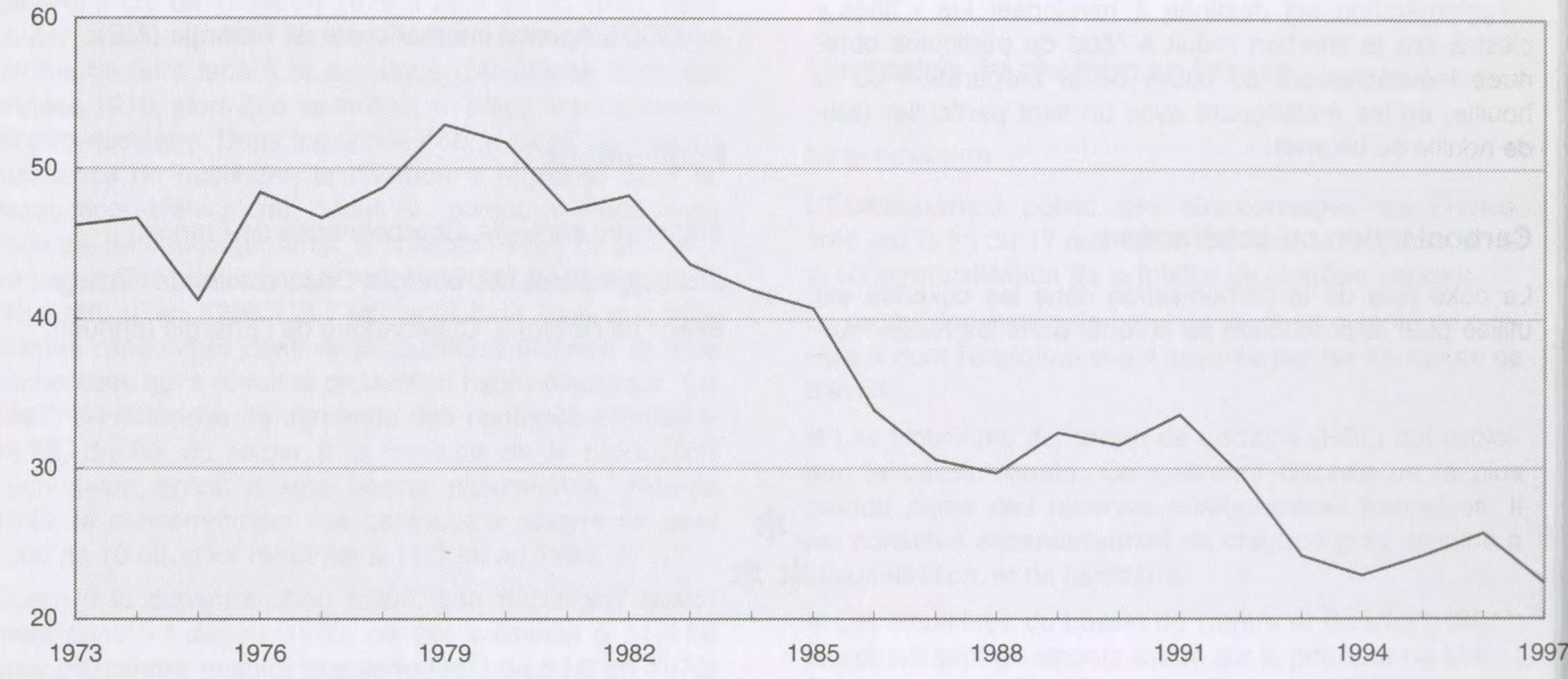
Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.02

Consommation française de combustibles minéraux solides

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	*r* 1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	10 669	9 428	8 918	8 553	7 316
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	15 027	13 271	14 472	16 508	15 040
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	1 137	991	803	670	608
Stockage = (+) ; Déstockage = (-)	− 2 605	− 1 992	− 2 218	1 732	363	− 1 933	− 1 825	− 1 261	− 665
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 131	15 614	11 393	10 000	11 557	13 349	9 747
Consommation finale	27 350	21 397	19 609	15 949	12 803	13 641	12 855	12 303	12 666
Consommation totale (3)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 196**	**23 641**	**24 412**	**25 652**	**22 413**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de houille et de lignite

Ensemble des houillères

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998), d'après CDF — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Houillères de bassin :									
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	7 412	6 347	5 825	6 166	4 763
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 839	2 612	2 590	1 944	2 046
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–
Total	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**10 251**	**8 959**	**8 415**	**8 110**	**6 809**

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998), d'après ATIC et Douanes — *Unité* : Millier de tonnes

Pays	1985	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Total	**21 278**	**20 745**	**15 027**	**13 271**	**14 472**	**16 508**	**15 040**
dont : Pays membres de l'Union Européenne	5 838	3 283	885	1 119	1 025	1 317	1 167
dont : Allemagne (1)	4 559	2 216	351	283	200	297	311
Royaume-Uni	280	311	128	77	150	182	170
Afrique du Sud	6 304	864	2 229	1 732	1 714	2 357	2 198
Australie	2 799	3 552	2 800	2 978	3 026	2 541	3 053
États-Unis	4 028	6 605	4 688	3 218	3 998	4 293	3 646
Pologne	1 068	395	1 168	828	656	1 181	744
URSS (ex-)	163	777	318	323	100	52	68

(1) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-4

Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998) — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	*r* 1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 131	15 614	11 393	10 000	11 557	13 349	9 747
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	8 596	8 471	9 931	11 117	8 984
centrales CDF	7 787	8 991	8 128	5 002	4 536	4 008	4 652	4 087	3 542
centrales EDF	6 448	19 011	10 152	7 783	3 698	4 101	5 029	6 329	4 671
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 803**	**13 641**	**12 855**	**12 303**	**12 666**
dont : consommation énergétique par secteur									
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 013	8 142	7 629	7 141	7 716
Industrie (2)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 552	3 683	3 166	3 145	3 147
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	2 022	1 605	1 861	1 821	1 613
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–
Total énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 587	13 430	12 656	12 107	12 476
Total	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 196**	**23 641**	**24 412**	**25 652**	**22 413**

(1) Consommation non corrigée du climat.
(2) Non compris les centrales électriques industrielles.

TABLEAU J.02-5

Effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Situation en fin d'année

Source : Observatoire de l'Énergie, d'après Charbonnage de France — *Unité* : Millier de personnes

	1973	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Effectifs des houillères de bassins CDF (1)	94,3	47,3	22,5	16,2	15,4	14,7	13,3	11,9
Effectifs des autres mines (2)	0,5	0,6	0,2	–	–	–	–	–
Ensemble de la France	**94,8**	**47,8**	**22,7**	**16,2**	**15,4**	**14,7**	**13,3**	**11,9**

(1) Effectifs miniers et non miniers.
(2) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-6

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : AIE (production)
Conseil mondial de l'Énergie (réserves) : « BP Statistical Review of World Energy (juin 1995) »

Unité : Million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1994
	Houille («hard coal»)				Lignite («brown coal»)				
	1973	1993	1994	*p* 1995	1973	1993	1994	1995	
Amérique du Nord	**544,9**	**813,5**	**896,4**	**898,9**	**21,2**	**119,8**	**122,9**	**121,6**	**250 392**
dont : États-Unis	530,1	776,4	875,7	858,6	12,9	81,2	79,9	78,5	240 558
Amérique latine	**7,1**	**31,3**	**35,9**	**38,9**	**0,1**	–	–	–	**10 197**
Europe de l'Ouest	**317,5**	**169,4**	**143,4**	**146,3**	**502,7**	**431,7**	**411,9**	**398,4**	**95 134**
dont : Union Européenne	281,2	158,6	132,5	136,1	390,3	293,9	278,3	–	...
Royaume-Uni	130,2	67,5	49,0	52,6	–	–	–	–	2 500
Allemagne (1)	104,4	64,2	57,6	58,9	366,4	221,8	207,1	192,8	80 069
France	25,7	8,6	7,5	7,0	2,8	1,7	1,5	1,4	139
Europe de l'Est	**675,3**	**549,5**	**508,5**	**479,9**	**278,8**	**343,3**	**311,6**	**301,0**	**315 330**
dont : URSS (ex-)	510,6	417,8	373,7	342,2	157,0	141,3	121,9	109,2	241 000
Pologne	156,6	130,0	133,1	136,2	39,2	68,1	66,8	63,5	42 100
Afrique	**68,0**	**195,8**	**203,8**	**214,1**	–	–	–	–	**61 129**
dont : Afrique du Sud	62,4	182,2	195,8	206,2	–	–	–	–	55 333
Asie	**572,7**	**1 488,5**	**1 584,6**	**1 726,3**	**10,8**	**43,7**	**45,7**	**49,1**	**220 625**
dont : Chine	417,0	1 150,7	1 239,9	1 360,7	–	–	–	–	114 500
Inde	78,2	248,7	257,8	273,4	3,3	18,1	19,3	22,2	69 947
Océanie	**57,8**	**179,9**	**179,7**	**192,7**	**24,2**	**47,8**	**49,1**	**51,0**	**91 057**
dont : Australie	55,5	177,0	176,7	191,1	24,1	47,6	48,8	50,8	90 940
Monde	**2 243,2**	**3 427,9**	**3 552,0**	**3 698,3**	**837,8**	**986,7**	**941,5**	**921,6**	**1 043 864**

(1) Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-7

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973		1985	1990	1992	1993	1994		*p* 1995
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,14**	**16,9**	**454,54**	**484,32**	**482,63**	**503,30**	**503,02**	**506,15**	**20,7**
dont : États-Unis	311,05	18,0	425,66	456,66	452,92	475,19	473,37	475,36	22,9
Canada	15,26	9,5	25,84	24,48	26,15	24,08	24,85	25,39	10,9
Mexique	1,82	3,3	3,04	3,18	3,57	4,04	4,80	5,40	4,0
Amérique latine	**6,82**	**4,1**	**15,46**	**17,63**	**18,60**	**17,29**	**18,85**	**19,81**	**6,1**
Europe de l'Ouest	**339,63**	**26,4**	**368,50**	**354,20**	**314,83**	**291,58**	**288,23**	**282,38**	**18,2**
dont : Union Européenne	292,93	25,2	314,77	299,49	262,35	246,18	244,81	239,48	17,4
France	**29,24**	**16,5**	**25,15**	**20,21**	**18,60**	**14,95**	**14,89**	**16,06**	**6,7**
Allemagne (2)	139,37	41,2	145,23	128,53	104,44	98,19	95,70	91,52	27,0
Royaume-Uni	76,43	34,6	61,98	64,03	56,05	52,26	49,15	47,56	21,4
Italie	8,10	6,2	15,28	14,63	12,19	10,66	11,36	12,18	7,5
Espagne	9,03	17,2	19,54	19,42	20,44	19,04	18,99	19,51	18,9
Europe de l'Est	**422,25**	**40,4**	**464,25**	**412,72**	**358,83**	**342,15**	**308,94**	**300,20**	**26,0**
dont : URSS (ex-)	304,29	35,8	294,60	288,80	246,50	228,71	205,57	195,27	20,7
Afrique	**39,90**	**46,1**	**77,84**	**87,70**	**82,70**	**82,50**	**78,47**	**81,64**	**36,2**
Asie	**336,90**	**39,9**	**639,77**	**789,11**	**835,49**	**871,55**	**923,36**	**976,04**	**40,6**
dont : Chine	204,02	77,3	414,41	515,40	540,90	573,76	614,74	658,14	77,3
Japon	57,86	17,9	72,98	73,91	75,19	76,83	78,76	82,59	16,6
Moyen-Orient	0,70	1,1	2,46	3,40	4,40	4,48	4,67	5,39	1,8
Océanie	**23,84**	**36,3**	**31,20**	**36,10**	**38,12**	**38,65**	**38,16**	**38,70**	**35,3**
Monde	**1 497,48**	**26,9**	**2 051,56**	**2 181,78**	**2 131,20**	**2 147,02**	**2 159,03**	**2 204,92**	**26,4**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-8

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	1973	1985	1990	1992	1993	1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**1,128**	**1,328**	**1,331**	**1,292**	**1,330**	**1,314**	**1,306**
dont : États-Unis	1,468	1,785	1,827	1,773	1,841	1,816	1,807
Canada	0,676	0,996	0,881	0,916	0,832	0,850	0,857
Mexique	0,032	0,039	0,037	0,040	0,044	0,052	0,057
Amérique latine	**0,028**	**0,048**	**0,050**	**0,051**	**0,047**	**0,050**	**0,052**
Europe de l'Ouest	**0,817**	**0,836**	**0,782**	**0,687**	**0,632**	**0,622**	**0,606**
dont : Union Européenne	0,898	0,931	0,822	0,713	0,666	0,660	0,644
France	**0,561**	**0,455**	**0,356**	**0,324**	**0,259**	**0,257**	**0,276**
Allemagne (2)	1,765	1,871	1,620	1,296	1,210	1,175	1,121
Royaume-Uni	1,359	1,093	1,112	0,966	0,898	0,842	0,811
Italie	0,148	0,270	0,258	0,214	0,187	0,199	0,213
Espagne	0,259	0,509	0,500	0,524	0,487	0,485	0,498
Europe de l'Est	**1,237**	**1,225**	**1,052**	**0,910**	**0,868**	**0,784**	**0,759**
dont : URSS (ex-)	1,217	1,060	0,999	0,844	0,783	0,704	0,666
Afrique	**0,102**	**0,144**	**0,141**	**0,126**	**0,123**	**0,114**	**0,116**
Asie	**0,153**	**0,231**	**0,260**	**0,266**	**0,273**	**0,285**	**0,297**
dont : Chine	0,231	0,394	0,454	0,464	0,487	0,516	0,548
Japon	0,532	0,604	0,598	0,605	0,616	0,630	0,658
Moyen-Orient	0,010	0,022	0,026	0,031	0,031	0,031	0,035
Océanie	**1,447**	**1,637**	**1,767**	**1,821**	**1,828**	**1,787**	**1,789**
Monde	**0,384**	**0,426**	**0,416**	**0,394**	**0,391**	**0,388**	**0,391**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Allemagne réunifiée.

Chapitre J.03

Pétrole

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de pétrole.

1. Bilan pétrolier.
2. Importations de produits à distiller.
3. Activité des raffineries pétrolières.
4. Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5. Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation.
6. Production et réserves mondiales de pétrole brut.
7. Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de pétrole par habitant dans le monde.
9. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 où les prix du pétrole flambent, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 119 Mtep en 1979 à 84 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

En 1997, le pétrole représente 41 % de la consommation d'énergie primaire, 18 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie) et 19 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le secteur des transports recouvre, à lui seul, 49 % de la demande de pétrole. Si l'on en retire les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent 63 % de la consommation française de pétrole.

En ce qui concerne les approvisionnements de produits à distiller, la part du Proche-Orient est restée stable à 38 %, celle de la mer du Nord est montée à plus de 35 %, (contre 33 % en 1996 et 24 % en 1994). Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (45 % pour les carburants - auto -) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Aujourd'hui, les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.

Ainsi, Elf Aquitaine et Total se classent dans les dix premiers rangs mondiaux parmi l'ensemble des compagnies

pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf Aquitaine est implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Les deux grands groupes continuent cependant à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Elf et Total, des filiales de groupes étrangers (Esso, Mobil, BP, Shell, ...).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 1997 environ 17 500 points de vente (– 2,6 % par rapport à 1996).

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'*hydrocarbures* dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur sept, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 40 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes.

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3. DÉFINITIONS

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP

Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.

Comme pour les autres grandeurs, les réserves, s'agissant de la France, sont les réserves en métropole.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

● Direction des Matières premières et des Hydrocarbures (DIMAH).

● Observatoire de l'Énergie.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des Douanes et des Droits Indirects.

— Union française de l'industrie pétrolière (UFIP).

— Comité professionnel du pétrole (CPDP).

— Institut français du pétrole (IFP).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Centre professionnel des lubrifiants.

Publications :

L'industrie pétrolière en 1997, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction des Matières premières et des Hydrocarbures;

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bulletin mensuel, Comité professionnel du pétrole;

Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel);

La note DGEMP, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (mensuel);

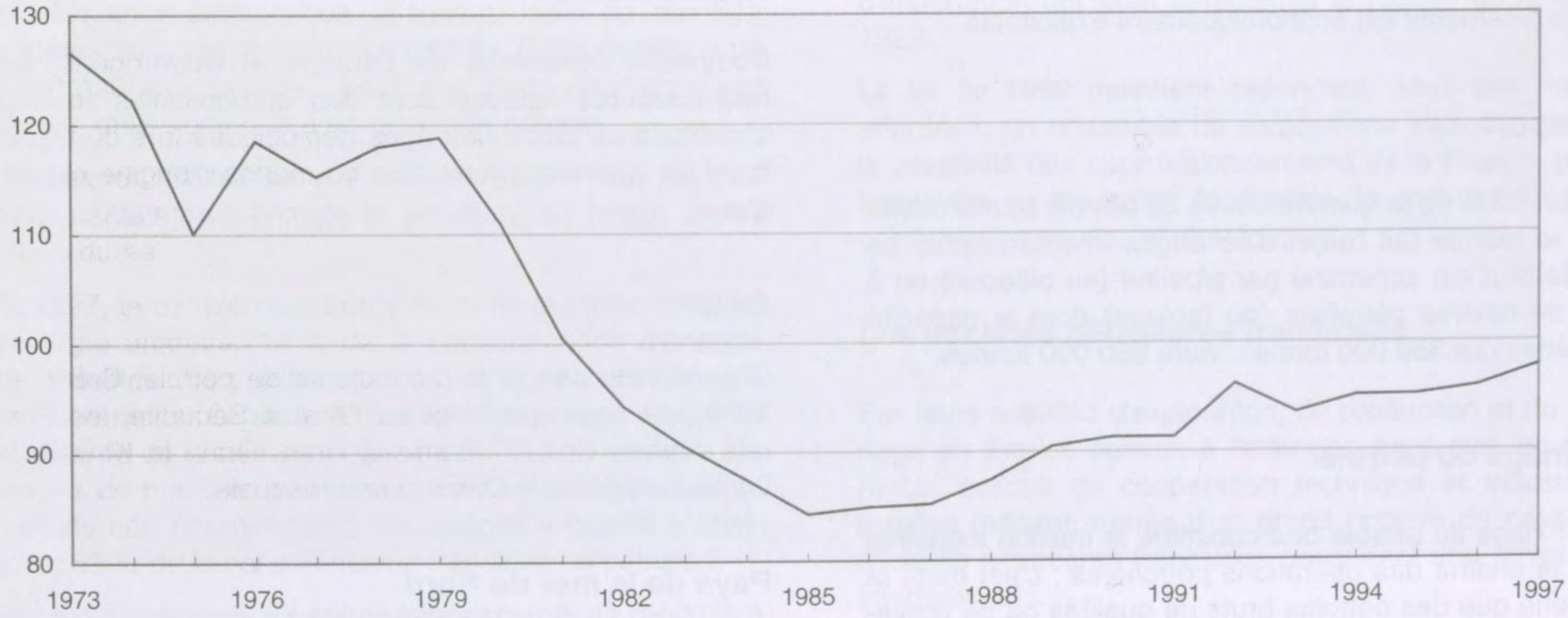
Serveur minitel : 3614 PETROLINFO, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction des Matières premières et des Hydrocarbures.

*
* *

GRAPHIQUE J.03

Consommation française de pétrole

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Ressources									
Production primaire :									
Pétrole brut (PB)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 752	2 769	2 486	2 107	1 780
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	514	628	588	580	530
Importations :									
Pétrole brut (PB)	134 920	127 120	73 896	73 310	78 278	76 543	78 017	83 721	87 441
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	26 544	28 278	27 480	26 593	24 567
Déstockage :									
Pétrole brut (PB)	–	–	463	–	413	–	–	–	–
Produits raffinés (PR)	–	–	1 897	765	27	424	–	321	–
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 528**	**108 642**	**108 571**	**113 322**	**114 318**
Emplois									
Consommation :	**128 450**	**119 230**	**86 123**	**89 385**	**93 087**	**92 663**	**94 113**	**96 316**	**96 288**
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	7 909	7 355	7 889	8 417	7 720
Finale	101 480	97 110	77 164	81 315	85 178	85 308	86 224	87 899	88 568
Exportations :									
Pétrole brut (PB)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits raffinés (PR)	12 970	16 460	11 894	14 417	15 441	15 630	14 218	16 647	17 884
Stockage :									
Pétrole brut (PB)	1 140	750	–	419	–	349	–	359	75
Produits raffinés (PR)	930	2 980	–	–	–	–	240	–	71
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 528**	**108 642**	**108 571**	**113 322**	**114 318**

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Hydrocarbures) — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,3**	**78,3**	**76,5**	**78,0**	**83,7**	**87,4**
dont : Moyen-Orient (2)	96,4	94,5	22,1	31,7	39,2	34,8	34,8	30,7	33,8
dont : Arabie Séoudite	30,2	45,3	6,0	15,1	22,0	22,5	20,4	18,3	19,3
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	–	–	–	3,8
Iran	10,8	6,8	4,1	9,0	11,9	7,5	10,5	8,6	6,4
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	1,5	0,8	1,1	0,8	0,9
Afrique (3)	32,9	20,7	22,7	21,0	14,7	16,4	13,4	15,9	13,9
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,1	1,3	2,1	2,6	3,0	3,9
Libye	6,5	4,1	3,1	3,0	2,2	2,0	1,7	2,0	2,5
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	5,5	8,2	5,7	8,4	4,6
Mer du Nord (4)	0,2	4,1	19,1	10,4	14,9	18,5	22,9	28,0	30,7
URSS (ex-)	3,4	5,1	4,1	6,3	7,2	5,3	6,3	8,7	8,4
Mexique	–	–	2,7	2,5	1,3	0,6	–	–	–

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Le Koweit a été rajouté.
(3) L'Afrique du Nord et l'Afrique Noire ont été regroupées.
(4) Royaume-Uni, Norvège et Danemark.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	84 595	83 985	84 496	86 044	87 315	93 223
Brut traité (1)	134 958	127 642	76 878	75 350	80 698	78 595	79 777	84 213	88 915
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	96,1	93,0	92,7	96,4	95,2
Production nette de produits finis (total) (2)	127 505	120 788	75 118	72 851	75 181	73 686	75 431	79 704	84 650

(1) Y compris le façonnage.
(2) Marché intérieur, soutes, forces armées, exportations.

TABLEAU J.03-4

Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits

Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**85 270**	**85 259**	**86 575**	**88 327**	**88 983**
dont : Carburant-auto	15 772	17 701	18 006	18 231	17 069	16 489	15 651	14 998	14 633
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 247	4 405	4 565	4 866	5 018
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	20 711	21 735	22 869	23 489	24 566
Fioul domestique	37 217	30 592	20 712	17 052	17 293	16 015	16 503	17 282	16 725
Fioul lourd	34 131	28 984	8 155	6 238	5 253	4 656	4 985	5 102	4 707
GPL (1)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 998	2 813	2 888	3 126	3 029
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	2 893	3 213	3 103	2 948	3 272
Matières premières pétrochimiques	5 423	7 014	7 121	7 911	9 582	10 381	10 366	10 684	11 480
Soutes	5 523	4 897	2 469	2 614	2 552	2 275	2 341	2 456	2 688

(1) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation (sans correction climatique)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	161	166	134	108	134
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 263	8 524	8 478	8 906	8 739
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	17 099	15 854	16 162	16 870	15 509
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 424	2 322	2 518	2 579	2 610
Transports	30 434	34 957	34 563	42 525	45 078	45 268	45 841	46 193	47 118
Total énergétique	**92 900**	**87 578**	**67 955**	**71 012**	**73 025**	**72 134**	**73 133**	**74 656**	**74 110**
Total non énergétique	**9 130**	**9 450**	**9 209**	**10 303**	**12 153**	**13 174**	**13 091**	**13 243**	**14 458**
Total	**102 030**	**97 028**	**77 164**	**81 315**	**85 178**	**85 308**	**86 224**	**87 899**	**88 568**

TABLEAU J.03-6

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Source : CPDP, notamment d'après Oil and Gas Journal (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)								Réserves prouvées au 1er janvier 1997
	1973	1979	1985	1992	1993	1994	1995	*p* 1996	
Amérique du Nord	**631,6**	**633,1**	**725,5**	**646,9**	**640,1**	**634,0**	**630,9**	**638,2**	**10 374**
dont : États-Unis	514,3	470,3	493,0	410,5	399,0	388,6	386,1	383,2	3 049
Canada	94,1	82,8	84,3	79,3	82,7	86,5	89,6	91,4	668
Mexique	23,2	80,0	148,2	157,1	158,4	158,9	155,2	163,6	6 557
Amérique latine	**241,0**	**196,8**	**189,4**	**247,6**	**256,8**	**271,9**	**293,2**	**313,1**	**10 797**
dont : Vénézuela	175,4	123,9	90,8	129,6	134,0	142,0	152,4	162,4	8 851
Moyen-Orient	**1 051,7**	**1 073,3**	**512,5**	**912,8**	**945,4**	**960,4**	**972,3**	**986,7**	**92 272**
dont : Arabie séoudite (1) (2)	378,4	475,1	169,1	444,6	431,1	426,1	426,7	428,8	35 675
Iran (1)	293,9	159,5	110,3	174,7	182,7	183,1	183,3	183,8	12 688
Irak (1)	99,4	170,3	69,1	25,9	22,6	25,0	26,3	28,8	15 280
Koweït (1) (2)	151,9	125,1	49,6	54,7	96,0	104,0	104,4	107,2	13 165
Émirats arabes unis (1)	76,2	88,7	62,6	115,2	111,3	113,1	113,7	117,3	13 342
Afrique	**292,2**	**352,2**	**262,7**	**332,8**	**331,8**	**333,1**	**339,8**	**358,7**	**9 216**
dont : Nigeria (1)	101,3	113,6	74,6	96,7	97,8	97,6	98,1	106,0	2 117
Libye (1)	104,6	100,8	50,1	70,8	67,2	68,6	69,0	69,1	4 025
Algérie (1)	51,2	56,9	48,9	56,3	56,7	56,0	56,8	60,0	1 255
Égypte	13,5	26,0	45,1	46,0	47,5	46,5	46,6	45,2	529
Europe occidentale	**15,5**	**114,6**	**189,4**	**229,8**	**243,6**	**276,3**	**298,5**	**317,3**	**2 505**
dont : Royaume-Uni	0,1	77,9	127,6	94,3	100,1	126,7	130,3	131,3	616
Norvège	1,6	23,3	38,3	106,6	115,0	119,3	139,2	156,6	1 533
Asie/ Océanie (3)	**109,8**	**141,8**	**154,2**	**186,9**	**189,2**	**196,6**	**201,0**	**204,2**	**2 497**
dont : Indonésie (1)	66,4	78,1	61,1	74,1	74,3	74,3	73,9	77,2	679
Europe orientale	**450,0**	**608,3**	**616,6**	**460,4**	**404,4**	**373,7**	**367,0**	**363,1**	**8 062**
dont : URSS (ex-)	427,3	586,0	595,4	448,1	392,0	361,8	355,1	351,6	7 776
Chine	**53,0**	**106,1**	**124,8**	**141,6**	**144,0**	**146,1**	**149,0**	**158,5**	**3 274**
Monde	**2 844,8**	**3 199,2**	**2 775,1**	**3 158,8**	**3 153,3**	**3 192,1**	**3 251,7**	**3 339,8**	**138 997**
dont : OPEP	1 541,8	1 537,6	825,1	1 296,7	1 310,2	1 327,4	1 325,9	1 362,4	107 582

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Y compris la moitié de la production de la zone partagée (ex zone neutre).
(3) Non compris la Chine.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	1973		1979		1985	1990	1992	1993	1994	*p* 1995	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**925,4**	**47,7**	**1 020,7**	**47,5**	**871,0**	**921,0**	**923,5**	**940,7**	**961,8**	**958,1**	**39,2**
dont : États-Unis	811,2	47,1	872,6	46,7	727,3	759,7	760,4	777,1	793,5	795,2	38,3
Canada	81,0	50,3	92,0	48,2	70,2	77,9	74,5	76,1	76,8	78,2	33,5
Mexique	33,1	60,0	56,1	64,2	73,5	83,3	88,7	87,4	91,5	84,7	63,5
Amérique latine	**128,0**	**77,1**	**159,0**	**73,3**	**143,0**	**166,0**	**181,0**	**182,0**	**188,0**	**197,0**	**60,3**
Europe de l'Ouest	**744,0**	**57,9**	**740,9**	**52,8**	**583,8**	**617,1**	**639,9**	**636,4**	**638,5**	**650,2**	**41,8**
dont : Union Européenne	689,3	59,4	679,4	53,9	523,9	553,9	577,6	572,0	575,3	584,4	42,4
France	**124,3**	**70,3**	**117,2**	**61,6**	**85,2**	**88,8**	**88,3**	**89,3**	**83,9**	**86,6**	**35,9**
Allemagne (1)	161,9	47,9	164,8	44,3	124,2	126,7	134,4	135,4	135,3	135,7	40,0
Royaume-Uni	111,6	50,5	94,8	43,1	78,2	81,6	84,5	83,2	84,7	83,2	37,5
Italie	100,1	76,7	99,9	70,7	83,1	91,0	94,5	92,3	91,0	94,5	58,5
Espagne	38,4	73,2	49,0	73,2	39,7	46,5	50,6	48,4	52,7	55,2	54,0
Europe de l'Est (2)	**375,8**	**35,9**	**499,7**	**36,8**	**496,0**	**473,1**	**415,5**	**346,6**	**277,7**	**274,6**	**23,8**
dont : URSS (ex-)	322,0	37,9	423,0	38,9	431,0	408,0	369,0	298,0	230,0	223,0	23,7
Afrique	**41,0**	**47,4**	**61,0**	**49,0**	**77,0**	**88,0**	**92,0**	**85,0**	**96,0**	**97,0**	**43,0**
Asie	**456,8**	**54,1**	**594,8**	**50,4**	**603,7**	**776,6**	**863,7**	**912,1**	**941,7**	**978,1**	**40,7**
dont : Chine	53,0	20,1	92,0	22,0	93,0	117,0	133,0	147,0	146,0	156,0	18,3
Japon	252,2	77,9	258,7	72,9	203,6	252,9	260,6	254,9	268,5	269,4	54,2
Moyen-Orient	46,0	69,7	90,0	70,6	135,0	151,0	171,0	183,0	182,0	183,0	62,1
Océanie	**31,4**	**47,7**	**36,2**	**46,7**	**31,4**	**36,2**	**35,6**	**38,5**	**39,0**	**39,3**	**35,9**
Soutes maritimes	**130,1**	**99,7**	**115,4**	**100,0**	**95,2**	**117,8**	**124,3**	**125,7**	**128,3**	**130,1**	**100,8**
Monde	**2 832,5**	**50,9**	**3 227,8**	**48,7**	**2 901,2**	**3 195,8**	**3 275,6**	**3 266,8**	**3 271,0**	**3 324,4**	**39,8**

(1) Allemagne réunifiée.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**3,18**	**3,22**	**2,54**	**2,53**	**2,47**	**2,49**	**2,51**	**2,47**
dont : États-Unis	3,83	3,88	3,05	3,04	2,98	3,01	3,04	3,02
Canada	3,59	3,79	2,71	2,80	2,61	2,63	2,63	2,64
Mexique	0,59	0,83	0,94	0,97	0,99	0,96	0,98	0,89
Amérique latine	**0,52**	**0,56**	**0,45**	**0,47**	**0,50**	**0,49**	**0,50**	**0,51**
Europe de l'Ouest	**1,79**	**1,73**	**1,32**	**1,36**	**1,40**	**1,38**	**1,38**	**1,40**
dont : Union Européenne	2,11	2,04	1,55	1,52	1,57	1,55	1,55	1,57
France	**2,39**	**2,19**	**1,54**	**1,57**	**1,54**	**1,55**	**1,45**	**1,49**
Allemagne (1)	2,05	2,11	1,60	1,60	1,67	1,67	1,66	1,66
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,38	1,42	1,46	1,43	1,45	1,42
Italie	1,83	1,77	1,47	1,60	1,66	1,62	1,59	1,65
Espagne	1,10	1,32	1,03	1,20	1,30	1,24	1,35	1,42
Europe de l'Est (2)	**1,10**	**1,39**	**1,31**	**1,21**	**1,05**	**0,88**	**0,70**	**0,69**
dont : URSS (ex-)	1,29	1,60	1,55	1,41	1,26	1,02	0,79	0,76
Afrique	**0,11**	**0,13**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,14**	**0,14**
Asie	**0,21**	**0,24**	**0,22**	**0,26**	**0,27**	**0,29**	**0,29**	**0,30**
dont : Chine	0,06	0,09	0,09	0,10	0,11	0,12	0,12	0,13
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,10	2,04	2,15	2,15
Moyen-Orient	0,64	1,02	1,21	1,14	1,21	1,26	1,21	1,19
Océanie	**1,90**	**2,05**	**1,65**	**1,77**	**1,70**	**1,82**	**1,82**	**1,82**
Monde	**0,73**	**0,74**	**0,60**	**0,61**	**0,61**	**0,60**	**0,59**	**0,59**

(1) Allemagne réunifiée.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.03-9

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**10,9**	**11,9**	**13,8**	**16,3**	**15,7**	**15,6**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	4,9	5,1	5,9	7,0	7,4	7,8
Royaume-Uni	—	0,3	5,0	5,3	6,2	7,4	8,8	7,9	7,4
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**22,6**	**24,5**	**26,5**	**28,0**	**29,5**	**29,6**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	1,2	1,0
Congo	1,4	3,7	4,7	4,6	4,8	4,6	4,8	4,6	5,3
Gabon	9,1	5,6	7,5	8,1	8,5	9,3	9,7	9,6	9,6
Nigéria	1,8	2,0	4,3	4,4	5,8	6,6	7,1	7,3	6,8
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**15,3**	**15,0**	**14,3**	**14,6**	**14,5**	**15,0**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	13,6	13,1	12,3	12,0	11,8	12,0
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**3,0**	**2,2**	**1,9**	**2,5**	**3,0**	**3,4**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,3**	**1,2**	**1,3**	**1,2**	**1,2**	**1,2**
Total	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**53,1**	**54,8**	**57,8**	**62,6**	**63,9**	**64,7**

Chapitre J.04

Électricité

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Consommation intérieure d'électricité en France.

1. Bilan de l'électricité.
2. Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3. Production nette d'électricité par type de production.
4. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF.
5. Longueur des lignes électriques.
6. Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation.
7. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité.
8. Énergie électrique dans les DOM.
9. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
10. Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 1997, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 410,5 TWh en 1997. L'électricité représente ainsi 41 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 22 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 60 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 33 % (48 % en 1973).

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui est passée de 14 TWh en 1973 à 376 TWh en 1997 s'est donc accompagnée d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 38 TWh en 1997, soit 34 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 1997, la production thermique classique représente 8 % de la production totale assurée pour l'essentiel (78 %) par les centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'hydraulique, l'équipement des grands sites aménageables est maintenant quasiment achevé et la capacité de production (25 GW en 1997) est près d'atteindre son maximum, de sorte que la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 14 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a aujourd'hui une puissance maximale de l'ordre de 114 GW, dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, ainsi que par le développement des exportations qui atteignent 70 TWh en 1997 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Actuellement, quatre tranches de 1 450 MW chacune sont en cours de construction pour être mises en service industriel vers la fin du siècle : CHOOZ B1 a été couplée au réseau en août 1996, CHOOZ B2 en avril 1997 et CIVAUX 1 en décembre 1997, tandis que CIVAUX 2 devrait être couplée au réseau en 1999.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ».

Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, son transport et sa distribution aux différents usagers.

EDF produit 94 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

Actuellement, EDF exporte environ 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

L'organisation électrique française devrait être profondément modifiée par la transposition en droit français, prévue en 1999, de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité » adoptée en décembre 1996 par le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne (directive 96/92/CE).

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le cœur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

— l'assemblage des combustibles nucléaires,

— le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

— la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969;

— la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue aujourd'hui l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium;

— la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France possède aujourd'hui deux réacteurs à neutrons rapides : un prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule et une unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, dont il est décidé d'arrêter le fonctionnement.

Les centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts), irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

- Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
- Observatoire de l'Énergie.

— Électricité de France. Direction de la production et du transport.

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Production et distribution de l'énergie électrique en France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'Énergie électrique et des grands barrages (STEEGB) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel) ;

Tableaux des consommations d'énergie en France, Observatoire de l'Énergie (annuel) ;

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Résultats techniques d'exploitation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel);

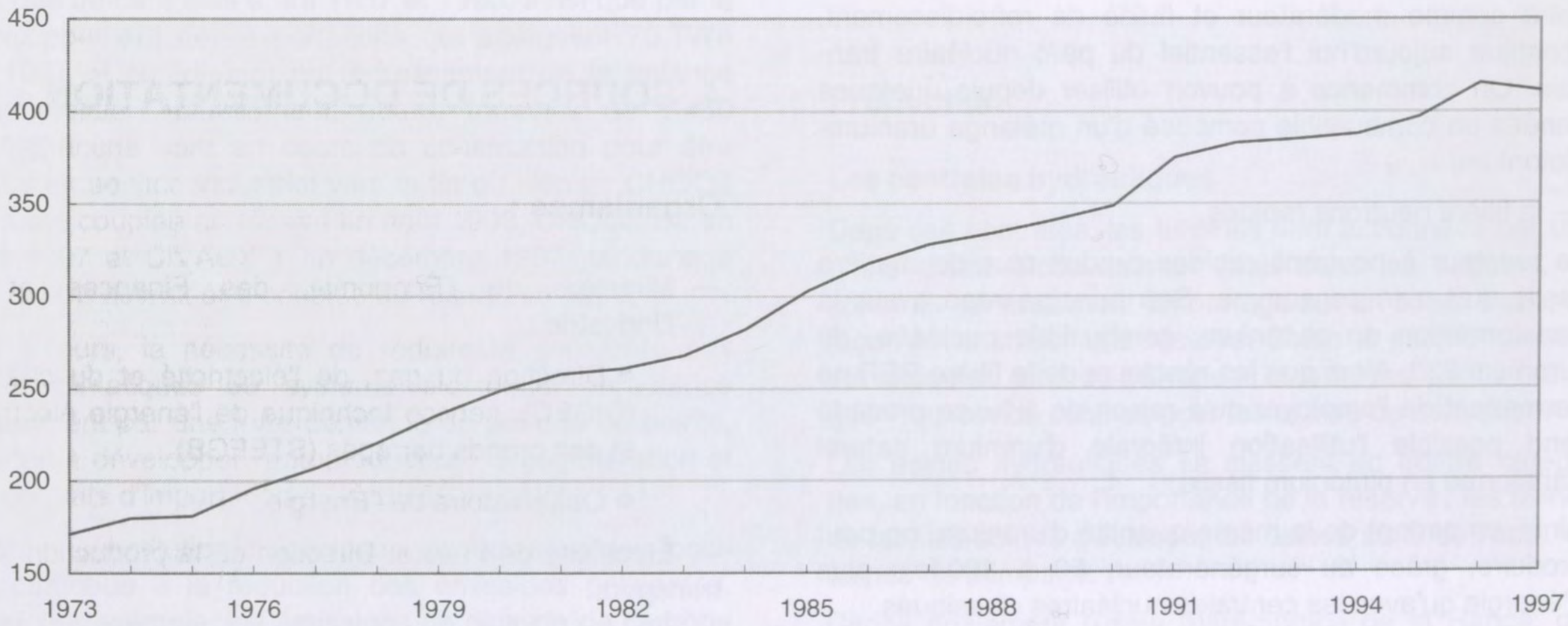
Statistiques de la production et de la consommation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel).

* * *

GRAPHIQUE J.04

Consommation intérieure d'électricité en France

En TWh



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	*p* 1997
Ressources								
Production nette	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**454 476**	**471 371**	**489 839**	**481 000**
dont : Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	32 254	36 802	41 681	38 000
Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	341 616	358 779	378 225	376 000
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	80 606	75 790	69 933	67 000
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**3 718**	**2 860**	**3 617**	**4 200**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**458 194**	**474 231**	**493 456**	**485 200**
Emplois								
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**66 886**	**72 701**	**72 428**	**69 500**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**3 102**	**4 230**	**5 836**	**5 200**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**388 206**	**397 300**	**415 192**	**410 500**
dont : Consommation haute tension (2)	114 818	140 229	165 639	195 068	219 233	222 360	230 906	233 400
Consommation basse tension (3)	45 117	79 150	113 763	127 869	140 570	145 527	153 275	147 300
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	28 403	29 413	31 011	29 800
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**458 194**	**474 231**	**493 456**	**485 200**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(3) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : MW (1)

	Unités (1)	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	*p* 1997
Puissance maximale possible :									
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	37 487	55 750	58 515	58 515	59 970	62 900
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	27 246	22 673	23 483	23 869	26 109	26 200
dont : EDF	"	17 107	21 972	20 135	16 126	17 044	17 426	17 562	17 700
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	3 509	2 883	2 531	2 531	2 531	...
Industrie	"	3 309	3 698	3 574	3 628	3 613	3 555	5 410	...
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	21 829	24 987	25 231	25 227	25 314	25 300
dont : EDF	"	14 800	17 815	20 366	23 207	23 285	23 272	23 299	23 300
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**67 730**	**69 720**	**69 297**	**69 503**	**69 719**	**69 800**
dont : EDF (3)	"	53 956	57 849	62 563	63 470	62 580	62 577	62 576	62 600

(1) MW = million de watts; GWh = milliard de wattheures.
(2) Caractéristiques au 31 décembre.
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-3

Production nette d'électricité par type de production (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (2)

	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	*p* 1997
Production nucléaire	**13 969**	**37 898**	**213 087**	**297 949**	**341 616**	**358 779**	**378 225**	**376 000**
Production thermique classique	**112 968**	**126 123**	**52 059**	**45 085**	**32 254**	**36 802**	**41 681**	**38 000**
dont : EDF	83 183	96 016	28 129	25 266	13 108	17 517	21 215	16 500
Charbonnages de France	15 286	17 010	15 059	9 758	8 234	8 610	8 484	8 300
Industrie	14 406	13 068	8 820	9 973	10 346	10 101	11 265	12 800
dont : Charbon	28 224	60 622	38 167	29 351	20 493	23 072	26 225	...
Fioul	67 557	50 155	5 271	7 205	3 603	4 372	5 393	...
Production hydraulique	**47 543**	**66 992**	**63 414**	**57 212**	**80 606**	**75 790**	**69 933**	**67 000**
dont : EDF (3)	44 464	61 688	58 296	52 063	72 966	68 594	62 907	61 000
Total	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**454 476**	**471 371**	**489 839**	**481 000**

(1) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(2) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-4

Consommation de combustibles des centrales électriques EDF

Source : EDF

Unité : Million de tep (1)

Catégorie de combustible	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	*p* 1997
Uranium	2,8	8,7	49,1	69,0	79,9	83,6	87,4	88,0
Charbon	3,5	10,5	5,7	4,6	2,7	3,3	4,2	3,0
Fioul	14,1	10,7	0,7	1,1	0,2	0,5	0,7	0,2
Gaz naturel	2,1	1,5	0,2	—	—	—	—	—
Divers	0,3	0,6	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,7
Total	**22,9**	**32,0**	**56,0**	**75,0**	**83,1**	**87,9**	**92,7**	**91,9**

(1) tep = tonne équivalent pétrole.

TABLEAU J.04-5

Longueur des lignes électriques

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1985	1990	1994	1995	1996	*p* 1997
HAUTE TENSION								
3e catégorie :								
400 kV	4 491	10 187	15 806	19 019	20 338	20 554	20 782	20 866
225 kV	20 569	24 448	24 848	25 493	26 021	26 063	26 075	26 206
150 kV	6 865	5 270	3 733	2 396	1 775	1 585	1 584	1 458
90 kV	9 549	12 146	13 219	15 713	16 907	17 200	17 178	17 319
63 kV	27 344	30 985	33 039	36 376	38 541	38 986	39 135	39 276
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**90 645**	**98 997**	**103 582**	**104 388**	**104 754**	**105 125**
2e catégorie (moins de 57 kV) total	**387 307**	**487 134**	**538 987**	**574 266**	**596 767**	**596 792**	**600 284**	**603 127**
BASSE TENSION								
1ère catégorie (1) total	**558 616**	**625 656**	**645 757**	**656 967**	**662 125**	**663 297**	**664 732**	**666 827**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-6

Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 338	10 358	10 422	10 114	11 100
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 204	111 461	114 104	115 904	118 700
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 554	147 920	176 153	202 329	208 301	218 922	213 400
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 339	2 494	2 747	2 600
Transports	6 399	6 861	7 381	8 003	8 661	8 599	9 527	9 700
Total	**150 745**	**206 128**	**253 226**	**301 748**	**335 148**	**343 920**	**357 214**	**355 500**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-7

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1)

En fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1970	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Total	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 932**	**123 359**	**123 533**	**122 663**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	117 965	117 264	117 470	116 462

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.

TABLEAU J.04-8

Énergie électrique dans les départements d'outre-mer

Source : Électricité de France (DOM)

Puissance et DOM ou collectivité territoriale	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
PUISSANCE INSTALLÉE en MW (1)								
Hydraulique :								
Réunion	26	94	123	123	124	124	124	124
Guyane (2)	—	—	—	—	—	116	116	116
Thermique :								
Guadeloupe (3)	83	246	328	368	389	408	408	408
Guyane	27	71	130	160	160	147	139	139
Martinique	74	214	258	322	321	342	396	396
Réunion (4)	60	97	152	249	249	310	316	316
Saint-Pierre-et-Miquelon	5	21	24	27	27	27	27	27
ÉNERGIE LIVRÉE AU RÉSEAU en GWh (5)								
Guadeloupe	282	474	747	960	1 011	1 063	1 128	1 211
Guyane	96	198	337	439	451	519	530	544
Martinique	258	429	657	819	865	976	1 019	1 078
Réunion	306	558	882	1 110	1 185	1 298	1 368	1 471
Saint-Pierre-et-Miquelon	15	35	43	43	41	38	38	40

(1) MW = million de watts.
(2) Centrale de Petit Saut à partir de 1995.
(3) Dont géothermie à partir de 1985.
(4) Centrales de Bois Rouge (60 MW) à partir de 1992 et du Gol (64 MW) à partir de 1995.
(5) GWh = milliard de wattheures.

TABLEAU J.04-9

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique — *Unité* : TWh (1)

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**200,7**	**635,8**	**1 459,7**	**2 000,3**	**2 217,4**	**2 318,2**	**2 407,3**	**2 387,0**
dont : UE à 15	67,9	174,1	574,0	715,5	792,8	807,6	851,4	859,8
dont : Allemagne (RFA) (2)	12,2	42,3	138,2	147,3	151,2	154,2	161,7	170,4
Belgique	–	11,4	34,6	42,7	40,6	41,4	43,3	47,4
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**360,0**	**377,3**	**397,3**	**395,5**
Royaume-Uni	28,3	40,3	60,7	66,4	89,5	86,5	95,0	98,0
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	55,3	55,4	56,3	55,3
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	73,1	69,9	74,1	69,9
Canada	15,4	38,5	63,6	76,6	110,6	100,3	95,2	84,5
États-Unis d'Amérique	88,1	270,7	404,0	606,9	672,5	705,7	706,3	656,9
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	261,4	287,8	297,4	320,2
URSS (ex-)	12,0	55,0	143,5	210,4	178,5	181,1	204,6	201,7
Corée du Sud	–	3,2	16,7	52,9	58,3	65,8	73,9	77,1

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).
(2) À partir de 1990, statistiques pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.04-10

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — *Unité* : kWh par habitant

Pays ou zone	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**7 804**	**8 764**	**9 250**	**10 426**	**10 540**	**10 775**	**10 903**	**11 063**
dont : États-Unis	9 343	10 616	11 167	12 802	13 000	13 328	13 497	13 758
Canada	11 355	13 578	16 141	17 328	17 373	17 281	17 446	17 413
Mexique	612	861	1 094	1 310	1 347	1 486	1 576	1 601
Amérique latine	**672**	**968**	**1 222**	**1 394**	**1 453**	**1 510**	**1 554**	**1 615**
dont : Argentine	1 060	1 361	1 494	1 597	1 751	1 863	1 830	1 917
Brésil	628	1 069	1 446	1 685	1 740	1 801	1 857	1 953
Afrique	**294**	**392**	**487**	**506**	**508**	**513**	**519**	**517**
Asie	**391**	**513**	**633**	**823**	**891**	**939**	**1 000**	**1 049**
dont : Chine	189	291	392	549	650	717	778	835
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 201	7 273	7 717	7 884
Océanie	**5 058**	**6 404**	**7 780**	**9 140**	**9 122**	**9 320**	**9 510**	**9 703**
Europe de l'Est	**3 284**	**4 402**	**5 284**	**5 643**	**5 121**	**4 735**	**4 156**	**4 115**
dont : URSS (ex-)	3 804	4 886	5 897	6 366	5 767	5 253	4 494	4 380
Europe de l'Ouest	**3 778**	**4 444**	**5 033**	**5 536**	**5 609**	**5 610**	**5 671**	**5 805**
dont : UE à 15	3 914	4 736	5 388	5 991	6 101	6 088	6 162	6 303
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 895	4 080	4 040	4 182	4 376
France	**3 447**	**4 611**	**5 809**	**6 605**	**7 129**	**7 131**	**7 145**	**7 293**
Italie	2 674	3 314	3 695	4 434	4 600	4 595	4 711	4 870
Pays-Bas	3 816	4 602	4 698	5 423	5 656	5 709	5 865	5 972
Allemagne (1)	4 908	6 029	6 762	6 938	6 599	6 487	6 521	6 636
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 749	5 821	5 843	5 862	5 984
Suède	9 686	11 641	16 243	16 897	16 646	16 658	16 320	16 449
Monde	**1 589**	**1 869**	**2 067**	**2 291**	**2 288**	**2 301**	**2 304**	**2 349**

(1) Allemagne réunifiée.

Chapitre J.05

Gaz

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de gaz naturel.

1. Bilan du gaz naturel.
2. Canalisations de transport et distribution de gaz.
3. Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie).
4. Industrie gazière : effectif du personnel.
5. Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
6. Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.
8. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Avec une consommation de plus de 403 TWh en 1997, le gaz naturel représente aujourd'hui 13,6 % de la demande d'énergie primaire. Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final.

À la suite du lancement du programme électro-nucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

En 1997, le gaz représente 14,6 % de la consommation finale énergétique, 22,4 % de la demande d'énergie de l'industrie et 19,6 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le gaz occupe dans ce dernier secteur une place moins importante que dans la plupart des autres pays européens. En effet, le développement du gaz sur le marché du résidentiel-tertiaire s'est heurté à la concurrence du chauffage électrique, mais aussi au problème de la rentabilité des réseaux en raison notamment d'une densité de population relativement faible.

Concernant la production, la France est passée d'une situation d'autosuffisance à une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des approvisionnements extérieurs (en 1997, près de 98 % du gaz consommé est importé), en raison de la forte croissance de la demande et du déclin de la production nationale. En effet, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (baisse de 66 % entre 1981 et 1997).

Le recours aux approvisionnements extérieurs s'est fortement développé au milieu des années 1970 et n'a cessé de croître depuis lors. Les Pays-Bas (avec l'énorme gisement de Groningue) et l'Algérie, pour une moindre part, ont été les premiers fournisseurs de gaz à la France. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une plus grande diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise également par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges. En 1997, environ 31 % du gaz importé par la France arrive de Norvège, 28 % de l'ex-URSS, 28 % de l'Algérie et 13 % des Pays-Bas.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 modifiée a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ».

Toutefois, ont été exclues du champ de la nationalisation, « les entreprises gazières dont la production annuelle moyenne de 1942 et 1943 est inférieure à 6 Mm^3/an » (par « production », il faut aussi entendre « distribution »).

Par la suite, la loi du 2 août 1949 a également exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz naturel sous certaines réserves indiquées dans les paragraphes qui suivent. Elle a en outre fixé à 7 Mm^3/an le seuil au-delà duquel les entreprises de production exclues de la nationalisation par la loi du 8 avril 1946 seraient nationalisées. Ce seuil a été porté à 12 Mm^3/an par une loi du 30 juillet 1960 pour les concessions en cours.

Production

La loi a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel, laquelle est actuellement développée sur le territoire national par la Société Elf-Aquitaine-Production, la Société Esso-Rep, la Société Eurafrep et la Société Coparex.

Des dispositions particulières s'appliquent à la production de gaz des houillères nationales (grisou et gaz de cokeries) : les services de production de gaz appartenant aux houillères nationales restent en effet leur propriété.

Les installations de production des gaz de cokeries sidérurgiques, de hauts fourneaux, de raffineries et de pétroles liquéfiés produits par les entreprises qui n'en font pas leur activité principale échappent à la nationalisation, à condition qu'elles ne présentent pour le service public qu'une utilité accessoire.

La loi a enfin laissé en dehors de la nationalisation certaines entreprises gazières.

Transport

La loi a exclu de la nationalisation le transport de gaz naturel; celui-ci ne peut cependant être assuré que par un établissement public ou une société nationale dans laquelle la majorité du capital est détenue par l'État ou par des établissements publics. C'est ainsi que Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945 et dont le capital est détenu à raison de 70 % par le groupe Elf-Aquitaine et 30 % par Gaz de France, est concessionnaire du réseau de transport de gaz naturel dans le sud-ouest de la France. En dehors de cette zone, Gaz de France est titulaire des concessions de transport. Une partie de son réseau est cependant affermée à la Compagnie Française du Méthane (CFM), filiale commune de Gaz de France (50 %), d'Elf-Aquitaine-Production (40 %) et de Total (10 %).

Un texte particulier, prévoit par ailleurs, que sur le périmètre de leurs concessions de mines, les houillères de bassin peuvent être habilitées par voie de concession à transporter le gaz qu'elles ont produit.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions de distribution publique. La loi a prévu certaines exceptions à la nationalisation, rappelées ci-dessus.

D'autre part, la loi du 8 avril 1946 modifiée par celle du 2 août 1949 stipule que « les sociétés de distribution à économie mixte dans lesquelles l'État ou les collectivités publiques possèdent la majorité, les régies ou services analogues constitués par les collectivités locales sont maintenus dans leur situation actuelle, le statut de ces entreprises devant toujours conserver le caractère parti-

culier qui leur a donné naissance, d'après les lois et décrets en vigueur ou futurs ».

3. DÉFINITIONS

Distribution

Après un voyage de plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes de l'agglomération où se situent ses utilisateurs. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. Pour la livraison du gaz à tous les autres consommateurs, s'entame alors une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par l'intermédiaire de postes de détente qui abaissent la pression du gaz pour l'amener d'abord à une pression moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur individuel ou collectif s'il s'agit d'un immeuble.

Exploration – Production

La prospection du gaz naturel relève des mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que celle du pétrole (cf. chapitre J.03).

Stockage

Le stockage du gaz naturel en France relève de deux techniques bien particulières :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Il n'est pas possible de retirer la totalité du gaz stocké dans un réservoir. Une moitié environ, le « gaz utile » est effectivement récupérable; l'autre, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit de 600 fois le volume du méthane par rapport à son état gazeux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Gaz de France.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  — Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC).

  — Observatoire de l'Énergie, Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP).

— Comité professionnel du pétrole.

— OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Statistiques de Gaz de France (annuel);

Données commerciales, Gaz de France, Direction des services économiques et commerciaux (annuel);

Statistiques de l'industrie gazière, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

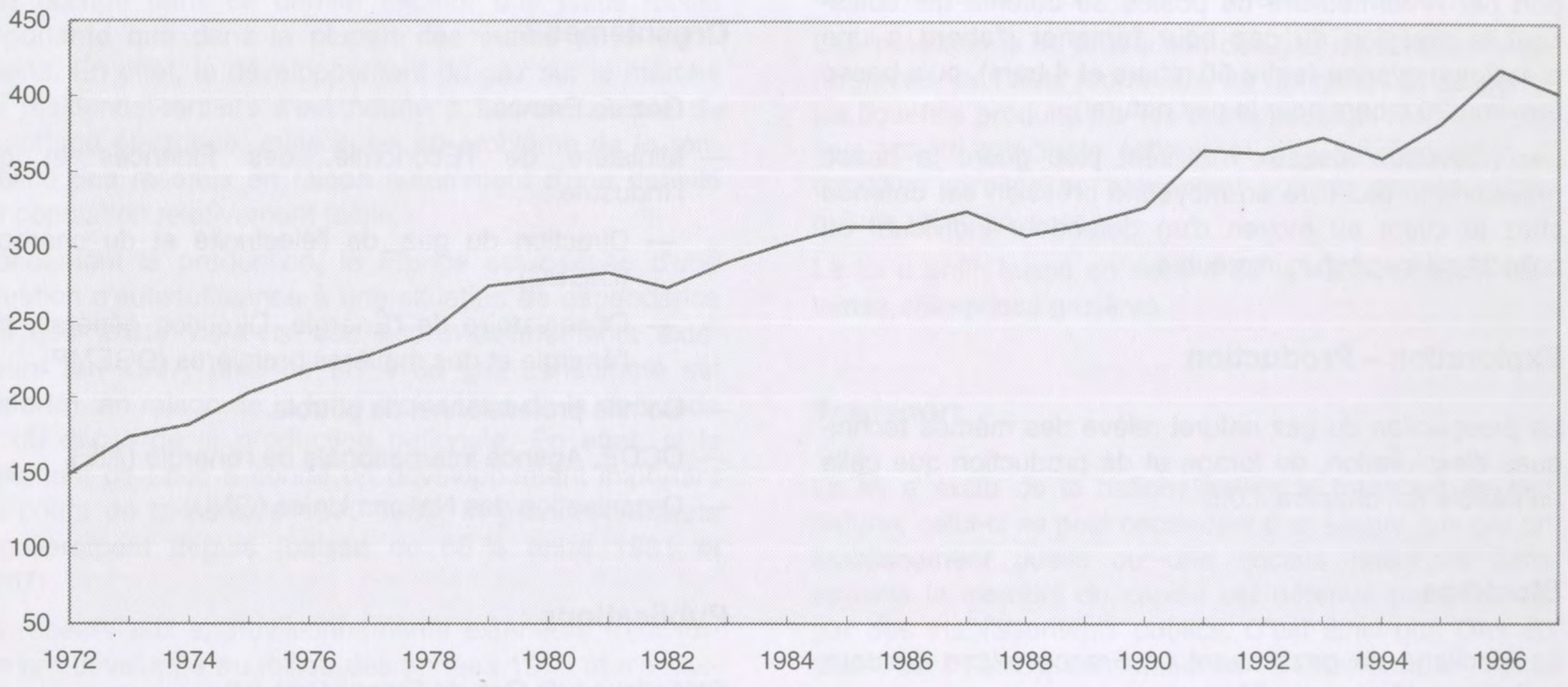
Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.05

Consommation française de gaz naturel

En TWh PCS



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) *Unités* : GWh; PCS (1)

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Ressources									
Production brute (y compris grisou)	81 287	84 080	58 632	32 509	37 263	37 332	36 091	31 055	27 235
Importations	98 716	192 080	263 693	318 765	333 515	347 205	363 235	391 717	394 400
Déstockage	–	–	–	–	9 897	–	–	5 647	–
Total	**180 003**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**380 675**	**384 537**	**399 326**	**428 419**	**421 635**
Emplois									
Consommation (2)	174 453	274 045	313 643	326 608	374 218	359 543	383 331	419 407	402 715
dont : Usages domestiques individuels	37 686	69 316	85 942	85 138	104 223	106 908	101 399	117 444	107 461
Usages domestiques collectif et tertiaire	21 863	50 608	75 732	78 879	98 131	93 885	97 078	111 137	101 690
Usages industriels	97 924	145 270	146 282	154 411	162 413	161 943	171 143	180 443	189 465
Exportations	1 021	1 926	2 881	3 838	6 457	8 234	7 965	9 012	14 770
Stockage	4 529	189	5 801	20 828	–	16 760	8 030	–	4 150
Total	**180 003**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**380 675**	**384 537**	**399 326**	**428 419**	**421 635**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures); PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.
(2) Y compris la consommation finale du secteur «Énergie».

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) — *Unité* : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Canalisations de transport (1)	17 974	22 678	26 619	30 162	31 117	31 503	31 759	32 012
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	129 358	132 325	136 860	140 556

(1) Y compris les canalisations de transport dépendant des directions régionales de GDF.

TABLEAU J.05-3

Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unités* : GWh ; PCS (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	5 949	7 151	7 438	7 634	7 978
Industrie	43 053	81 850	100 178	114 681	122 678	120 305	128 790	136 753	140 608
Résidentiel-Tertiaire	59 888	118 322	148 645	177 740	204 816	223 480	206 858	222 020	223 397
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 679	2 426	2 541	2 679	2 679
Transports	137	62	16	2	14	8	5	5	5
Total énergétique	**112 344**	**213 897**	**259 143**	**303 199**	**336 136**	**353 370**	**345 631**	**369 091**	**374 667**
Total non énergétique	**19 369**	**29 254**	**29 870**	**24 645**	**27 025**	**27 635**	**27 378**	**27 378**	**29 900**
Total	**131 713**	**243 151**	**289 013**	**327 844**	**363 161**	**381 005**	**373 009**	**396 469**	**404 567**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.

TABLEAU J.05-4

Industrie gazière : effectif du personnel

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1973	1979	1985	1989	1990	1993	1994	1995	1996
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**30 646**	**29 945**	**28 877**	**28 671**	**28 378**	**28 179**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	27 649	26 743	27 599	26 902	26 614	26 615

(1) A partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-5

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Centre d'information sur le gaz naturel [CEDIGAZ (réserves)]

Pays	Production (million de tep)							Réserves prouvées au 1er janv. 1997 (milliard de m^3) (1)
	1973	1985	1990	1992	1993	1994	1995	
Amérique du Nord	**575**	**480**	**530**	**544**	**561**	**590**	**592**	**8 456**
dont : États-Unis	503	386	419	419	424	441	436	4 707
Canada	61	70	88	102	112	124	132	1 942
Mexique	11	24	23	22	24	25	24	1 810
Amérique latine	**23**	**43**	**52**	**53**	**57**	**62**	**67**	**6 244**
dont : Vénézuela	12	18	20	19	21	23	25	4 049
Argentine	6	12	16	17	19	21	23	642
Europe de l'Ouest	**120**	**162**	**161**	**177**	**187**	**191**	**199**	**6 388**
dont : Union Européenne	116	133	133	147	158	160	167	3 362
Pays-Bas	54	61	55	62	63	60	60	1 765
Royaume-Uni	24	36	41	46	54	58	64	760
Allemagne (2)	16	16	14	14	14	14	15	223
Italie	13	12	14	15	16	17	16	290
France	**6**	**4**	**3**	**3**	**3**	**3**	**3**	**14**
Norvège	–	23	24	26	25	28	28	3 000
Europe de l'Est (3)	**226**	**559**	**684**	**640**	**637**	**593**	**585**	**57 308**
dont : URSS (ex-)	195	520	656	617	614	572	565	56 650
Afrique	**9**	**43**	**62**	**70**	**71**	**68**	**75**	**10 181**
dont : Algérie	4	31	44	50	50	46	52	3 700
Asie	**42**	**133**	**199**	**221**	**232**	**250**	**273**	**59 980**
dont : Chine	5	11	13	14	16	16	17	1 100
Japon	2	2	2	2	2	2	2	31
Moyen-Orient	25	54	84	86	92	101	110	49 481
Arabie Séoudite	2	16	25	28	29	31	33	5 410
Iran	16	12	20	20	22	26	29	23 000
Emirats arabes unis	1	11	16	18	19	21	24	5 940
Indonésie	–	29	45	53	55	60	64	3 590
Océanie	**4**	**14**	**21**	**24**	**25**	**27**	**29**	**3 323**
dont : Australie	3	11	17	19	21	22	25	3 260
Monde	**998**	**1 434**	**1 709**	**1 729**	**1 770**	**1 780**	**1 818**	**151 880**

(1) 1000 m^3 = 0,9 tep.
(2) À partir de 1990, série pour l'Allemagne réunifiée.
(3) Y compris l'ex-RDA jusqu'en 1990.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

	1973		1985	1991	1993	1994		1995
Pays	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**29,0**	**485**	**539**	**568**	**582**	**602**	**24,6**
dont : États-Unis	515	29,8	412	460	482	492	508	24,4
Canada	37	23,2	50	55	61	65	68	29,2
Mexique	10	19,0	24	24	25	26	26	19,5
Amérique latine	**19**	**11,4**	**43**	**56**	**54**	**59**	**67**	**20,4**
Argentine	7	19,7	13	18	21	21	22	41,8
Vénézuela	12	47,9	18	19	22	23	24	50,9
Europe de l'Ouest (1)	**127**	**9,9**	**213**	**261**	**275**	**278**	**301**	**19,4**
dont : Union Européenne	122	10,5	197	240	251	254	274	19,9
France	**14**	**7,7**	**25**	**28**	**29**	**28**	**30**	**12,3**
Pays Bas	28	45,6	32	34	34	33	34	46,5
Allemagne	29	8,5	49	58	60	61	66	19,6
Royaume-Uni	25	11,4	47	51	57	60	65	29,3
Italie	14	10,9	27	41	42	41	45	27,7
Espagne	1	1,8	2	6	6	6	8	7,5
Europe de l'Est (2)	**232**	**22,2**	**531**	**569**	**518**	**510**	**498**	**43,2**
dont : URSS (ex-)	205	24,1	445	525	479	472	457	48,4
Afrique	**3**	**4,0**	**22**	**32**	**38**	**39**	**39**	**17,3**
Algérie	2	32,8	10	15	16	15	16	64,8
Asie	**33**	**3,9**	**125**	**204**	**245**	**267**	**282**	**11,7**
dont : Chine	5	1,9	11	13	15	16	16	1,9
Japon	5	1,6	35	47	48	51	52	10,5
Moyen-Orient	17	25,6	51	80	98	108	104	35,4
Emirats arabes unis	1	70,7	8	17	16	17	19	66,0
Iran	9	33,4	12	20	25	27	30	36,0
Océanie	**4**	**5,6**	**14**	**18**	**19**	**20**	**21**	**18,8**
Australie	3	5,9	11	14	15	16	17	17,8
Monde	**980**	**17,6**	**1 433**	**1 679**	**1 717**	**1 754**	**1 810**	**21,7**

(1) Y compris République Tchèque et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque et Hongrie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Unité : kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	1973	1985	1990	1992	1993	1994	*r* 1995
Amérique du Nord	**1 933**	**1 417**	**1 420**	**1 475**	**1 501**	**1 520**	**1 553**
dont : États-Unis	2 428	1 727	1 758	1 835	1 867	1 886	1 930
Canada	1 652	1 923	1 954	2 031	2 113	2 209	2 302
Mexique	186	303	268	271	270	276	274
Amérique latine	**77**	**133**	**154**	**156**	**145**	**156**	**174**
Argentine	262	434	513	555	618	604	639
Vénézuela	1 005	1 068	891	929	1 041	1 072	1 106
Europe de l'Ouest (1)	**305**	**483**	**537**	**569**	**597**	**600**	**646**
dont : Union Européenne	351	550	611	648	680	684	737
France	**260**	**445**	**445**	**489**	**502**	**481**	**510**
Pays Bas	2 120	2 233	2 060	2 198	2 241	2 168	2 206
Allemagne (1)	363	627	693	705	736	751	813
Royaume-Uni	447	823	820	882	983	1 030	1 109
Italie	260	480	687	723	735	709	779
Espagne	27	56	128	150	147	161	197
Europe de l'Est (2)	**680**	**1 401**	**1 575**	**1 348**	**1 315**	**1 294**	**1 261**
dont : URSS (ex-)	820	1 601	1 956	1 691	1 640	1 618	1 558
Afrique	**9**	**41**	**49**	**52**	**57**	**56**	**56**
Asie (3)	**15**	**45**	**64**	**69**	**77**	**82**	**86**
dont : Chine	6	10	11	12	13	13	13
Japon	47	290	350	380	383	409	414
Moyen - Orient	235	464	639	634	678	723	677
Océanie	**222**	**747**	**915**	**901**	**914**	**922**	**955**
Monde	**252**	**298**	**320**	**309**	**313**	**315**	**321**

(1) Y compris République Tchèque et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque et Hongrie.
(3) Non compris le Viet-nam, pour 1973 et 1979, et la Corée du Nord sur toute la période.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**13 627**	**15 423**	**15 863**	**17 038**	**16 486**
dont : Norvège	–	6 721	8 577	4 826	4 683	4 582	4 129	4 498	4 300
Royaume-Uni	–	5 336	6 998	4 810	4 646	6 846	7 289	7 871	7 711
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	3 975	3 704	4 193	4 426	4 250
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**422**	**461**	**506**	**532**	**510**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**2 994**	**3 263**	**3 490**	**4 016**	**3 931**
Asie \ Océanie	**–**	**31**	**267**	**284**	**542**	**913**	**1 023**	**1 339**	**1 335**
Total	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**17 585**	**20 060**	**20 882**	**22 925**	**22 262**